



03

Travail et rémunération

206-1602

# Indicateurs du marché du travail 2016

La série «Statistique de la Suisse»  
publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS)  
couvre les domaines suivants:

- 0** Bases statistiques et généralités
- 1** Population
- 2** Espace et environnement
- 3** Travail et rémunération
- 4** Economie nationale
- 5** Prix
- 6** Industrie et services
- 7** Agriculture et sylviculture
- 8** Energie
- 9** Construction et logement
- 10** Tourisme
- 11** Mobilité et transports
- 12** Monnaie, banques, assurances
- 13** Protection sociale
- 14** Santé
- 15** Education et science
- 16** Culture, médias, société de l'information, sport
- 17** Politique
- 18** Administration et finances publiques
- 19** Criminalité et droit pénal
- 20** Situation économique et sociale de la population
- 21** Développement durable et disparités régionales et internationales

# Indicateurs du marché du travail 2016

**Rédaction** Patrick Walter, Anouk Bläuer Herrmann,  
Vincent Cangemi, Thierry Murier, Silvia Perrenoud,  
Rongfang Reutter, Francis Saucy, Sophie Schmassmann,  
Marc Zimmermann

**Editeur** Office fédéral de la statistique (OFS)

**Editeur:** Office fédéral de la statistique (OFS)

**Complément d'information:** Activité professionnelle, temps de travail, chômage et places vacantes, Section Travail et vie active, OFS  
tél. 058 463 64 00, info.arbeit@bfs.admin.ch  
Salaire et revenu du travail, conventions collectives de travail, Section Salaires et conditions de travail, OFS  
tél. 058 463 64 29, lohn@bfs.admin.ch

**Concept et réalisation:** Patrick Walter, Anouk Bläuer Herrmann, Vincent Cangemi, Thierry Murier,  
Rongfang Reutter, Silvia Perrenoud, Francis Saucy, Sophie Schmassmann

**Diffusion:** Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel  
tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61, order@bfs.admin.ch

**Numéro OFS:** 206-1602

**Prix:** 25 francs (TVA excl.)

**Série:** Statistique de la Suisse

**Domaine:** 3 Travail et rémunération

**Rythme de parution:** Annuel

**Langue du texte original:** Français/Allemand

**Traduction:** Services linguistiques OFS

**Page de couverture:** OFS; concept: Netthoevel & Gaberthüel, Bienne; photo: © Daniel Wiedemann – Fotolia.com

**Graphisme/Layout:** Section DIAM, Prepress/Print

**Copyright:** OFS, Neuchâtel 2016  
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée

**ISBN:** 978-3-303-03282-4

# Table des matières

Abréviations	5	4.6 La statistique des frontaliers (STAF)	53
1 Introduction	7	4.7 La statistique du volume du travail (SVOLTA)	55
2 Résultats commentés	9	4.8 La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	56
3 Définitions	23	4.9 Comparatif entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	57
3.1 Notions liées aux personnes	25	4.10 La statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)	58
3.2 Notions liées aux places de travail	28	4.11 La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	59
3.3 Notions économiques	30	4.12 Comparatif entre la statistique du chômage au sens du BIT et la statistique du chômage du SECO	60
3.4 Notions liées au temps de travail	31	4.13 Les comptes globaux du marché du travail (CMT)	61
3.5 Notions liées aux mouvements sur le marché du travail	33	4.14 L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	63
3.6 Notions liées à la rémunération du travail	35	4.15 Comparatif des données salariales de l'ESS et de l'ESPA	64
3.7 Taux divers	37	4.16 La statistique de l'évolution des salaires	65
3.8 Concepts de population et de couverture statistique	39	4.17 L'enquête sur les accords salariaux (EAS)	66
3.9 Grandes régions	40	4.18 L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	67
4 Sources statistiques	43	4.19 L'enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE)	68
4.1 Système des statistiques suisses du marché du travail	44	Tableaux 2016	69
4.2 L'enquête suisse sur la population active (ESPA)	47		
4.3 La statistique de la population active occupée (SPA0)	49		
4.4 La statistique de l'emploi (STATEM)	51		
4.5 Comparatif entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi	52		



# Abréviations

BIT	Bureau international du Travail	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
CCT	Conventions collectives de travail	OFS	Office fédéral de la statistique
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT	ORP	Offices régionaux de placement
CMT	Comptes globaux du marché du travail	OSNM	Office suisse de la navigation maritime
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères	PIB	Produit intérieur brut
DNT	Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises	REE	Registre des entreprises et des établissements
EAS	Enquête sur les accords salariaux	RE	Recensement des entreprises
ECS	Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse	RFP	Recensement fédéral de la population
ESPA	Enquête suisse sur la population active	SCN	Système de Comptabilité Nationale
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires	SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne	SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations
ISS	Indice suisse des salaires	SPAO	Statistique de la population active occupée
KASE	Enquête sur les conflits collectifs de travail	STAF	Statistique des frontaliers
LOK	Enquête d'octobre sur les salaires et traitements	STATEM	Statistique de l'emploi
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques	STATPOP	Statistique de la population et des ménages
		SVOLTA	Statistique du volume du travail
		SYMIC	Système d'information central sur la migration



# 1 Introduction

Les thèmes liés au marché du travail font très souvent l'objet de débats politiques animés, tant au Parlement fédéral que chez tout un chacun, en famille ou entre amis. On croit parfois – à tort – que les statistiques du marché du travail se résument aux indicateurs du chômage et que ces derniers suffisent à dépeindre la situation de l'emploi. Or, le marché du travail s'avère bien plus complexe que cela et seul le recours à de nombreux autres indicateurs statistiques permet de s'en faire une représentation satisfaisante.

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent.

Que faut-il comprendre sous la notion d'indicateurs du marché du travail? Nous utilisons ici ce terme pour qualifier les instruments de mesure qui permettent d'observer régulièrement la situation sur le marché du travail et son évolution. Ces indicateurs sont entre autres nécessaires pour identifier certains problèmes ou déséquilibres ou pour évaluer l'impact de mesures prises dans le cadre de la politique de l'emploi. Par ailleurs, ce sont eux qui peuvent servir de base à l'établissement de scénarios ou de prévisions à plus ou moins long terme.

Les indicateurs présentés dans cette publication sont fournis par:

- cinq statistiques de synthèse (statistiques qui combinent différentes sources)

- *la statistique de la population active occupée*
- *la statistique du volume du travail*
- *la statistique du chômage au sens du BIT*
- *les comptes globaux du marché du travail*
- *la statistique des frontaliers*

- une enquête auprès des personnes
  - *l'enquête suisse sur la population active*
- cinq enquêtes auprès des établissements
  - *la statistique de l'emploi*
  - *l'enquête suisse sur la structure des salaires*
  - *l'enquête sur les accords salariaux*
  - *l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse*
  - *l'enquête sur les conflits collectifs de travail*
- et trois statistiques basées sur des données administratives
  - *la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie*
  - *la statistique de l'évolution des salaires*
  - *la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises*

Le chapitre 2 propose différents commentaires sur la situation du marché du travail pour la période 2010–2015 ainsi que sur les perspectives pour l'année 2016. Les résultats commentés y sont illustrés par de nombreux graphiques. Le chapitre 3 passe en revue les définitions les plus fréquemment utilisées dans les statistiques du marché du travail, alors que le chapitre 4 a pour objet la description des aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Finalement l'ensemble des indicateurs sont présentés sous la forme de tableaux dans la dernière partie de la publication.



## 2 Résultats commentés

## 2010–2015: Principales évolutions sur le marché du travail suisse

La croissance économique qui a suivi la crise financière a légèrement fléchi en 2015. Sur cinq ans (du quatrième trimestre 2010 au quatrième trimestre 2015), le nombre de personnes actives occupées en Suisse a sensiblement augmenté. Durant la même période, le taux de chômage au sens du BIT (chômeurs selon la définition du Bureau international du travail) a augmenté, alors que le taux de chômeurs inscrits (dans un office régional de placement ORP) est resté stable. Le nombre de places vacantes a diminué, comme la difficulté à recruter dans certains cas. Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale.

### Fléchissement de la croissance économique en fin de la période observée

Après les taux de croissance négatifs consécutifs à la crise financière, le PIB Suisse a retrouvé le chemin de la croissance au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente). La Suisse a connu alors quatre trimestres de croissance soutenue (plus de 2,0%), puis, du premier trimestre 2011 au quatrième trimestre 2014, une phase de croissance de 1,7% en moyenne. Un fléchissement de la croissance s'observe à partir du premier trimestre 2015. Au quatrième trimestre 2015, le taux de croissance était encore de 0,3% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. C'est le taux le plus faible de la période considérée.

### Hausse du taux de chômage au sens du BIT

Selon la statistique de la population active occupée (SPA0), qui repose sur une enquête auprès des personnes (ESPA), le nombre d'actifs occupés a augmenté de 9,0% à 5,0 millions entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015. La statistique de l'emploi (STATEM), basée sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, indique une hausse du nombre d'emplois de 6,9% à 4,9 millions.

Pendant la même période, le nombre de chômeurs au sens du BIT a augmenté de 22,6% (+42'000 personnes) et le nombre de chômeurs inscrits auprès des ORP de 4,3% (+6000 personnes).

Cette évolution s'est traduite, sur cinq ans, par une hausse du taux de chômage au sens du BIT (qui a atteint 4,7%, +0,6 point), alors que le taux de chômeurs inscrits restait inchangé (à 3,3%, +0,0 point).

### Moins de places vacantes et de difficultés à recruter du personnel

Au quatrième trimestre 2015, le nombre de places vacantes (48'000) avait diminué de 11,7% par rapport à cinq ans plus tôt (55'000). Parallèlement, les entreprises ont eu moins de peine à recruter du personnel avec un diplôme de formation professionnelle supérieure ou de fin d'apprentissage. Elles ont par contre eu autant de peine que cinq ans plus tôt à recruter du personnel diplômé d'une haute école et de la main-d'œuvre sans formation professionnelle. Pendant la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté quel que soit le niveau de formation des personnes.

### Taux de chômage au sens du BIT en hausse chez les hommes

D'un point de vue structurel, la période 2010–2015 a vu le taux de chômage au sens du BIT des hommes se rapprocher de celui des femmes. Au quatrième trimestre 2015, 4,6% des hommes et 4,8% des femmes étaient au chômage; Cet écart était plus important cinq ans plus tôt (3,8%, respectivement 4,6%).

En 2015, le travail à temps partiel demeurait plus répandu chez les femmes (57,3%) que chez les hommes (16,8%). Le nombre d'hommes travaillant à temps partiel a connu une croissance prononcée ces cinq dernières années (+27,2% contre +7,9% pour les femmes).

### Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a progressé de 21,7% entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015 pour atteindre 1,6 million de personnes. Le nombre de personnes actives de nationalité suisse s'est accru de 4,7% à 3,6 millions. Le solde migratoire des personnes actives connaît des fluctuations relativement fortes (entre 42'000 en 2010 et 78'000 en 2011). Les étrangers sont nettement plus touchés par le chômage que les Suisses (resp. 8,8% et 3,2% au quatrième trimestre 2015). En cinq ans, le taux de chômage a augmenté moins fortement chez les Suisses (+0,2 point) que chez les étrangers (+1,2 point).

### Marché suisse du travail performant en comparaison internationale

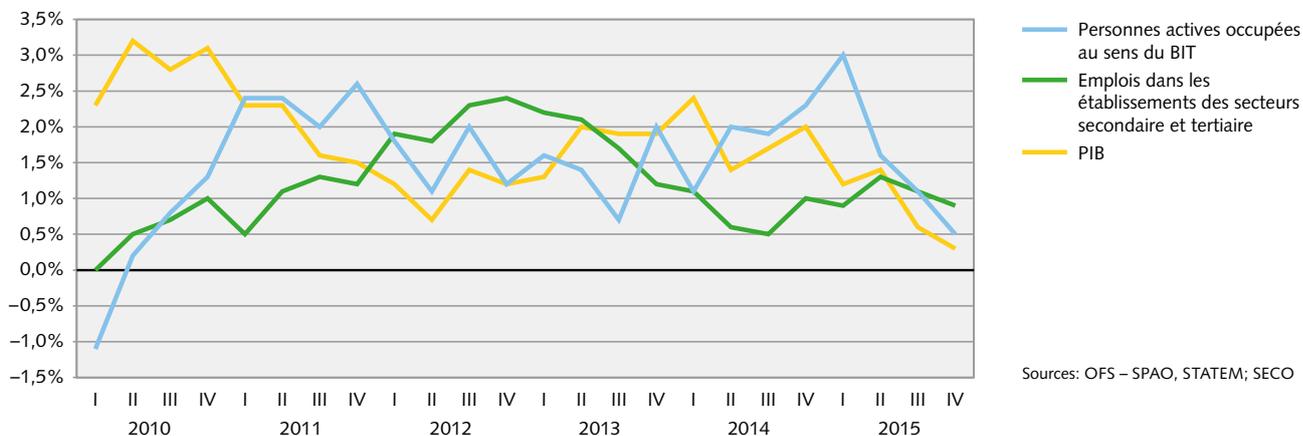
Le taux de chômage au sens du BIT en Suisse (4,7% au quatrième trimestre 2015) correspond environ à la moitié du taux moyen de l'Union européenne (UE-28: 9,1%). La République tchèque (4,5%), l'Allemagne (4,5%), la Norvège (4,2%) et l'Islande (3,1%) présentent un taux encore plus faible. Le taux d'activité des femmes et la proportion d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens.

### Croissance des salaires nominaux et réels

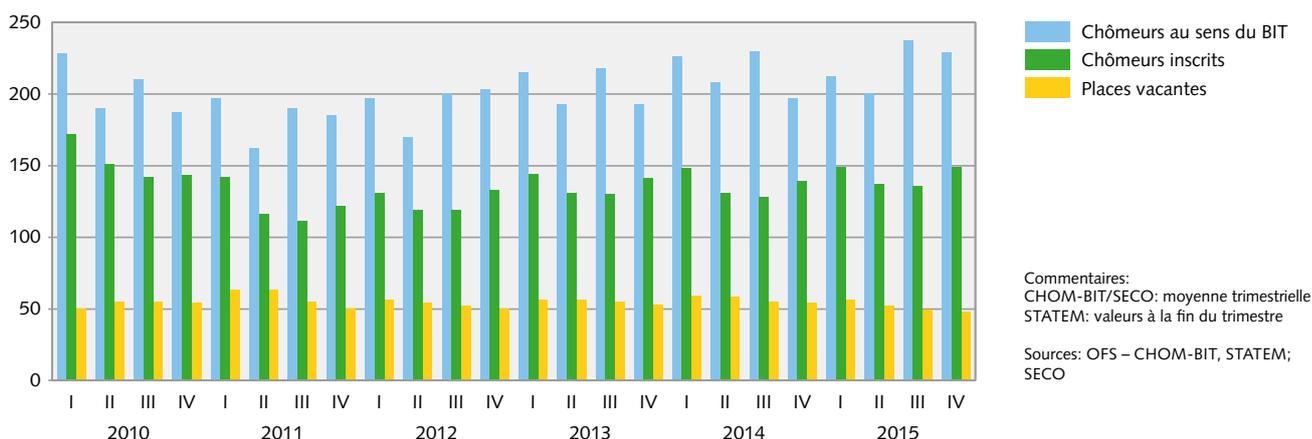
En 2015, les salaires nominaux ont augmenté en moyenne de +0,4% par rapport à 2014, soit le taux le plus bas depuis 1999. Pour la quatrième année consécutive, l'évolution des salaires nominaux se situe en-dessous de la barre de +1%. A fin 2014, au moment des prises de décision en matière de revalorisation salariale pour 2015 et six ans après l'éclatement de la crise financière de 2008, la conjoncture économique mondiale restait fragile. L'évolution nominale des salaires reflète au plus près l'inflation estimée en septembre 2014 à +0,4% pour 2015. L'inflation s'étant soldée par un taux négatif de -1,1%, le pouvoir d'achat des salaires a augmenté de +1,5% en 2015. Durant les cinq dernières années, de 2011 à 2015, le rythme annuel moyen de la progression salariale réelle, pour l'ensemble salarié(e)s a été de +1,1% (hommes +1,1%, femmes +1,2%).

## 2010–2015: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

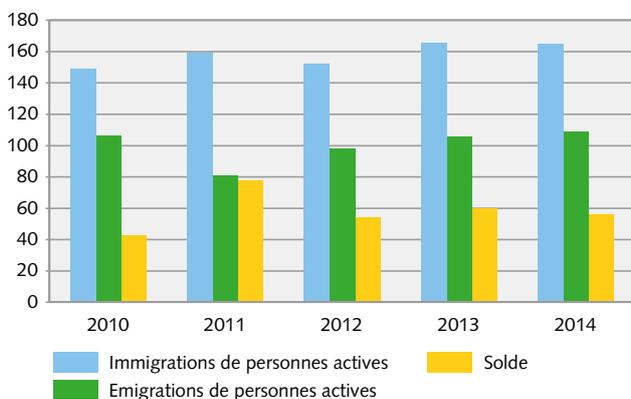
**Variation du produit intérieur brut (PIB en termes réels), du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2010–2015**



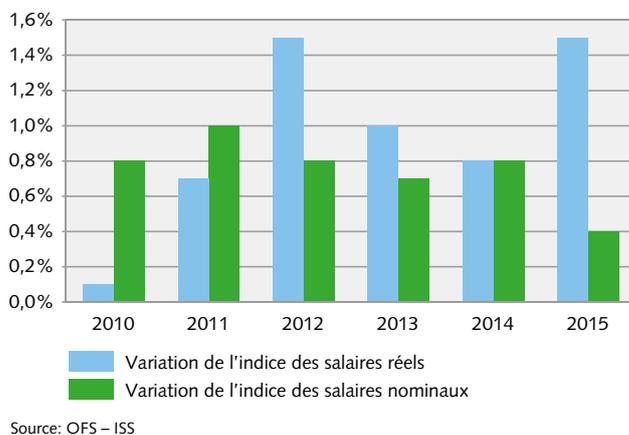
**Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et places vacantes, en milliers, 2010–2015**



**Migration de main-d'oeuvre, en milliers, 2010–2014**



**Variation de l'indice des salaires nominaux et réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2010–2015**



## 2010–2015: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2010 à 2015, la proportion de femmes participant au marché du travail a augmenté. Hommes et femmes sont toujours plus nombreux à travailler à temps partiel. Proportionnellement, les femmes restent cependant nettement plus nombreuses que les hommes à exercer une activité professionnelle à temps partiel (57,3% contre 16,8%). Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté au fil des ans chez les hommes et se situe maintenant à un niveau comparable à celui des femmes (resp. 4,6% et 4,8%). Les femmes gagnent en moyenne 12,5% de moins que les hommes. Seule une partie de cette différence peut être expliquée par des critères objectifs.

### La part des femmes actives a augmenté

Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et chômeurs au sens du BIT) a progressé de 7,8% (à 2,8 millions), celui des femmes actives de 11,6% (à 2,4 millions). La part des femmes dans la population active a augmenté en cinq ans de 0,9 points à 45,9%. Le nombre de personnes actives occupées a plus fortement augmenté chez les femmes (+11,3%) que chez les hommes (+7,1%). Et le nombre de personnes au chômage au sens du BIT a progressé de 17,3% chez les femmes et de 28,0% chez les hommes. Ces évolutions ont entraîné une réduction de la part des femmes parmi les chômeurs au sens du BIT, laquelle est passée de 50,3% en 2010 à 48,1% en 2015 (quatrième trimestre).

### Le travail à temps partiel continue de progresser

Le travail à temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au quatrième trimestre 2015, 57,3% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (taux d'occupation inférieur à 90%), contre 16,8% des hommes actifs occupés. Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a augmenté aussi bien chez les femmes (+7,9%) que chez les hommes (+27,2%).

La distribution inégale du travail à temps partiel explique que la part des femmes au volume total des heures effectives de travail n'ait été en 2015 que de 38,4%.

### Les femmes travaillent plus souvent dans le secteur des services que les hommes

Pour les deux sexes, l'évolution des actifs occupés a été comparable dans les trois secteurs économiques entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015: le nombre d'hommes et de femmes occupés dans le secteur secondaire a augmenté à un rythme inférieur à la moyenne (resp. +2,1% et +5,2%), celui des hommes et des femmes occupés dans le secteur tertiaire a progressé à un rythme supérieur à la moyenne (resp. +10,7% et +11,8%).

Proportionnellement, les femmes travaillent bien plus fréquemment que les hommes dans le secteur des services (4<sup>e</sup> trimestre 2015: 86,4% contre 66,1%). 10,9% seulement des femmes travaillent dans l'industrie et 2,7% dans l'agriculture. Parmi les hommes actifs occupés, 30,1% travaillent dans l'industrie et 3,8% dans l'agriculture.

### Hausse du taux de chômage au sens du BIT malgré la récente reprise économique

La récession économique amorcée au quatrième trimestre 2008 (PIB par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente) a fait augmenter le taux de chômage au sens du BIT au cours des trimestres suivants: il est passé au premier trimestre 2010 à 5,0% chez les hommes et à 5,3% chez les femmes. En 2010 l'économie a repris de la vigueur. Il en est résulté une baisse du taux de chômage à 3,5% pour les hommes et à 3,7% pour les femmes au deuxième trimestre 2011. La dynamique économique a ralenti en 2011 et en 2012: le taux de chômage a eu tendance à augmenter en 2013 et celui des hommes à se rapprocher de celui des femmes. Le chômage a atteint 4,7% au troisième trimestre 2013 tant pour les hommes que pour les femmes. Il a diminué au cours des trimestres suivants pour les deux sexes, avant d'augmenter à nouveau à partir du deuxième trimestre 2015.

Au cours des cinq années qui s'étendent du quatrième trimestre 2010 au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT des hommes a presque rejoint celui des femmes. Si les deux taux étaient encore nettement distincts en 2010 (hommes 3,8%, femmes 4,6%), il sont à peu près au même niveau en 2015 (hommes 4,6%, femmes 4,8%).

### Les femmes gagnent moins que les hommes

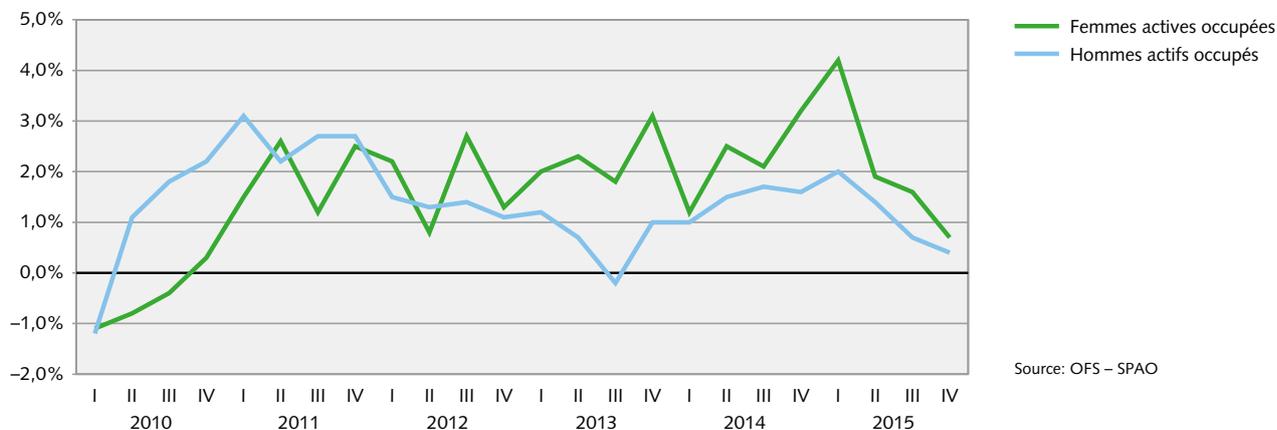
En 2014, le salaire mensuel brut des femmes dans l'économie totale était de 5907 francs, et celui des hommes de 6751 francs. La différence salariale a diminué depuis 2010 passant de 15,6% à 15,1% en 2012, et 12,5% en 2014. Dans l'économie privée, l'écart salarial était en 2014 de 15,1%, contre 18,9% en 2012 et 18,5% en 2010. Dans le secteur public, elle atteignait 12,3% en 2014.

Selon une analyse mandatée par l'Office fédéral de la statistique, 59,1% de la différence salariale de 2012 (secteur privé) peuvent s'expliquer par des structures objectivement différentes comme le niveau hiérarchique, l'ancienneté ou la formation. 40,9% de la différence reposent sur des facteurs inexpliqués<sup>1</sup>.

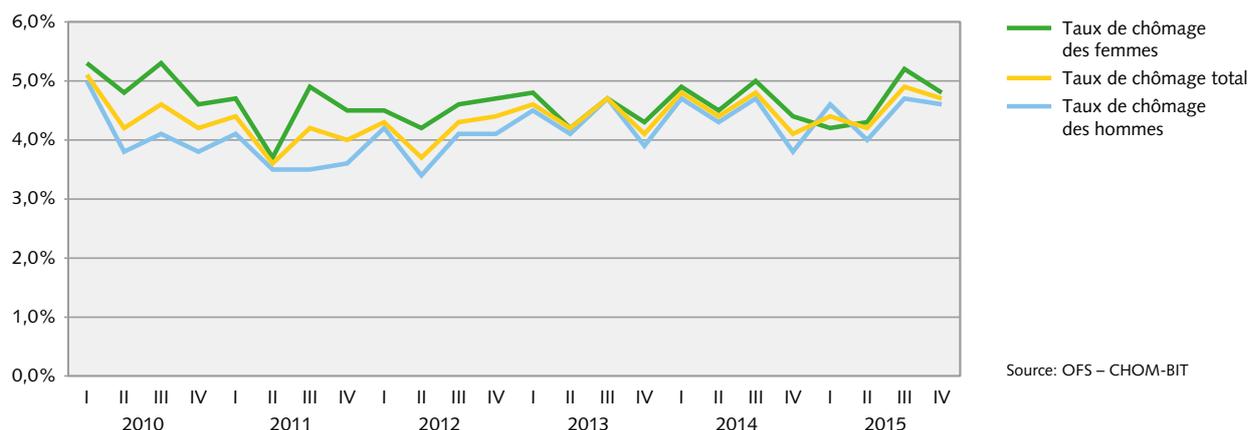
<sup>1</sup> [www.statistique.ch](http://www.statistique.ch) → Thèmes → 03 – Travail, rémunération → Salaires et revenus du travail → Indicateurs → Niveau des salaires → par sexe

## 2010–2015: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

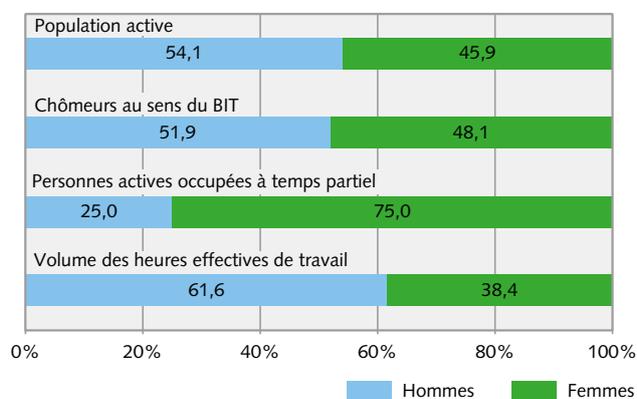
### Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2010–2015



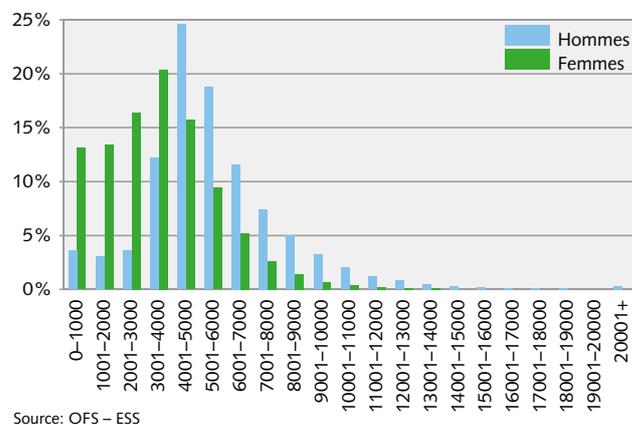
### Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, en pour cent, 2010–2015



### Répartition hommes/femmes de la pop. active, des chômeurs au sens du BIT, des pers. actives occupées à temps partiel (au 4<sup>e</sup> trimestre 2015 dans les trois cas) et du volume des heures effectives de travail (2015), en pour cent



### Répartition des salariés selon les classes de salaires (salaire mensuel net en francs) et le sexe, secteur privé et secteur public ensemble, en pour cent, 2014



## 2010–2015: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2010 à 2015, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté presque cinq fois plus fortement que celui des personnes actives de nationalité suisse. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Les salaires de ces derniers sont globalement plus élevés que ceux des travailleurs étrangers.

### Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT) a progressé presque cinq fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+21,7% à 1,6 million contre +4,7% à 3,6 millions). De 2011 à 2014, on observe chaque trimestre une hausse sensible (entre 3 et 5%) de la population active étrangère par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Aux deuxième et troisième trimestres 2015, cette progression a légèrement ralenti et la population active de nationalité étrangère n'a plus augmenté que de 2,4%. La forte progression du nombre de travailleurs étrangers est le résultat d'une forte immigration: de 2010 à 2014, l'immigration de main-d'œuvre étrangère a dépassé l'émigration de main-d'œuvre étrangère de 301'000 personnes. Pour les actifs de nationalité suisse, on observe durant la même période un solde négatif de 10'000 personnes. Les naturalisations ont une incidence sur la structure de la population active: de 2010 à 2014, quelque 109'000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 29,8% entre 2010 et 2015 et celui de la population active suisse n'aurait augmenté que légèrement (1,5%). Au quatrième trimestre 2015, la part des étrangers dans la population active représentait 31,5% contre 28,3% cinq ans plus tôt.

### Le chômage au sens du BIT touche davantage les étrangers que les Suisses

Au quatrième trimestre 2015, la population active de nationalité suisse se composait de 3,5 millions d'actifs occupés et de 116'000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population suisse s'élevait ainsi à 3,2%. Ce taux a varié au cours de la période sous revue entre 2,6% (2011) et 3,9% (2014). La situation des étrangers est moins favorable: au quatrième trimestre 2015, 1,6 million d'entre eux étaient actifs occupés et 113'000 étaient au chômage. Le taux de chômage de la population étrangère était de 8,8%. Les étrangers sont davantage exposés au risque de chômage. Ce risque plus grand tient entre autres au fait qu'une proportion comparative-ment importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (25,8%, contre 10,6% des Suisses).

### Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015, la part des personnes travaillant à temps partiel a légèrement augmenté tant chez les Suisses (+2,0 points à 39,1%) que chez les étrangers (+0,8 point à 25,4%). Ce mode de travail est très répandu chez les femmes, mais il l'est bien plus chez les Suissesses que chez les étrangères: au quatrième trimestre 2015, 60,5% des premières travaillaient à temps partiel, contre 45,8% des secondes. Chez les hommes, les proportions étaient de 19,1% et 10,6%. La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (96,4% contre 89,0% des Suisses). Seuls 3,6% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses est liée à plusieurs facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les étrangers de première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part plus importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (et la proportion d'indépendants est bien plus élevée chez les 40 à 64 ans que dans les autres groupes d'âges).

### La part des travailleurs frontaliers étrangers augmente

La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement n'a que légèrement changé au cours des cinq dernières années. Si la part des frontaliers titulaires du permis G a augmenté de 1,4 point à 19,7%, celle des autres groupes d'étrangers a diminué: -0,9 point à 48,7% pour les titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), -0,2 point à 26,8% pour les titulaires d'une autorisation de séjour (livret B), -0,4 point à 3,2% pour les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.

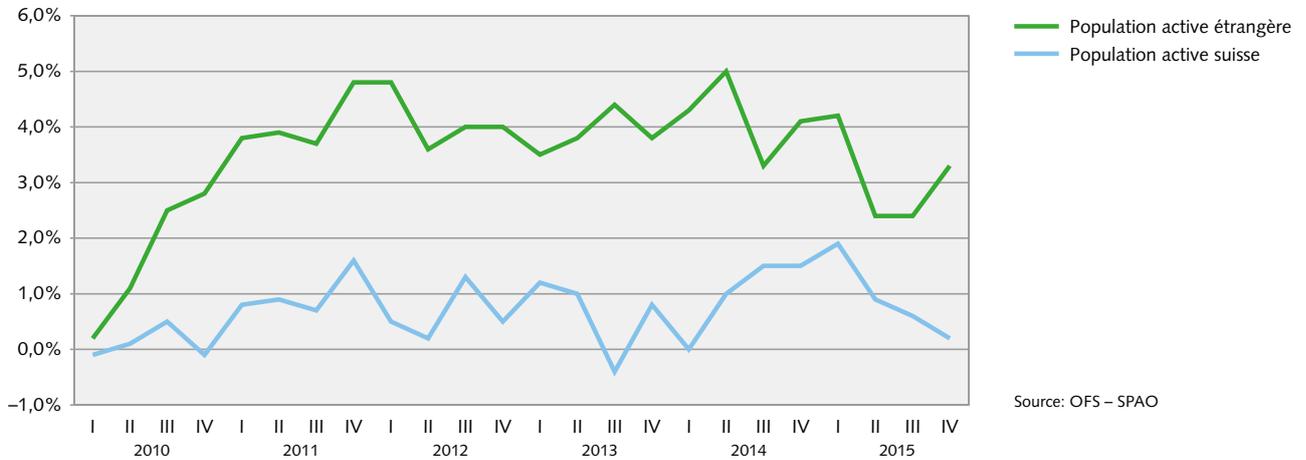
### Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

En 2014, le niveau de rémunération de la main-d'œuvre étrangère était globalement inférieur à celui des salariés suisses (resp. 5833 francs et 6713 francs). On observe ainsi un écart salarial de 13,1% en faveur de la main-d'œuvre suisse. Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes et d'autre part, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

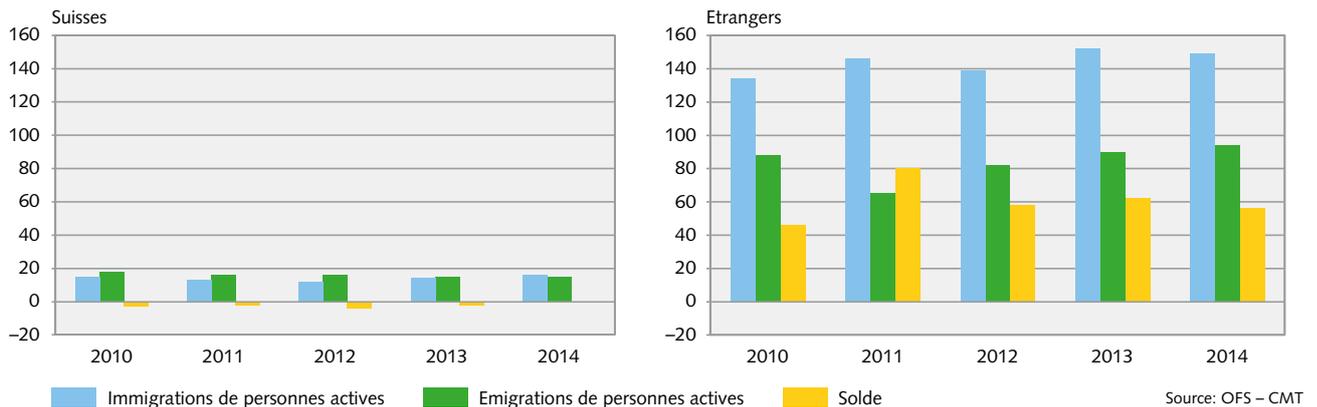
Entre 2010 et 2014, le niveau salarial médian des salariés étrangers (tous types d'autorisation de séjour confondus) a augmenté de 4,0% tandis que celui des salariés de nationalité suisse a connu une hausse de 3,5%.

## 2010–2015: La main-d'œuvre suisse et étrangère

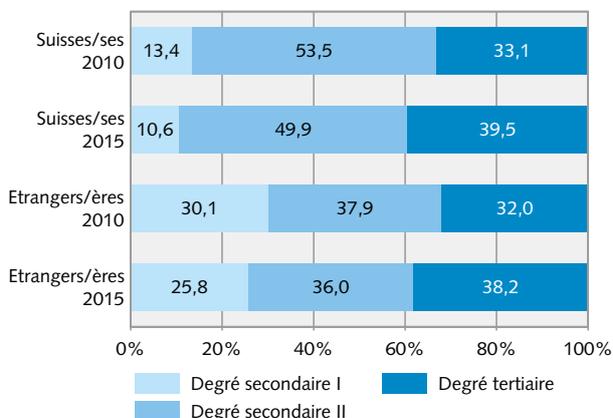
### Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2010–2015



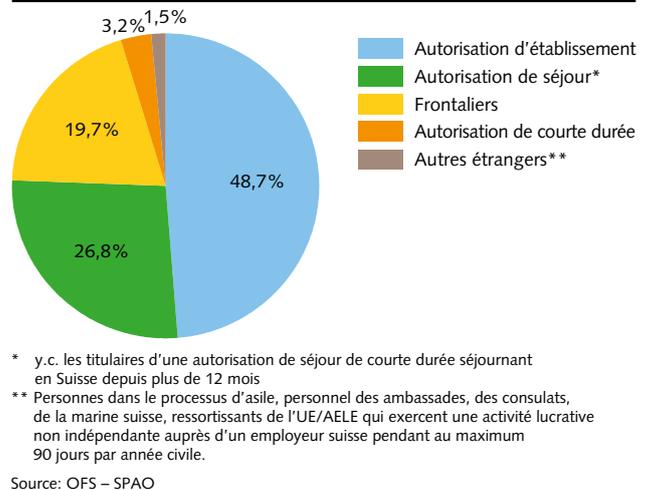
### Migration de personnes actives selon la nationalité, en milliers, 2010–2014



### Niveau de formation des personnes actives selon la nationalité, en pour cent, 4<sup>e</sup> trimestre 2010 et 4<sup>e</sup> trimestre 2015



### Population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, 4<sup>e</sup> trimestre 2015



## 2010–2015: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

De 2010 à 2015, le nombre d'actifs occupés a augmenté à un rythme supérieur à la moyenne dans les grandes régions Suisse centrale, Espace Mittelland et Zurich. La Région lémanique accueille plus du tiers des frontaliers travaillant en Suisse. Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,5 point ces cinq dernières années à l'échelle de la Suisse. On observe cependant des différences entre les grandes régions: si le taux a fortement augmenté dans la Région lémanique, en Suisse centrale et dans la Suisse du Nord-Ouest, il a reculé à Zurich. Pendant toute la période considérée, le taux de chômage a toujours été supérieur de 2 points de pourcent à la moyenne suisse dans la Région lémanique et au Tessin.

### Forte progression du nombre d'actifs occupés en Suisse centrale

Au niveau suisse, le nombre d'actifs occupés a progressé de 9,0% entre le quatrième trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2015. Les plus fortes hausses s'observent en Suisse centrale (+13,5%), dans l'Espace Mittelland (+11,4%) et à Zurich (+9,9%). Au quatrième trimestre 2015, l'Espace Mittelland comptait le plus de personnes actives occupées (1,1 million), devant Zurich (993'000) et la Région lémanique (944'000).

### Un tiers des frontaliers travaillent dans la Région lémanique

Au quatrième trimestre 2015, 304'100 frontaliers travaillaient en Suisse. Plus d'un tiers exercent leur activité professionnelle dans la Région lémanique (37,0%), un quart dans la Suisse du Nord-Ouest (22,6%) et un cinquième au Tessin (20,5%). Ces trois grandes régions accueillent ensemble quelque quatre cinquièmes des frontaliers.

Entre 2010 et 2015 (4e trimestres), la part de frontaliers dans la population active a augmenté le plus fortement au Tessin (+4,3 points à 26,9%) et dans la région lémanique (+2,5 points à 11,8%). L'augmentation a été bien plus modérée en Suisse du Nord-Ouest (+0,7 point à 10,4%). Au niveau suisse, le part de frontaliers dans la population active a progressé de 1,0 point (à 6,0%).

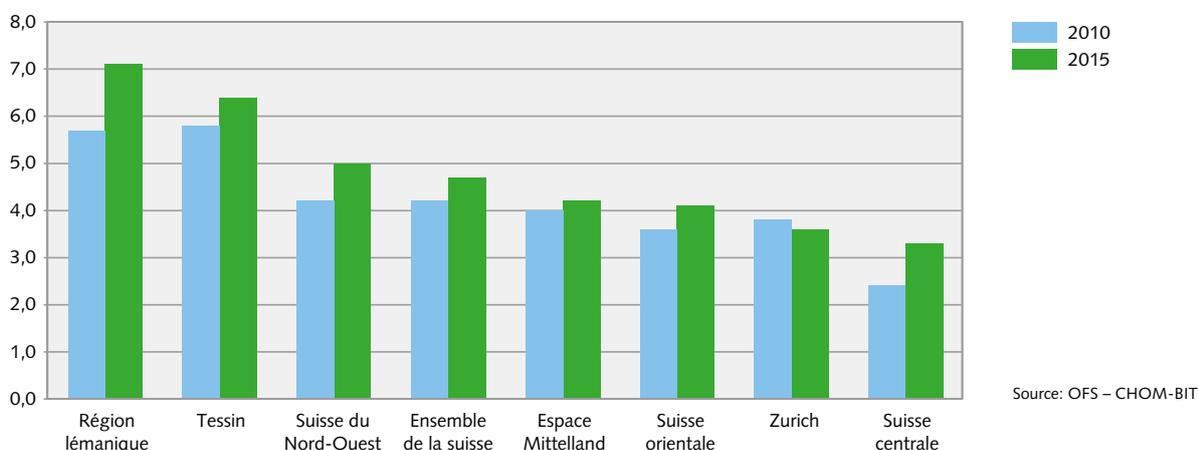
### Hausse du taux de chômage au sens du BIT dans toutes les grandes régions sauf à Zurich

Sur l'ensemble des cinq années considérées (du 4<sup>e</sup> trimestre 2010 au 4<sup>e</sup> trimestre 2015), le taux de chômage au sens du BIT a progressé au niveau suisse de 4,2% à 4,7%. On observe cependant des différences entre les grandes régions: le taux de chômage a fortement augmenté dans la Région lémanique (de 5,7 à 7,1%), en Suisse centrale (de 2,4 à 3,3%) et dans la Suisse du Nord-Ouest (de 4,2 à 5,0%). La hausse a été moins forte au Tessin (de 5,8 à 6,4%), en Suisse orientale (de 3,6 à 4,1%) et dans l'Espace Mittelland (de 4,0 à 4,2%). Seule Zurich a enregistré une baisse du taux de chômage de 0,2 point (à 3,6%).

### La région zurichoise propose les salaires les plus élevés

La situation salariale en 2014 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5485 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 19,5% de moins que les salariés de la région de Zurich (6810 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux régions a augmenté de 1,5 point par rapport à 2010 (18,0%). Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait en 2014 entre ces deux extrêmes: 6578 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 6497 francs dans la Région lémanique, 6358 francs dans l'Espace Mittelland, 6352 francs en Suisse centrale et 6027 francs en Suisse orientale.

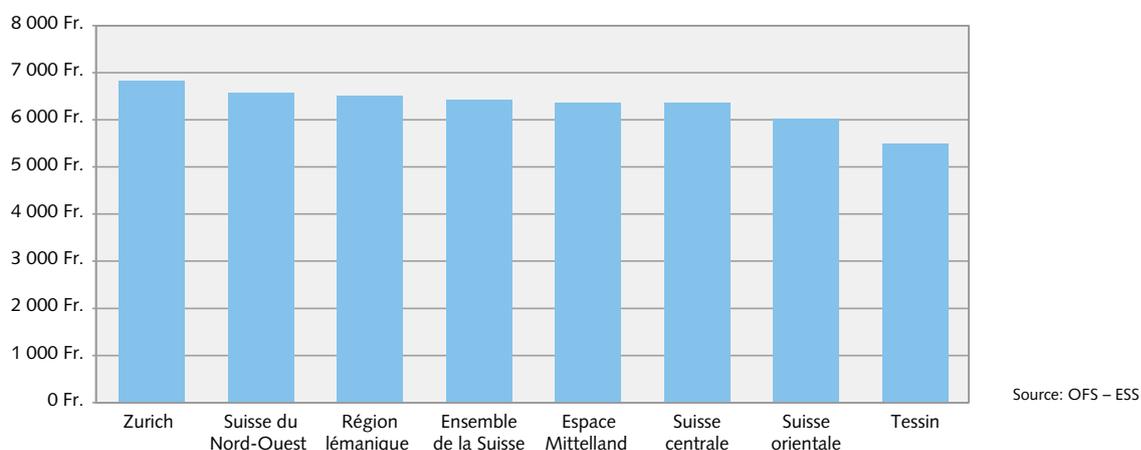
## 2010–2015: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Taux de chômeurs au sens du BIT par grande région, en pour cent, 4<sup>e</sup> trimestre 2010 et 2015

## Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques par grande région, en pour cent, moyenne annuelle 2015



## Salaire mensuel brut standardisé (médiane) par grande région, en francs, 2014, secteur privé et secteur public ensemble



## Situation du marché du travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 et perspectives à court terme

**Le nombre des actifs occupés et des emplois a augmenté au premier trimestre 2016 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Le taux de chômage au sens du BIT et le taux de chômage selon le SECO ont enregistré une hausse. Les places vacantes étaient moins nombreuses et les difficultés à recruter du personnel qualifié ont été moins importantes qu'il y a un an. L'indicateur des perspectives d'emploi fait entrevoir pour le deuxième trimestre 2016 un accroissement du nombre d'emplois.**

### Hausse du nombre de personnes actives occupées et de celui des emplois

Au premier trimestre 2016, le nombre des actifs occupés a progressé de 65'000 ou de 1,3% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse a été plus élevée chez les femmes (+1,8%) que chez les hommes (+0,9%) et plus faible pour les personnes actives occupées suisses (+0,8%) que pour celles de nationalité étrangère (+2,4%). Chez ces dernières, le nombre de titulaires d'une autorisation de séjour B (en règle générale valable cinq ans et renouvelable) et de titulaires d'une autorisation frontalière G s'est nettement accru en comparaison annuelle (respectivement +7,4% et +3,7%). En revanche, le nombre de titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée L (-5,0%) et celui des titulaires d'une autorisation d'établissement (-0,2%) ont diminué. Le nombre d'actifs occupés a augmenté dans le secteur tertiaire (+2,0%), alors qu'il a diminué dans le secteur secondaire (-0,4%).

Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le nombre des actifs occupés a progressé plus nettement (+1,3%) que celui des emplois (+0,6%). Les évolutions différentes du nombre des actifs occupés (statistique de la population active occupée SPAO) et du nombre des emplois (statistique de l'emploi STATEM) peuvent, entre autres, résulter des différences quant à l'univers de base (ménages pour l'une et entreprises pour l'autre), à l'unité statistique (personnes pour l'une et emplois pour l'autre) et quant à la période de référence (moyenne trimestrielle pour l'une et fin du trimestre pour l'autre). Lorsque la conjoncture se détériore, la SPAO tend à donner souvent une image plus positive que la STATEM.

### Hausse du taux de chômage au sens du BIT

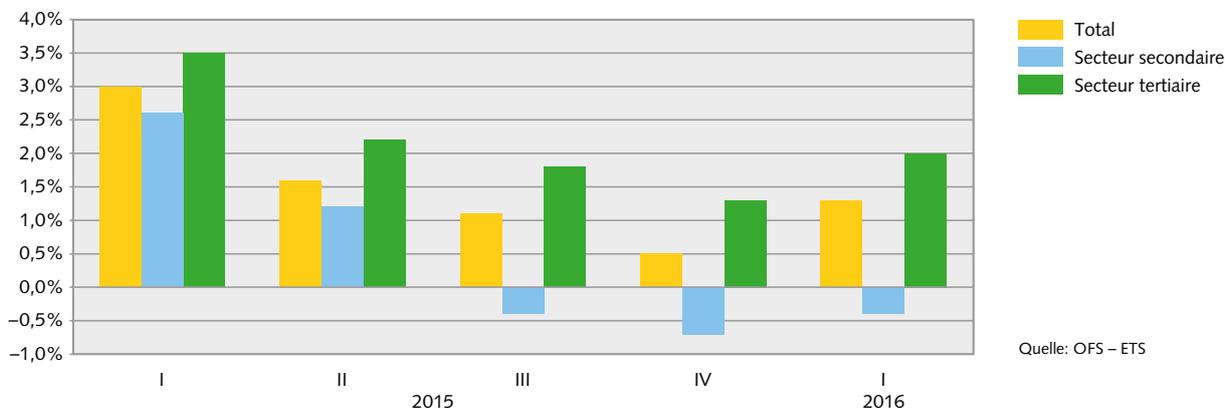
Au premier trimestre 2016, 248'000 personnes étaient au chômage en Suisse selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), soit 37'000 de plus qu'un an auparavant. Ces chômeurs au sens du BIT représentaient 5,1% de la population active, contre 4,4% au premier trimestre 2015. Le taux de chômage selon le SECO se situait à 3,6% au premier trimestre 2016, soit un niveau supérieur de 0,3 point par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Ce taux représente en chiffres absolus quelque 160'000 personnes enregistrées au premier trimestre 2016 comme chômeurs dans un office régional de placement et une hausse de 11'000 personnes par rapport à 12 mois auparavant. Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) a aussi progressé entre le premier trimestre 2015 (57'000) et le premier trimestre 2016 (61'000). La hausse se chiffre à quelque 4000 personnes.

### Prévisions d'évolution de l'emploi

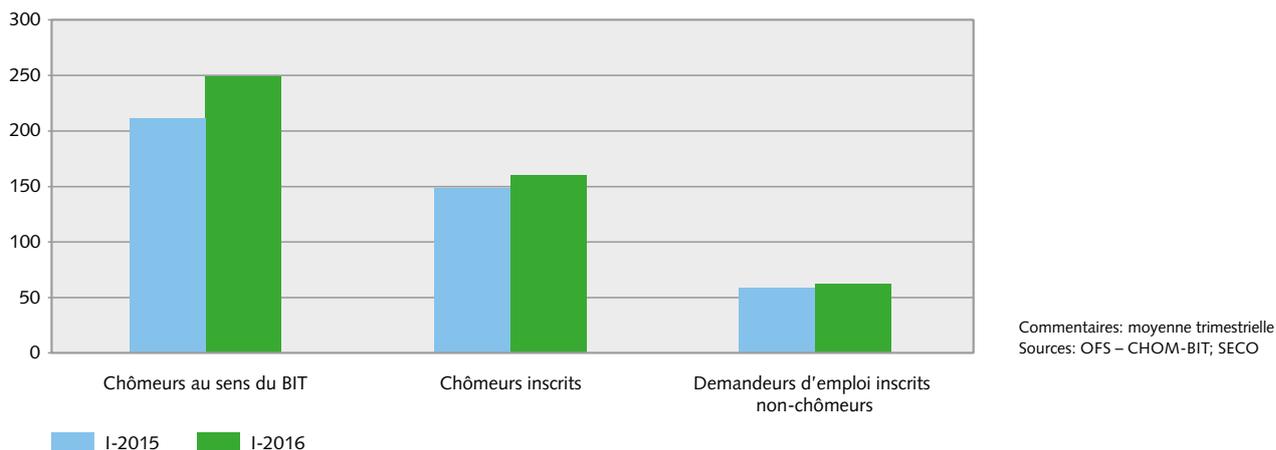
Les indicateurs à court terme de la statistique de l'emploi laissent entrevoir que les effectifs vont d'une manière générale augmenter ou du moins rester au même niveau pendant le trimestre à venir. L'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, est resté au premier trimestre 2016 inchangé par rapport à l'année précédente (1,02) et était donc toujours supérieur à 1,00, dans le secteur secondaire (1,02; +0,0%) comme dans le secteur tertiaire (1,02; +0,0%). Au premier trimestre 2016, on dénombrait 51'000 places vacantes dans l'économie totale, soit 4700 de moins (-8,5%) qu'au premier trimestre 2015. Le recul a été nettement plus fort dans le secteur secondaire (-2500 unités; -18,9%) que dans le secteur tertiaire (-2200 unités; -5,2%). Par conséquent, la part des entreprises ayant eu des difficultés à recruter du personnel qualifié s'est réduite plus fortement dans le secteur secondaire (-4,9 points à 33,9%) que dans le secteur tertiaire (-0,7 point à 26,8%).

## Situation du marché du travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2016 et perspectives à court terme

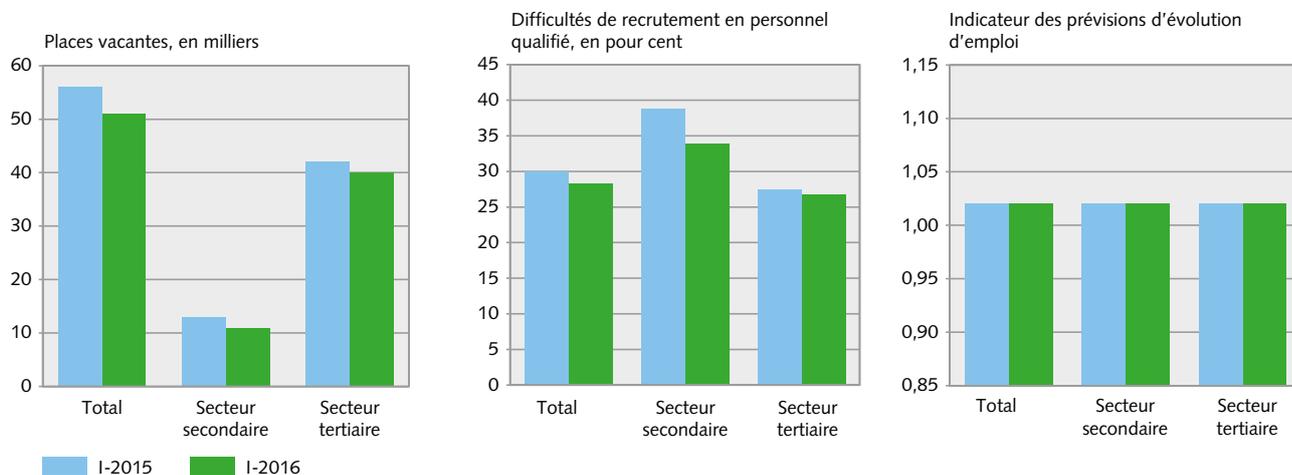
### Variation du nombre d'actifs occupés par secteur économique, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 1<sup>er</sup> trimestre 2015 et 1<sup>er</sup> trimestre 2016



### Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, 1<sup>er</sup> trimestre 2015 et 1<sup>er</sup> trimestre 2016



### Places vacantes, difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi\*, 1<sup>er</sup> trimestre 2015 et 1<sup>er</sup> trimestre 2016



\* L'échelle va de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation), en passant par 1,0 (maintien).

Source: OFS – STATEM

## Le marché du travail suisse en comparaison internationale

**Le marché du travail suisse est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe. Le taux d'activité des femmes et la part d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Le taux de chômage au sens du BIT est en Suisse inférieur de près de moitié au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires en Suisse, convertis en euros, sont plus élevés que dans les pays de l'UE. Si l'on convertit les salaires en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix, les différences sont cependant plus faibles.**

### Taux d'activité élevé en Suisse

Au quatrième trimestre 2015, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 69,3% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seule l'Islande (81,9%) affichait un taux d'activité supérieur. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 60,9%; Allemagne: 60,6%; France: 56,1%; Italie: 49,2%). Après l'Italie, la Croatie (52,5%) et la Grèce (52,2%) présentent les taux les plus faibles d'Europe. La moyenne de l'UE28 se situe à 57,6%.

### Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie fortement d'un pays à l'autre. En Italie (40,0%) et à Malte (41,7%), deux cinquièmes des femmes sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 79,2%; Norvège: 61,8%; Suède: 60,7%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (51,4%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 63,8%. La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 35,6% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 57,2%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (50,6%; femmes: 77,0%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,3%; femmes: 2,5%) et en Hongrie (5,6%; femmes: 7,5%).

### Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

Entre le quatrième trimestre 2014 et le quatrième trimestre 2015, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,6 point à 4,7%. Dans l'UE-28, on a observé parallèlement une baisse du chômage selon le BIT (de 10,0% à 9,1%). Par rapport aux Etats membres de l'UE, la Suisse fait toujours état d'un des taux les plus bas. Les pays suivants enregistrent des valeurs inférieures: la République tchèque (4,5%; -1,2 point), l'Allemagne (4,5%; -0,3 point), la Norvège (4,2%; +0,8 point) et l'Islande (3,1%; -1,0 point). La Grèce et l'Espagne sont les pays d'Europe qui présentent les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés, mais comparés à leur niveau du trimestre correspondant de l'année précédente, ces taux ont tous les deux reculé (Grèce: -1,7 point à 24,4%; Espagne: -2,8 points à 20,9%).

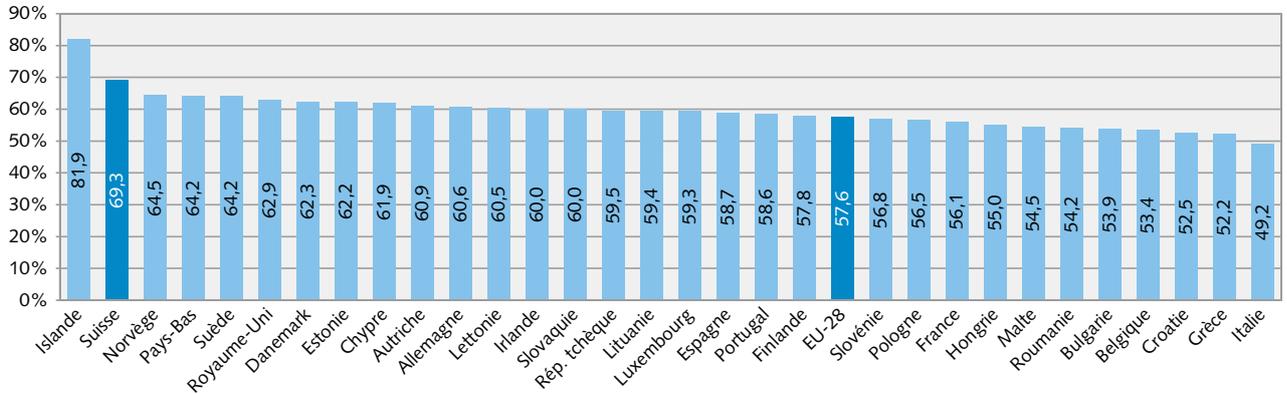
### Les salaires en comparaison internationale

La comparaison des salaires annuels bruts moyens pour un poste en équivalent plein temps dans l'industrie et les services marchands (entreprises de 10 employés ou plus) met en évidence l'écart salarial existant parmi les pays de l'UE. Des différences marquées sont à observer non seulement entre les pays de l'UE-15 et les nouveaux pays membres entrés dans l'UE depuis 2004, mais également à l'intérieur des deux groupes de pays. Dans l'UE-15, un décalage subsiste entre les pays du nord et ceux du sud. En effet, en 2010 les salaires bruts annuels les plus élevés sont enregistrés au Danemark (54'807 euros), au Luxembourg (51'008 euros) et en Belgique (44'366 euros), les plus bas en Espagne (26'621 euros), en Grèce (25'696 euros) et au Portugal (17'193 euros). L'écart salarial augmente encore si l'on considère les nouveaux pays membres: en 2010 seuls Chypre (25'417 euros) et la Slovénie (20'495 euros) affichent des salaires supérieurs à 20'000 euros tandis que la Roumanie et la Bulgarie, pays devenus membres de l'UE en 2007, viennent clore le classement avec des salaires annuels bruts respectivement de 6048 et 4618 euros. Avec un salaire brut annuel de 63'549 euros, niveau influencé en partie par la force du franc, la Suisse figure en première position devant la Norvège (55'370 euros), autre État membre de l'AELE, et le Danemark.

Afin de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat, les salaires exprimés en monnaie nationale doivent être convertis dans une devise commune artificielle appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). La prise en compte des différences de niveaux de prix entre les pays nous amène à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays. En effet, exprimés en euros, les salaires payés en Suisse (les plus hauts) sont 13,8 fois supérieurs à ceux payés en Bulgarie (les plus bas) alors qu'exprimés en SPA ils ne sont plus que 4,3 fois supérieurs. Si l'on considère les pays voisins, exprimés en euros, les salaires annuels payés en Suisse sont 1,6 fois supérieurs à ceux versés en Allemagne et en Autriche, 1,8 fois supérieurs à ceux payés en France et 2 fois supérieurs aux salaires de l'Italie. Par contre, lorsque la comparaison des salaires bruts moyens est faite sur la base de leur niveau en SPA, l'écart se réduit. Les salaires payés en Suisse ne sont plus que 1,2 fois supérieurs aux salaires payés en Allemagne, 1,3 fois supérieurs à ceux versés en Autriche, 1,4 et 1,5 fois supérieurs à ceux payés respectivement en France et en Italie.

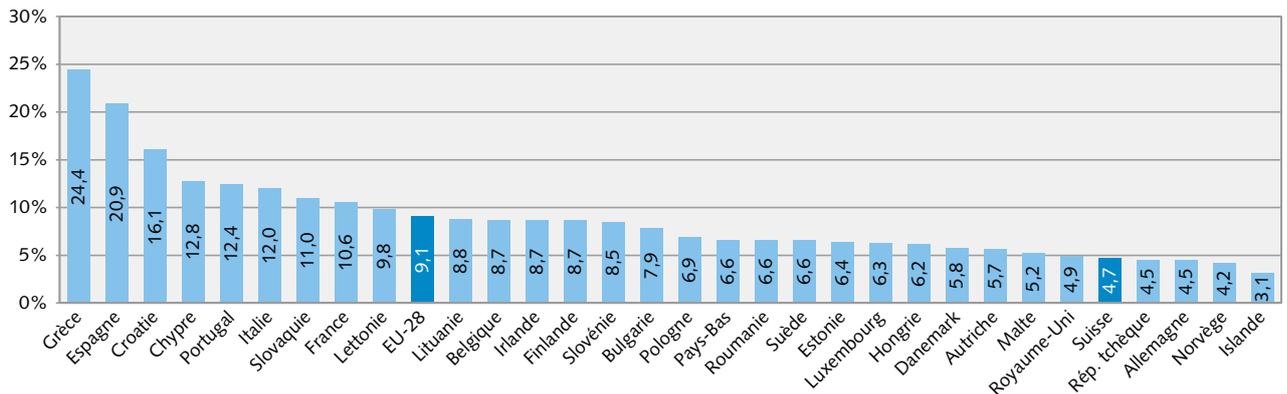
## 2010–2015: Le marché du travail suisse en comparaison internationale

### Taux d'activité standardisé (15+ ans) en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 4<sup>e</sup> trimestre 2015



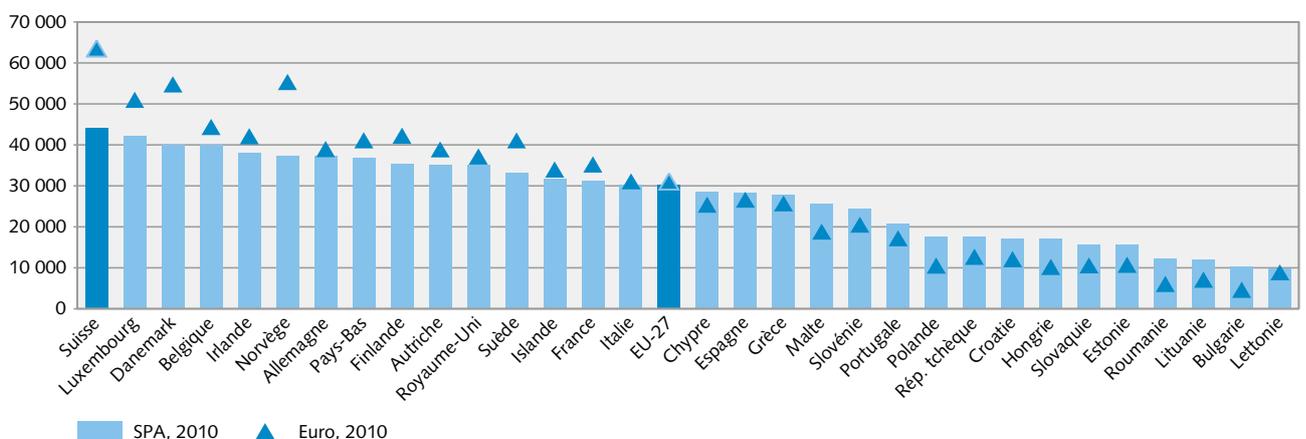
Sources: OFS – ESPA; EUROSTAT (état: février 2016)

### Taux de chômage au sens du BIT (15–74 ans), en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 4<sup>e</sup> trimestre 2015



Sources: OFS – ESPA; EUROSTAT (état: février 2016)

### Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps<sup>1</sup>. Entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands<sup>2</sup>, Suisse et Etats de l'UE et de l'AELE, en SPA<sup>3</sup> et en Euro, 2010



<sup>1</sup> Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%).

<sup>2</sup> Sections B à N de la NACE Rév. 2

<sup>3</sup> Les revenus exprimés en SPA (Standard de pouvoir d'achat) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays.

Sources: OFS – ESS; EUROSTAT (état: avril 2016)



## 3 Définitions



### 3.1 Notions liées aux personnes

#### Personnes actives occupées

Sont considérées comme actives occupées les personnes d'au moins 15 ans révolus qui, au cours de la semaine de référence,

- ont travaillé au moins une heure contre rémunération
- ou qui, bien que temporairement absentes de leur travail (absence pour cause de maladie, de vacances, de congé maternité, de service militaire, etc.), avaient un emploi en tant que salarié ou indépendant
- ou qui ont travaillé dans l'entreprise familiale sans être rémunérées.

Sont compris dans cette définition, indépendamment du lieu où s'exerce l'activité (dans une entreprise, à domicile ou dans un ménage privé): les salariés, les indépendants, les collaborateurs familiaux d'entreprises familiales, les apprentis, les recrues, sous-officiers et officiers qui, pendant l'école de recrues ou le service d'avancement, conservent leur place et leur contrat de travail, les écoliers et les étudiants qui exercent une activité parallèlement à leurs études et les retraités qui continuent de travailler. Les personnes accomplissant uniquement du travail ménager dans leur propre ménage, des activités d'entraide non rémunérées ou d'autres activités bénévoles ne sont pas considérées comme actives occupées.

**(Voir aussi la notion apparentée: «emplois».)**

#### Sources statistiques

Statistique de la population active occupée, comptes globaux du marché du travail: personnes actives occupées selon le concept intérieur. Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population: personnes actives occupées parmi la population résidente permanente.

#### Chômeurs au sens du BIT (BIT = Bureau international du Travail)

Sont considérées comme chômeurs au sens du BIT les personnes âgées de 15 à 74 ans

- qui n'étaient pas actives occupées au cours de la semaine de référence et
- qui ont cherché activement un emploi au cours des quatre semaines précédentes et
- qui étaient disponibles pour travailler.

Cette définition est conforme aux recommandations du Bureau international du Travail et de l'OCDE et à la définition d'EUROSTAT.

**(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs inscrits» et «demandeurs d'emploi inscrits».)**

#### Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: chômeurs au sens du BIT dans la population résidente permanente et chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Statistique du chômage au sens du BIT, enquête suisse sur la population active: chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente.

### Personnes en sous-emploi

Sont considérées comme étant en sous-emploi les personnes actives occupées

- qui présentent une durée normale de travail inférieure aux 90% de la durée normale de travail dans les entreprises (cf. définition des heures normales de travail) et
- qui souhaitent travailler davantage et
- qui sont disponibles pour prendre dans les trois mois qui suivent un travail impliquant un taux d'occupation plus élevé.

#### Source statistique

Enquête suisse sur la population active: personnes en sous-emploi parmi la population résidante permanente.

### Personnes actives

Sont considérées comme actives les personnes actives occupées et les chômeurs au sens du BIT. Les personnes actives constituent l'offre de travail.

#### Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + chômeurs au sens du BIT parmi la population résidante permanente + chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population: personnes actives parmi la population résidante permanente.

### Personnes non actives

Sont considérées comme non actives les personnes qui ne font partie ni des personnes actives occupées, ni des chômeurs au sens du BIT.

#### Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population: personnes non actives parmi la population résidante permanente.

Comptes globaux du marché du travail: personnes non actives parmi la population résidante.

### Chômeurs inscrits

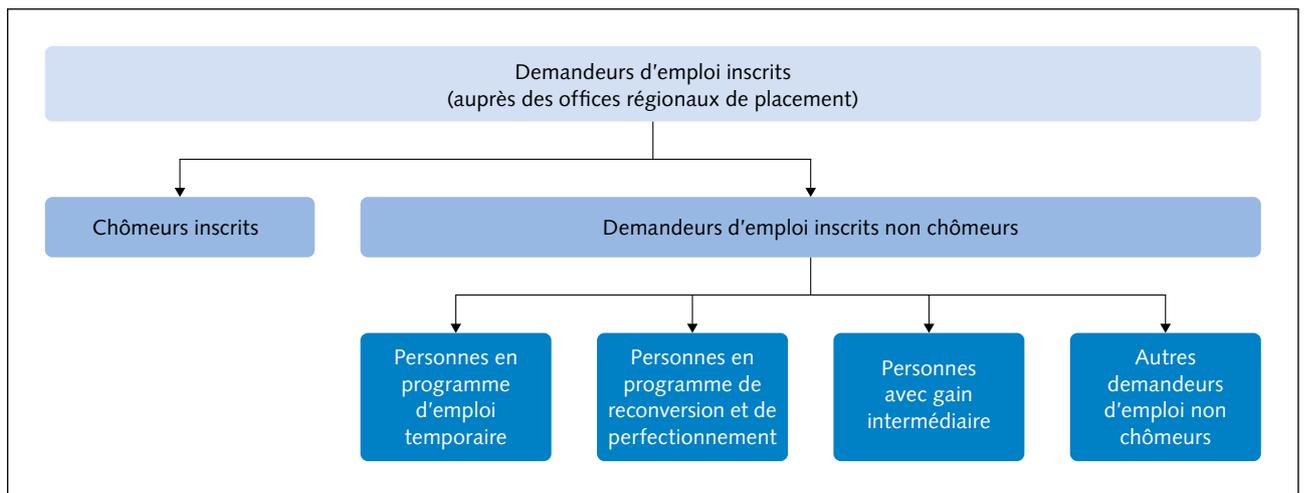
Sont considérées comme chômeurs inscrits les personnes annoncées auprès des offices régionaux de placement, qui n'ont pas d'emploi et qui sont immédiatement disponibles en vue d'un placement, indifféremment du fait qu'elles touchent ou non une indemnité de chômage.

*(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs au sens du BIT» et «demandeurs d'emploi inscrits».)*

#### Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): chômeurs inscrits parmi la population résidante.

**Encadré 2: les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement**



**Demandeurs d'emploi inscrits**

Sont considérées comme demandeurs d'emploi inscrits toutes les personnes inscrites auprès des offices régionaux de placement. Les demandeurs d'emploi inscrits sont constitués de deux groupes: les chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs. Ces derniers sont inscrits auprès des offices régionaux de placement, mais, à la différence des chômeurs, ne sont pas immédiatement disponibles pour un placement ou ont un emploi. Il s'agit principalement de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ou en gain intermédiaire.

*(Voir aussi les notions apparentées: «chômeurs au sens du BIT» et «chômeurs inscrits».)*

**Source statistique**

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): demandeurs d'emploi inscrits parmi la population résidente.

## 3.2 Notions liées aux places de travail

### Emplois (places occupées)

Les emplois désignent des places de travail occupées. Tout en recouvrant en grande partie la même notion, les «emplois» et les «personnes actives occupées» ne coïncident pas, dans la mesure où une personne peut occuper plusieurs emplois. On parle dans ce cas d'activité principale et d'activité secondaire.

*(Voir aussi la notion apparentée: «personnes actives occupées».)*

#### Sources statistiques

Statistique de l'emploi: Les définitions, ainsi que résultats de la Statistique de l'emploi ont été adaptés en 2015 à l'univers AVS/STATENT. On définit désormais comme emploi chaque personne exerçant une activité professionnelle soumise à cotisation obligatoire à l'assurance vieillesse et survivants (AVS) au sein d'une entreprise. Les emplois sont collectés dans les entreprises selon quatre taux d'occupation, ainsi qu'en emplois équivalents plein temps. La statistique couvre les branches des secteurs secondaire et tertiaire, à l'exception de la section «Activités des ménages en tant qu'employeurs».

Statistique structurelle des entreprises: l'emploi est défini comme étant une activité rémunérée dans une entreprise ou pour compte propre (indépendants) impliquant le versement de cotisations AVS obligatoires à partir d'un seuil de revenu annuel minimum (fixé pour l'année 2011 à CHF 2300). Les emplois dans l'agriculture sont enregistrés sans seuil de revenu et reposent sur des données du recensement des exploitations agricoles ou du relevé des structures agricoles. Une personne ayant plusieurs contrats de travail a plusieurs emplois dans la mesure où les contrats de travail sont conclus avec des entreprises différentes. Par contre, si elle a plusieurs contrats avec un même employeur, un seul emploi est recensé.

Recensement des entreprises du secteur primaire et relevé des structures agricoles: emplois du mois de janvier de l'année de référence.

### Emplois équivalents plein temps

Les emplois équivalents plein temps résultent de la conversion du volume de travail (mesuré en termes d'emplois ou d'heures de travail) en emplois à plein temps. Le nombre d'emplois équivalents plein temps se définit comme le nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans les emplois à plein temps.

#### Sources statistiques

Statistique de la population active occupée: pour convertir les personnes actives occupées en équivalents plein temps (EPT), on additionne les taux d'occupation des emplois exercés. Ainsi, une personne occupant un premier emploi à un taux d'occupation de 50% et un deuxième emploi à 20% sera comptabilisée comme 0,7 équivalents plein temps. On détermine les taux d'occupation en divisant les heures effectives de travail dans chaque emploi par la moyenne des heures effectives dans les emplois à plein temps.

Statistique de l'emploi: le nombre d'emplois équivalents plein temps est relevé dans l'enquête et estimé selon le schéma de pondération des variables de l'emploi.

Statistique structurelle des entreprises: les emplois équivalents plein temps sont estimés par un modèle au niveau de l'entreprise (unité AVS), puis répartis entre les établissements en reprenant la structure fournie par les enquêtes complémentaires au registre des entreprises et des établissements. Les emplois équivalents plein temps du secteur privé sont estimés par branche économique à partir d'informations sur les revenus provenant des données de l'AVS (revenus soumis à cotisation) ou d'informations relevées directement à partir d'enquêtes complémentaires au registre des entreprises et des établissements. Pour le secteur public, les emplois équivalents plein temps sont relevés directement à partir des mêmes enquêtes complémentaires. Quant au secteur agricole, les emplois équivalents plein temps sont estimés sur la base des taux d'occupation moyens calculés dans le cadre de l'enquête suisse sur la population active.

### Places vacantes

On entend par place vacante, un poste (nouvellement créé, inoccupé ou sur le point d'être vacant) que l'employeur a l'intention de pourvoir immédiatement ou dans un futur proche et pour lequel des mesures actives ont été prises ou vont être prises afin de recruter un/e candidat/e à l'extérieur de l'entreprise.

#### Sources statistiques

Statistique des places vacantes: places vacantes dans les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

Statistique des places vacantes annoncées du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): places vacantes annoncées auprès des offices régionaux de placement (ORP); l'annonce étant sans obligation, la statistique du SECO ne couvre qu'une partie restreinte des places vacantes en Suisse.

### Difficultés de recrutement en personnel

Indicateur dont le but est d'estimer les difficultés de recrutement rencontrées durant le trimestre sous revue par les établissements des secteurs secondaire et tertiaire.

#### Source statistique

Statistique de l'emploi: on demande aux établissements d'indiquer s'ils ont rencontré des difficultés à recruter du personnel selon 4 catégories (1: personnel trouvé sans difficulté; 2: personnel trouvé avec difficulté; 3: personnel non trouvé; 4: autre (ne sait pas, personnel non cherché, processus de recrutement pas terminé)) et selon 4 niveaux de formation professionnelle (1: personnel sans formation post-obligatoire; 2: apprentissage ou formation équivalente; 3: formation professionnelle supérieure; 4: haute école). Les indicateurs prennent la forme de pourcentages et sont pondérés par le nombre d'emplois. Ils sont présentés de manière détaillée pour chaque catégorie.

Un indicateur synthétique (difficultés de recrutement en personnel qualifié) regroupe les cas dans lesquels le personnel recherché a été trouvé avec difficulté ou n'a pas été trouvé dans au moins une des 3 catégories avec un niveau de formation post-obligatoire. La série débute au premier trimestre 2004.

### Prévisions d'évolution de l'emploi

Indicateurs dont le but est d'estimer la tendance attendue pour le prochain trimestre en termes de prévisions d'évolution de l'emploi pour les secteurs secondaire et tertiaire.

#### Source statistique

Statistique de l'emploi: les indicateurs expriment sous la forme de pourcentages la proportion des établissements qui ont annoncé une augmentation, un maintien ou une réduction de leur effectif total (chiffres pondérés par le nombre d'emplois). Ces pourcentages sont également présentés sous la forme d'un indice synthétique variant de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation). La série débute au premier trimestre 2004.

### 3.3 Notions économiques

#### Offre de travail

L'offre de travail est la quantité de travail offerte par les travailleurs. Elle se compose des personnes actives occupées et des chômeurs au sens du BIT.

#### Sources statistiques

Comptes globaux du marché du travail: personnes actives = actifs occupés selon le concept intérieur + chômeurs au sens du BIT parmi la population résidente permanente + chômeurs inscrits titulaires d'une autorisation de séjour de durée non permanente.

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population: personnes actives parmi la population résidente permanente.

#### Demande de travail

La demande de travail est la quantité de travail demandée par les employeurs. Elle se compose des emplois (places occupées) et des places vacantes.

#### Source statistique

Statistique de l'emploi, statistique des places vacantes, statistique structurelle des entreprises.

### 3.4 Notions liées au temps de travail

#### Heures normales de travail

Les heures normales de travail représentent les heures fixées dans le contrat des salariés et, dans le cas des indépendants, les heures habituellement consacrées à l'activité professionnelle. Les heures supplémentaires et les heures d'absences n'ont pas d'effet sur les heures normales de travail.

#### Sources statistiques

Statistique du volume du travail: heures normales de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi ou en volume annuel.

Statistique de la durée normale du travail dans les entreprises: heures normales de travail des salariés à plein temps, en durée hebdomadaire par salarié.

#### Heures effectives de travail

Les heures effectives de travail correspondent aux heures qui ont été effectivement travaillées dans le cadre de l'activité professionnelle. A la différence des heures normales de travail, elles comprennent les heures supplémentaires et n'incluent pas les heures d'absences.

#### Source statistique

Statistique du volume du travail: heures effectives de travail selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi ou en volume annuel.

#### Heures supplémentaires

Les heures supplémentaires correspondent aux heures payées ou non payées

- qui ont été accomplies en plus de la durée normale du travail et
- qui ne sont pas compensées par des congés ou par des réductions ultérieures du temps de travail dans le cadre d'horaires de travail flexibles.

#### Source statistique

Statistique du volume du travail: heures supplémentaires selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi, en volume annuel ou en taux d'heures supplémentaires.

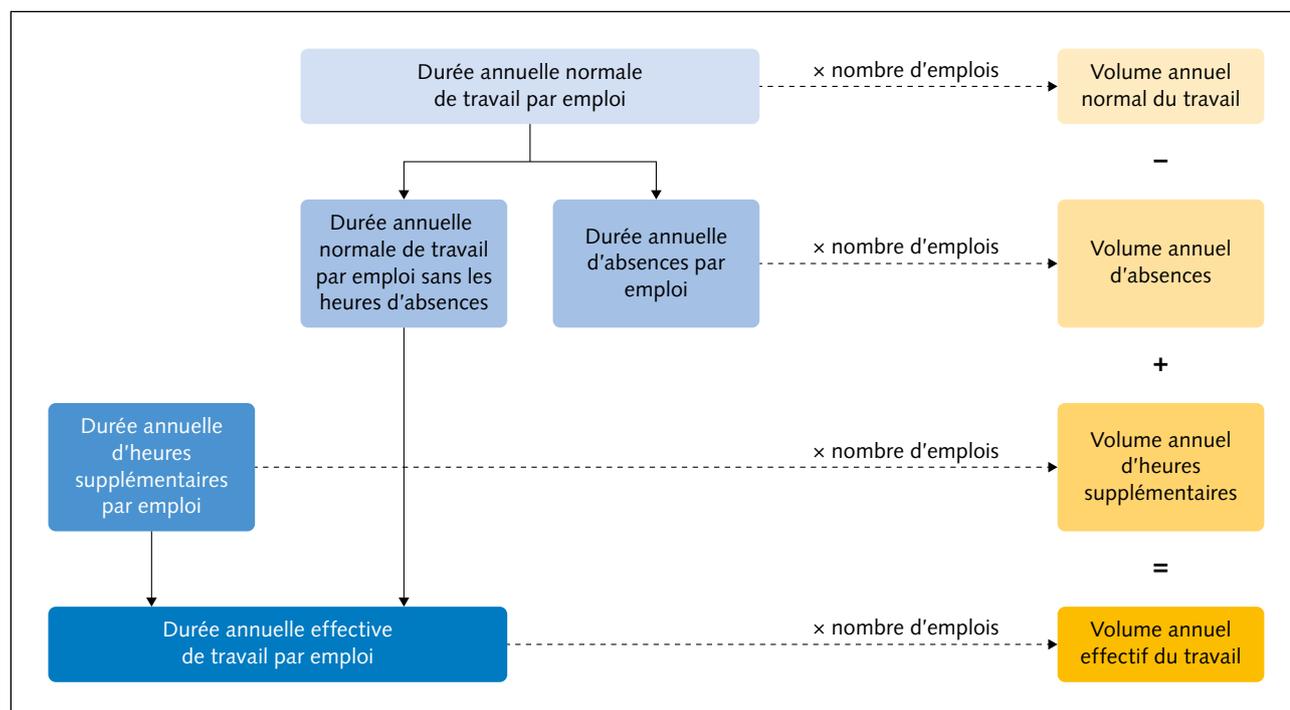
### Heures d'absences

Les heures d'absences sont constituées par le temps pendant lequel une personne n'était pas à son lieu de travail, alors qu'elle aurait normalement dû y être (maladie, accident, congé maternité, service militaire ou civil, protection civile, réduction de l'horaire de travail, conflit de travail, raisons personnelles et familiales et mauvais temps). Les vacances, les jours fériés et les absences dues à la flexibilité des horaires de travail ne sont pas considérés comme des absences.

#### Source statistique

Statistique du volume du travail: heures d'absences selon le concept intérieur, en durée annuelle et hebdomadaire par emploi, en volume annuel ou en taux d'absences.

### Encadré 3: le temps de travail



### 3.5 Notions liées aux mouvements sur le marché du travail

#### Transitions brutes entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité

Les transitions brutes reflètent le passage d'un statut (initial) à un autre (final) au cours d'une certaine période. En mesurant les transitions brutes entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité, on est ainsi amené à distinguer neuf groupes de personnes différents (actifs occupés devenus chômeurs au sens du BIT, actifs occupés devenus non actifs, actifs occupés restés actifs occupés, chômeurs au sens du BIT devenus actifs occupés, etc.).

##### Source statistique

Comptes globaux du marché du travail: les transitions brutes sont observées sur une année civile.

#### Migrations internationales

Les migrations internationales sont les mouvements de population d'un pays à un autre ayant pour effet le transfert du domicile. On distingue les immigrations (lorsque le pays de référence est le pays où la personne s'installe) des émigrations (lorsque le pays de référence est le pays que la personne quitte). La différence entre le nombre d'immigrations et d'émigrations est appelée solde migratoire.

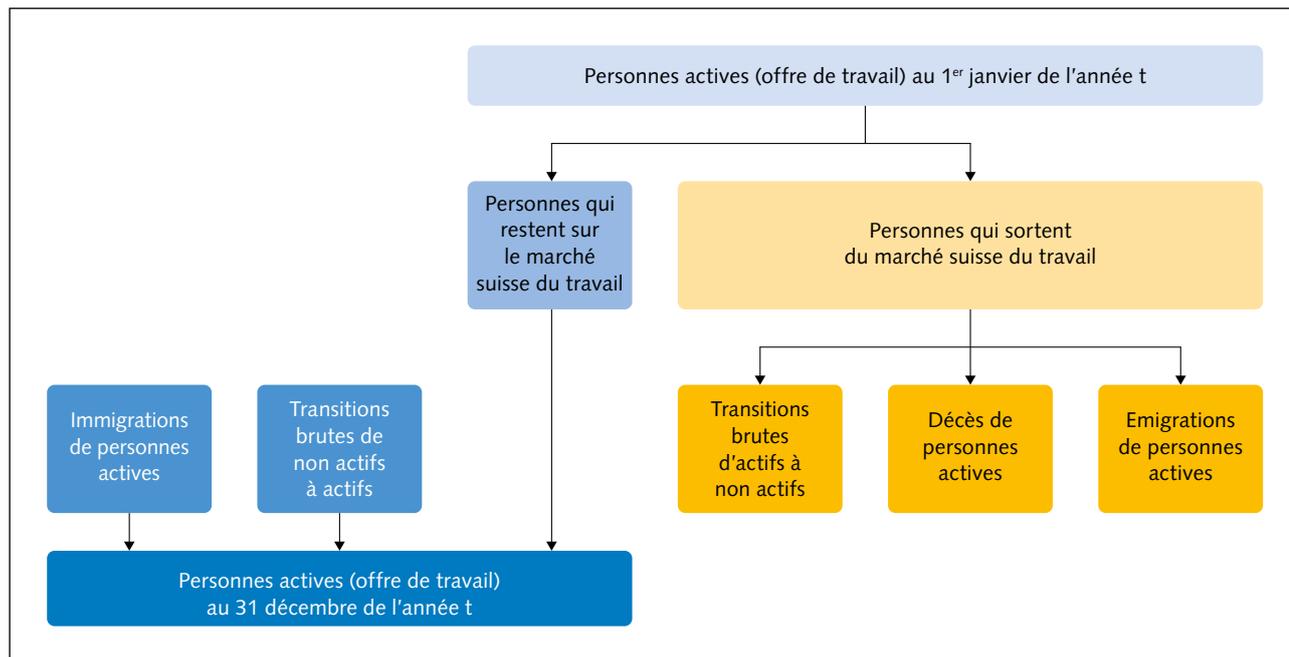
##### Sources statistiques

Statistique de la population et des ménages (STATPOP): migrations internationales des Suisses et des étrangers de la population résidente permanente. STATPOP a remplacé dès 2011 l'ancienne statistique de l'état annuel de la population (ESPOP).

Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM): migrations internationales des étrangers.

Comptes globaux du marché du travail: migrations internationales selon le statut sur le marché du travail. La notion de migrations internationales est, pour les besoins de la statistique, élargie aux cas de nouveaux frontaliers (considérés comme des immigrations) et aux cas de personnes perdant le statut de frontaliers (considérés comme des émigrations).

**Encadré 4: les mouvements sur le marché du travail**



### 3.6 Notions liées à la rémunération du travail

#### Revenu du travail

Le revenu du travail est composé des recettes (en espèce, en nature ou sous forme de services) que procure aux individus l'exercice d'une activité salariée ou indépendante. Le revenu du travail comprend les montants perçus soit en tant que résultat direct de l'activité professionnelle (salaires ou bénéfice de l'activité indépendante), soit en raison de leur situation dans la profession (prestations de sécurité sociale liées à l'emploi). Le revenu du travail ne comprend pas le revenu provenant d'autres sources telles que la propriété, l'assistance sociale, les transferts, etc., non lié à l'emploi.

**(Voir aussi la notion apparentée: «salaire».)**

#### Sources statistiques

Enquête suisse sur la population active: relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidente permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur le budget des ménages (EBM): donne une vue d'ensemble des revenus du travail des ménages privés. Par revenu du travail on entend tout ce qui revient au ménage à titre de salaires, de bénéfice d'activité indépendante ou de prestations de sécurité sociale liées à l'emploi.

#### Salaire

Le salaire correspond à la rémunération du travail (en espèce ou en nature) effectué par une personne pour le compte d'une autre personne en vertu d'un contrat écrit ou oral. Cette autre personne peut être une personne physique ou une personne morale (entreprise, institution à but non lucratif ou administration publique). La notion de salaire ne couvre ainsi pas les revenus de l'activité indépendante qui est réalisée pour son propre compte. Il est d'usage de faire la distinction entre salaire brut (avant déduction des cotisations sociales à charge du salarié) et salaire net (après déduction).

**(Voir aussi la notion apparentée: «revenu du travail».)**

#### Sources statistiques

Enquête suisse sur la structure des salaires: les composantes du salaire considérées sont le salaire brut du mois d'octobre (y compris les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit,  $\frac{1}{2}$  du 13<sup>e</sup> salaire et  $\frac{1}{2}$  des paiements spéciaux annuels. Les résultats sont exprimés soit en salaires mensuels bruts standardisés (recalculés sur la base d'un équivalent plein temps de  $4\frac{1}{3}$  semaines à 40 heures de travail), soit en salaires mensuels nets (montants effectivement versés, y compris la rémunération des heures supplémentaires).

Statistique de l'évolution des salaires: les composantes salariales entrant dans le calcul de l'indice sont le salaire brut de base, les allocations de renchérissement et le 13<sup>e</sup> salaire. Sont exclues les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature. Les personnes prises en compte dans le calcul sont les hommes et les femmes ayant 18 ans révolus et employés à plein temps et à temps partiel.

Enquête suisse sur la population active: relève les revenus professionnels des salariés et des indépendants au sein de la population résidente permanente. Les composantes du salaire des salariés sont le salaire brut, le 13<sup>e</sup> et le 14<sup>e</sup> salaires, les primes et les gratifications.

Enquête sur les accords salariaux (EAS): relève l'adaptation des salaires effectifs et des salaires minimaux (généralement: salaire brut de base + 13<sup>e</sup> salaire) convenue dans le cadre d'un échantillon de conventions collectives de travail (CCT) par les partenaires sociaux signataires des CCT. Les salaires minimaux sont des montants minimaux de rémunération négociés collectivement et fixés dans une CCT ou dans un avenant à celle-ci.

Autres sources: enquête sur le budget des ménages et données administratives de l'AVS, ces dernières permettant de calculer la «rémunération des salariés» dans le Compte de revenu du Système de comptabilité nationale.

### Convention collective de travail

Accord passé entre, d'une part, une ou plusieurs associations d'employeurs ou/et un ou plusieurs employeurs et, d'autre part, une ou plusieurs associations de travailleurs afin d'établir en commun des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin des contrats individuels de travail entre employeurs et travailleurs intéressés (dispositions normatives). Une CCT peut également contenir d'autres clauses (dispositions semi-normatives), pourvu qu'elles concernent les rapports entre employeurs et travailleurs (contributions à une caisse de compensation, représentation des travailleurs dans l'entreprise, formation et perfectionnement professionnels, etc.); elle peut même être limitée à ces clauses. La convention peut en outre régler les droits et obligations réciproques des parties contractantes (dispositions obligationnelles directes), ainsi que le contrôle et l'exécution des clauses prévues. La CCT est régie par les articles 356 à 358 du Code des obligations.

Les CCT signées du côté employeur par une ou plusieurs associations d'employeurs sont dénommées CCT d'associations, les CCT signées du côté employeur par les représentants d'une ou plusieurs entreprises sont dénommées CCT d'entreprise(s).

#### Source statistique

Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS).

### Accords salariaux

Accords conclus entre les partenaires signataires de CCT sur le montant et le mode de l'adaptation des salaires effectifs ainsi que sur les salaires minimaux et éventuellement la durée du travail ou autres conditions de rémunération. Toute évolution salariale qui résulte directement de dispositions conventionnelles est assimilée à un accord salarial.

#### Source statistique

Enquête sur les accords salariaux dans les domaines conventionnels (EAS).

### Conflit du travail

Un conflit du travail est un désaccord qui porte sur un problème ou un groupe de problèmes à propos duquel ou desquels il existe un différend entre des travailleurs et des employeurs, ou à propos duquel ou desquels une revendication a été formulée par des travailleurs ou des employeurs, ou à propos duquel ou desquels des travailleurs ou des employeurs soutiennent les revendications ou les doléances d'autres travailleurs ou employeurs.

#### Grève

Une grève est un arrêt temporaire du travail déclenché par un (ou des) groupe(s) de travailleurs en vue d'imposer ou de s'opposer à une exigence ou de formuler des doléances, ou de soutenir d'autres travailleurs dans leurs revendications ou doléances.

#### Lock-out

Un lock-out est la fermeture temporaire totale ou partielle d'un ou plusieurs lieux de travail, ou les mesures prises par un ou plusieurs employeurs pour empêcher les travailleurs d'exécuter normalement leur travail, en vue d'imposer ou de s'opposer à une exigence ou de soutenir les revendications ou les doléances d'autres employeurs.

#### Source statistique

Enquête sur les conflits collectifs de travail (KASE).

### 3.7 Taux divers

#### Taux d'actifs occupés

$$\text{Taux d'actifs occupés} = \frac{\text{personnes actives occupées}}{\text{population de référence}} \times 100$$

##### Source statistique

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population. On distingue:

- le taux d'actifs occupés brut calculé pour la population totale
- le taux d'actifs occupés standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'actifs occupés net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

#### Taux de chômage au sens du BIT (BIT = Bureau international du Travail)

$$\text{Taux de chômage au sens du BIT} = \frac{\text{chômeurs au sens du BIT}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

##### Source statistique

Statistique du chômage au sens du BIT, enquête suisse sur la population active.

#### Taux de chômage

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{chômeurs inscrits}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

##### Source statistique

Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO): personnes actives selon le relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population.

#### Taux de sous-emploi

$$\text{Taux de sous-emploi} = \frac{\text{personnes en sous-emploi}}{\text{personnes actives}} \times 100$$

##### Source statistique

Enquête suisse sur la population active.

**Taux d'activité**

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{personnes actives}}{\text{population de référence}} \times 100$$

**Source statistique**

Enquête suisse sur la population active, relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population. On distingue:

- le taux d'activité brut calculé pour la population totale
- le taux d'activité standardisé calculé pour la population de 15 ans et plus
- et le taux d'activité net calculé pour la population de 15 à 64 ans.

**Taux d'heures supplémentaires**

$$\text{Taux d'heures supplémentaires} = \frac{\text{durée annuelle d'heures supplémentaires par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

**Source statistique**

Statistique du volume du travail.

**Taux d'absences**

$$\text{Taux d'absences} = \frac{\text{durée annuelle d'absences par emploi}}{\text{durée annuelle normale de travail par emploi}} \times 100$$

**Source statistique**

Statistique du volume du travail.

**Taux de places vacantes**

$$\text{Taux de places vacantes} = \frac{\text{places vacantes}}{(\text{emplois} + \text{places vacantes})} \times 100$$

**Source statistique**

Statistique des places vacantes, statistique de l'emploi.

### 3.8 Concepts de population et de couverture statistique

#### Concept intérieur

L'activité productive selon le concept intérieur désigne l'activité productive réalisée à l'intérieur du territoire économique suisse, qu'elle soit le fait de résidents ou de non-résidents. Ce concept peut être utilisé afin de délimiter la population active occupée, les emplois ou encore les heures de travail. Concrètement, l'activité productive selon le concept intérieur comprend l'activité réalisée en Suisse par les groupes suivants: Suisses résidant en Suisse, titulaires d'une autorisation d'établissement, titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), frontaliers résidant à l'étranger et travaillant en Suisse, saisonniers (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile, personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades et des consulats suisses et personnel de la marine suisse. A l'inverse, l'activité du personnel des ambassades et des consulats étrangers en Suisse, l'activité des fonctionnaires internationaux en Suisse et l'activité des personnes résidant en Suisse, mais travaillant à l'étranger ne sont pas couvertes dans le concept intérieur.

#### Source statistique

Le concept intérieur est notamment utilisé dans la statistique de la population active occupée, la statistique du volume du travail, le recensement des entreprises, la statistique structurelle des entreprises, la statistique de l'emploi et l'enquête suisse sur la structure des salaires. Le concept intérieur est par ailleurs utilisé dans le domaine de la comptabilité nationale.

#### Population résidente permanente

Sont assimilées à la population résidente permanente toutes les personnes de nationalité suisse avec domicile principal en Suisse, ainsi que tous les ressortissants étrangers avec une autorisation de résidence valable au moins 12 mois ou séjournant au moins depuis 12 mois en Suisse, à savoir les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée équivalent à une durée cumulée minimale de 12 mois, les personnes dans le processus d'asile totalisant au moins 12 mois de séjour et les diplomates et fonctionnaires internationaux (y compris les membres de leurs familles).

#### Source statistique

Le concept de population résidente permanente est utilisé dans la statistique de la population et des ménages (STATPOP). Il est utilisé sous une forme légèrement adaptée dans le relevé structurel mené dans le cadre du recensement de la population (sans les diplomates et fonctionnaires internationaux), dans la statistique du chômage au sens du BIT et dans l'enquête suisse sur la population active (sans les diplomates et fonctionnaires internationaux et sans les personnes dans le processus d'asile).

#### Population résidente

Sont assimilées à la population résidente toutes les personnes résidant en Suisse à un moment donné, quels que soient leur nationalité, la durée et le type d'autorisation de résidence. Les personnes n'ayant pas de domicile officiel en Suisse, telles que les frontaliers travaillant en Suisse, les touristes, les personnes en visite ou en voyage d'affaires, ne sont pas comptées dans la population résidente. Concrètement, la population résidente comprend les titulaires d'une autorisation d'établissement, les titulaires d'une autorisation de séjour (y compris les réfugiés reconnus), les saisonniers (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2002, cette autorisation n'est plus délivrée), les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, les diplomates et fonctionnaires internationaux et les membres de leurs familles.

#### Source statistique

Le concept de population résidente est utilisé dans le recensement fédéral de la population jusqu'en 2000, et dans la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

### 3.9 Grandes régions

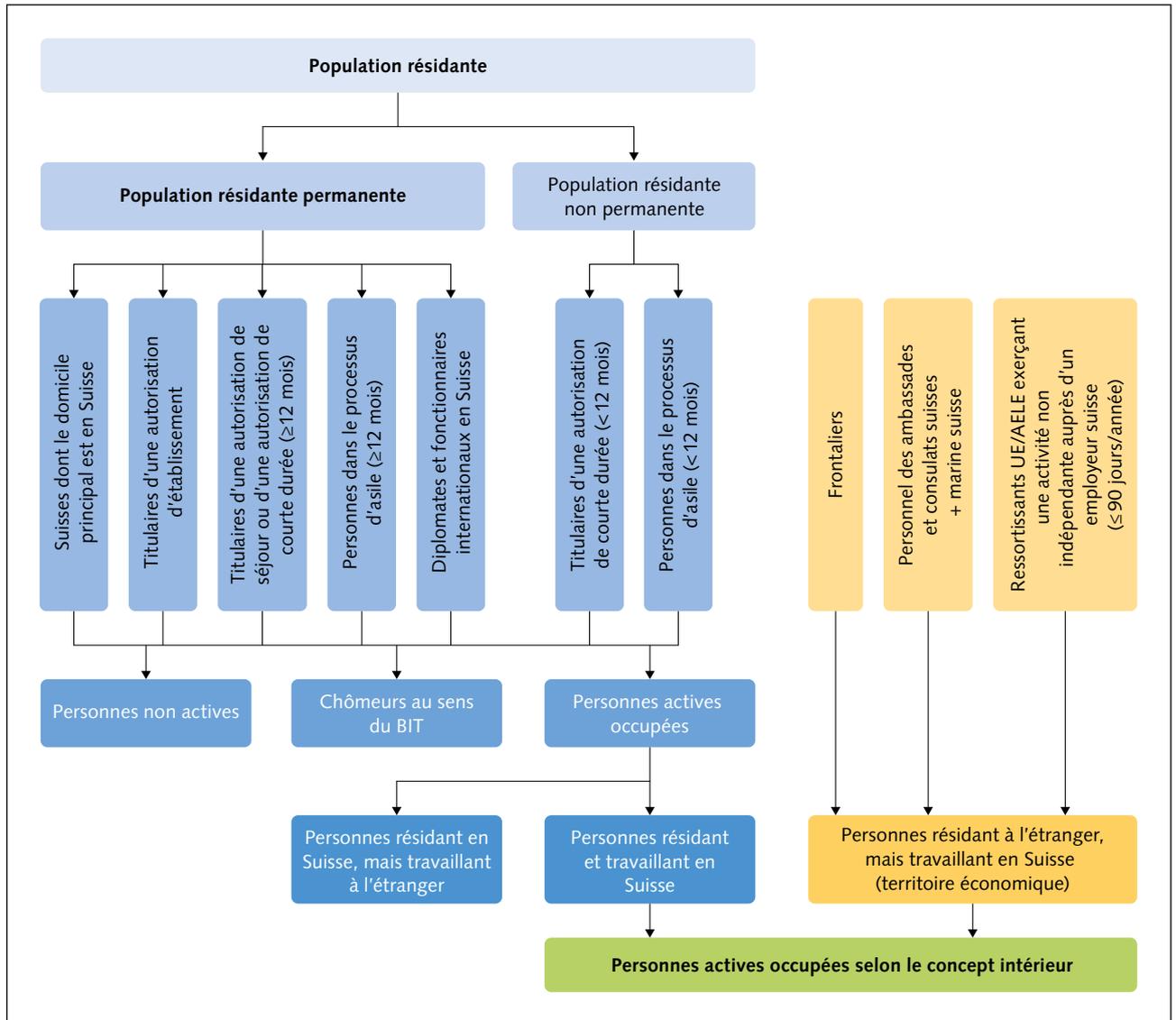
#### Grandes régions

Région lémanique:	Vaud, Valais, Genève
Espace Mittelland:	Berne, Fribourg, Soleure, Neuchâtel, Jura
Suisse du Nord-Ouest:	Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie
Zurich:	Zurich
Suisse orientale:	Glaris, Schaffhouse, Appenzell Rh.-Ext., Appenzell Rh.-Int., Saint-Gall, Grisons, Thurgovie
Suisse centrale:	Lucerne, Uri, Schwytz, Obwald, Nidwald, Zoug
Tessin:	Tessin

#### **Source statistique**

Les résultats de la plupart des statistiques du marché du travail sont proposés sous une forme régionalisée.

**Encadré 5: population résidente, population résidente permanente et concept intérieur**





## 4 Sources statistiques

## 4.1 Système des statistiques suisses du marché du travail

Les informations sur le marché du travail proviennent d'enquêtes réalisées auprès des ménages, d'enquêtes réalisées auprès des entreprises ou de l'exploitation de données administratives (cf. encadré 6). Alors que les enquêtes auprès des ménages sont essentiellement basées sur l'offre de travail, les enquêtes auprès des entreprises fournissent des informations orientées sur la demande. Ces informations peuvent être également combinées afin d'obtenir ce qu'on appelle des statistiques de synthèse. Ces dernières enrichissent nos informations et produisent des résultats nouveaux sans qu'il y ait besoin de procéder à de coûteuses enquêtes supplémentaires. Elles permettent en outre de combiner les avantages spécifiques de plusieurs statistiques et d'en pallier certains défauts. Dans l'encadré 6, on remarque qu'une multitude de statistiques ou registres livrent des informations portant sur le marché du travail. Afin que la publication garde une relative concision, ainsi que pour des raisons de périodicité d'enquête, certaines de ces sources statistiques ne sont pas abordées plus en détail, ni sur le plan des aspects de méthode, ni sur celui des résultats<sup>1</sup>.

L'enquête suisse sur la population active (ESPA), réalisée auprès des ménages, est la source principale de quatre statistiques de synthèse traitées dans cet ouvrage. Il s'agit de la statistique de la population active occupée (SPAO), de la statistique du volume du travail (SVOLTA), de la statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT) et des comptes globaux du marché du travail (CMT). Dans le cadre de cette publication, L'ESPA fournit également les chiffres nécessaires aux comparaisons internationales et au calcul des taux d'activité et taux d'actifs occupés.

Outre l'ESPA et les quatre statistiques de synthèse qui en sont dérivées, sept autres sources statistiques livrent des indicateurs dans le cadre de la publication « Indicateurs du marché du travail » (cf. encadré 7): quatre enquêtes auprès des entreprises (la statistique de l'emploi, l'enquête suisse sur la structure des salaires, l'enquête sur les accords salariaux et l'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse), trois statistiques basées sur des données administratives (la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises, la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie et la statistique de l'évolution des salaires). La vue d'ensemble est complétée par la statistique des frontaliers (statistique de synthèse basée principalement sur un appariement entre les données SYMIC et les données AVS et utilisée comme input dans la SPAO, dans la SVOLTA et dans les CMT).

<sup>1</sup> Des informations sur les sources statistiques relatives au marché du travail qui ne sont pas présentées en détail dans cette publication peuvent être obtenues auprès des offices fédéraux suivants:

**Secrétariat d'Etat à l'économie:** statistique sur la réduction de l'horaire de travail, statistique des places vacantes annoncées

**Secrétariat d'Etat aux migrations:** système d'information central sur la migration (SYMIC)

**Office fédéral de la statistique:** recensement de la population, recensement des entreprises, statistique structurelle des entreprises, enquête sur les nouvelles entreprises, recensement des entreprises du secteur primaire

## Encadré 6: le système des statistiques suisses du marché du travail

Statistiques de synthèse	
Statistique de la population active occupée (SPAO)	• cf. 4.3
Statistique des frontaliers (STAF)	• cf. 4.6
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	• cf. 4.7
Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)	• cf. 4.10
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	• cf. 4.13
Enquêtes auprès des ménages	
Enquête suisse sur la population active (ESPA)	• cf. 4.2
Recensement de la population	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un recensement exhaustif de la population résidante a été réalisé tous les dix ans entre 1850 et 2000. Il a relevé des données sur l'activité professionnelle depuis 1860. Jusqu'en 1960, on a tenu compte uniquement de l'activité à plein temps et jusqu'en 1980 uniquement des personnes actives occupées travaillant au moins 6 heures par semaine. Ce n'est qu'en 1990 que la limite de travail a été abaissée à une heure par semaine (définition internationale). Depuis 2010, le recensement traditionnel de la population est remplacé par une série d'enquêtes. Parmi celles-ci, le relevé structurel annuel, qui est une enquête par échantillonnage menée auprès de 200'000 personnes, représente une source de données importante dans l'optique de l'observation du marché du travail.</li> </ul>
Enquêtes auprès des entreprises	
Statistique de l'emploi (STATEM)	• cf. 4.4
Recensement des entreprises (RE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisé tous les 3 ou 4 ans auprès des établissements des secteurs secondaire et tertiaire, pour la dernière fois en 2008. On y relève les emplois d'au moins 6 heures par semaine. Les emplois dans les ménages privés et les emplois d'indépendants sans entreprise ne sont pas considérés.</li> </ul>
Statistique structurelle des entreprises (STATENT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette statistique annuelle dès 2011 remplace le recensement des entreprises. Basée essentiellement sur des données administratives, elle couvre les emplois dans les entreprises ou pour compte propre (indépendants) impliquant le versement de cotisations AVS obligatoires sur la base d'un revenu annuel minimum de CHF 2300. Les unités d'exploitation sont l'établissement et l'entreprise.</li> </ul>
Enquête sur les nouvelles entreprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réalisée auprès des entreprises nouvellement inscrites dans le registre des entreprises et des établissements (REE) afin de mettre ce dernier à jour. Le REE sert de base au recensement des entreprises et à toute enquête par sondage auprès des entreprises.</li> </ul>
Recensement des entreprises du secteur primaire ou de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relève l'emploi par régions dans le secteur primaire.</li> </ul>
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	• cf. 4.14
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	• cf. 4.17
Enquête sur les conventions collectives de travail (ECS)	• cf. 4.18
Enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE)	• cf. 4.19
Données administratives	
Système d'information central sur la migration (SYMIC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données mensuelles sur le nombre de travailleurs étrangers. Dès juin 2002, le SYMIC ne livre plus d'informations sur l'activité des titulaires d'une autorisation de séjour originaires de l'UE et des titulaires d'une autorisation d'établissement.</li> </ul>
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	• cf. 4.8
Statistique de la réduction de l'horaire de travail du SECO	• Relève mensuellement des informations sur le chômage partiel.
Statistique du chômage du SECO	• cf. 4.11
Statistique des places vacantes annoncées du SECO	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relève chaque mois les places vacantes annoncées aux offices régionaux de placement.</li> </ul>
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	• cf. 4.16

## Encadré 7: aperçu des statistiques et des indicateurs traités dans la publication

Statistiques	Indicateurs fournis
<b>Statistiques de synthèse</b>	
Statistique de la population active occupée (SPA0)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Personnes actives occupées, personnes actives occupées en équivalents plein temps</li> </ul>
Statistique des frontaliers (STAF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Frontaliers de nationalité étrangère travaillant en Suisse</li> </ul>
Statistique du volume du travail (SVOLTA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Heures effectives de travail</li> <li>• Heures normales de travail</li> <li>• Heures supplémentaires</li> <li>• Heures d'absences</li> </ul>
Statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chômeurs au sens du BIT</li> <li>• Taux de chômage au sens du BIT</li> </ul>
Comptes globaux du marché du travail (CMT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transitions entre activité professionnelle, chômage et non activité</li> <li>• Migrations de main-d'oeuvre</li> </ul>
<b>Enquêtes auprès des ménages</b>	
Enquête suisse sur la population active (ESPA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taux d'activité</li> <li>• Taux d'actifs occupés</li> <li>• Indicateurs servant aux comparaisons internationales</li> </ul>
<b>Enquêtes auprès des entreprises</b>	
Statistique de l'emploi (STATEM)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emplois par taux d'occupation, emplois équivalents à plein temps</li> <li>• Places vacantes</li> <li>• Indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi</li> <li>• Indicateurs des difficultés de recrutement de personnel</li> </ul>
Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salaire mensuel brut standardisé</li> <li>• Salaire mensuel net (non standardisé)</li> </ul>
Enquête sur les accords salariaux (EAS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adaptation des salaires effectifs</li> <li>• Adaptation des salaires minimaux</li> </ul>
Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conventions collectives de travail</li> </ul>
Enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grèves et lock-outs</li> <li>• Etablissements et travailleurs impliqués</li> <li>• Journées de travail perdues</li> </ul>
<b>Données administratives</b>	
Durée normale du travail dans les entreprises (DNT)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Durée normale du travail hebdomadaire des salariés à plein temps</li> </ul>
Statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chômeurs inscrits</li> <li>• Taux de chômage</li> <li>• Demandeurs d'emploi inscrits</li> </ul>
Statistique de l'évolution des salaires (ISS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indice des salaires nominaux</li> <li>• Indice des salaires réels</li> </ul>

## 4.2 L'enquête suisse sur la population active (ESPA)

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) est une enquête réalisée auprès des personnes qui a pour but principal de fournir des données sur la structure de la population active suisse et sur les comportements en matière d'activité professionnelle. Les thèmes principaux que l'ESPA aborde sont l'activité professionnelle, le chômage et ses caractéristiques, la profession (apprise et exercée), les conditions de travail, la mobilité sur le marché du travail, la branche économique, les heures de travail, la formation (y compris la formation continue), le travail non rémunéré, la situation familiale, les conditions de logement et les revenus (cf. chapitre 4.15). Ce vaste éventail de données conduit à un grand choix dans les critères de ventilations (par exemple les actifs occupés selon l'état civil, la classe de revenu, le type d'horaire; les chômeurs au sens du BIT selon la formation, la durée de chômage, le type de famille, etc.). Des enquêtes similaires (appelées enquêtes sur les forces de travail ou labour force surveys) sont conduites dans les pays de l'Union européenne.

### Concepts et définitions de l'ESPA

L'ESPA applique les définitions internationales de l'activité et du chômage (Bureau international du Travail et EUROSTAT). Une personne est ainsi considérée comme active occupée si elle exerce une activité professionnelle d'au moins une heure pendant la semaine de référence. L'utilisation de ces définitions permet de réaliser des comparaisons internationales.

En raison de la méthode de relevé, les résultats de l'enquête se rapportent à la population résidente permanente uniquement. Par conséquent, l'ESPA ne prend pas en considération certains groupes d'étrangers, tels les frontaliers, les titulaires d'une autorisation de courte durée et les personnes dans le processus d'asile. Pour combler ces lacunes, on rajoute, dans une étape importante des processus de calcul des statistiques de synthèse (statistique de la population active occupée, statistique du volume du travail et comptes globaux du marché du travail), les groupes qui n'appartiennent pas à la population résidente permanente (voir encadré 8). Cette opération, si elle permet de tenir compte de toutes les personnes travaillant en Suisse et de tous les chômeurs au sens du BIT résidant en Suisse, présente toutefois un inconvénient: on perd de la souplesse dans les possibilités de ventilation des résultats.

### Méthode de calcul de l'ESPA

#### a) Méthode de relevé

L'ESPA est une enquête par échantillonnage auprès des personnes. De 1991 à 2009, elle a été réalisée entre le mois d'avril et le mois de juin. Dès 2010, elle se déroule en continu dans le but de fournir des indicateurs trimestriels et annuels. L'OFS informe par écrit les personnes sélectionnées, puis un institut de sondage mandaté les contacte par téléphone. Les personnes qui participent à l'enquête sont interrogées quatre fois sur 15 mois. Cette structure en panel permet d'observer de près l'évolution du marché du travail et d'effectuer des analyses longitudinales.

#### b) Extrapolation des résultats

L'exploitation des résultats de l'enquête nécessite une pondération des réponses fournies par les personnes interrogées. Cette pondération est calculée sur la base de la population résidente permanente de la Suisse. En 2015, chaque participant à l'ESPA a représenté en moyenne 100 personnes de la population résidente permanente âgée de 15 ans et plus (échantillon de 126'000 personnes en 2015).

Les principaux résultats de l'ESPA sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique. Par ailleurs, des analyses «à la carte» peuvent également être réalisées sur demande.

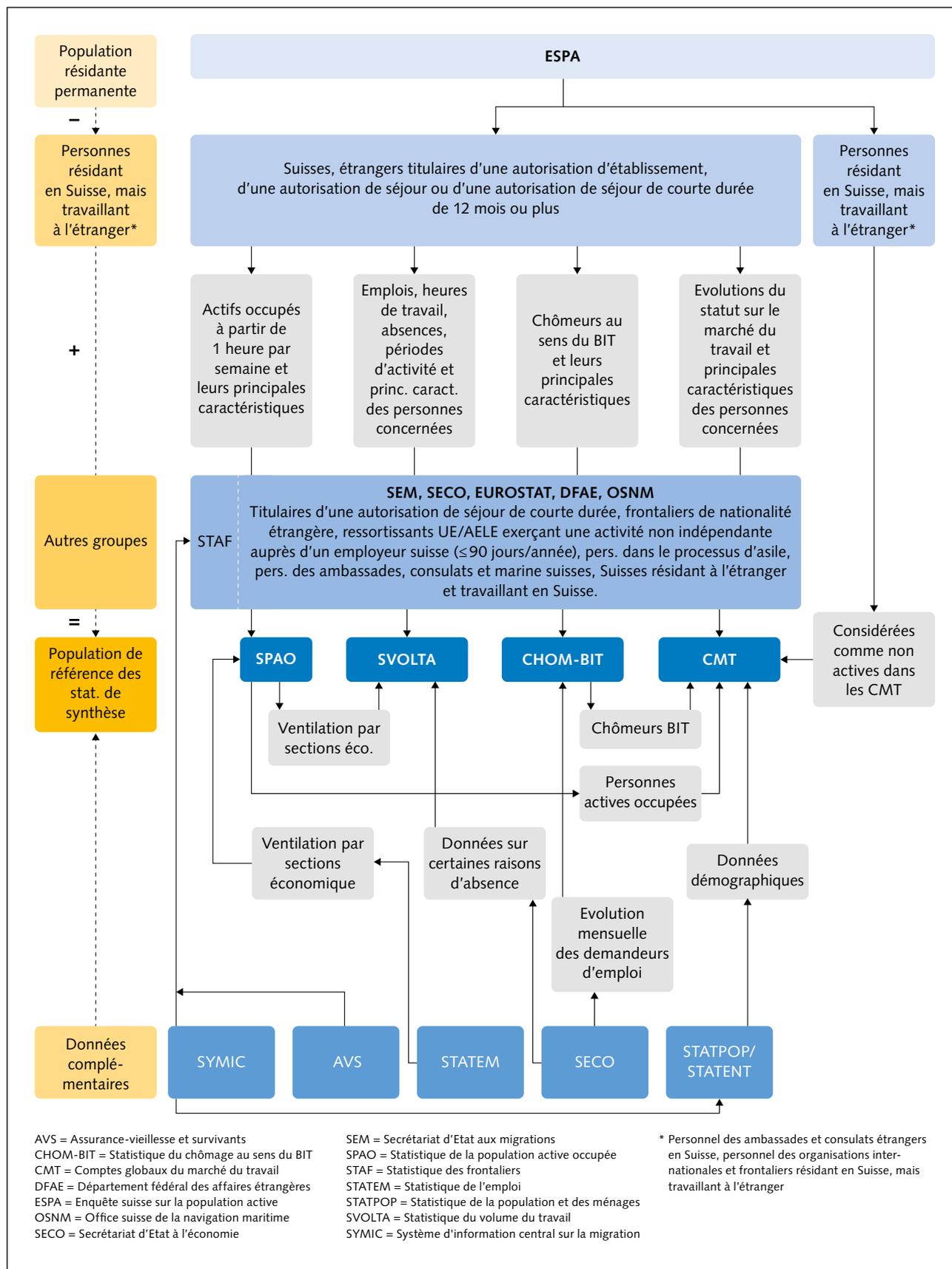
### Concepts et définitions de l'enquête suisse sur la population active

Objet de la statistique:	Structure de la population active et comportements en matière d'activité professionnelle
Méthode de relevé:	Enquête auprès des personnes (126'000 interviews en 2015)
Population de référence:	Population résidente permanente sans les diplomates, les fonctionnaires internationaux (y c. membres de leur famille) et les personnes dans le processus d'asile
Période de référence/périodicité:	Dès 2010: chaque trimestre, enquête continue De 1991 à 2009: deuxième trimestre (d'avril à juin), enquête annuelle

### Critères de ventilation

Les nombreux thèmes abordés par l'enquête permettent un grand choix dans les critères de ventilation. Par contre, étant donné qu'il s'agit d'une enquête par échantillonnage, les croisements entre variables sont limités (plus les groupes isolés sont de taille réduite, plus le coefficient de variation est grand).

## Encadré 8: les inputs principaux des statistiques de synthèse basées sur l'ESPA



### 4.3 La statistique de la population active occupée (SPA0)

La statistique de la population active occupée (SPA0) a été créée en 1977. Des chiffres globaux remontent jusqu'en 1948 et d'autres, plus détaillés, jusqu'en 1960. Dans cette statistique, toutes les personnes travaillant en Suisse sont prises en compte. La SPA0 livre ainsi des données sur l'ensemble de l'économie, y compris le secteur primaire. La SPA0 est une statistique de synthèse, c'est-à-dire qu'elle repose sur différentes sources statistiques dont les principales sont l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le système d'information central sur la migration (SYMIC) tenu par le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) et la statistique de l'emploi (STATEM). En combinant ainsi les résultats de diverses sources, il est possible d'une part d'utiliser les forces tout en laissant de côté les faiblesses des statistiques comprises dans la SPA0 et d'autre part d'adapter le champ couvert par la statistique au concept intérieur.

#### Concepts et définitions de la SPA0

La SPA0 relève toutes les personnes travaillant en Suisse (cf. chapitre 3.8, «le concept intérieur») au moins une heure par semaine. Elle répond ainsi à la définition de l'activité recommandée par le Bureau international du Travail. La SPA0 considère notamment des groupes de population qui ne sont pas compris, pour diverses raisons, dans la STATEM. Il s'agit en particulier des personnes travaillant dans le secteur primaire, de celles qui sont employées par des ménages privés ainsi que de celles qui exercent leur activité en tant qu'indépendant sans entreprise. La population de référence de la SPA0 se distingue aussi de celle de l'ESPA. En effet, à la différence de l'ESPA qui ne considère que la population résidente permanente, la SPA0 tient également compte des frontaliers, des personnes dans le processus d'asile, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée ainsi que d'autres groupes marginaux. Le nombre d'actifs occupés est aussi proposé en équivalents plein temps ainsi que sous forme désaisonnalisée.

#### Méthode de calcul de la SPA0

La SPA0 s'établit en trois étapes.

##### 1) Passage au concept intérieur

Les valeurs trimestrielles se calculent à partir de l'ESPA. Mais comme les définitions de celle-ci ne coïncident pas entièrement avec les définitions de la SPA0, les données de l'ESPA, qui se rapportent à la population résidente permanente, sont adaptées au concept intérieur (cf. encadré 9). Autrement dit, on ajoute aux personnes actives occupées de l'ESPA les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger, le personnel de la marine suisse, les frontaliers et les travailleurs de l'UE/AELE engagés par un employeur suisse pour 90 jours ou moins, et l'on en soustrait le personnel des ambassades et consulats étrangers en Suisse et les frontaliers résidant en Suisse et travaillant à l'étranger.

Ce calcul se fait distinctement pour les hommes et pour les femmes, pour les Suisses et pour les étrangers (ces derniers étant répartis selon le type d'autorisation de séjour).

##### 2) Ventilation des résultats

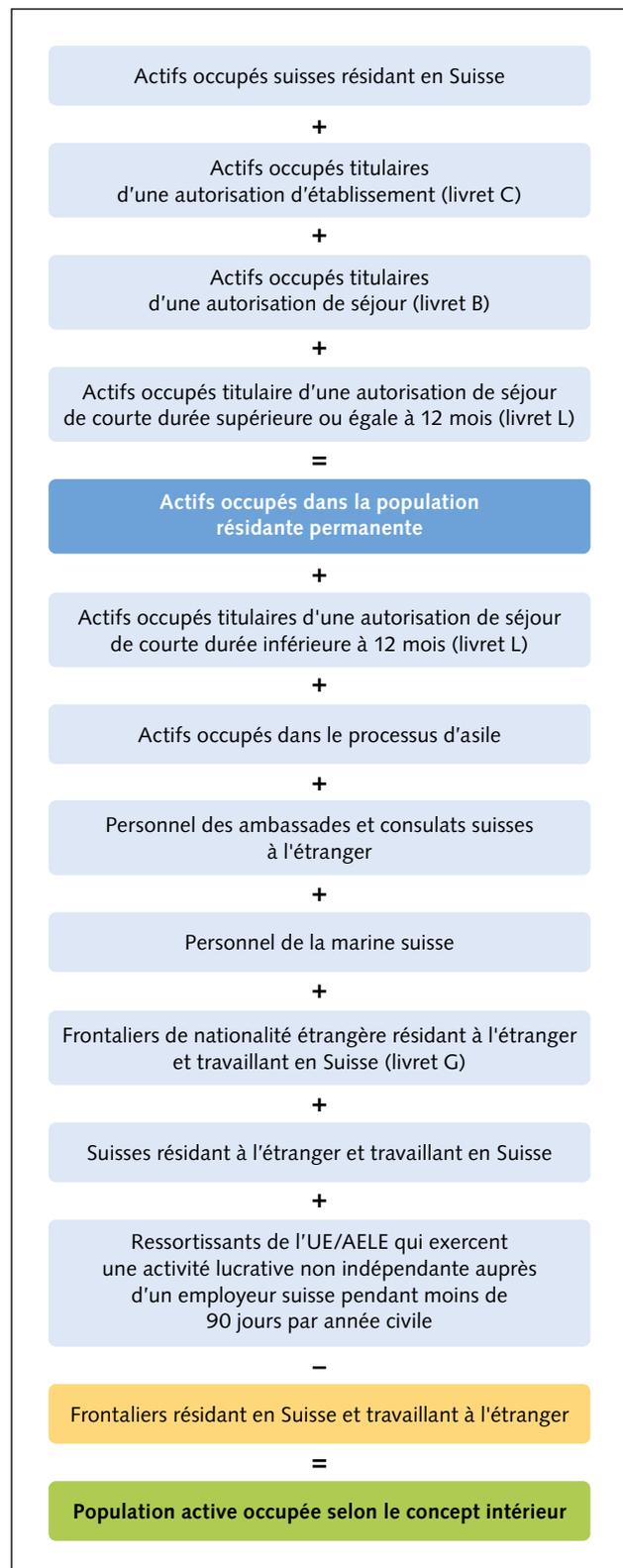
Les valeurs selon le concept intérieur – déjà réparties selon le sexe, la nationalité et le type d'autorisation de séjour – sont encore ventilées par grande région, groupe d'âges, statut d'activité, secteur et section économique. Les principales sources pour ces ventilations sont l'ESPA, le SYMIC, la STAF et la STATEM.

##### 3) Actifs occupés en équivalents plein temps

Pour convertir les personnes actives occupées en équivalents plein temps (EPT), on additionne les taux d'occupation des emplois exercés. Ainsi, une personne occupant un 1<sup>er</sup> emploi à un taux d'occupation de 50% et un 2<sup>e</sup> emploi à 20% sera comptabilisée comme 0,7 EPT. On détermine les taux d'occupation en divisant les heures effectives de travail dans chaque emploi par la moyenne des heures effectives dans les emplois à plein temps.

Pour plus de détails sur la méthode de la SPA0, cf. le rapport méthodologique «La statistique de la population active occupée (SPA0), Bases méthodologiques», OFS, 2014.

### Encadré 9: Adaptation de la SPAO au concept intérieur



#### Concepts et définitions de la statistique de la population active occupée

Objet de la statistique:	Les personnes exerçant une activité productive au sens de la comptabilité nationale d'au moins 1 heure par semaine
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population active occupée selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Moyenne trimestrielle, statistique trimestrielle et annuelle

#### Critères de ventilation

##### *Personnes actives occupées*

- sexe x nationalité/autorisation de séjour
- sexe x secteurs et sections économiques selon la NOGA08
- sexe x grandes régions
- sexe x nationalité x statut d'activité
- sexe x nationalité x groupes d'âges
- sexe x nationalité x secteurs économiques

##### *Personnes actives occupées en équivalents plein temps*

- sexe
- nationalité

##### *Séries désaisonnalisées*

- total et total en équivalents plein temps      x = croisé avec

## 4.4 La statistique de l'emploi (STATEM)

La statistique de l'emploi (STATEM) est élaborée sur la base d'une enquête réalisée chaque trimestre auprès d'établissements des secteurs secondaire et tertiaire. Elle existe en tant qu'enquête trimestrielle depuis 1925. D'abord réalisée pour différentes branches industrielles et publiée sous forme d'indice, elle a peu à peu évolué, couvrant finalement toutes les branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire. Elle est publiée sous forme d'effectifs depuis le troisième trimestre 1991.

### Concepts et définitions de la STATEM

La STATEM est une enquête conjoncturelle dont le but est de fournir des informations sur l'évolution de l'emploi par branches économiques, sur les places vacantes, les difficultés de recrutement de personnel et les prévisions d'évolution de l'emploi. Elle porte sur les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire établies sur territoire suisse (concept intérieur). Le secteur primaire (agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture) et la section «Activités des ménages en tant qu'employeurs» ne sont pas pris en compte.

### Méthode de calcul de la STATEM

L'enquête se fonde sur un échantillon aléatoire d'entreprises tirés du Registre des entreprises et des établissements (REE). Il est stratifié par divisions économiques. Dans le cas d'entreprises multi-établissements, tous les établissements d'une entreprise de l'échantillon sont intégrés à ce dernier. Les emplois sont alors répartis au sein des unités locales de chaque entreprise, de manière à produire des résultats au niveau des établissements. Les cantons et les grandes villes qui le souhaitent ont depuis 2001 la possibilité de financer des compléments d'échantillons régionaux.

Les données sont récoltées auprès des entreprises à l'aide d'un questionnaire en ligne (eSurvey), par l'échange électronique de données ou de questionnaires imprimés sur papier. Afin de limiter la charge auprès des entreprises, la récolte des données

est coordonnée avec les autres enquêtes portant sur l'emploi (Enquête d'actualisation du REE, Profiling et Profiling Light). Le questionnaire porte en premier lieu sur le nombre d'emplois occupés dans les entreprises lors du dernier mois de trimestre sous référence. Les autres informations recueillies dans le cadre de l'enquête concernent les places vacantes, ainsi que deux variables qualitatives, soit l'indicateur sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et l'indicateur sur les prévisions d'évolution de l'emploi.

Suite au remplacement des Recensements d'entreprises par la STATEM, le plan de sondage et l'échantillon de la STATEM ont été renouvelés au 2<sup>e</sup> trimestre 2015. L'ensemble des séries ont été révisées.

L'échantillon mis à jour au 2<sup>e</sup> trimestre 2015 contient environ 18'000 entreprises (65'000 établissements), soit 3,5% de l'ensemble des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire (11 % des établissements). Il couvre environ 45% des emplois. Une annexe méthodologique décrivant les principales caractéristiques du cadre de sondage, ainsi que la variance des estimations trimestrielles accompagne les tableaux de résultats.

Tous les résultats de la STATEM sont disponibles sur le site internet de l'OFS de même que les rapports de méthodes suivants: «Statistique de l'emploi: Bases méthodologiques 2000», OFS, 2002; «Statistique de l'emploi. Révision 2007: cadre de sondage et échantillonnage», OFS, 2008; «Statistique de l'emploi: Révision 2007: méthodes d'estimation», OFS, 2008.

### Concepts et définitions de la statistique de l'emploi

Objet de la statistique:	Les emplois dans les entreprises par taux d'occupation et en équivalents plein temps, les places vacantes, les indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et les indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi.
Méthode de relevé:	Enquête auprès de 18'000 entreprises (65'000 établissements)
Population de référence:	Emplois soumis à cotisations AVS dans les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur. Ne sont pas considérés: les emplois du secteur primaire, ni ceux de la section «Activités des ménages en tant qu'employeurs».
Période de référence/périodicité:	Dernier mois de chaque trimestre, statistique trimestrielle

### Critères de ventilation

#### Emplois

- Sexe x divisions économiques selon la NOGA08 x taux d'occupation
- Sexe x grandes régions x secteurs économiques

#### Equivalents plein temps

- Sexe x divisions économiques selon la NOGA08

Nombre de places vacantes, indicateurs sur les difficultés de recrutement de personnel selon le niveau de formation professionnelle et indicateurs sur les prévisions d'évolution de l'emploi

- Divisions économiques NOGA08
- Séries désaisonnalisées

- Grandes régions

x = croisé avec

## 4.5 Comparatif entre la statistique de la population active occupée et la statistique de l'emploi

### Deux approches distinctes du marché du travail

La statistique de la population active occupée (SPAO) et la statistique de l'emploi (STATEM) sont deux statistiques conjoncturelles qui abordent le marché du travail sous des angles différents, la première sous l'angle de l'offre de travail par le biais des ménages (la SPAO se base pour l'essentiel sur l'enquête suisse sur la population active), la seconde sous l'angle de la demande de travail par le biais des établissements. En raison de cette différence, l'une ou l'autre statistique sera plus appropriée selon l'aspect du marché du travail que l'on souhaite analyser.

### Différences dans la mesure de l'activité professionnelle entre la SPAO et la STATEM

Des écarts peuvent apparaître entre le nombre d'actifs occupés selon la SPAO et le nombre d'emplois selon la STATEM. La première différence concerne l'unité de mesure, une personne active occupée pouvant exercer plusieurs emplois. La seconde concerne certaines activités qui ne sont pas couvertes par la STATEM. Il s'agit principalement de l'activité des personnes non soumises à cotisation AVS (jeunes n'ayant pas atteint l'année de leur 18<sup>e</sup> anniversaire, actifs occupés ayant atteint l'âge légal de la retraite et gagnant moins de CHF 16'800.– par an, actifs occupés de plus de 18 ans gagnant moins de CHF 2300.– par an), ainsi que des emplois dans le secteur primaire et dans les ménages privés (division économique NOGA «Activité des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique»). On suppose aussi que certaines formes atypiques de travail (p.ex. personnes travaillant sans rémunération pour une entreprise familiale, contrats à durée très limitée ou sous forme de mandats ponctuels qui n'induisent pas de paiement de cotisations à l'AVS) échappent partiellement à la STATEM. Les deux statistiques se distinguent également par leur période de référence : bien que toutes deux trimestrielles, la SPAO se réfère à des moyennes trimestrielles alors que la STATEM livre des résultats se référant au dernier mois du trimestre. Enfin, tant les résultats de la SPAO que ceux de la STATEM sont soumis à une part d'erreur aléatoire (coefficient de variation de près de 0,3% pour le nombre total d'actifs occupés; 0,4% pour le nombre total d'emplois).

### Spécificités de la SPAO

La SPAO fournit des données sur l'ensemble des personnes travaillant en Suisse et sur leur évolution. Elle renseigne notamment sur la répartition de la population active occupée dans les sections économiques. La SPAO est également adaptée pour des analyses relatives à la main-d'œuvre étrangère travaillant en Suisse. Grâce à la ventilation par catégories d'autorisation de séjour, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la part des étrangers titulaires d'une autorisation de séjour dans l'ensemble de la population étrangère active occupée. La statistique permet en outre d'étudier des questions touchant la structure sociodémographique du monde du travail (les jeunes, les femmes, les indépendants, actifs occupés en équivalents plein-temps). La série est aussi disponible sous forme désaisonnalisée (pour le total) et en équivalents plein temps (par sexe et par nationalité).

### Spécificités de la STATEM

La STATEM présente des résultats selon les divisions économiques, également ventilés par taux d'occupation. Ainsi, l'on peut par exemple connaître la part des personnes qui sont occupées à temps partiel dans l'hôtellerie et la restauration. Les séries d'emploi sont aussi disponibles sous forme désaisonnalisée et en équivalent plein temps.

## 4.6 La statistique des frontaliers (STAF)

La statistique des frontaliers (STAF) fournit des informations quant à l'effectif et aux principales caractéristiques des travailleurs étrangers en activité en Suisse et résidant à l'étranger. La STAF est une statistique de synthèse basée sur les données du système d'information central sur la migration (SYMIC), sur les données de l'assurance vieillesse et survivants (AVS), sur la base de données de la formation professionnelle initiale (SFPI) et, pour les séries antérieures au 4<sup>e</sup> trimestre 2010, sur les données de la statistique de l'emploi (STATEM). La statistique a été créée en 2004 et des chiffres globaux ont été calculés rétrospectivement jusqu'en 1996.

### Concepts et définitions de la STAF

La statistique des frontaliers recense tous les frontaliers étrangers de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité professionnelle en Suisse. L'effectif fourni par la statistique des frontaliers est inférieur au nombre d'autorisations selon SYMIC, les cessations d'activité professionnelle n'étant pas systématiquement annoncées aux autorités.

### Méthode de calcul de la STAF

Depuis 2010, la statistique s'appuie essentiellement sur des registres administratifs. La méthode se résume en quatre étapes:

#### 1) Production des micro-données de référence par appariement des données AVS et des données SYMIC

L'appariement des données AVS et des données SYMIC permet de déterminer pour chaque trimestre, au niveau des micro-données – mais avec deux ans de retard –, si le titulaire du permis de frontalier a touché un revenu soumis ou non à cotisation.

#### 2) Ajustement des micro-données de référence à l'ensemble de la population considérée

Certains frontaliers ne figurent pas ou ne figurent que partiellement dans les données de l'AVS. Il s'agit des frontaliers qui n'ont pas encore atteint l'année de leur 18<sup>e</sup> anniversaire, qui ont déjà atteint l'âge légal de l'AVS (64/65 ans) ou qui travaillent comme indépendants. Pour les premiers, un appariement avec la statistique de la formation professionnelle initiale permet de déterminer s'ils sont en apprentissage et donc professionnellement actifs. Pour les deux autres groupes, on estime la part des actifs occupés en s'appuyant sur d'autres statistiques (protection sociale et marché du travail SESAM).

#### 3) Rétropolation des micro-données pour les trimestres antérieurs au 4<sup>e</sup> trimestre 2010

Nous ne disposons que depuis 2010 d'un taux d'attribution de numéros AVS aux détenteurs d'un permis de frontalier enregistrés dans SYMIC suffisamment élevé pour apparier de manière fiable les données. Les séries antérieures au 4<sup>e</sup> trimestre 2010 sont calculées par rétropolation des micro-données STAF. On utilise à cet effet le nombre total de frontaliers – selon les séries STAF calculées sur la base de la STATEM – pour l'ensemble de la période du 1<sup>er</sup> trimestre 1996 au 3<sup>e</sup> trimestre 2010. On veille à tirer profit au maximum des données disponibles:

- pondération des micro-données du premier trimestre pour lequel on a des données AVS (4<sup>e</sup> trimestre 2010)
- micro-données SYMIC pour tous les trimestres du 1<sup>er</sup> trimestre 1996 au 3<sup>e</sup> trimestre 2010.

### Concepts et définitions de la statistique des frontaliers

Objet de la statistique:	Travailleurs frontaliers étrangers
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Tous les travailleurs de nationalité étrangère en possession d'une autorisation spécifique pour frontalier (permis G) et exerçant une activité lucrative en Suisse.
Période de référence/périodicité:	Fin de chaque trimestre, statistique trimestrielle

### Critères de ventilation

#### Travailleurs frontaliers

- Sexe x canton de travail x commune de travail
- Sexe x canton de travail x pays de résidence
- Sexe x canton de travail x Landkreis de résidence (DE)
- Sexe x canton de travail x département de résidence (FR)
- Sexe x canton de travail x secteurs, sections et divisions économiques selon la NOGA08
- Statut d'activité x secteurs, sections et divisions économiques selon la NOGA08
- Sexe x canton de travail x statut d'activité x durée du permis de travail
- Sexe x canton de travail x groupes d'âges

x = croisé avec

#### 4) *Extrapolation des micro-données trimestrielles au-delà des dernières données AVS disponibles*

Les données AVS utilisées pour l'appariement des données ne sont disponibles qu'après un délai d'environ deux ans. L'extrapolation au-delà des dernières données AVS disponibles est réalisée, comme pour la rétropolation 1996–2010, au niveau des micro-données SYMIC. Le nombre total provisoire de frontaliers est obtenu par extrapolation du dernier effectif définitif dans les données AVS sur la base de l'évolution en pourcent selon SYMIC. On utilise en outre les données suivantes:

- pondération des micro-données du dernier trimestre pour lequel on a des données AVS
- micro-données SYMIC pour tous les trimestres du 1<sup>er</sup> trimestre sans données AVS au dernier trimestre de la STAF.

On obtient ainsi des micro-données individuelles pondérées pour la période qui va du 1<sup>er</sup> trimestre 1996 au dernier trimestre de la statistique. Ces données permettent de calculer le nombre total de frontaliers pour la STAF et pour toutes les ventilations du SYMIC.

Pour plus de détails sur la méthode de la STAF, voir le rapport méthodologique «Révision de la statistique des frontaliers (STAF) 2015-16 – Synthèse de la méthode», OFS, 2016.

## 4.7 La statistique du volume du travail (SVOLTA)

Jusque dans les années 50, la grande majorité des travailleurs étaient employés à plein temps. Il suffisait alors de considérer l'effectif de la population active occupée pour obtenir un indicateur fiable du niveau de l'activité professionnelle. Avec l'apparition du travail à temps partiel dans les années 60 et le développement de formules souples d'aménagement du temps de travail, cet indicateur ne suffisait plus. Il a donc fallu créer des statistiques nouvelles sur la durée et le volume du travail. Si des statistiques sur la durée hebdomadaire du travail ont vu le jour dès les années 40, la statistique du volume du travail (SVOLTA) n'a pu être créée qu'au début des années 90.

### Concepts et définitions de la SVOLTA

L'élaboration de la SVOLTA est inspirée par divers travaux réalisés dans ce domaine par le Bureau international du Travail (BIT). Ces éléments ont toutefois dû être adaptés aux données disponibles en Suisse. Les concepts et les définitions ont été fixés compte tenu des règles en vigueur dans le Système de Comptabilité Nationale. La SVOLTA a fait l'objet d'une révision méthodologique pour les années dès 2010, notamment pour tenir compte du changement de périodicité de sa source principale (ESPA).

### Méthode de calcul de la SVOLTA

La méthode d'établissement de la SVOLTA diffère selon que l'on considère la population résidente permanente ou les autres groupes de population travaillant en Suisse.

- Volume du travail de la population résidente permanente

Pour la population résidente permanente, le volume du travail se calcule d'après les résultats de l'enquête suisse sur la population active (ESPA). L'ESPA permet de calculer la durée annuelle normale du travail pour chaque emploi (les éventuelles activités accessoires des personnes actives occupées sont prises en compte). Pour les emplois salariés, on considère comme durée normale du travail celle qui est fixée dans le contrat de travail. Pour les emplois des indépendants, on considère la durée usuelle du travail. Les absences annuelles sont

soustraites, pour chaque emploi, à la durée annuelle normale du travail. Comme l'ESPA n'informe pas de façon suffisamment fiable sur tous les types d'absences, on se réfère, pour les absences en raison des réductions de l'horaire de travail et des conflits de travail, à la statistique du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et à l'enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE). Pour obtenir la durée annuelle effective du travail, il faut encore tenir compte, pour chaque emploi, des heures supplémentaires annuelles (livrées par l'ESPA); elles ne sont comptées que si elles ne sont pas compensées par des congés ou par des réductions ultérieures du temps de travail dans le cadre d'horaires de travail flexibles. La durée effective du travail correspond donc au nombre d'heures qui, au cours de la période considérée, ont effectivement été consacrées à l'accomplissement d'une tâche ou d'un travail déterminé.

- Volume du travail des autres groupes

Pour estimer le volume du travail conformément au concept intérieur, il faut également prendre en considération plusieurs groupes de population travaillant en Suisse mais qui ne sont pas interrogés dans le cadre de l'ESPA. Ces groupes sont les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, les personnes dans le processus d'asile, le personnel de la marine suisse, le personnel des ambassades et consulats suisses à l'étranger, les frontaliers et les travailleurs de l'UE/AELE engagés par un employeur suisse pour 90 jours ou moins. Si le nombre d'emplois occupés par ces groupes de personnes nous est donné par des sources administratives dont la principale est le système d'information central sur la migration (SYMIC), leur durée du travail provient de valeurs moyennes estimées à l'aide de l'ESPA. Une analyse réalisée à l'aide du recensement fédéral de la population (RFP) a montré, en effet, que la durée de travail de ces groupes d'étrangers ventilés selon le sexe, le taux d'occupation et la section économique ne diffère pas de manière significative de la durée du travail du reste de la population.

#### Concepts et définitions de la statistique du volume du travail

Objet de la statistique:	Heures effectives de travail, heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires de toutes les personnes qui accomplissent dans l'année au moins 1 heure d'activité productive au sens de la comptabilité nationale.
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

#### Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x sections économiques NOGA08
- Sexe x nationalité x statut d'activité
- Sexe x nationalité x taux d'occupation
- Sexe x nationalité x grandes régions

x = croisé avec

## 4.8 La statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT)

Si la statistique officielle livre des données sur la durée hebdomadaire du travail depuis 1942, les méthodes et les concepts de base ont fortement évolué au cours du temps. Depuis 1973, la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT) est réalisée sur la base des déclarations d'accidents des salariés transmises au Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA). L'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984 de la nouvelle loi sur l'assurance-accidents (LAA), soumettant tous les salariés à l'obligation de s'assurer, a permis d'élargir le champ de la statistique à l'ensemble des branches économiques des secteurs secondaire et tertiaire ainsi qu'au secteur primaire. Avant le transfert à l'Office fédéral de la statistique (OFS) de la DNT le 1<sup>er</sup> mars 1995, celle-ci était réalisée au sein de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). Les résultats sont disponibles par branches économiques de la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) à partir de 1990.

### Concepts et définitions de la DNT

La durée normale du travail est définie comme la durée du travail hebdomadaire pratiquée dans les entreprises et valable sur un intervalle de plusieurs mois ou années. Cette durée s'applique à l'entreprise et correspond, en principe, à la durée individuelle du travail des salariés engagés à plein temps, qui ne font pas d'heures supplémentaires et ne sont pas touchés par des réductions de l'horaire de travail.

### Méthode de calcul de la DNT

La durée normale du travail se calcule à l'aide d'un schéma de pondération, dont la base jusqu'en 2012 est le dernier recensement des entreprises (RE). Ce schéma se base dès 2013 sur la statistique structurelle des entreprises (STATENT). En effet, chaque division économique de chaque canton reçoit un coefficient de pondération. Ce procédé permet de calculer les valeurs agrégées en fonction des structures de l'emploi propres à chaque canton et à chaque région. Dans cette optique, il n'est pas tenu compte (pour la période durant laquelle le schéma de pondération est constant) des variations de la durée normale du travail résultant d'un changement de l'importance relative des branches économiques, comme par exemple, les effets d'un transfert de salariés vers une division dans laquelle la durée

normale du travail est généralement plus faible qu'ailleurs. La différence entre la durée normale du travail cantonale et la durée normale du travail à l'échelle nationale peut être interprétée comme la conjonction de deux effets:

- une différence dans la structure de l'emploi entre la Suisse et le canton considéré (effet structurel)
- une différence dans la durée normale du travail à l'intérieur même d'une ou de plusieurs divisions économiques, entre la Suisse et le canton sous revue (effet résiduel).

Pour chaque canton et section économique, il est possible de calculer la valeur de cet effet structurel. Pour ce faire, on pondère, au niveau des divisions économiques, les données des salariés accidentés du canton en question avec les coefficients de pondération relatifs à la structure suisse de l'emploi. La différence (obtenue au niveau du total des divisions ou d'une section économique) entre la durée cantonale effective et la durée cantonale du travail hypothétique reflète la différence due à l'effet de structure.

En 2015, par exemple, pour le canton de Genève, la durée normale du travail s'élève à 40,9 h, contre 41,6 h à l'échelon suisse (secteur primaire exclu). Il en découle une différence de 0,7 h, qui peut être décomposée en une variation de 0,1 h due à la structure de l'emploi propre au canton de Genève, et une variation de 0,6 h due à l'effet résiduel. Cette dernière s'explique par le fait que, dans le canton de Genève, une ou plusieurs divisions économiques présentent des durées normales du travail inférieures à la moyenne suisse.

Pour plus de détails sur la méthode de la DNT, cf. la publication «Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux», OFS, 1998

### Concepts et définitions de la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

Objet de la statistique:	Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps dans les entreprises
Méthode de relevé:	Exploitation d'environ 290'000 données administratives
Population de référence:	Salariés des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

### Critères de ventilation

- Sections et divisions économiques NOGA08
- Sections économiques NOGA08 x grandes régions
- Sections économiques NOGA08 x cantons

x = croisé avec

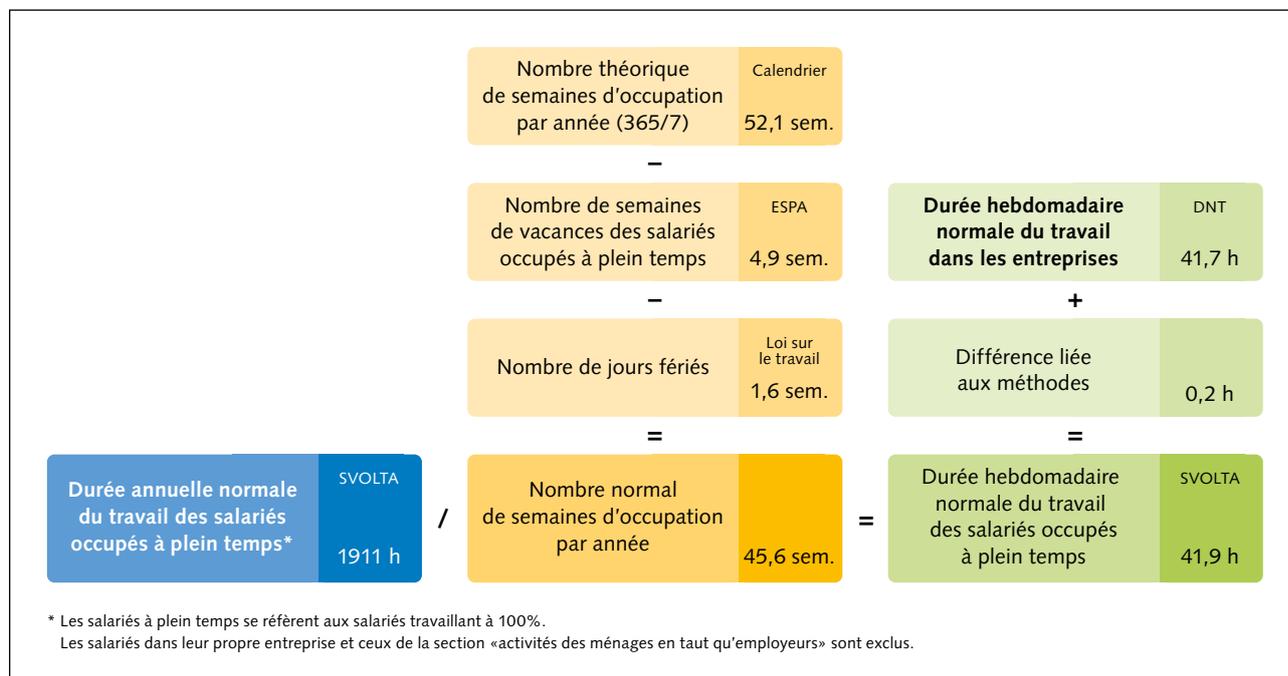
## 4.9 Comparatif entre la statistique du volume du travail et la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises

La statistique du volume du travail (SVOLTA) fournit en premier lieu des données macro-économiques sur le volume annuel effectif du travail pour l'ensemble de l'économie suisse et permet ainsi de disposer d'une base de calcul de productivité par heure de travail. Mais la SVOLTA fournit aussi des données détaillées sur les composantes des heures effectives de travail par emploi (heures normales, heures d'absences et heures supplémentaires). Grâce à la ventilation par statut d'activité et taux d'occupation, il est par exemple possible d'analyser l'évolution de la durée annuelle effective du travail des salariés occupés à plein temps et de comprendre dans quelle mesure ce résultat dépend du changement de la durée annuelle du travail selon le contrat, des absences ou des heures supplémentaires. D'autres indicateurs comme le taux d'absences ou le taux d'heures supplémentaires sont également calculés dans le cadre de la SVOLTA.

Par contre, si l'on s'intéresse aux pratiques en matière de durée hebdomadaire du travail stipulée dans les contrats des salariés à plein temps, on consultera de préférence la statistique de la durée normale du travail dans les entreprises (DNT). La DNT se prête aussi à des analyses de la durée normale du travail dans les différentes divisions économiques et dans les différents cantons.

Bien que des données concernant la durée normale du travail soient livrées par la SVOLTA et par la DNT, une comparaison entre ces deux sources ne peut se faire de manière directe. A cela plusieurs raisons: d'abord la durée normale du travail se rapporte dans la SVOLTA à l'ensemble des actifs occupés y compris les indépendants, tandis que la DNT base ses estimations sur l'information donnée par les salariés à plein temps. Ensuite, on retrouve dans la SVOLTA tous les groupes d'activités économiques alors que dans la DNT les activités des ménages en tant qu'employeurs ne sont pas incluses. L'encadré ci-dessous compare la durée hebdomadaire normale du travail estimée d'après la SVOLTA avec la durée hebdomadaire normale du travail dans les entreprises sur la base de la DNT (voir encadré 10).

### Encadré 10: liens entre les données sur la durée normale du travail de la SVOLTA et de la DNT, 2015



## 4.10 La statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT)

Depuis 1991, l'Office fédéral de la statistique (OFS) établit, dans le cadre de l'enquête suisse sur la population active (ESPA), le nombre de chômeurs mesurés d'après les recommandations du Bureau international du Travail (BIT) et de l'OCDE. La statistique du chômage au sens du BIT a été introduite en 1995 afin de proposer des résultats à un rythme plus fréquent que ceux annuels de l'ESPA. Si l'ESPA offre à partir de 2010 des résultats trimestriels, la statistique du chômage au sens du BIT se distingue en continuant de proposer des valeurs mensuelles.

### Concepts et définitions

La statistique du chômage publiée par l'OFS est basée sur les définitions du chômage du BIT. Contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO, cf. chapitre 4.11), qui ne porte que sur les chômeurs inscrits, la statistique du chômage au sens du BIT considère toutes les personnes sans travail et en quête d'emploi qui sont en mesure de commencer une nouvelle activité dans un bref délai. Les chômeurs en fin de droits, qu'ils soient encore inscrits ou non, sont donc compris dans les données de la statistique du chômage au sens du BIT, de même que les personnes qui voudraient reprendre une activité professionnelle après s'être consacrées quelques années à leur famille.

### Méthode de calcul

Le nombre de chômeurs au sens du BIT se calcule en deux étapes: on détermine tout d'abord les valeurs de référence trimestrielles à partir de l'ESPA, puis on procède à la mensualisation de ces dernières à partir des données du SECO. On calcule aussi des moyennes annuelles sur la base des 4 trimestres de l'année ainsi qu'un taux de chômage au sens du BIT pour chaque critère de ventilation.

#### 1) Calcul des valeurs de référence trimestrielles

La statistique du chômage au sens du BIT s'appuie sur l'ESPA, laquelle se réfère à la situation moyenne du trimestre. La première étape consiste à déterminer le nombre de chômeurs dans la population résidante permanente pour le trimestre considéré, ceci distinctement pour chacun des 5 groupes d'âges (par sexe et par nationalité) et pour chacune des 7 grandes régions (par sexe). Ces valeurs sont identiques à celles de l'ESPA.

#### 2) Mensualisation des valeurs trimestrielles

La deuxième étape consiste à calculer des valeurs mensuelles à partir des valeurs trimestrielles. Cette mensualisation se fait en appliquant sur ces dernières l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits au cours des mois du trimestre fournie par le SECO. Les valeurs mensuelles pour les trois mois du trimestre sont estimées en deux temps: une première fois de façon provisoire lors du trimestre considéré et une seconde fois le trimestre suivant, au moment du calcul des nouvelles valeurs de référence.

#### 3) Calcul du taux de chômage au sens du BIT

Le taux de chômage au sens du BIT est calculé pour chaque critère de ventilation et pour chaque périodicité (mensuelle, trimestrielle, annuelle). On obtient le nombre de personnes actives occupées directement de l'ESPA. La mensualisation de cet effectif s'effectue par interpolation linéaire entre deux valeurs trimestrielles.

Pour plus de détails sur la méthode de la statistique du chômage au sens du BIT, cf. le rapport méthodologique «La statistique du chômage au sens du BIT, Bases méthodologiques 2010», OFS, 2011.

### Concepts et définitions de la statistique du chômage au sens du BIT

Objet de la statistique:	Nombre de chômeurs selon les définitions internationales
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	Population résidante permanente
Période de référence/périodicité:	Moyennes mensuelle, trimestrielle et annuelle, statistique mensuelle, trimestrielle et annuelle

#### Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x groupes d'âges
- Sexe x grandes régions

#### Séries désaisonnalisées

- Total et groupes d'âges

x = croisé avec

## 4.11 La statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

Une statistique du chômage existe en Suisse depuis 1936. Elle est menée aujourd'hui par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Cette statistique enregistre les effectifs de personnes inscrites en tant que chômeurs dans un office régional de placement (ORP) à la fin du mois, les entrées ainsi que les sorties du chômage sur l'ensemble du mois. Depuis l'automne 1997, la statistique du chômage est complétée par la publication du nombre des demandeurs d'emploi inscrits.

### Concepts et définitions de la statistique du chômage du SECO

Les données de la statistique du chômage du SECO sont recueillies dans le cadre d'un relevé exhaustif qui repose sur les registres des ORP. A cet égard, on considère comme demandeur d'emploi toutes les personnes annoncées, qu'elles touchent des indemnités journalières ou non. Les demandeurs d'emploi sont répartis en deux catégories: les demandeurs d'emploi chômeurs et les demandeurs d'emploi non-chômeurs.

Les demandeurs d'emploi non-chômeurs sont inscrits auprès d'un ORP, mais à la différence des chômeurs inscrits ils ne sont pas disponibles immédiatement pour un placement (autrement dit, dans les 30 jours) et/ou ils occupent un emploi. Le SECO distingue les catégories suivantes de demandeurs d'emploi non-chômeurs: les personnes en gain intermédiaire, les personnes engagées dans un programme d'emploi temporaire, de reconversion ou de perfectionnement ainsi que les autres demandeurs d'emploi non-chômeurs (école de recrues, maladie ou accident, maternité, personnes occupant encore un emploi, exécution d'une peine).

### Méthode de calcul de la statistique du chômage du SECO

Les données concernant les demandeurs d'emploi chômeurs ou non-chômeurs sont collectées auprès des offices régionaux de placement. Les données cantonales sont ensuite groupées au plan national par le biais du Système informatisé pour le placement et la statistique du marché du travail (PLASTA). Depuis 2004, elles peuvent être exploitées selon de nombreux critères de ventilation quelques jours déjà après le jour de référence.

On trouvera des informations détaillées concernant la conception et les bases de la statistique du chômage dans la publication «Le chômage en Suisse 2014», Secrétariat d'Etat à l'économie, Neuchâtel, 2015.

### Concepts et définitions de la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie

Objet de la statistique:	Personnes inscrites auprès d'un office régional de placement
Méthode de relevé:	Exploitation de données administratives
Population de référence:	Population résidente
Période de référence/périodicité:	Dernier jour ouvrable du mois, statistique mensuelle

### Critères de ventilation

Les critères suivants sont pris en compte dans la statistique du chômage: sexe, âge, domicile (région/canton), nationalité, statut sur le plan du chômage (chômeur partiel/chômeur complet), durée du chômage, situation professionnelle antérieure, branche économique, groupe de professions, dernière fonction exercée.

Comme il s'agit d'un relevé exhaustif, on peut en principe coupler, dans la statistique du chômage, tous les caractères disponibles. Pour des raisons de place, seule une sélection de combinaisons est publiée. Sur demande, le SECO réalise des exploitations spéciales.

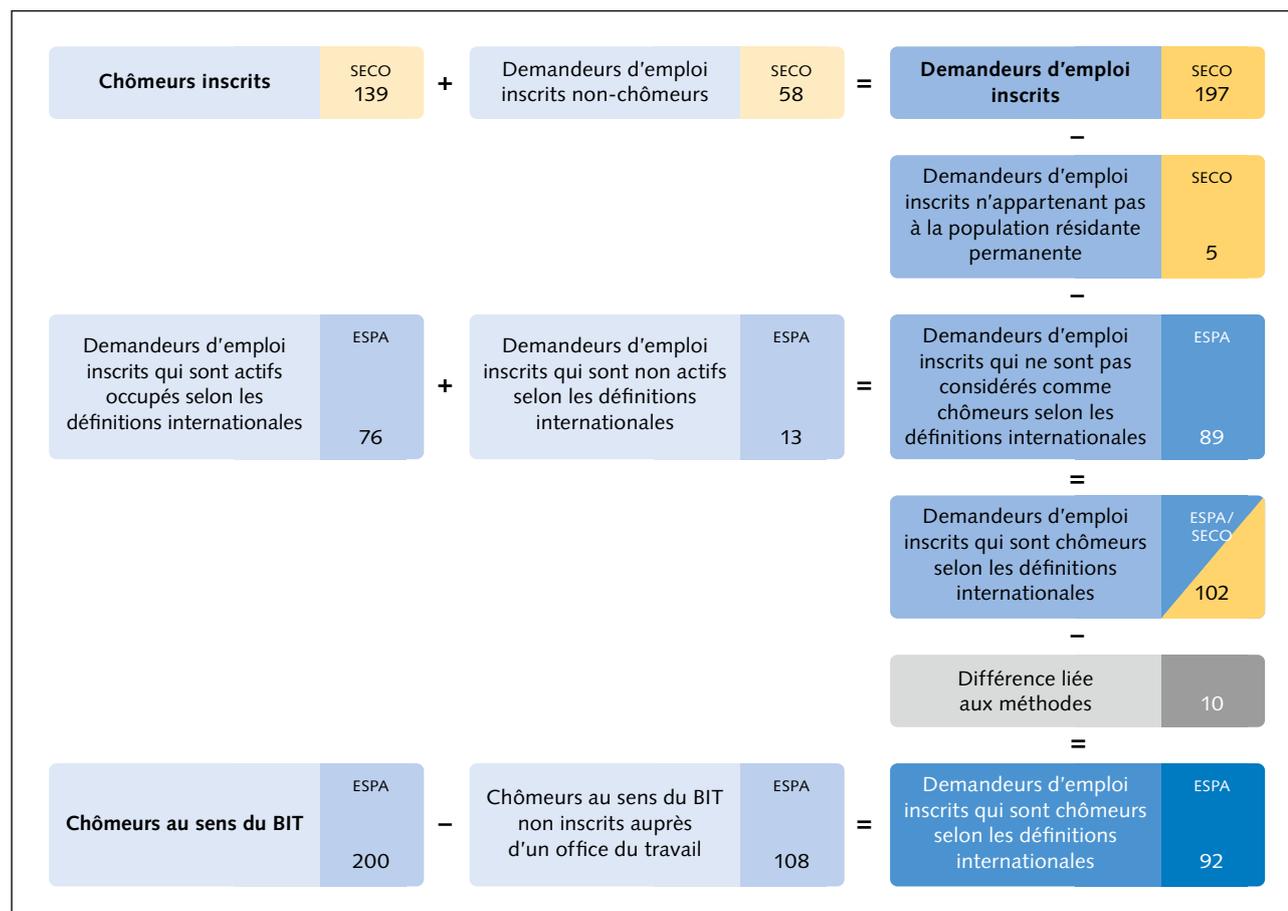
## 4.12 Comparatif entre la statistique du chômage au sens du BIT et la statistique du chômage du SECO

La statistique du chômage au sens du BIT, réalisée par l'Office fédéral de la statistique (OFS), s'appuie sur des recommandations internationales et, contrairement à la statistique du chômage du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), n'est que très peu influencée par des modifications de loi dans le domaine de l'assurance-chômage. Elle est donc à préférer lors de comparaisons internationales. Comme la statistique du chômage au sens du BIT recense par définition toutes les personnes qui sont sans travail et à la recherche d'un emploi pour autant qu'elles soient disponibles à court terme pour l'occuper, elle définit l'offre de travail non utilisée mieux que ne le fait la statistique du chômage du SECO.

La statistique du chômage du SECO constitue un très bon instrument pour observer la conjoncture. Les résultats sont publiés généralement 5 jours après la fin du mois. Il n'existe aucune autre statistique économique qui fournit des données aussi rapidement par rapport à son jour de référence. Comme elle est une enquête exhaustive, la statistique du chômage permet en outre d'observer l'évolution conjoncturelle à un niveau régional très détaillé. Par ailleurs, les indicateurs du SECO représentent la meilleure source lorsqu'il s'agit d'étudier les modalités de l'assurance-chômage.

Dans l'encadré 11, les chiffres du SECO sont comparés au nombre de chômeurs au sens du BIT. Les différents groupes de personnes considérés dans les deux statistiques ne sont pas de même importance sur le plan quantitatif et il n'est pas possible de rendre compte intégralement des différences entre ces dernières. Une différence liée aux méthodes d'enquête subsiste: la statistique du chômage du SECO est un relevé exhaustif qui se base sur des données tirées de registres et qui ont pour jour de référence le dernier jour ouvrable du mois. La statistique du chômage au sens du BIT se fonde sur l'ESPA, qui est une enquête par échantillonnage dont les données se réfèrent à l'ensemble d'un trimestre. Ces conceptions distinctes peuvent occasionner des différences autres que celles liées aux définitions et que l'on ne peut cependant pas quantifier avec précision. Ceci est d'autant plus vrai qu'il est possible que certaines personnes ne fournissent pas les mêmes informations concernant leur situation professionnelle aux enquêteurs de l'ESPA qu'aux offices régionaux de placements<sup>2</sup>.

### Encadré 11: liens entre les données de la statistique du chômage au sens du BIT et du SECO, moyenne du 2<sup>e</sup> trimestre 2014, chiffres en milliers, population résidente



<sup>2</sup> On peut ainsi imaginer que des chômeurs inscrits ne répondent pas à la définition des chômeurs au sens du BIT dans l'ESPA parce qu'ils exerçaient un emploi occasionnel pendant la semaine de référence de l'ESPA ou qu'ils ne pouvaient pas, pour d'autres raisons, occuper un nouvel emploi à court terme.

## 4.13 Les comptes globaux du marché du travail (CMT)

Les comptes globaux du marché du travail (CMT) permettent de saisir la dynamique du marché du travail. Cette statistique met en évidence les transitions individuelles entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité et, à cet égard, complète les données de la statistique de la population active occupée (SPAO) et de la statistique du chômage au sens du BIT. Les CMT couvrent également les mouvements migratoires et naturels (naissances, décès). Ils établissent ainsi un lien entre les statistiques du marché du travail et la statistique démographique. Les CMT ont été introduits en 1998 avec des données remontant jusqu'en 1991.

### Concepts et définitions des CMT

Les CMT s'appuient sur les mêmes définitions que la SPAO pour ce qui est des personnes actives occupées. Les chômeurs sont repris de la statistique du chômage au sens du BIT; on leur ajoute les chômeurs inscrits avec autorisation de séjour de durée non permanente recensés par le SECO. La période de référence est l'année civile. Les transitions sont déterminées en confrontant le statut des personnes (actives occupées, chômeurs au sens du BIT ou non actives) en début d'année avec le statut en fin d'année. Seules sont considérées les migrations qui ne sont pas compensées par un mouvement migratoire inverse au cours de la même année.

### Méthode de calcul des CMT

Les CMT se construisent en 5 étapes principales.

#### 1) Calcul des effectifs de début et de fin d'année

Le nombre total de Suisses, d'étrangers établis et de titulaires d'une autorisation de séjour ou d'une autorisation de séjour de courte durée est repris de la statistique de l'état annuel de la population (STATPOP). Le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) livre l'effectif de personnes dans le processus d'asile (par le système d'information central sur la migration (SYMIC)). Le nombre de frontaliers est fourni par la statistique des frontaliers (STAF). La ventilation selon le statut sur le marché du travail se fait à l'aide de la SPAO et de la statistique du chômage au sens du BIT.

#### 2) Calcul des entrées (immigrations et naissances)

Les immigrations de Suisses sont fournies par STATPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les «entrants» présentent, en fin d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de chômeurs au sens du BIT que les effectifs totaux de Suisses. Les immigrations des autres groupes sont déterminées d'après les données de STATPOP et du SEM. L'ESPA sert à déterminer la part d'actifs parmi les nouveaux titulaires d'une autorisation d'établissement ou d'un permis de séjour. La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et chômeurs au sens du BIT est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Le nombre de naissances enregistrées dans la population résidante permanente est fourni par STATPOP. Les naissances chez les personnes dans le processus d'asile sont livrées par le SEM.

#### 3) Calcul des sorties (émigrations et décès)

Les émigrations de Suisses sont fournies par STATPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après l'hypothèse que les «sortants» présentaient, en début d'année, par sexe et par groupes d'âges, les mêmes proportions d'actifs occupés et de chômeurs au sens du BIT que les effectifs totaux de Suisses. Les émigrations des autres groupes sont déterminées d'après les données de STATPOP et du SEM. La distinction entre personnes actives et personnes non actives se base sur l'ESPA.

La subdivision supplémentaire des actifs entre actifs occupés et chômeurs au sens du BIT est réalisée sur le même principe que pour les Suisses. Les décès sont déterminés d'après STATPOP. La distinction selon le statut sur le marché du travail est faite d'après la même hypothèse que celle utilisée pour les émigrations de Suisses.

### Concepts et définitions des comptes globaux du marché du travail

Objet de la statistique:	Les mouvements sur le marché du travail (transitions entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité, migrations et mouvements naturels)
Méthode de relevé:	Statistique de synthèse
Population de référence:	<ul style="list-style-type: none"> <li>Personnes actives occupées: concept intérieur</li> <li>Chômeurs au sens du BIT et personnes non actives: population résidante</li> </ul>
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

### Critères de ventilation

- Sexe x nationalité x statut sur le marché du travail

x = croisé avec

#### 4) *Calcul des transitions brutes entre activité professionnelle, chômage au sens du BIT et non-activité*

Les transitions concernent les personnes présentes aussi bien dans les effectifs initiaux que dans les effectifs finaux. Les transitions des personnes appartenant à la population résidente permanente sont déterminées à partir des données du panel de l'ESPA. Les transitions des autres groupes sont principalement déterminées à l'aide de STATPOP.

#### 5) *Egalisation de la matrice des CMT*

Les CMT faisant appel à des sources diverses, des écarts de bilan apparaissent dans un premier temps. Afin d'éliminer ces différences, on utilise un procédé mathématique dans lequel les effectifs de début et de fin d'année fonctionnent comme valeurs de référence.

### **Comparaison entre les données des CMT et d'autres statistiques**

Des liens existent entre les CMT et d'autres statistiques. Ainsi, les effectifs d'actifs occupés sont repris des chiffres de la SPAO, de la STAF et du SYMIC. Les effectifs de chômeurs sont repris de la statistique du chômage au sens du BIT et du SECO. Par ailleurs, la population de référence des CMT correspond à la population résidente permanente selon STATPOP, additionnée des frontaliers, des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée, des ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile, des personnes dans le processus d'asile, du personnel des ambassades et consulats suisses et du personnel de la marine suisse.

Les CMT et STATPOP se différencient, quant aux données sur la migration, principalement dans le concept de la population: dans les CMT, les migrations englobent à la fois la population résidente permanente et la population résidente non permanente, y compris les frontaliers nouvellement arrivés sur le marché du travail en Suisse (immigrations) et les frontaliers ayant cessé de travailler en Suisse (émigrations).

Pour plus de détails sur la méthode des comptes globaux du marché du travail, cf. la publication «Comptes globaux du marché du travail (CMT), Bases méthodologiques et résultats 1991–1996», OFS, 1998.

## 4.14 L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS)

L'enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) est réalisée tous les deux ans au mois d'octobre depuis 1994 sur la base d'un questionnaire envoyé aux entreprises. Elle permet de décrire régulièrement, à partir de données représentatives, la structure des salaires dans l'ensemble des branches économiques en Suisse (à l'exception de l'agriculture et des services domestiques). Elle s'intéresse non seulement à la branche économique et à la taille de l'entreprise, mais aussi aux caractéristiques individuelles des personnes salariées et des postes de travail, telles que la formation, la position professionnelle, les années de service et depuis 2012 la profession exercée dans l'entreprise. Depuis le début (1994), les données sur les salaires de l'administration et des entreprises fédérales sont également relevées. Depuis 1998, l'enquête fournit en plus des données sur les salaires du secteur public cantonal, depuis 2006, sur les salaires communaux et dès 2012 sur les salaires des églises. En 2012 quelque 35'000 entreprises privées et publiques resp. administrations avec environ 1,7 millions de salaires ont ainsi été saisis et exploités. Le taux de réponse brut, soit le nombre d'entreprises qui ont répondu sur le total des entreprises définies dans le plan d'échantillonnage, a atteint 82%.

### Concepts et définitions de l'ESS

Les deux principaux indicateurs élaborés sur la base de l'ESS sont: le salaire brut standardisé sous la forme d'une valeur centrale (médiane) et la répartition des salaires mensuels nets. Le salaire mensuel brut standardisé est le montant brut recalculé sur la base d'un équivalent plein temps de 4 1/3 semaines à 40 heures de travail. Cette conversion permet d'établir des comparaisons entre les personnes occupées à plein temps et celles travaillant à temps partiel. Les salaires nets, non standardisés, indiquent les montants effectivement versés par mois sans conversion en équivalents plein temps. La valeur centrale (médiane) signifie que pour une moitié des salariés, le salaire standardisé se situe au-dessus alors que pour l'autre moitié, le salaire s'inscrit au-dessous. Cet estimateur a la particularité d'être moins sensible aux valeurs extrêmes que ne l'est la moyenne arithmétique.

### Méthode de calcul de l'ESS

Dans le secteur privé, l'enquête sur la structure des salaires repose sur un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: l'entreprise et la personne salariée. Les entreprises sont stratifiées en fonction de trois critères: la taille (3 classes), l'appartenance à la branche économique (39 divisions de la NOGA 2008) et l'appartenance à une entité géographique (7 grandes régions, 6 cantons et une ville). Dans le secteur public de la Confédération et des cantons, l'enquête est exhaustive au niveau des entreprises et administrations interrogées. Dans le secteur public communal, l'enquête repose également sur un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: la commune et la personne salariée. Les communes sont stratifiées en fonction de la taille (4 classes) et de l'appartenance à une entité géographique (7 grandes régions). L'échantillon communal brut comprend environ 300 communes, l'enquête étant toutefois exhaustive dans les communes de plus de 800 emplois. Pour les églises également, l'enquête repose sur un échantillonnage aléatoire à deux niveaux: l'église et la personne salariée. La stratification au niveau de l'entreprise suit deux critères: la taille de l'entreprise (3 catégories) et l'appartenance à une entité géographique (7 grandes régions). L'échantillon brut comprend environ 130 églises, l'enquête étant exhaustive pour les églises de plus de 49 personnes salariées. Le nombre de salaires à communiquer dépend de la taille de l'entreprise resp. administration ou commune. Avec moins de 20 personnes employées, l'entreprise fournit tous les salaires. Entre 20 à 49 personnes employées, elle en tire un sur deux alors qu'au-delà de 49 personnes, un sur trois suffit.

Tous les résultats ainsi que les publications de l'Enquête suisse sur la structure des salaires (ESS) sont disponibles sur le site Internet de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

### Concepts et définitions de l'enquête sur la structure des salaires

Objet de la statistique:	Salaires mensuels brut standardisé et salaire mensuel net (non standardisé).
Méthode de relevé:	Enquête auprès d'environ 35'000 entreprises représentant environ 1,7 million de salariés (ESS 2012).
Population de référence:	Personnes salariées (ayant reçu un salaire en octobre) des secteurs secondaire et tertiaire (+sylviculture), selon le concept intérieur. Sans les personnes employées dans les entreprises comptant moins de 3 personnes salariées.
Période de référence et périodicité:	Mois d'octobre, statistique réalisée tous les deux ans.

### Critères de ventilation

#### Salaires mensuels brut standardisés

- Divisions économiques NOGA / branches économiques NOGA x sexe x positions professionnelles / niveau de compétences / niveau de formation / type d'autorisation de séjour / taille de l'entreprise / années de service / type de contrôle économique et financier / grandes régions
- Groupes de profession CITP x classes d'âge x sexe

#### Salaires mensuels nets (non standardisés)

- Taux d'occupation x sexe x classes de salaires en francs / quantiles (chaque 10%)

x = croisé avec / = ou

## 4.15 Comparatif des données salariales de l'ESS et de l'ESPA

L'ESS n'est pas l'unique source statistique susceptible de fournir des données sur les salaires. Dans le cadre des statistiques du marché du travail, l'enquête suisse sur la population active (ESPA) relève également des données sur le revenu du travail<sup>3</sup>. Les méthodes diffèrent cependant grandement entre les deux enquêtes: si l'ESS recourt à un questionnaire écrit adressé aux entreprises qui traite spécifiquement des questions salariales et qui permet de distinguer et de mesurer les différentes composantes salariales, les données de l'ESPA reposent sur une série de questions dans le cadre d'une interview téléphonique abordant de nombreux autres thèmes (cf. chapitre 4.2). Dans l'ESS la notion de salaire brut standardisé, mesurée sur la base des composantes salariales reprises directement de la comptabilité de l'entreprise, comprend le salaire brut du mois d'octobre, les allocations pour le travail en équipe et le travail du dimanche ou de nuit, 1/2 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/2 des paiements spéciaux annuels (bonus, participation au bénéfice, etc.). Dans l'ESPA le salaire mensuel brut est calculé sur la base du salaire annoncé par la personne interrogée, auquel on ajoute 1/2 du salaire en cas de 13<sup>e</sup> salaire, un autre 1/2 en cas de 14<sup>e</sup> salaire et 1/4 en cas de prime ou de gratification.

Par rapport à l'ESPA, l'ESS présente l'avantage de reposer sur un large échantillon de salariés, lequel permet des analyses à un niveau élevé de désagrégation (par ex. par divisions économiques de la NOGA ou selon les principales caractéristiques des salariés ou des postes de travail). De plus, elle porte non seulement sur la population résidente permanente, mais aussi sur les frontaliers et les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée. De son côté, l'ESPA tient compte de certaines catégories de salariés non relevées dans l'ESS, telles que les propriétaires d'entreprise ou les employés de ménages privés. L'ESPA recueille par ailleurs des données sur le revenu des indépendants et offre de multiples possibilités de ventilations selon divers critères sociodémographiques.

En raison de ces différences, les résultats de l'une ou de l'autre statistique seront plus appropriés en fonction des questions posées et des unités d'analyses choisies.

L'encadré 12 a été élaboré afin de montrer la nécessité d'harmoniser les données de l'ESS et de l'ESPA avant toute comparaison. Pour des raisons de représentativité statistique, la comparaison des données harmonisées de l'ESS et de l'ESPA ne devrait se faire qu'à des niveaux élevés d'agrégation.

### Encadré 12: Harmonisation des données salariales de l'ESPA et de l'ESS, 2012

<b>Salaire mensuel brut standardisé*</b> <b>médian, population résidente permanente</b>			<b>Salaire mensuel brut standardisé*</b> <b>médian, concept intérieur**</b>		
ESPA	Total	Fr. 6209.–	ESS	Total	Fr. 6439.–
	Hommes	Fr. 6750.–		Hommes	Fr. 6840.–
	Femmes	Fr. 5608.–		Femmes	Fr. 5808.–
–			–		
<b>Population non couverte par l'ESS:</b> Population non couverte par l'ESS: Personnes travaillant dans le secteur primaire ou dans un ménage privé, stagiaires et personnes salariées dans une entreprise comptant moins de 3 personnes			<b>Population non couverte par l'ESPA:</b> Personnes étrangères ni titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C), ni titulaires d'une autorisation de séjour (livret B). Il s'agit donc principalement des frontaliers et des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée.		
=			=		
<b>Salaire mensuel brut standardisé*</b> <b>médian</b>			<b>Différence liée            aux méthodes</b>		
ESPA après harmonisation	Total	Fr. 6304.–	Total	Fr. 191.–	
	Hommes	Fr. 6818.–	Hommes	Fr. 115.–	
	Femmes	Fr. 5712.–	Femmes	Fr. 120.–	
<b>Salaire mensuel brut standardisé*</b> <b>médian</b>			<b>Salaire mensuel brut standardisé*</b> <b>médian</b>		
ESS après harmonisation	Total	Fr. 6495.–	ESS après harmonisation	Total	Fr. 6933.–
	Hommes	Fr. 6933.–		Hommes	Fr. 6933.–
	Femmes	Fr. 5832.–		Femmes	Fr. 5832.–
<small>* Equivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail</small>			<small>** Salaires du secteur privé et du secteur public</small>		

<sup>3</sup> L'enquête sur le budget des ménages (EBM) ainsi que les données administratives de l'AVS comprennent aussi des données sur le revenu du travail. Cependant, le but premier de ces deux sources statistiques n'étant pas la description du marché du travail, nous ne les abordons pas plus en détail dans la présente publication.

## 4.16 La statistique de l'évolution des salaires

De 1939 à 1993, la statistique de l'évolution des salaires était calculée à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements (LOK) menée par l'OFIAMT (aujourd'hui Secrétariat d'Etat à l'économie). L'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1984 de l'ordonnance sur l'assurance-accidents a vu naître une nouvelle source administrative pour le calcul d'un indice des salaires: ainsi, en 1994, les déclarations d'accidents fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) sont devenues la source officielle des données pour le calcul de l'évolution des salaires.

Le principal objet de la statistique de l'évolution des salaires est l'indice suisse des salaires (ISS) qui a pour vocation de mesurer l'évolution annuelle des salaires. L'ISS est un des indicateurs conjoncturels pris en considération dans l'analyse de l'évolution économique. Il constitue une valeur de référence lors du processus des négociations salariales et sert de base pour l'application de certaines législations en matière d'assurances sociales (par ex. indexation des rentes AVS). On distingue l'indice des salaires nominaux qui mesure l'évolution du salaire brut perçu par la personne salariée et l'indice des salaires réels qui indique l'évolution du pouvoir d'achat de ce salaire. L'indice des salaires réels est obtenu en déflatant l'indice des salaires nominaux avec l'indice des prix à la consommation.

### Concepts et définitions de l'ISS

L'ISS mesure l'évolution des salaires se rapportant à un travail de nature constante. Le calcul de l'ISS élimine donc l'impact de l'évolution de la structure des personnes salariées sur l'évolution des salaires pour se concentrer sur l'évolution du prix du travail. Dans ce but, on ne tient pas compte par exemple des variations salariales dues à l'augmentation de la part des personnes qualifiées ou du déplacement des personnes salariées vers des branches économiques versant des salaires plus élevés.

La définition du salaire individuel retenu pour les calculs de l'indice annuel des salaires est la suivante:

Salaire brut de base  
+ Allocation de renchérissement  
+ 13<sup>e</sup> salaire

Sont exclues les composantes suivantes du salaire: les primes et commissions, les allocations familiales, diverses gratifications et les paiements en nature.

### Méthode de calcul de l'ISS

L'ISS est un indice LASPEYRES-PRIX: L'indice de Laspeyres à pondération fixe permet une comparaison entre l'année choisie et l'année de base pour laquelle la pondération (ou structure des personnes salariées) a été fixée. La formule de l'ISS correspond à la somme, pour tous les groupes de personnes salariées, du rapport entre le salaire moyen du groupe de l'année courante et celui de l'année de base multiplié par le poids du groupe. Chaque personne salariée de la base de données est affecté à un groupe de salariés qui répond à deux critères caractéristiques qui sont: la classe économique et le sexe. Le poids relatif de chaque groupe se calcule en termes de masses salariales à l'année de base choisie. Les coefficients de pondération représentent la masse salariale d'un groupe par rapport à la masse salariale totale de tous les groupes à la période de base. La masse salariale de chacun des groupes est calculée sur la base des effectifs et des salaires de la population salariée suisse les plus récents. La dernière révision de l'ISS a permis de fixer la base à 2010. La nouvelle pondération de l'ISS se base, pour les effectifs, sur les données de l'enquête suisse sur la structure des salaires 2010, menée par l'Office fédéral de la statistique et, pour les salaires, sur les données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA) de l'année 2010. Sont incluses les personnes salariées à plein temps et à temps partiel.

Les résultats de la statistique de l'évolution des salaires font l'objet d'une publication annuelle: «Evolution des salaires en 2015, Résultats commentés et tableaux», OFS, 2016.

### Concepts et définitions de la statistique de l'évolution des salaires

Objet de la statistique:	Indice annuel de l'évolution des salaires
Méthode de relevé:	Traitement de données administratives (déclarations d'accidents fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents – SSAA)
Population de référence:	Personnes salariées à plein temps et à temps partiel, secteurs secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

### Critères de ventilation

*Indice nominal et réel et variation en pourcentage par rapport à l'année précédente*

- Divisions économiques NOGA08
- Sections économiques NOGA08 x sexe
- Séries Bases 2010, 2005, 1993 et 1939

x = croisé avec

## 4.17 L'enquête sur les accords salariaux (EAS)

L'enquête sur les accords salariaux (EAS) a pour objet les résultats des négociations salariales menées chaque année par les partenaires sociaux (associations d'employeurs ou entreprises et syndicats ou associations de travailleurs) dans le cadre des conventions collectives de travail (CCT). En 2015, sur la base de relevés effectués dans un échantillon de CCT, l'évolution salariale convenue par les partenaires sociaux a été estimée pour un total de 324 CCT concernant plus d'1,6 million de personnes; ce dernier chiffre correspond à 91% de l'ensemble des travailleurs assujettis aux CCT avec dispositions normatives en Suisse (base ECS 2014).

### Concepts et définitions de l'EAS

Les partenaires sociaux négocient généralement en automne les adaptations salariales pour l'année suivante. Au moment où l'EAS se termine, les négociations salariales peuvent soit avoir abouti, soit avoir échoué ou se poursuivre encore. Des accords peuvent être conclus après l'intervention d'une instance d'arbitrage. Plusieurs CCT ne prévoient pas de négociations salariales ou ne sont pas pourvues de dispositions salariales. Pour chaque CCT faisant partie de l'échantillon tiré pour l'année sous revue l'OFS interroge deux parties signataires, une côté employeur et une côté travailleur, sur la tenue des négociations salariales et leurs résultats, les accords salariaux ou sur les adaptations salariales découlant des dispositions conventionnelles. Sont relevés l'adaptation des salaires effectivement perçus par les travailleurs assujettis à une CCT (salaires effectifs) et/ou l'adaptation des salaires fixés dans la CCT (salaires minimaux) ainsi que tout changement éventuel dans la durée du travail. L'adaptation des salaires effectifs est la plupart du temps exprimée en pour cent par rapport à l'année précédente et correspond à une variation de la masse salariale des entreprises; l'adaptation des salaires minimaux correspond à la moyenne des adaptations des différents montants minimaux de rémunération fixés dans la CCT. Toute variation de la durée du travail se répercute sur le chiffre d'adaptation final retenu pour la CCT.

### Méthode de calcul de l'EAS

Lors de l'EAS 2015 le champ d'observation des CCT normales a été élargi aux CCT comptant au moins 100 personnes salariées assujetties (auparavant CCT concernant au moins 1500 personnes). Un échantillon de CCT a été tiré parmi les CCT remplissant ce nouveau critère de couverture et contenant des dispositions salariales. Les moyennes des adaptations salariales ont été estimées par secteurs, sections et branches économiques, en appliquant au résultat salarial dans chaque CCT le poids de tirage de la CCT calé sur le nombre de CCT et le nombre de personnes salariées assujetties. Par cette nouvelle méthode d'échantillonnage, les résultats des accords salariaux peuvent être présentés à un niveau de branches économiques plus détaillé (auparavant par secteurs et sections économiques).

Les résultats de l'EAS sont disponibles sur le site internet de l'Office fédéral de la statistique, de même que la publication (Statistique de poche): «Accords salariaux conclus pour 2015 dans les domaines conventionnels», OFS, 2016.

### Concepts et définitions de l'enquête sur les accords salariaux

Objet de la statistique:	Adaptations salariales dans le cadre des CCT
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des CCT sélectionnées
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile, statistique annuelle

### Critères de ventilation

- Regroupement de Divisions économiques (OFS 50) NOGA 2008
- Nombre de travailleurs assujettis

## 4.18 L'enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS)

L'enquête sur les conventions collectives de travail (ECS) recense les CCT en Suisse. Elle permet de disposer d'une base de données représentative pour l'analyse de l'évolution des domaines conventionnels et pour diverses exploitations statistiques dans le domaine des salaires et des conditions de travail. La statistique CCT s'intéresse à la structure générale des CCT en Suisse, ainsi qu'à leur contenu.

### Concepts et définitions de l'ECS

Cette enquête porte sur les conventions collectives de travail des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. L'ECS fournit également des informations sur les avenants aux CCT (conventions complémentaires). Les documents sont répertoriés selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA). L'ECS relève des données telles que le nom de la convention, le type de CCT (CCT d'association ou d'entreprise), les parties signataires, la branche économique, la date d'entrée en vigueur, la portée territoriale, le nombre de travailleurs assujettis, la présence ou non de salaires minimaux etc. Ce vaste éventail de données permet la diffusion des résultats selon divers critères de ventilation.

### Méthode de calcul de l'ECS

L'ECS est une enquête bisannuelle et réalise un état des lieux au 1<sup>er</sup> mars de l'année en cours. L'enquête s'effectue par questionnaire écrit auprès des parties contractantes de chaque CCT, à savoir les associations d'employeurs ou les employeurs et les syndicats ou associations de travailleurs.

Tous les résultats ainsi que les publications de l'Enquête sur les conventions collectives de travail en Suisse (ECS) sont disponibles sur le site Internet de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Par ailleurs, des données détaillées «à la carte» peuvent également être livrées sur demande.

### Concepts et définitions de l'enquête sur les conventions collectives de travail

Objet de la statistique:	CCT en Suisse
Méthode de relevé:	Enquête auprès des partenaires sociaux signataires des CCT
Population de référence:	CCT des secteurs primaire, secondaire et tertiaire selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	1 <sup>er</sup> mars, statistique bisannuelle

### Critères de ventilation

- Secteurs économiques selon NOGA 2008
- Nombre de travailleurs assujettis
- Nombre de CCT

## 4.19 L'enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE)

Les conflits collectifs du travail donnant lieu à des arrêts de travail font l'objet de relevés depuis 1927. Auparavant réalisée par le SECO, la statistique des conflits collectifs du travail a été reprise par l'OFS en 2012.

L'enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE) recense les actions dues à des conflits du travail donnant lieu à une interruption du travail. Les arrêts du travail peuvent être le résultat de grèves ou de lock-out dont la responsabilité incombe soit aux travailleurs soit à l'employeur.

Les conflits du travail pris en compte dans la statistique se rapportent aux relations de travail et sont liés aux modalités et aux conditions d'emploi, entre les employeurs et les travailleurs, ou entre les travailleurs eux-mêmes.

### Concepts et définitions de KASE

Le critère pour identifier une action est le conflit du travail en question. On considère comme une seule action les arrêts du travail temporaires ou continus, touchant une partie ou la totalité des travailleurs d'un établissement (ou entreprise) ou de plusieurs établissements simultanément et survenant dans l'année civile.

Une action est relevée si elle dure au moins une journée et si un syndicat ou une organisation de travailleurs y est impliqué.

La statistique rend compte du nombre d'actions, du nombre d'établissements et de travailleurs impliqués et du nombre de journées de travail perdues, soit du temps de travail non effectué par les travailleurs impliqués dans des grèves ou des lock-out.

### Méthode de calcul de KASE

KASE se déroule de manière continue. Une revue de presse permet d'identifier les conflits du travail. Un questionnaire est envoyé en parallèle à l'entreprise ou à l'établissement et au syndicat ou à l'organisation de travailleurs concernés. Si une action survient dans plusieurs entreprises d'une même activité économique, l'organisation patronale représentante est interrogée.

L'indicateur du nombre de journées de travail perdues se calcule en multipliant le nombre de travailleurs impliqués par la durée de l'action, mesurée elle-même en nombre de journées normales de travail.

Les résultats de l'Enquête sur les conflits collectifs du travail (KASE) sont disponibles sur le site Internet de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

### Concepts et définitions de l'enquête sur les conflits collectifs du travail

Objet de la statistique:	Conflits collectifs du travail en Suisse
Méthode de relevé:	Enquête auprès des entreprises et partenaires sociaux impliqués dans une grève ou un lock-out
Population de référence:	Entreprises (établissements) et personnes employées, selon le concept intérieur
Période de référence/périodicité:	Année civile / Statistique annuelle

### Critères de ventilation

- Nombre d'établissements impliqués
- Nombre de travailleurs impliqués
- Nombre de journées de travail perdues

# Tableaux 2016

## Signes utilisés

Les signes qui accompagnent un chiffre:

p (exposant)	chiffre provisoire, p. ex. 324 <sup>p</sup>
r (exposant)	chiffre révisé, p. ex. 324 <sup>r</sup>
(chiffre)	fiabilité statistique relative, p. ex. (324)

Les signes utilisés en l'absence de chiffres:

x	non indiqué pour des raisons liées à la protection des données
()	non indiqué par manque de fiabilité statistique
...	chiffre inconnu (pas [encore] relevé ou pas [encore] calculé)
*	non indiqué car évident ou non pertinent
Le signe «—»	est utilisé pour les chiffres arrondis; il signifie zéro.

Au besoin, d'autres signes sont utilisés et expliqués dans les tableaux où ils apparaissent.

## T1 Activité professionnelle, chômage, durée de travail et évolution des salaires, 1900–2015

Année	Actifs occupés en milliers <sup>1</sup>	Chômeurs inscrits en milliers <sup>2</sup>	Taux d'activité en % <sup>3</sup>	Taux de chômage en % <sup>2</sup>	Durée de travail en heures par semaine <sup>4</sup>	Indice des salaires réels en points <sup>5</sup>	Année	Actifs occupés en milliers <sup>1</sup>	Chômeurs inscrits en milliers <sup>2</sup>	Taux d'activité en % <sup>3</sup>	Taux de chômage en % <sup>2</sup>	Durée de travail en heures par semaine <sup>4</sup>	Indice des salaires réels en points <sup>5</sup>
1900	1 555	...	47,0	...	...	...	1974	3 273	0,2	48,3	0,0	45,0	236
1910	1 783	...	47,5	...	...	...	1975	3 108	10,2	46,9	0,3	44,7	242
1920	1 872	...	48,2	...	...	...	1976	3 019	20,7	46,6	0,7	44,6	245
1930	1 943	...	47,8	...	...	...	1977	3 032	12,0	46,8	0,4	44,6	247
1936	...	80,6	...	4,1	...	...	1978	3 062	10,5	46,9	0,3	44,5	254
1937	...	57,9	...	3,0	...	...	1979	3 095	10,3	47,2	0,3	44,3	250
1938	...	52,6	...	2,7	...	...	1980	3 166	6,3	48,2	0,2	44,1	254
1939	...	36,7	...	1,9	...	100	1981	3 240	5,9	48,6	0,2	44,0	251
1940	...	14,8	...	0,8	...	...	1982	3 256	13,2	48,7	0,4	43,9	253
1941	1 992	9,1	46,7	0,5	...	...	1983	3 257	28,0	49,0	0,9	43,4	259
1942	...	8,8	...	0,4	46,8	...	1984	3 288	35,2	49,4	1,1	43,5	258
1943	...	6,1	...	0,3	47,2	87	1985	3 354	30,3	49,9	1,0	43,4	259
1944	...	6,5	...	0,3	47,3	90	1986	3 430	25,7	50,5	0,8	43,1	267
1945	...	6,5	...	0,3	47,5	94	1987	3 515	24,7	51,2	0,8	42,8	268
1946	...	4,3	...	0,2	47,6	101	1988	3 607	22,2	51,9	0,7	42,6	273
1947	...	3,5	...	0,2	47,8	110	1989	3 704	17,5	52,2	0,6	42,4	274
1948	2 378	3,0	...	0,1	47,7	113	1990	3 821	18,1	52,8	0,5	42,4	272
1949	2 339	8,1	...	0,4	47,3	119	1991	4 085	39,2	56,8	1,1	42,2	277
1950	2 309	9,6	...	0,5	47,5	121	1992	4 027	92,3	56,5	2,5	42,1	280
1951	2 392	3,8	...	0,2	47,7	123	1993	3 990	163,1	56,3	4,5	42,0	278
1952	2 437	5,3	...	0,2	47,6	121	1994	3 965	171,0	55,5	4,7	42,0	280
1953	2 455	5,0	...	0,2	47,6	124	1995	3 963	153,3	55,2	4,2	42,0	279
1954	2 482	4,3	...	0,2	47,7	126	1996	3 960	168,6	55,6	4,7	42,0	280
1955	2 533	2,7	...	0,1	47,6	126	1997	3 958	188,3	55,5	5,2	42,0	280
1956	2 606	3,0	...	0,1	47,6	129	1998	4 011	139,7	56,0	3,9	42,0	282
1957	2 666	2,0	...	0,1	47,4	132	1999	4 043	98,6	55,9	2,7	41,9	280
1958	2 644	3,4	...	0,2	46,8	135	2000	4 082	72,0	55,6	1,8	41,9	279
1959	2 644	2,4	...	0,1	46,5	138	2001	4 150	67,2	56,1	1,7	41,8	284
1960	2 717	1,2	49,3	0,1	46,2	143	2002	4 180	100,5	56,3	2,5	41,8	287
1961	2 844	0,6	50,0	0,0	45,9	147	2003	4 165	145,7	56,5	3,7	41,7	289
1962	2 954	0,6	50,4	0,0	45,6	153	2004	4 176	153,1	56,2	3,9	41,7	289
1963	2 999	0,8	50,0	0,0	45,6	158	2005	4 207	148,5	56,1	3,8	41,7	289
1964	3 046	0,3	49,9	0,0	45,5	164	2006	4 299	131,5	56,6	3,3	41,7	289
1965	3 025	0,3	49,2	0,0	45,1	171	2007	4 410	109,2	57,0	2,8	41,7	292
1966	3 014	0,3	48,7	0,0	45,0	176	2008	4 516	101,7	57,6	2,6	41,6	290
1967	3 030	0,3	48,3	0,0	44,8	186	2009	4 540	146,1	57,8	3,7	41,6	298
1968	3 048	0,3	48,1	0,0	44,8	191	2010	4 555	152,0	57,5	3,5	41,6	298
1969	3 098	0,2	48,1	0,0	46,1	198	2011	4 662	122,9	57,7	2,8	41,7	301
1970	3 143	0,1	48,3	0,0	45,9	207	2012	4 732	126	57,7	2,9	41,7	305
1971	3 199	0,1	48,3	0,0	45,4	218	2013	4 800	136,5	57,9	3,2	41,7	308
1972	3 243	0,1	48,3	0,0	45,3	226	2014	4 887	136,8	58,4	3,0	41,7	311
1973	3 277	0,1	48,4	0,0	45,1	231	2015	4 963	142,8	58,4	3,2	41,7	315

<sup>1</sup> 1900/1910/1920/1930/1941: recensement de la population; 1948–1959: estimation; dès 1960: selon la SPAO, moyennes annuelles.

A partir de 1991, définition de l'activité selon les recommandations du BIT (personnes travaillant au moins une heure par semaine).

<sup>2</sup> 1936–1982: seulement les chômeurs complets selon le SECO moyennes annuelles; à partir de 1983: chômeurs au total (chômeurs complets + chômeurs partiels), selon le SECO, moyennes annuelles.

<sup>3</sup> 1900/1910/1920/1930/1941: selon le recensement de la population; 1960–1990: taux d'activité de la population résidente permanente selon la SPAO, moyennes annuelles; à partir de 1991 selon l'ESPA, au deuxième trimestre.

<sup>4</sup> 1942–1972: heures payées (y c. heures supp.), seul. secteur secondaire; 1973–1983: heures normales de travail, trois secteurs (primaire et tertiaire seul. partiellement couverts); dès 1984: heures normales de travail, trois secteurs.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS); Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T2.1 Principaux indicateurs du marché du travail, total, 2005–2015

Total	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	4 188	4 277	4 389	4 500	4 543	4 553	4 662	4 712	4 778	4 873	4 951
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	67,3	67,0	67,4	67,6	68,2	68,2	67,7	67,9	67,8	68,5	68,6
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	4 172	4 234	4 393	4 543	4 528	4 549	4 602	4 686	4 783	4 813	4 873
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	3 297	3 352	3 473	3 585	3 570	3 588	3 642	3 706	3 775	3 797	3 843
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	6 974	7 004	7 111	7 250	7 382	7 406	7 554	7 598	7 608	7 713	7 889
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	177	176	179	186	188	190	190	186	195	195	195
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	260	265	272	280	281	288	284	290	317	303	309
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1 932	1 922	1 910	1 895	1 893	1 911
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	50	48	47	47	45	45
– Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	75	72	71	77	71	72
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1 907	1 899	1 886	1 865	1 867	1 883
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	41,7	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,6	41,7	41,7	41,7	41,7
<b>Chômage et places vacantes</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	179	185	169	157	148	183	190	162	170	208	200
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	4,4	4,5	4,1	3,7	3,4	4,1	4,2	3,6	3,7	4,4	4,2
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	213	210	190	159	145	199	209	166	166	181	191
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	144	141	123	100	91	140	144	110	115	127	133
Taux de chômage <sup>10</sup>	3,7	3,6	3,1	2,5	2,3	3,6	3,3	2,6	2,7	2,8	3,0
Places vacantes <sup>11</sup>	33,8	50,3	68,7	72,5	46,5	55,0	63,3	53,9	56,1	57,8	52,0
Taux de places vacantes <sup>12</sup>	0,8	1,2	1,5	1,6	1,0	1,2	1,4	1,1	1,2	1,2	1,1
<b>Dynamique du marché du travail<sup>13</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	4 364	4 417	4 515	4 618	4 735	4 775	4 834	4 943	5 020	5 081	...
+ Entrées dans la vie active	296	325	308	297	316	289	301	298	296	332	...
– Sorties de la vie active	272	271	250	289	302	273	271	275	296	270	...
+ Immigrations de pers. Actives	123	136	151	171	135	149	159	152	166	165	...
– Emigrations de pers. Actives	94	92	106	108	109	106	81	98	106	109	...
= Personnes actives au 31 déc.	4 417	4 515	4 618	4 690	4 775	4 834	4 943	5 020	5 081	5 198	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>14</sup>	115,2	116,6	118,5	120,9	123,4	124,5	125,6	126,7	127,6	128,6	129,1
Indice des salaires réels <sup>14</sup>	103,7	103,8	104,7	104,3	107,0	107,2	108,0	109,6	110,7	111,5	113,2
Sal. mensuel brut standardisé <sup>15</sup>	...	5 674	...	5 823	...	5 979	...	6 439	...	6 427	...
<i>Accords salariaux, principales CCT:</i>											
Adaptation des sal. effectifs <sup>16</sup>	1,6	1,8	2,0	2,2	2,6	0,7	1,6	1,1	0,7	0,8	0,8
Adaptation des sal. minimaux <sup>16</sup>	0,9	1,1	2,9	1,8	3,2	0,7	0,3	1,4	0,6	0,7	0,7
<i>Salariés et CCT:</i>											
Sal. assujettis à une CCT <sup>17</sup>	1 548	...	1 618	...	1 699	...	...	1 926	...	1 975	...
Sal. assuj. à une CCT avec dispositions normatives <sup>17</sup>	1 392	...	1 466	...	1 533	...	...	1 742	...	1 788	...
Sal. assuj. à une CCT sans dispositions normatives <sup>17</sup>	156	...	152	...	166	...	...	184	...	187	...
<b>Grèves et lock-out<sup>18</sup></b>											
Cas	5	3	2	8	3	3	7	7	11	8	13
Etablissements impliqués	11	4	571	59	3	3	10	50	65	35	164
Travailleurs impliqués <sup>19</sup>	338	635	5 083	10 160	159	172	1 007	2 869	1 688	1 915	13 435
Journées de travail perdues <sup>20</sup>	1 392	7 870	7 083	13 644	395	2 455	2 837	2 554	5 764	4 185	13 288

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> idem <sup>7</sup>, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> sTaTem, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>12</sup> sTaTem, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>13</sup> cmT, en milliers, cf. T28<sup>14</sup> iss, en points, 1993=100<sup>15</sup> ESS, médiane en francs. 2004 à 2010: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble<sup>16</sup> EAS, en %<sup>17</sup> ECS, en milliers (voir T37)<sup>18</sup> Grève durant au minimum 1 journée de travail<sup>19</sup> Nombre maximum<sup>20</sup> Nombre approximatif

## T2.2 Principaux indicateurs du marché du travail, hommes, 2005–2015

Hommes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	2321	2370	2440	2474	2485	2510	2565	2598	2616	2656	2693
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	75,1	75,4	75,8	75,5	75,2	75,2	75,3	75,0	74,8	74,8	74,7
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	2343	2364	2445	2511	2489	2494	2516	2561	2608	2620	2644
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	2075	2098	2167	2221	2203	2210	2238	2274	2311	2321	2343
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	4463	4523	4604	4669	4654	4668	4767	4781	4758	4779	4861
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	122	123	127	129	128	127	130	125	131	125	125
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	156	168	165	161	180	170	165	162	176	169	168
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1935	1927	1916	1899	1896	1915
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	56	54	53	53	51	49
– Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	71	68	66	71	65	68
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1920	1913	1903	1880	1882	1897
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
<b>Chômage et places vacantes</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	88	79	69	67	90	91	86	83	102	109	103
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	3,9	3,5	3,0	2,9	3,8	3,8	3,5	3,4	4,1	4,3	4,0
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	110	96	79	73	108	112	85	87	96	97	105
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	74	62	50	47	78	79	58	62	69	69	74
Taux de chômage <sup>10</sup>	3,3	2,8	2,3	2,1	3,6	3,4	2,5	2,6	3,0	2,9	3,0
<b>Dynamique du marché du travail<sup>11</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	2408	2434	2488	2532	2585	2602	2648	2708	2744	2771	...
+ Entrées dans la vie active	119	139	126	118	141	133	133	126	125	143	...
– Sorties de la vie active	111	115	108	131	138	111	121	123	132	133	...
+ Immigrations de pers. actives	78	88	95	108	85	92	101	96	104	100	...
– Emigrations de pers. actives	59	58	69	70	70	69	52	64	69	71	...
= Personnes actives au 31 déc.	2434	2488	2532	2556	2602	2648	2708	2744	2771	2810	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>12</sup>	114,3	115,5	117,4	120,0	122,5	123,4	124,5	125,5	126,5	127,3	127,7
Indice des salaires réels <sup>12</sup>	102,8	102,9	103,8	103,6	106,2	106,2	107,0	108,6	109,6	110,4	112,0
Sal. mensuel brut standardisé <sup>13</sup>	...	6076	...	6248	...	6397	...	6840	...	6751	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> Idem<sup>7</sup>, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> CMT, en milliers, cf. T28<sup>12</sup> ISS, en points, 1993=100<sup>13</sup> ESS, médiane en francs. 2004 à 2012: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

Source: Office fédéral de la statistique (OFS); Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T2.3 Principaux indicateurs du marché du travail, femmes, 2005–2015

Femmes	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	1867	1908	1949	2026	2058	2043	2097	2114	2162	2217	2258
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	59,3	59,8	59,9	61,3	61,6	60,6	60,7	60,8	61,5	62,4	62,7
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	1829	1869	1948	2032	2039	2056	2085	2125	2175	2192	2229
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	1222	1253	1306	1364	1366	1377	1404	1432	1464	1476	1501
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	2542	2589	2646	2712	2724	2739	2788	2816	2849	2934	3028
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	55	56	59	60	62	63	60	61	64	69	70
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	108	104	116	119	136	118	120	128	141	133	141
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1923	1910	1896	1884	1884	1899
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	35	31	32	30	31	34
– Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	84	81	86	90	85	84
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1875	1861	1842	1824	1831	1849
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
<b>Chômage et places vacantes</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	97	91	88	81	93	99	76	88	91	99	96
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	5,2	4,8	4,6	4,0	4,5	4,8	3,7	4,2	4,2	4,5	4,3
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	101	94	80	72	91	97	81	79	84	84	87
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	67	61	50	45	62	66	53	53	57	57	59
Taux de chômage <sup>10</sup>	3,9	3,5	2,8	2,6	3,6	3,3	2,7	2,7	2,9	2,8	2,9
<b>Dynamique du marché du travail<sup>11</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	1956	1983	2027	2086	2150	2173	2186	2234	2276	2309	...
+ Entrées dans la vie active	178	186	182	179	175	156	169	172	171	189	...
– Sorties de la vie active	160	157	142	157	163	162	150	152	163	137	...
+ Immigrations de pers. actives	45	48	56	64	50	56	58	56	62	65	...
– Emigrations de pers. actives	34	34	37	38	39	37	29	34	37	39	...
= Personnes actives au 31 déc.	1983	2027	2086	2133	2173	2186	2234	2276	2309	2389	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>12</sup>	117,9	119,4	121,2	123,5	126,1	127,4	128,7	129,9	130,8	132,1	132,7
Indice des salaires réels <sup>12</sup>	106,1	106,3	107,2	106,5	109,3	109,8	110,5	112,4	113,4	114,5	116,4
Sal. mensuel brut standardisé <sup>13</sup>	...	4926	...	5040	...	5221	...	5808	...	5907	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> Idem<sup>7</sup>, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> CMT, en milliers, cf. T28<sup>12</sup> ISS, en points, 1993=100<sup>13</sup> ESS, médiane en francs. 2004 à 2012: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

## T2.4 Principaux indicateurs du marché du travail, Suisses, 2005–2015

Suisses	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	3130	3184	3242	3303	3301	3301	3351	3358	3383	3407	3452
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	65,4	65,8	66,1	66,6	66,4	66,0	66,0	65,7	66,0	66,3	66,5
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	5136	5179	5232	5274	5226	5260	5303	5299	5257	5252	5354
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	134	134	138	137	137	137	136	132	138	138	136
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	192	200	207	204	226	204	202	198	222	210	210
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1929	1919	1906	1891	1889	1906
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	52	49	48	47	48	47
– Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	78	75	71	79	74	75
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1903	1893	1884	1859	1863	1879
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
<b>Chômage et places vacantes</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	103	91	89	85	108	111	90	92	101	113	101
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	3,2	2,8	2,7	2,5	3,2	3,2	2,6	2,7	2,9	3,2	2,8
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	125	113	93	82	113	119	94	92	97	98	102
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	84	73	58	52	80	82	63	64	69	69	72
Taux de chômage <sup>10</sup>	2,7	2,4	1,9	1,7	2,6	2,5	1,9	1,9	2,1	2,1	2,2
<b>Dynamique du marché du travail<sup>11</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	3231	3261	3321	3382	3443	3461	3476	3517	3540	3545	...
+ Entrées dans la vie active	233	257	243	232	245	219	239	225	224	250	...
– Sorties de la vie active	217	218	202	239	247	224	217	220	239	210	...
+ Immigrations de pers. actives	12	15	16	16	15	15	13	12	14	16	...
– Emigrations de pers. actives	19	21	20	20	19	18	16	16	15	15	...
+ Naturalisations de pers. actives	22	26	25	26	25	23	22	21	21	21	...
= Personnes actives au 31 déc.	3261	3321	3382	3396	3461	3476	3517	3540	3545	3605	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>12</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice des salaires réels <sup>12</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sal. mensuel brut standardisé <sup>13</sup>	...	5952	...	6093	...	6217	...	6720	...	6713	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.

<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures

<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi

<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi

<sup>7</sup> Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.

<sup>8</sup> Idem<sup>7</sup>, en %

<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>11</sup> CMT, en milliers, cf. T28

<sup>12</sup> ISS, en points, 1993=100

<sup>13</sup> ESS, médiane en francs. 2004 à 2012: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

## T2.5 Principaux indicateurs du marché du travail, étrangers, 2005–2015

Etrangers	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Activité professionnelle</b>											
Personnes actives occupées <sup>1</sup>	1058	1094	1146	1198	1242	1252	1311	1354	1395	1466	1499
Taux d'activité 15 ans+ <sup>2</sup>	73,4	73,5	73,6	74,4	74,9	74,2	74,4	75,0	74,9	75,8	75,4
Emplois secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Equiv. plein temps secteurs 2 et 3 <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Volume annuel effectif du travail <sup>4</sup>	1868	1932	2018	2108	2152	2146	2251	2299	2351	2461	2536
Vol. annuel des heures supplém. <sup>4</sup>	43	45	49	51	53	53	54	54	57	57	58
Vol. annuel des heures d'absence <sup>4</sup>	72	72	74	77	90	84	82	92	95	93	99
<b>Durée de travail des salariés à plein temps</b>											
Durée annuelle normale du travail <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1937	1929	1918	1901	1899	1917
+ Durée annuelle d'heures supplém. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	47	46	44	46	41	41
– Durée annuelle des absences <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	69	66	72	73	66	68
= Durée annuelle effective du trav. <sup>5</sup>	...	...	...	...	...	1915	1909	1889	1874	1875	1889
Durée hebdo. normale du travail <sup>6</sup>	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
<b>Chômage et places vacantes</b>											
Chômeurs au sens du BIT <sup>7</sup>	81	79	68	63	75	79	72	78	92	96	99
Taux de chômage au sens du BIT <sup>8</sup>	9,1	8,6	7,3	6,5	7,2	7,5	6,6	7,0	7,9	7,9	8,0
Demandeurs d'emploi inscrits <sup>9</sup>	85	77	66	62	86	90	72	75	82	83	89
Chômeurs inscrits <sup>9</sup>	57	50	41	39	61	62	48	51	58	57	61
Taux de chômage <sup>10</sup>	6,4	5,6	4,6	4,4	6,8	5,9	4,6	4,9	5,5	5,0	5,3
<b>Dynamique du marché du travail<sup>11</sup></b>											
Personnes actives au 1 <sup>er</sup> janvier	1133	1156	1194	1236	1293	1314	1359	1425	1480	1536	...
+ Entrées dans la vie active	62	65	63	63	69	69	61	72	71	81	...
– Sorties de la vie active	54	52	47	48	52	47	52	54	56	58	...
+ Immigrations de pers. actives	111	121	136	156	120	134	146	139	152	149	...
– Emigrations de pers. actives	75	71	86	88	90	88	65	82	90	94	...
+ Naturalisations de pers. actives	21	25	25	25	26	23	22	21	21	21	...
= Personnes actives au 31 déc.	1156	1194	1236	1293	1314	1359	1425	1480	1536	1593	...
<b>Indicateurs salariaux</b>											
Indice des salaires nominaux <sup>12</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice des salaires réels <sup>12</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sal. mensuel brut standardisé <sup>13</sup>	...	5140	...	5315	...	5506	...	5797	...	5833	...

<sup>1</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>2</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>3</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>4</sup> SVOLTA, en millions d'heures<sup>5</sup> SVOLTA, en heures/emploi<sup>6</sup> DNT, en heures/emploi<sup>7</sup> Stat. du chômage au sens du BIT, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.<sup>8</sup> Idem<sup>7</sup>, en %<sup>9</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>10</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.<sup>11</sup> CMT, en milliers, cf. T28<sup>12</sup> ISS, en points, 1993=100<sup>13</sup> ESS, médiane en francs. 2004 à 2012: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

## T3.1 Principaux indicateurs du marché du travail par grande région, 2005–2015

Grandes régions <sup>1</sup>	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Personnes actives occupées<sup>2</sup></b>											
Région lémanique	742	771	796	823	827	829	855	867	901	920	932
Espace Mittelland	920	924	931	948	964	953	980	992	1006	1024	1053
Suisse du Nord-ouest	574	594	606	621	617	624	643	638	632	650	667
Zurich	808	829	849	873	901	887	898	935	945	967	975
Suisse orientale	568	571	603	613	615	633	627	618	624	642	636
Suisse centrale	391	399	410	420	415	413	438	439	445	441	459
Tessin	186	189	194	202	204	214	221	221	226	228	229
<b>Total</b>	<b>4188</b>	<b>4277</b>	<b>4389</b>	<b>4500</b>	<b>4543</b>	<b>4553</b>	<b>4662</b>	<b>4712</b>	<b>4778</b>	<b>4873</b>	<b>4951</b>
<b>Taux d'actifs occupés<sup>3</sup></b>											
Région lémanique	60,7	61,9	62,8	63,2	62,5	60,6	61,4	60,8	61,8	61,5	61,5
Espace Mittelland	64,3	64,8	64,3	65,9	65,4	64,8	66,1	65,6	65,5	65,7	66,4
Suisse du Nord-ouest	64,1	64,3	65,6	65,8	65,2	65,1	65,7	65,7	65,4	65,5	66,3
Zurich	66,0	67,6	67,7	68,3	68,1	67,6	67,8	67,7	66,8	68,0	68,5
Suisse orientale	65,7	65,6	66,8	67,7	67,4	67,9	66,9	67,0	66,9	67,9	66,7
Suisse centrale	68,0	67,9	68,6	69,0	68,3	67,0	68,4	69,0	69,8	69,2	69,8
Tessin	54,2	55,6	55,1	55,5	55,5	57,1	57,4	57,1	56,2	55,1	55,2
<b>Total</b>	<b>64,0</b>	<b>64,7</b>	<b>65,2</b>	<b>65,9</b>	<b>65,4</b>	<b>64,9</b>	<b>65,4</b>	<b>65,3</b>	<b>65,2</b>	<b>65,5</b>	<b>65,7</b>
<b>Emplois secteurs 2 et 3<sup>4</sup></b>											
Région lémanique	740	757	786	819	827	830	850	868	889	899	906
Espace Mittelland	890	898	924	946	938	936	949	972	990	992	1009
Suisse du Nord-ouest	582	589	609	627	626	631	634	637	649	658	662
Zurich	826	839	871	911	913	915	926	941	960	968	980
Suisse orientale	555	555	578	594	587	592	597	606	618	619	621
Suisse centrale	394	406	424	439	432	438	436	447	460	459	474
Tessin	186	190	200	207	206	208	210	215	217	218	222
<b>Total</b>	<b>4172</b>	<b>4234</b>	<b>4393</b>	<b>4543</b>	<b>4528</b>	<b>4549</b>	<b>4602</b>	<b>4686</b>	<b>4783</b>	<b>4813</b>	<b>4873</b>
<b>Equiv. plein temps secteurs 2 et 3<sup>4</sup></b>											
Région lémanique	602	618	644	667	673	677	691	706	722	728	736
Espace Mittelland	693	697	716	733	726	724	736	754	766	769	780
Suisse du Nord-ouest	463	470	486	499	498	502	507	508	515	523	526
Zurich	638	652	676	705	706	706	719	731	748	752	763
Suisse orientale	439	440	455	467	460	465	472	479	485	488	487
Suisse centrale	302	312	323	337	332	336	336	344	353	352	363
Tessin	160	163	172	177	176	177	180	183	184	185	188
<b>Total</b>	<b>3297</b>	<b>3352</b>	<b>3473</b>	<b>3585</b>	<b>3570</b>	<b>3588</b>	<b>3642</b>	<b>3706</b>	<b>3775</b>	<b>3797</b>	<b>3843</b>
<b>Places vacantes<sup>4</sup></b>											
Région lémanique	6,0	7,5	10,0	10,8	7,2	8,5	9,4	7,6	8,1	9,7	7,7
Espace Mittelland	4,9	7,6	10,9	10,8	7,2	8,3	11,2	9,4	9,7	9,7	8,9
Suisse du Nord-ouest	6,0	8,8	11,8	13,1	9,4	9,5	9,9	9,0	10,2	10,1	8,5
Zurich	8,7	12,6	17,2	18,0	10,3	15,4	17,4	14,0	14,2	15,3	14,3
Suisse orientale	4,4	6,8	10,3	11,1	6,5	7,3	7,5	6,9	7,0	6,7	6,2
Suisse centrale	2,8	5,7	6,3	6,7	4,1	4,8	6,5	5,6	5,8	5,2	5,1
Tessin	0,9	1,3	2,2	1,9	1,9	1,2	1,3	1,3	1,0	1,1	1,3
<b>Total</b>	<b>33,8</b>	<b>50,3</b>	<b>68,7</b>	<b>72,5</b>	<b>46,5</b>	<b>55,0</b>	<b>63,3</b>	<b>53,9</b>	<b>56,1</b>	<b>57,8</b>	<b>52,0</b>

<sup>1</sup> Région lémanique: GE, VD, VS  
 Espace Mittelland: BE, FR, JU, NE, SO  
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS  
 Zurich: ZH  
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG  
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG  
 Tessin: TI

<sup>2</sup> SPAO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>3</sup> ESPA, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>4</sup> STATEM, en milliers, 2<sup>e</sup> trim.

## T3.2 Principaux indicateurs du marché du travail par grande région, 2005–2015

Grandes régions <sup>1</sup>	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Chômeurs au sens du BIT<sup>2</sup></b>											
Région lémanique	48	39	37	36	48	45	45	48	54	52	57
Espace Mittelland	38	36	39	33	36	40	30	36	35	44	36
Suisse du Nord-ouest	24	24	18	19	28	27	22	21	24	26	20
Zurich	31	29	27	25	30	31	27	28	34	39	36
Suisse orientale	23	22	16	17	21	24	17	18	25	19	25
Suisse centrale	12	11	11	10	12	13	9	10	10	17	15
Tessin	10	9	8	8	8	(9)	11	(10)	11	12	11
<b>Total</b>	<b>185</b>	<b>169</b>	<b>157</b>	<b>148</b>	<b>183</b>	<b>190</b>	<b>162</b>	<b>170</b>	<b>193</b>	<b>208</b>	<b>200</b>
<b>Taux de chômage au sens du BIT<sup>3</sup></b>											
Région lémanique	6,6	5,3	4,9	4,6	6,0	5,7	5,6	6,0	6,5	6,2	6,6
Espace Mittelland	4,1	3,9	4,2	3,5	3,7	4,0	3,0	3,5	3,4	4,1	3,4
Suisse du Nord-ouest	4,4	4,3	3,3	3,3	4,8	4,4	3,6	3,4	3,8	4,1	3,1
Zurich	3,8	3,5	3,1	2,9	3,3	3,8	3,3	3,4	4,0	4,5	4,1
Suisse orientale	4,1	3,9	2,8	2,9	3,5	3,6	2,6	2,7	3,8	2,8	3,7
Suisse centrale	3,0	2,7	2,8	2,3	2,8	3,1	2,1	2,3	2,1	3,7	3,1
Tessin	6,3	5,6	5,2	5,2	5,1	(5,4)	6,0	(5,4)	6,4	6,6	6,2
<b>Total</b>	<b>4,5</b>	<b>4,1</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>4,1</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>
<b>Chômeurs inscrits<sup>4</sup></b>											
Région lémanique	38	34	30	27	36	38	32	32	36	35	36
Espace Mittelland	26	23	19	16	28	29	20	21	25	25	26
Suisse du Nord-ouest	18	16	13	12	18	19	15	16	16	16	18
Zurich	28	23	17	16	26	27	21	22	24	25	27
Suisse orientale	15	12	9	8	16	16	11	12	13	12	14
Suisse centrale	9	8	6	6	9	9	6	6	7	7	7
Tessin	6	6	6	5	7	7	6	6	7	6	5
<b>Total</b>	<b>141</b>	<b>123</b>	<b>100</b>	<b>91</b>	<b>140</b>	<b>144</b>	<b>110</b>	<b>115</b>	<b>126</b>	<b>127</b>	<b>133</b>
<b>Taux de chômage<sup>5</sup></b>											
Région lémanique	5,6	4,9	4,3	4,0	5,2	4,9	4,1	4,1	4,6	4,4	4,5
Espace Mittelland	2,9	2,6	2,1	1,8	3,2	3,0	2,1	2,2	2,5	2,5	2,6
Suisse du Nord-ouest	3,2	2,9	2,4	2,2	3,4	3,2	2,6	2,7	2,8	2,7	2,9
Zurich	3,9	3,2	2,4	2,2	3,6	3,5	2,6	2,8	3,0	3,0	3,3
Suisse orientale	2,6	2,2	1,6	1,5	2,8	2,5	1,7	1,9	2,0	1,9	2,1
Suisse centrale	2,5	2,1	1,6	1,5	2,4	2,0	1,4	1,5	1,6	1,6	1,6
Tessin	4,3	4,3	3,7	3,5	4,5	4,2	3,6	3,8	4,1	3,6	3,2
<b>Total</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,3</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>
<b>Sal. mensuel brut standardisé<sup>6</sup></b>											
Région lémanique	...	5699	...	5938	...	6083	...	6558	...	6497	...
Espace Mittelland	...	5552	...	5716	...	5890	...	6308	...	6358	...
Suisse du Nord-ouest	...	5902	...	6095	...	6220	...	6653	...	6578	...
Zurich	...	6154	...	6250	...	6349	...	6900	...	6810	...
Suisse orientale	...	5302	...	5439	...	5568	...	5933	...	6027	...
Suisse centrale	...	5537	...	5674	...	5932	...	6313	...	6352	...
Tessin	...	4899	...	4983	...	5076	...	5388	...	5485	...
<b>Total</b>	<b>...</b>	<b>5674</b>	<b>...</b>	<b>5823</b>	<b>...</b>	<b>5979</b>	<b>...</b>	<b>6439</b>	<b>...</b>	<b>6427</b>	<b>...</b>

<sup>1</sup> Région lémanique: GE, VD, VS  
 Espace Mittelland: BE, FR, JU, NE, SO  
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS  
 Zurich: ZH  
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG  
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG  
 Tessin: TI

<sup>2</sup> Statistique du chômage au sens du BIT, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>3</sup> Statistique du chômage au sens du BIT, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>4</sup> SECO, en milliers, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>5</sup> SECO, en %, au 2<sup>e</sup> trim.

<sup>6</sup> ESS, médiane en francs. 2004 à 2010: secteur privé et secteur public (Confédération) ensemble. A partir de 2012: secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations) ensemble

**T 4.1 Personnes actives occupées selon les groupes d'âges, le statut d'activité, la nationalité, le type d'autorisation de séjour et les grandes régions, 2005–2015**

SPAO

Chiffres en milliers, moyenne du 2 <sup>e</sup> trimestre	Total											
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
<b>Groupes d'âges</b>												
15–24 ans	549	584	587	596	592	593	605	598	597	595	587	
25–39 ans	1466	1463	1479	1506	1483	1481	1518	1527	1544	1589	1621	
40–54 ans	1497	1527	1586	1631	1683	1686	1718	1743	1754	1784	1800	
55–64 ans	589	605	629	650	657	664	683	698	730	735	768	
65+ ans	88	98	108	118	129	129	137	146	152	170	175	
<b>Total</b>	<b>4188</b>	<b>4277</b>	<b>4389</b>	<b>4500</b>	<b>4543</b>	<b>4553</b>	<b>4662</b>	<b>4712</b>	<b>4778</b>	<b>4873</b>	<b>4951</b>	
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	389	389	411	416	388	398	405	408	412	396	360	
Collaborateurs familiaux	80	89	97	83	93	85	88	93	102	99	85	
Salariés (y compris apprentis)	3718	3800	3881	4002	4062	4070	4168	4210	4264	4378	4505	
<b>Total</b>	<b>4188</b>	<b>4277</b>	<b>4389</b>	<b>4500</b>	<b>4543</b>	<b>4553</b>	<b>4662</b>	<b>4712</b>	<b>4778</b>	<b>4873</b>	<b>4951</b>	
<b>Nationalité et type d'autoris. de séjour</b>												
Suisses	3130	3184	3242	3303	3301	3301	3351	3358	3383	3407	3452	
Etrangers	1058	1094	1146	1198	1242	1252	1311	1354	1395	1466	1499	
dont												
Autorisations d'établissement	576	571	582	602	611	624	635	645	680	715	721	
Autorisations de séjour	235	261	274	311	346	341	367	381	369	389	410	
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	
Frontaliers	176	183	201	214	219	228	241	259	271	284	297	
Autorisations de séjour de courte durée	53	60	69	48	47	42	46	45	49	51	46	
Autres étrangers <sup>1</sup>	18	18	20	22	19	17	22	25	27	27	26	
<b>Total</b>	<b>4188</b>	<b>4277</b>	<b>4389</b>	<b>4500</b>	<b>4543</b>	<b>4553</b>	<b>4662</b>	<b>4712</b>	<b>4778</b>	<b>4873</b>	<b>4951</b>	
<b>Grandes régions</b>												
Région lémanique	742	771	796	823	827	829	855	867	901	920	932	
Espace Mittelland	920	924	931	948	964	953	980	992	1006	1024	1053	
Suisse du Nord-ouest	574	594	606	621	617	624	643	638	632	650	667	
Zurich	808	829	849	873	901	887	898	935	945	967	975	
Suisse orientale	568	571	603	613	615	633	627	618	624	642	636	
Suisse centrale	391	399	410	420	415	413	438	439	445	441	459	
Tessin	186	189	194	202	204	214	221	221	226	228	229	
<b>Total</b>	<b>4188</b>	<b>4277</b>	<b>4389</b>	<b>4500</b>	<b>4543</b>	<b>4553</b>	<b>4662</b>	<b>4712</b>	<b>4778</b>	<b>4873</b>	<b>4951</b>	

<sup>1</sup> Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T4.2 Hommes et femmes actifs occupés selon les groupes d'âges, le statut d'activité, la nationalité, le type d'autorisation de séjour et les grandes régions, 2010–2015**

SPAO

Chiffres en milliers, moyenne du 2 <sup>e</sup> trimestre	Hommes						Femmes					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Groupes d'âges</b>												
15–24 ans	313	312	315	314	309	298	280	293	284	283	285	288
25–39 ans	809	828	837	838	858	877	672	690	690	706	731	744
40–54 ans	929	949	960	961	978	986	757	769	783	793	807	814
55–64 ans	380	389	394	407	405	422	285	295	304	323	330	345
65+ ans	79	87	93	96	107	109	50	50	53	57	63	66
<b>Total</b>	<b>2510</b>	<b>2565</b>	<b>2598</b>	<b>2616</b>	<b>2656</b>	<b>2693</b>	<b>2043</b>	<b>2097</b>	<b>2114</b>	<b>2162</b>	<b>2217</b>	<b>2258</b>
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	236	231	241	247	230	198	162	174	167	164	166	162
Collaborateurs familiaux	41	36	37	38	45	34	45	52	56	63	53	51
Salariés (y compris apprentis)	2233	2298	2320	2330	2381	2460	1837	1871	1891	1934	1997	2045
<b>Total</b>	<b>2510</b>	<b>2565</b>	<b>2598</b>	<b>2616</b>	<b>2656</b>	<b>2693</b>	<b>2043</b>	<b>2097</b>	<b>2114</b>	<b>2162</b>	<b>2217</b>	<b>2258</b>
<b>Nationalité et type d'autoris. de séjour</b>												
Suisses	1746	1766	1780	1776	1778	1793	1555	1585	1577	1607	1628	1659
Etrangers	764	799	818	841	878	901	488	512	537	554	588	599
dont												
Autorisations d'établissement	375	380	375	396	420	424	249	255	270	284	295	297
Autorisations de séjour	202	215	226	218	221	236	139	152	154	151	168	173
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	146	155	166	173	182	190	82	86	92	97	102	107
Autorisations de séjour de courte durée	29	32	31	34	35	32	13	14	13	14	16	14
Autres étrangers <sup>1</sup>	12	16	18	19	19	18	5	6	7	7	8	8
<b>Total</b>	<b>2510</b>	<b>2565</b>	<b>2598</b>	<b>2616</b>	<b>2656</b>	<b>2693</b>	<b>2043</b>	<b>2097</b>	<b>2114</b>	<b>2162</b>	<b>2217</b>	<b>2258</b>
<b>Grandes régions</b>												
Région lémanique	457	472	473	493	505	509	372	383	394	408	415	423
Espace Mittelland	519	528	528	541	551	565	434	452	464	465	473	488
Suisse du Nord-ouest	340	356	355	345	355	358	284	288	284	287	295	309
Zurich	491	495	521	523	517	533	396	403	414	423	451	441
Suisse orientale	351	347	344	343	357	346	282	280	274	281	285	291
Suisse centrale	229	241	249	243	240	250	184	197	191	202	201	208
Tessin	123	127	128	128	131	131	91	94	93	98	97	98
<b>Total</b>	<b>2510</b>	<b>2565</b>	<b>2598</b>	<b>2616</b>	<b>2656</b>	<b>2693</b>	<b>2043</b>	<b>2097</b>	<b>2114</b>	<b>2162</b>	<b>2217</b>	<b>2258</b>

<sup>1</sup> Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

**T5 Suisses et étrangers actifs occupés selon les groupes d'âges, le statut d'activité, et le type d'autorisation de séjour, 2010–2015**

SPAO

Chiffres en milliers, moyenne du 2 <sup>e</sup> trimestre	Suisses						Etrangers					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Groupes d'âges</b>												
15–24 ans	459	468	466	467	463	458	133	137	132	130	132	129
25–39 ans	931	941	929	932	942	962	550	577	597	612	647	659
40–54 ans	1239	1250	1251	1242	1245	1248	447	468	492	512	539	552
55–64 ans	554	568	579	601	603	626	111	115	119	129	132	142
65+ ans	118	125	132	140	154	158	11	12	14	12	16	18
<b>Total</b>	<b>3301</b>	<b>3351</b>	<b>3358</b>	<b>3383</b>	<b>3407</b>	<b>3452</b>	<b>1252</b>	<b>1311</b>	<b>1354</b>	<b>1395</b>	<b>1466</b>	<b>1499</b>
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	350	353	355	353	338	303	48	52	53	58	59	58
Collaborateurs familiaux	77	80	86	92	92	75	9	9	(7)	9	(7)	10
Salariés (y compris apprentis)	2875	2919	2917	2937	2977	3074	1195	1250	1294	1327	1401	1432
<b>Total</b>	<b>3301</b>	<b>3351</b>	<b>3358</b>	<b>3383</b>	<b>3407</b>	<b>3452</b>	<b>1252</b>	<b>1311</b>	<b>1354</b>	<b>1395</b>	<b>1466</b>	<b>1499</b>
<b>Nationalité et type d'autoris. de séjour</b>												
Suisses	3301	3351	3358	3383	3407	3452	*	*	*	*	*	*
Etrangers	*	*	*	*	*	*	1252	1311	1354	1395	1466	1499
dont												
Autorisations d'établissement	*	*	*	*	*	*	624	635	645	680	715	721
Autorisations de séjour	*	*	*	*	*	*	341	367	381	369	389	410
Saisonniers	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*
Frontaliers	*	*	*	*	*	*	228	241	259	271	284	297
Autorisations de séjour de courte durée	*	*	*	*	*	*	42	46	45	49	51	46
Autres étrangers <sup>1</sup>	*	*	*	*	*	*	17	22	25	27	27	26
<b>Total</b>	<b>3301</b>	<b>3351</b>	<b>3358</b>	<b>3383</b>	<b>3407</b>	<b>3452</b>	<b>1252</b>	<b>1311</b>	<b>1354</b>	<b>1395</b>	<b>1466</b>	<b>1499</b>

<sup>1</sup> Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile (à partir de juin 2004).

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T6 Personnes actives occupées par secteur économique, section économique et sexe, 2010–2015

SPAO

Moyennes annuelles, en milliers Sections économiques NOGA							
		2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Total</b>							
<b>A–T</b>	<b>Total</b>	<b>4555</b>	<b>4662</b>	<b>4732</b>	<b>4800</b>	<b>4887</b>	<b>4963</b>
<b>A</b>	<b>Secteur primaire</b>	<b>156</b>	<b>165</b>	<b>167</b>	<b>170</b>	<b>173</b>	<b>161</b>
<b>B–F</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>1026</b>	<b>1051</b>	<b>1054</b>	<b>1042</b>	<b>1057</b>	<b>1064</b>
B–C	Industrie manufacturière, industries extractives	667	681	680	668	675	676
D	Production et distribution d'électricité	27	28	27	27	28	29
E	Production et distribution d'eau	15	16	16	16	17	18
F	Construction	317	326	330	331	337	341
<b>G–T</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3372</b>	<b>3446</b>	<b>3512</b>	<b>3587</b>	<b>3657</b>	<b>3737</b>
G	Commerce réparation automobiles et de motocycles	611	618	620	624	629	633
H	Transports et entreposage	222	228	228	230	233	236
I	Hébergement et restauration	258	251	242	238	242	244
J	Information et communication	133	139	143	149	156	157
K	Activités financières et assurance	227	232	232	230	232	236
L	Activités immobilières	48	49	52	54	55	56
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	343	353	367	376	385	395
N	Activités de services administratifs et de soutien	273	280	290	308	310	318
O	Administration publique	171	179	184	190	193	196
P	Enseignement	282	290	300	310	319	326
Q	Santé humaine et action sociale	538	560	582	602	617	647
R	Arts, spectacles et activités récréatives	78	77	79	82	84	89
S	Autres activités de services	134	135	139	140	144	147
T	Activité des ménages en tant que employeurs	53	54	53	53	56	58
<b>Hommes</b>							
<b>A–T</b>	<b>Total</b>	<b>2507</b>	<b>2574</b>	<b>2607</b>	<b>2625</b>	<b>2663</b>	<b>2693</b>
<b>A</b>	<b>Secteur primaire</b>	<b>105</b>	<b>105</b>	<b>105</b>	<b>111</b>	<b>114</b>	<b>100</b>
<b>B–F</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>791</b>	<b>809</b>	<b>811</b>	<b>799</b>	<b>808</b>	<b>814</b>
B–C	Industrie manufacturière, industries extractives	475	484	482	470	473	475
D	Production et distribution d'électricité	22	23	22	22	22	23
E	Production et distribution d'eau	13	13	14	14	14	15
F	Construction	281	289	293	294	299	302
<b>G–T</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1611</b>	<b>1659</b>	<b>1692</b>	<b>1715</b>	<b>1742</b>	<b>1779</b>
G	Commerce réparation automobiles et de motocycles	307	316	319	318	319	323
H	Transports et entreposage	160	166	166	167	169	172
I	Hébergement et restauration	111	109	105	104	104	104
J	Information et communication	97	101	104	109	114	115
K	Activités financières et assurance	134	138	138	136	137	139
L	Activités immobilières	24	25	26	26	27	28
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	198	206	213	216	221	229
N	Activités de services administratifs et de soutien	152	153	163	178	179	185
O	Administration publique	96	100	102	103	103	104
P	Enseignement	117	122	128	131	132	134
Q	Santé humaine et action sociale	127	134	138	139	141	148
R	Arts, spectacles et activités récréatives	38	38	40	42	43	46
S	Autres activités de services	41	41	42	42	44	45
T	Activité des ménages en tant que employeurs	8	8	6	6	8	9

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 6 Personnes actives occupées par secteur économique, section économique et sexe, 2010–2015 (fin) SPAO**

Moyennes annuelles, en milliers Sections économiques NOGA							
		2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Femmes</b>							
<b>A–T</b>	<b>Total</b>	<b>2048</b>	<b>2088</b>	<b>2125</b>	<b>2174</b>	<b>2224</b>	<b>2270</b>
<b>A</b>	<b>Secteur primaire</b>	<b>51</b>	<b>60</b>	<b>62</b>	<b>59</b>	<b>60</b>	<b>61</b>
<b>B–F</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>235</b>	<b>241</b>	<b>243</b>	<b>244</b>	<b>249</b>	<b>250</b>
B–C	Industrie manufacturière, industries extractives	193	197	198	198	202	202
D	Production et distribution d'électricité	5	5	5	5	6	6
E	Production et distribution d'eau	2	3	3	3	3	3
F	Construction	36	37	37	38	39	39
<b>G–T</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1761</b>	<b>1787</b>	<b>1820</b>	<b>1872</b>	<b>1915</b>	<b>1959</b>
G	Commerce réparation automobiles et de motocycles	303	302	301	306	311	310
H	Transports et entreposage	62	63	62	63	64	64
I	Hébergement et restauration	148	142	137	135	138	140
J	Information et communication	37	38	39	41	42	42
K	Activités financières et assurance	93	94	94	94	96	97
L	Activités immobilières	24	24	27	28	28	28
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	144	147	154	160	163	166
N	Activités de services administratifs et de soutien	122	126	127	131	131	133
O	Administration publique	75	78	82	87	90	92
P	Enseignement	164	168	172	179	187	192
Q	Santé humaine et action sociale	411	426	444	463	476	499
R	Arts, spectacles et activités récréatives	40	38	38	40	41	43
S	Autres activités de services	92	94	96	98	100	102
T	Activité des ménages en tant que employeurs	45	47	47	47	48	49

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

T7 Taux d'activité<sup>1</sup> selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2005–2015

ESPA

Taux en pour cent; 2 <sup>e</sup> trimestre Pop. résidente permanente	Total											
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
<b>Total</b>												
0–99 ans	56,1	56,6	57,0	57,6	57,8	57,5	57,7	57,7	57,9	58,4	58,4	
15+ ans	67,0	67,4	67,6	68,2	68,2	67,7	67,9	67,8	68,0	68,5	68,6	
15–64 ans	80,9	81,2	81,6	82,3	82,5	82,2	82,5	82,4	82,9	83,5	83,7	
15–24 ans	65,7	68,6	67,4	67,1	67,3	66,5	66,3	65,2	65,9	66,1	64,5	
25–39 ans	88,3	88,4	88,7	89,9	89,7	89,5	89,8	89,9	89,6	90,6	90,9	
40–54 ans	88,6	88,3	89,0	89,6	90,3	89,6	89,7	89,8	89,9	90,8	91,1	
55–64 ans	67,6	67,7	69,3	70,2	70,2	70,7	71,8	72,2	74,4	73,9	75,4	
65+ ans	7,5	8,2	8,8	9,5	10,0	9,8	10,1	10,6	10,8	11,8	11,9	
<b>Hommes</b>												
0–99 ans	62,3	62,7	63,2	63,2	63,3	63,4	63,5	63,4	63,3	63,3	63,2	
15+ ans	75,1	75,4	75,8	75,5	75,2	75,2	75,3	75,0	74,8	74,8	74,7	
15–64 ans	87,4	87,8	88,2	88,0	87,3	88,0	88,4	88,1	88,1	88,1	88,1	
15–24 ans	66,6	70,2	70,2	68,1	66,1	68,3	66,9	66,9	67,7	67,1	64,4	
25–39 ans	96,0	96,2	96,3	96,5	96,1	95,7	96,4	95,9	95,1	95,3	95,1	
40–54 ans	95,3	94,8	95,4	95,4	95,9	95,6	96,0	95,8	95,4	96,2	96,7	
55–64 ans	77,8	77,1	78,4	78,9	79,5	80,6	81,6	80,9	82,2	80,4	82,4	
65+ ans	11,2	12,1	13,2	13,5	14,5	14,1	15,0	15,5	15,7	16,9	16,9	
<b>Femmes</b>												
0–99 ans	50,2	50,7	50,9	52,2	52,6	51,8	52,0	52,1	52,7	53,5	53,8	
15+ ans	59,3	59,8	59,9	61,3	61,6	60,6	60,7	60,8	61,5	62,4	62,7	
15–64 ans	74,3	74,7	75,0	76,6	78,3	77,2	76,5	76,7	77,6	78,7	79,2	
15–24 ans	64,7	67,0	64,5	66,1	68,5	69,1	65,8	63,5	64,2	64,9	64,7	
25–39 ans	80,7	80,7	81,2	83,4	83,2	82,9	83,3	83,9	84,1	85,7	86,6	
40–54 ans	81,8	81,7	82,5	83,8	84,5	84,0	83,3	83,7	84,3	85,3	85,3	
55–64 ans	57,7	58,6	60,3	61,6	61,0	60,0	62,2	63,5	66,6	67,4	68,4	
65+ ans	4,9	5,5	5,7	6,6	6,7	6,4	6,5	6,8	7,1	7,8	8,0	
<b>Suisses</b>												
0–99 ans	55,1	55,6	56,0	56,5	56,5	56,2	56,3	56,1	56,4	56,6	56,8	
15+ ans	65,4	65,8	66,1	66,6	66,4	66,0	66,0	65,7	66,0	66,3	66,5	
15–64 ans	81,3	81,7	82,1	82,8	82,8	82,5	82,9	82,6	83,3	83,7	84,2	
15–24 ans	64,8	68,5	67,0	66,8	66,9	66,5	66,4	65,7	67,0	67,0	66,0	
25–39 ans	89,7	89,4	89,8	91,3	90,9	90,5	91,0	90,7	90,6	91,1	92,0	
40–54 ans	90,0	89,8	90,4	91,0	91,7	91,2	91,1	90,9	91,1	92,1	92,6	
55–64 ans	68,6	68,6	70,4	71,1	70,7	71,5	72,9	73,3	75,2	74,9	76,4	
65+ ans	7,5	8,2	8,9	9,5	10,2	10,1	10,4	10,8	11,2	12,1	12,1	
<b>Etrangers</b>												
0–99 ans	59,8	60,2	60,6	61,7	62,7	62,3	62,6	63,1	63,2	64,0	63,6	
15+ ans	73,4	73,5	73,6	74,4	74,9	74,2	74,4	75,0	74,9	75,8	75,4	
15–64 ans	79,3	79,5	80,0	80,9	81,7	81,1	81,3	81,9	81,9	82,8	82,2	
15–24 ans	69,0	68,9	68,7	68,2	68,7	66,3	66,2	63,5	61,9	62,6	59,0	
25–39 ans	85,0	85,9	86,2	86,9	87,2	87,6	87,6	88,6	87,9	89,6	89,0	
40–54 ans	83,4	82,7	83,9	84,7	85,4	84,4	85,1	86,4	86,4	87,0	86,9	
55–64 ans	62,4	63,0	62,6	64,9	67,3	66,3	65,7	65,8	70,1	68,7	70,7	
65+ ans	7,3	8,8	8,3	9,3	8,5	7,6	8,1	8,4	7,7	9,5	10,5	

<sup>1</sup> Ce taux comprend au numérateur les personnes actives occupées et les personnes sans emploi selon l'enquête suisse sur la population active (ESPA) et au dénominateur la population résidente permanente.

## T8 Personnes actives occupées selon le sexe, la nationalité et le taux d'occupation, 2005–2015

ESPA

Chiffres en milliers, 2 <sup>e</sup> trimestre Pop. résidente permanente											
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux d'occupation: Total</b>											
Moins de 20%	131	140	144	143	141	157	163	165	170	174	168
20–49%	360	384	379	399	395	388	403	434	426	449	459
50–69%	366	377	398	413	431	432	456	444	463	515	505
70–89%	279	288	305	324	325	357	359	383	409	438	464
90–100%	2710	2742	2781	2819	2827	2814	2899	2887	2900	2860	2907
Sans indication/ne sait pas	129	120	115	132	148	134	89	83	77	84	85
<b>Total</b>	<b>3974</b>	<b>4051</b>	<b>4122</b>	<b>4229</b>	<b>4268</b>	<b>4282</b>	<b>4369</b>	<b>4395</b>	<b>4445</b>	<b>4519</b>	<b>4590</b>
<b>Taux d'occupation: Hommes</b>											
Moins de 20%	28	31	37	32	35	37	38	43	48	51	48
20–49%	50	64	53	61	57	68	69	85	74	87	92
50–69%	62	69	76	80	86	84	96	90	89	112	102
70–89%	68	75	76	91	88	96	97	102	112	129	139
90–100%	1932	1946	1986	1992	2003	2011	2052	2047	2051	2022	2054
Sans indication/ne sait pas	33	29	31	34	35	37	20	24	24	25	22
<b>Total</b>	<b>2172</b>	<b>2214</b>	<b>2259</b>	<b>2289</b>	<b>2304</b>	<b>2334</b>	<b>2372</b>	<b>2390</b>	<b>2398</b>	<b>2425</b>	<b>2459</b>
<b>Taux d'occupation: Femmes</b>											
Moins de 20%	104	110	107	111	106	120	125	123	122	123	120
20–49%	311	320	326	338	338	319	334	349	352	362	367
50–69%	303	308	321	333	346	347	360	353	374	403	402
70–89%	211	213	229	233	238	261	262	281	298	308	325
90–100%	778	796	796	826	824	803	848	840	849	838	854
Sans indication/ne sait pas	96	91	84	98	113	97	68	59	53	59	63
<b>Total</b>	<b>1802</b>	<b>1837</b>	<b>1863</b>	<b>1940</b>	<b>1964</b>	<b>1948</b>	<b>1997</b>	<b>2005</b>	<b>2047</b>	<b>2094</b>	<b>2131</b>
<b>Taux d'occupation: Suisses</b>											
Moins de 20%	117	125	129	129	126	141	141	141	145	153	143
20–49%	314	335	329	346	339	334	344	364	362	375	385
50–69%	305	313	332	347	360	364	376	359	376	419	410
70–89%	232	242	254	270	269	300	292	314	335	363	376
90–100%	2074	2091	2110	2104	2090	2063	2128	2110	2101	2030	2066
Sans indication/ne sait pas	102	95	92	106	119	104	72	64	62	64	66
<b>Total</b>	<b>3144</b>	<b>3201</b>	<b>3246</b>	<b>3302</b>	<b>3304</b>	<b>3305</b>	<b>3353</b>	<b>3353</b>	<b>3381</b>	<b>3404</b>	<b>3447</b>
<b>Taux d'occupation: Etrangers</b>											
Moins de 20%	14	15	15	13	15	16	22	24	25	20	25
20–49%	46	49	50	53	56	54	58	70	64	75	74
50–69%	60	64	65	66	71	68	80	84	87	95	94
70–89%	47	46	51	54	56	57	67	69	74	74	89
90–100%	636	651	671	715	736	751	771	777	800	830	842
Sans indication/ne sait pas	27	25	23	26	29	30	17	19	15	20	19
<b>Total</b>	<b>830</b>	<b>850</b>	<b>876</b>	<b>927</b>	<b>964</b>	<b>977</b>	<b>1016</b>	<b>1042</b>	<b>1065</b>	<b>1115</b>	<b>1143</b>

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T9.1 Emplois selon les secteurs et divisions économiques, 2011–2013

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre Divisions économiques NOGA08		Emplois											
		I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013
<b>5–96</b>	<b>Total</b>	<b>4564</b>	<b>4602</b>	<b>4636</b>	<b>4635</b>	<b>4650</b>	<b>4686</b>	<b>4744</b>	<b>4747</b>	<b>4752</b>	<b>4783</b>	<b>4824</b>	<b>4803</b>
<b>5–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>1072</b>	<b>1083</b>	<b>1093</b>	<b>1081</b>	<b>1082</b>	<b>1090</b>	<b>1101</b>	<b>1083</b>	<b>1079</b>	<b>1086</b>	<b>1097</b>	<b>1087</b>
5–9	Industries extractives	5	5	5	4	5	5	5	4	4	5	5	4
10–33	Industrie manufacturière	695	698	702	698	700	700	702	694	691	689	694	693
10–12	Industries alimentaires et du tabac	84	84	85	84	85	86	87	86	86	85	87	86
13–15	Industries du textile et de l'habillement	19	19	19	18	18	18	17	17	16	16	16	16
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	75	75	76	75	74	74	73	73	73	72	72	72
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	32	31	32	32	32	32	31	31	31	31	31	31
21	Industrie pharmaceutique	39	40	40	39	41	41	41	41	41	42	42	42
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	43	43	43	43	43	42	43	42	42	42	41	41
24–25	Fabrication de produits métalliques	106	106	107	106	106	106	107	105	105	104	104	105
26	F. de prod. inform. et électro.	104	106	107	107	107	107	106	105	105	106	107	107
27	Fabrication d'équipements électriques	40	40	40	40	40	40	39	39	38	38	38	38
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	84	84	85	85	84	84	85	83	82	82	82	82
29–30	Fabrication de matériels de transport	15	14	15	15	14	14	14	14	14	14	16	16
31–33	Autres industr. manufac.; rép. et installation	54	54	55	55	56	57	58	58	58	57	57	58
35	Production et distribution d'énergie	28	29	29	29	28	28	28	28	28	28	28	28
36–39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	16	16	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
41–43	Construction	328	335	341	334	333	340	349	340	338	347	353	344
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	109	113	114	108	109	114	116	110	112	117	119	113
43	Travaux de construction spécialisés	219	222	227	225	224	226	233	230	226	230	234	231
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3492</b>	<b>3519</b>	<b>3543</b>	<b>3554</b>	<b>3568</b>	<b>3596</b>	<b>3643</b>	<b>3664</b>	<b>3674</b>	<b>3697</b>	<b>3726</b>	<b>3716</b>
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	640	639	641	647	640	640	650	655	652	650	652	655
45	Commerce et rép. d'autom. et de motoc.	87	87	88	88	88	87	89	90	91	90	91	89
46	Commerce de gros	226	228	229	229	229	231	235	235	237	238	238	235
47	Commerce de détail	327	324	325	329	324	321	325	331	324	322	324	331
49–53	Transport et entreposage	239	233	235	236	236	234	237	241	241	238	239	241
49	Transports terrestres et transp. par conduites	113	112	113	116	116	114	116	120	120	117	118	121
50–51	Transports par eau, transports aériens	14	14	14	14	14	14	15	15	15	16	16	15
52	Entreposage et services aux. des transports	57	56	56	55	55	56	56	55	55	55	56	55
53	Activités de poste et de courrier	54	52	52	52	50	50	50	50	50	50	49	49
55–56	Hébergement et restauration	264	265	256	253	251	254	253	251	247	248	251	249
55	Hébergement	84	83	82	82	80	80	80	81	79	79	80	80
56	Restauration	180	181	174	171	172	174	173	170	168	169	171	169
58–63	Information et communication	141	143	146	146	146	146	152	153	155	156	156	157
58–60	Edition, audiovisuel et diffusion	34	35	35	35	35	35	35	35	35	35	34	35
61	Télécommunications	24	25	26	26	26	27	28	27	27	27	27	26
62–63	Activités informat. et services d'information	82	83	85	85	85	84	89	91	93	94	95	96
64–66	Activités financières et d'assurance	239	239	242	240	240	241	243	241	241	239	241	240
64	Activités des services financiers	136	136	137	136	135	135	135	134	133	132	133	131
65	Assurance	46	46	47	47	47	47	48	48	48	48	49	49
66	Activités aux. de services financ. et d'assur.	57	57	58	57	58	59	60	59	59	59	59	60
68	Activités immobilières	50	51	51	52	54	55	55	56	55	56	57	56
69–75	Acti. spécialisées, scientifiques et techniques	360	364	369	373	379	381	386	388	391	393	396	397
69	Activités juridiques et comptables	77	77	77	78	79	80	80	81	82	83	82	82
70	Acti. des sièges sociaux; conseil de gestion	93	94	96	97	99	100	102	103	105	106	108	106
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	109	110	112	113	114	115	117	118	119	119	120	122
72	Recherche-développement scientifique	23	24	23	23	22	23	23	22	22	22	22	22
73–75	Autr. acti. spécialisées, scientifiques, techn.	60	60	61	61	64	64	64	64	64	63	64	65
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	282	291	299	292	296	301	308	307	308	326	340	321
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	200	203	206	199	202	203	206	202	204	208	212	206
78	Activités liées à l'emploi	82	89	92	93	94	98	102	105	104	118	128	115
84	Administration publique	182	186	187	188	189	192	195	195	197	200	200	202
85	Enseignement	300	300	304	308	310	312	316	321	324	321	327	330
86–88	Santé humaine et action sociale	577	586	592	597	603	611	620	625	629	633	634	634
86	Activités pour la santé humaine	327	332	334	338	341	345	350	352	355	356	357	356
87	Hébergement médico-social et social	159	159	162	162	165	168	170	170	172	174	175	175
88	Action sociale sans hébergement	92	94	96	96	97	97	100	102	102	104	102	103
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	78	80	81	77	79	83	85	83	85	87	87	87
94–96	Autres activités de services	139	142	141	144	145	146	145	147	148	148	146	148

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T9.2 Emplois selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2014–2015

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08		Emplois								Part des femmes en %, 4 <sup>e</sup> trim, 2015	Part du temps partiel, en %, 4 <sup>e</sup> trim, 2015
		I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015		
<b>5–96</b>	<b>Total</b>	<b>4805</b>	<b>4813</b>	<b>4848</b>	<b>4851</b>	<b>4847</b>	<b>4873</b>	<b>4903</b>	<b>4897</b>	<b>46,0</b>	<b>38,5</b>
<b>5–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>1086</b>	<b>1094</b>	<b>1104</b>	<b>1089</b>	<b>1088</b>	<b>1093</b>	<b>1095</b>	<b>1083</b>	<b>23,9</b>	<b>15,9</b>
5–9	Industries extractives	5	5	5	5	5	5	5	5	11,7	12,0
10–33	Industrie manufacturière	693	691	697	693	691	689	687	686	30,2	16,5
10–12	Industries alimentaires et du tabac	85	86	87	87	87	88	88	88	42,2	25,9
13–15	Industries du textile et de l'habillement	16	16	16	16	16	16	16	16	60,7	28,5
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	71	70	71	71	70	71	70	70	25,5	20,6
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	31	31	31	30	30	30	30	30	29,4	13,6
21	Industrie pharmaceutique	42	43	43	43	44	44	44	44	43,1	13,4
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	42	42	42	41	42	41	41	40	24,7	13,3
24–25	Fabrication de produits métalliques	105	104	105	103	102	102	100	100	19,6	14,9
26	F, de prod, inform, et électro,	109	109	110	109	109	109	109	108	39,9	13,0
27	Fabrication d'équipements électriques	38	37	38	37	37	36	36	36	26,2	11,0
28	F, de mach, et équipements n,c,a,	81	81	82	82	82	81	81	80	17,3	12,8
29–30	Fabrication de matériels de transport	16	15	16	16	16	16	16	16	13,3	8,5
31–33	Autres industr, manufac.; rép, et installation	57	57	57	57	56	56	57	57	29,1	20,4
35	Production et distribution d'énergie	29	29	29	29	29	30	30	30	20,8	20,2
36–39	Production et distr, d'eau; gestion des déchets	17	18	18	18	18	18	18	18	17,2	23,8
41–43	Construction	343	352	355	345	345	352	355	345	12,0	13,9
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	113	120	120	112	113	117	116	111	9,4	10,9
43	Travaux de construction spécialisés	230	232	235	232	232	235	239	234	13,2	15,4
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3719</b>	<b>3718</b>	<b>3744</b>	<b>3762</b>	<b>3759</b>	<b>3780</b>	<b>3808</b>	<b>3814</b>	<b>52,3</b>	<b>44,9</b>
45–47	Commerce; rép, d'automobiles et de motoc,	656	648	650	655	648	653	651	648	49,4	34,1
45	Commerce et rép, d'autom, et de motoc,	90	89	90	89	91	90	91	90	19,0	17,3
46	Commerce de gros	238	237	237	237	236	239	237	235	37,3	23,2
47	Commerce de détail	328	322	322	329	322	323	322	323	66,7	46,7
49–53	Transport et entreposage	243	240	241	243	245	239	241	242	27,4	29,1
49	Transports terrestres et transp, par conduites	122	118	120	122	123	120	119	122	17,0	23,0
50–51	Transports par eau, transports aériens	16	16	16	15	15	16	16	15	42,6	25,1
52	Entreposage et services aux, des transports	56	56	55	56	57	56	57	56	30,0	22,6
53	Activités de poste et de courrier	50	49	49	49	49	48	49	48	45,7	53,2
55–56	Hébergement et restauration	249	252	253	251	248	250	252	256	57,1	45,8
55	Hébergement	80	79	79	79	78	78	77	78	57,4	30,0
56	Restauration	170	173	174	172	169	172	175	178	57,0	52,8
58–63	Information et communication	161	163	163	161	163	161	160	161	27,4	27,2
58–60	Edition, audiovisuel et diffusion	36	36	36	36	36	34	34	34	42,9	51,5
61	Télécommunications	27	27	27	27	29	29	29	29	25,6	13,3
62–63	Activités informat, et services d'information	98	100	100	98	98	98	97	98	22,5	23,0
64–66	Activités financières et d'assurance	240	240	241	240	241	241	245	243	41,2	23,7
64	Activités des services financiers	131	130	131	131	131	130	132	129	39,3	21,2
65	Assurance	49	48	49	48	48	49	49	50	50,1	25,6
66	Activités aux, de services financ, et d'assur,	60	62	61	61	62	63	64	64	38,0	27,3
68	Activités immobilières	57	57	57	58	56	57	57	59	50,3	58,6
69–75	Acti, spécialisées, scientifiques et techniques	396	396	401	402	404	405	409	409	41,9	36,2
69	Activités juridiques et comptables	82	81	81	82	82	82	82	82	53,3	41,7
70	Acti, des sièges sociaux; conseil de gestion	107	107	108	109	110	111	112	112	42,2	33,4
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	121	120	124	123	124	125	126	127	30,7	29,7
72	Recherche-développement scientifique	22	22	23	23	23	23	23	24	41,5	24,7
73–75	Autr, acti, spécialisées, scientifiques, techn,	64	65	65	65	65	64	65	64	49,2	51,2
77–82	Acti, de services administratifs et de soutien	317	321	326	319	323	329	334	324	42,4	47,5
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	203	208	211	205	209	212	211	212	49,9	55,8
78	Activités liées à l'emploi	113	113	115	113	115	117	122	112	28,1	31,8
84	Administration publique	199	199	201	203	200	200	202	203	47,5	39,1
85	Enseignement	330	329	331	336	333	335	336	340	59,0	64,4
86–88	Santé humaine et action sociale	637	634	644	658	660	664	676	681	77,5	61,2
86	Activités pour la santé humaine	357	354	362	371	373	375	382	386	78,2	58,2
87	Hébergement médico-social et social	175	176	178	180	181	181	184	184	77,1	62,0
88	Action sociale sans hébergement	104	104	104	108	106	108	110	111	75,5	70,1
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	86	88	89	86	88	92	96	94	49,1	61,5
94–96	Autres activités de services	147	151	149	150	151	152	151	155	69,6	61,1

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T10 Emplois selon les grandes régions et les secteurs économiques, 2011–2015

STATEM

Chiffres en milliers, fin du trimestre Grandes régions et secteurs économiques	Emplois											
	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013
<b>5–96 Secteurs secondaire et tertiaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>4564</b>	<b>4602</b>	<b>4636</b>	<b>4635</b>	<b>4650</b>	<b>4686</b>	<b>4744</b>	<b>4747</b>	<b>4752</b>	<b>4783</b>	<b>4824</b>	<b>4803</b>
Région lémanique	847	850	856	856	860	868	879	881	880	889	900	896
Espace Mittelland	937	949	958	957	962	972	981	977	980	990	996	986
Suisse du Nord-ouest	631	634	638	636	636	637	646	644	645	649	654	654
Zurich	917	926	934	933	938	941	954	954	954	960	965	961
Suisse orientale	592	597	601	602	600	606	613	619	617	618	621	622
Suisse centrale	434	436	440	441	443	447	458	460	463	460	469	468
Tessin	206	210	210	210	210	215	214	212	213	217	218	216
<b>5–43 Secteur secondaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>1072</b>	<b>1083</b>	<b>1093</b>	<b>1081</b>	<b>1082</b>	<b>1090</b>	<b>1101</b>	<b>1083</b>	<b>1079</b>	<b>1086</b>	<b>1097</b>	<b>1087</b>
Région lémanique	150	154	156	154	154	156	158	156	155	158	160	156
Espace Mittelland	255	256	258	257	259	262	264	258	258	259	262	262
Suisse du Nord-ouest	171	171	172	171	172	171	172	170	169	169	171	171
Zurich	145	146	148	146	145	145	147	145	144	146	146	144
Suisse orientale	185	189	192	187	187	190	192	188	186	189	190	186
Suisse centrale	116	116	116	114	114	115	116	114	114	114	117	116
Tessin	51	51	51	51	52	52	51	51	51	51	52	52
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>3492</b>	<b>3519</b>	<b>3543</b>	<b>3554</b>	<b>3568</b>	<b>3596</b>	<b>3643</b>	<b>3664</b>	<b>3674</b>	<b>3697</b>	<b>3726</b>	<b>3716</b>
Région lémanique	696	696	700	702	706	711	720	726	725	731	741	740
Espace Mittelland	683	693	699	700	704	711	717	719	722	731	734	724
Suisse du Nord-ouest	460	464	467	465	465	466	474	474	475	479	483	483
Zurich	773	780	786	787	793	797	807	808	810	815	818	817
Suisse orientale	407	408	409	415	413	415	420	431	430	429	432	436
Suisse centrale	318	320	323	327	329	332	342	346	349	346	352	353
Tessin	155	158	159	158	158	163	163	161	162	166	167	164
Chiffres en milliers, fin du trimestre Grandes régions et secteurs économiques	Emplois								Part des femmes en %, 4 <sup>e</sup> trim. 2015	Part du temps partiel en %, 4 <sup>e</sup> trim. 2015		
	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015				
<b>5–96 Secteurs secondaire et tertiaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>4805</b>	<b>4813</b>	<b>4848</b>	<b>4851</b>	<b>4847</b>	<b>4873</b>	<b>4903</b>	<b>4897</b>	<b>46,0</b>	<b>38,5</b>		
Région lémanique	899	899	905	907	900	906	907	911	45,8	36,3		
Espace Mittelland	988	992	1002	1002	997	1009	1020	1017	46,9	41,3		
Suisse du Nord-ouest	658	658	660	659	666	662	669	664	45,8	37,2		
Zurich	963	968	972	973	972	980	988	982	46,1	39,9		
Suisse orientale	617	619	623	623	623	621	622	623	45,3	37,4		
Suisse centrale	466	459	465	468	470	474	475	474	46,5	40,0		
Tessin	216	218	221	218	218	222	224	226	43,7	32,5		
<b>5–43 Secteur secondaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>1086</b>	<b>1094</b>	<b>1104</b>	<b>1089</b>	<b>1088</b>	<b>1093</b>	<b>1095</b>	<b>1083</b>	<b>23,9</b>	<b>15,9</b>		
Région lémanique	157	160	159	158	157	158	158	155	23,0	14,2		
Espace Mittelland	262	264	267	263	260	261	263	261	25,5	17,2		
Suisse du Nord-ouest	171	171	172	171	172	174	173	171	23,7	14,0		
Zurich	145	146	148	145	146	147	149	147	23,1	18,0		
Suisse orientale	184	187	190	186	186	187	185	184	23,9	17,0		
Suisse centrale	115	114	116	115	116	114	114	114	23,0	16,9		
Tessin	52	52	52	53	52	53	53	52	23,4	8,8		
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>												
<b>Suisse</b>	<b>3719</b>	<b>3718</b>	<b>3744</b>	<b>3762</b>	<b>3759</b>	<b>3780</b>	<b>3808</b>	<b>3814</b>	<b>52,3</b>	<b>44,9</b>		
Région lémanique	742	739	746	749	744	748	749	756	50,5	40,9		
Espace Mittelland	726	728	734	739	737	748	756	756	54,3	49,6		
Suisse du Nord-ouest	486	487	488	489	494	488	496	493	53,5	45,2		
Zurich	819	822	825	828	826	833	839	835	50,2	43,8		
Suisse orientale	433	432	433	438	438	434	436	439	54,3	45,9		
Suisse centrale	351	344	349	353	355	360	361	360	53,9	47,3		
Tessin	164	166	168	166	166	170	171	174	49,8	39,6		

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 11.1 Volume annuel effectif de travail selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2005–2015**

SVOLTA

Volume annuel en millions d'heures	Total										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux d'occupation</b>											
Plein temps (90%–100%)						5920	6045	6043	6019	6031	6141
Temps partiel (moins de 90%)						1486	1509	1554	1589	1682	1749
dont											
Temps partiel I (50–89%)						1074	1096	1127	1156	1241	1296
Temps partiel II (moins de 50%)						411	413	427	433	441	452
<b>Total</b>						<b>7406</b>	<b>7554</b>	<b>7598</b>	<b>7608</b>	<b>7713</b>	<b>7889</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>											
A Agriculture, sylviculture	...	...	...	...	...	343	349	348	351	350	320
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	...	...	...	...	...	1263	1298	1284	1241	1262	1284
F Construction	...	...	...	...	...	580	598	604	600	607	634
G Commerce, réparation	...	...	...	...	...	1009	1024	1007	998	1000	1021
H Transports et entreposage	...	...	...	...	...	373	390	384	380	382	402
I Hébergement et restauration	...	...	...	...	...	421	407	389	381	387	393
J Information et communication	...	...	...	...	...	234	241	247	257	270	272
K Activités financières et d'assurance	...	...	...	...	...	401	415	407	396	400	409
L/N Immobilier, activités administratives	...	...	...	...	...	397	399	423	450	450	445
M Act. spécialisées, scient. et techniques	...	...	...	...	...	577	591	618	628	636	659
O Administration publique	...	...	...	...	...	271	281	289	294	296	303
P Enseignement	...	...	...	...	...	414	416	426	443	453	466
Q Santé humaine et action sociale	...	...	...	...	...	764	790	810	833	857	902
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	...	...	...	...	...	360	355	361	355	364	380
<b>A–T Total</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7406</b>	<b>7554</b>	<b>7598</b>	<b>7608</b>	<b>7713</b>	<b>7889</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>											
A Secteur primaire	328	322	340	345	316	343	349	348	351	350	320
B–F Secteur secondaire	1748	1778	1795	1821	1844	1843	1896	1888	1841	1868	1917
G–T Secteur tertiaire	4898	4905	4977	5084	5222	5221	5310	5362	5416	5494	5652
<b>A–T Total</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7406</b>	<b>7554</b>	<b>7598</b>	<b>7608</b>	<b>7713</b>	<b>7889</b>
<b>Statut d'activité</b>											
Indépendants	834	809	826	840	799	800	781	764	761	723	650
Salariés propriétaires de leur entreprise	350	346	331	360	377	357	364	370	362	371	410
Collaborateurs familiaux	94	107	113	99	100	102	116	110	113	109	102
Salariés	5441	5477	5569	5677	5813	5840	5989	6053	6075	6218	6442
Apprentis	255	266	271	275	293	308	304	302	297	291	286
<b>Total</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7406</b>	<b>7554</b>	<b>7598</b>	<b>7608</b>	<b>7713</b>	<b>7889</b>
<b>Grandes régions</b>											
Région lémanique	1244	1277	1301	1339	1385	1381	1415	1426	1456	1486	1512
Espace Mittelland	1517	1516	1527	1541	1555	1529	1563	1578	1561	1591	1645
Suisse du Nord-ouest	953	962	970	991	1008	989	1016	1009	1009	1015	1041
Zurich	1344	1338	1367	1389	1440	1460	1477	1515	1499	1507	1548
Suisse orientale	965	956	977	995	993	1024	1025	1013	1004	1027	1028
Suisse centrale	645	647	658	672	667	680	704	709	719	723	749
Tessin	305	308	312	323	335	343	355	348	360	364	366
<b>Total</b>	<b>6974</b>	<b>7004</b>	<b>7111</b>	<b>7250</b>	<b>7382</b>	<b>7406</b>	<b>7554</b>	<b>7598</b>	<b>7608</b>	<b>7713</b>	<b>7889</b>

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 11.2 Volume annuel effectif de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2010–2015**

SVOLTA

Volume annuel en millions d'heures	Hommes						Femmes					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux d'occupation</b>												
Plein temps (90–100%)	4292	4381	4387	4350	4330	4386	1629	1664	1657	1669	1701	1755
Temps partiel (moins de 90%)	376	386	395	408	449	475	1110	1123	1160	1181	1233	1273
dont												
Temps partiel I (50–89%)	276	288	292	303	338	360	798	808	835	854	903	937
Temps partiel II (moins de 50%)	99	97	102	105	111	116	312	316	325	327	329	337
<b>Total</b>	<b>4668</b>	<b>4767</b>	<b>4781</b>	<b>4758</b>	<b>4779</b>	<b>4861</b>	<b>2739</b>	<b>2788</b>	<b>2816</b>	<b>2849</b>	<b>2934</b>	<b>3028</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>												
A Agriculture, sylviculture	259	253	249	259	260	230	84	96	99	93	90	90
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	960	987	972	936	939	957	302	311	312	304	323	327
F Construction	538	553	554	552	557	583	42	45	49	48	49	51
G Commerce, réparation	590	609	595	590	584	599	419	415	411	408	416	422
H Transports et entreposage	292	307	305	298	298	312	82	83	79	82	84	89
I Hébergement et restauration	204	204	196	197	192	196	216	203	193	185	195	197
J Information et communication	182	188	192	200	208	212	52	53	55	58	62	61
K Activités financières et d'assurance	258	266	263	254	255	261	143	150	144	142	145	148
L/N Immobilier, activités administratives	249	241	263	286	285	278	148	157	160	165	165	167
M Act. spécialisées, scient. et techniques	379	391	408	403	407	422	199	201	211	225	229	237
O Administration publique	171	178	179	179	177	178	100	103	111	115	119	125
P Enseignement	204	204	212	217	216	219	210	212	215	226	237	247
Q Santé humaine et action sociale	228	238	243	242	245	253	535	553	568	591	612	649
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	153	149	151	147	155	161	207	206	210	208	209	219
<b>A–T Total</b>	<b>4668</b>	<b>4767</b>	<b>4781</b>	<b>4758</b>	<b>4779</b>	<b>4861</b>	<b>2739</b>	<b>2788</b>	<b>2816</b>	<b>2849</b>	<b>2934</b>	<b>3028</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>												
A Secteur primaire	259	253	249	259	260	230	84	96	99	93	90	90
B–F Secteur secondaire	1499	1540	1526	1489	1496	1540	344	356	362	352	372	378
G–T Secteur tertiaire	2910	2974	3006	3011	3022	3092	2311	2336	2356	2405	2472	2560
<b>A–T Total</b>	<b>4668</b>	<b>4767</b>	<b>4781</b>	<b>4758</b>	<b>4779</b>	<b>4861</b>	<b>2739</b>	<b>2788</b>	<b>2816</b>	<b>2849</b>	<b>2934</b>	<b>3028</b>
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	560	541	527	522	488	429	240	240	237	239	235	221
Salariés propriétaires de leur entreprise	289	301	302	293	300	329	67	63	68	68	71	81
Collaborateurs familiaux	55	57	54	59	57	51	47	59	56	54	53	51
Salariés	3583	3693	3719	3712	3759	3884	2258	2296	2334	2363	2459	2558
Apprentis	181	175	180	173	175	169	127	129	122	124	117	117
<b>Total</b>	<b>4668</b>	<b>4767</b>	<b>4781</b>	<b>4758</b>	<b>4779</b>	<b>4861</b>	<b>2739</b>	<b>2788</b>	<b>2816</b>	<b>2849</b>	<b>2934</b>	<b>3028</b>
<b>Grandes régions</b>												
Région lémanique	863	885	885	897	909	914	518	530	541	559	577	598
Espace Mittelland	969	978	983	973	980	1004	560	585	595	588	611	641
Suisse du Nord-ouest	618	648	642	629	628	641	371	368	367	380	388	399
Zurich	909	926	946	931	917	954	551	551	568	568	589	594
Suisse orientale	655	653	645	640	658	648	369	372	368	364	369	381
Suisse centrale	441	456	457	456	453	469	239	248	252	263	270	280
Tessin	214	221	222	232	234	231	129	134	126	129	130	135
<b>Total</b>	<b>4668</b>	<b>4767</b>	<b>4781</b>	<b>4758</b>	<b>4779</b>	<b>4861</b>	<b>2739</b>	<b>2788</b>	<b>2816</b>	<b>2849</b>	<b>2934</b>	<b>3028</b>

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 11.3 Volume annuel effectif de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et les secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2010–2015** **SVOLTA**

Volume annuel en millions d'heures	Suisses						Etrangers					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux d'occupation</b>												
Plein temps (90–100%)	4059	4097	4072	4005	3921	3989	1861	1948	1972	2014	2110	2152
Temps partiel (moins de 90%)	1201	1206	1228	1252	1331	1364	285	303	327	337	351	384
dont												
Temps partiel I (50–89%)	858	868	879	898	970	998	217	228	249	258	271	298
Temps partiel II (moins de 50%)	343	339	349	353	361	366	68	74	78	79	80	86
<b>Total</b>	<b>5260</b>	<b>5303</b>	<b>5299</b>	<b>5257</b>	<b>5252</b>	<b>5354</b>	<b>2146</b>	<b>2251</b>	<b>2299</b>	<b>2351</b>	<b>2461</b>	<b>2536</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>												
A Agriculture, sylviculture	310	311	308	308	306	279	33	37	40	43	44	41
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	797	809	797	753	763	782	466	489	487	488	499	501
F Construction	352	357	360	360	357	374	228	241	243	240	250	260
G Commerce, réparation	702	710	682	664	662	683	307	314	324	333	338	338
H Transports et entreposage	273	284	285	279	269	272	100	106	99	101	113	130
I Hébergement et restauration	212	201	187	186	181	184	209	206	202	196	206	209
J Information et communication	173	171	180	184	180	181	61	70	67	74	90	92
K Activités financières et d'assurance	311	313	307	299	304	310	90	103	101	97	96	99
L/N Immobilier, activités administratives	277	268	274	294	290	283	120	131	149	156	160	162
M Act. spécialisées, scient. et techniques	422	432	445	428	431	454	156	159	174	200	205	205
O Administration publique	250	261	267	269	270	276	20	20	22	25	26	26
P Enseignement	340	342	350	362	359	369	74	75	76	80	94	97
Q Santé humaine et action sociale	584	593	608	626	630	656	180	198	202	207	227	247
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	259	251	248	244	249	251	101	104	113	112	115	130
<b>A–T Total</b>	<b>5260</b>	<b>5303</b>	<b>5299</b>	<b>5257</b>	<b>5252</b>	<b>5354</b>	<b>2146</b>	<b>2251</b>	<b>2299</b>	<b>2351</b>	<b>2461</b>	<b>2536</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>												
A Secteur primaire	310	311	308	308	306	279	33	37	40	43	44	41
B–F Secteur secondaire	1148	1166	1157	1112	1120	1156	694	730	730	728	749	761
G–T Secteur tertiaire	3802	3826	3834	3836	3826	3918	1418	1484	1528	1580	1669	1734
<b>A–T Total</b>	<b>5260</b>	<b>5303</b>	<b>5299</b>	<b>5257</b>	<b>5252</b>	<b>5354</b>	<b>2146</b>	<b>2251</b>	<b>2299</b>	<b>2351</b>	<b>2461</b>	<b>2536</b>
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	708	685	665	655	625	559	92	95	99	106	98	91
Salariés propriétaires de leur entreprise	302	310	314	300	300	342	54	54	55	61	71	68
Collaborateurs familiaux	93	105	98	101	97	91	9	11	12	12	12	11
Salariés	3901	3949	3973	3962	3998	4135	1939	2041	2080	2113	2220	2307
Apprentis	256	254	249	239	232	226	51	50	52	59	60	60
<b>Total</b>	<b>5260</b>	<b>5303</b>	<b>5299</b>	<b>5257</b>	<b>5252</b>	<b>5354</b>	<b>2146</b>	<b>2251</b>	<b>2299</b>	<b>2351</b>	<b>2461</b>	<b>2536</b>
<b>Grandes régions</b>												
Région lémanique	826	823	818	833	840	845	555	592	608	623	646	667
Espace Mittelland	1235	1243	1244	1226	1228	1274	294	321	335	335	363	372
Suisse du Nord-ouest	651	673	662	645	639	649	338	343	346	364	377	392
Zurich	1076	1076	1097	1083	1078	1103	384	401	417	416	429	445
Suisse orientale	747	743	733	724	729	729	277	281	280	279	298	299
Suisse centrale	539	555	562	562	562	576	141	149	147	157	161	174
Tessin	186	191	182	184	177	179	157	164	166	177	187	188
<b>Total</b>	<b>5260</b>	<b>5303</b>	<b>5299</b>	<b>5257</b>	<b>5252</b>	<b>5354</b>	<b>2146</b>	<b>2251</b>	<b>2299</b>	<b>2351</b>	<b>2461</b>	<b>2536</b>

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 12.1 Durée annuelle effective de travail selon le taux d'occupation, les sections  
et secteurs économiques le statut d'activité et les grandes régions, 2005–2015**

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Total										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux d'occupation</b>											
Plein temps (90–100%)	1967	1956	1935	1927	1930	1934	1924	1907	1887	1881	1893
Temps partiel (moins de 90%)	837	834	834	834	825	838	840	838	833	844	855
dont											
Temps partiel I (50–89%)	1249	1247	1246	1244	1237	1243	1234	1227	1215	1227	1237
Temps partiel II (moins de 50%)	469	467	465	464	456	453	455	456	453	449	454
<b>Total</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1532</b>	<b>1530</b>	<b>1512</b>	<b>1493</b>	<b>1484</b>	<b>1492</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>											
A Agriculture, sylviculture	...	...	...	...	...	2056	1944	1934	1891	1850	1813
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	...	...	...	...	...	1697	1703	1689	1667	1669	1697
F Construction	...	...	...	...	...	1711	1711	1709	1689	1682	1704
G Commerce, réparation	...	...	...	...	...	1575	1580	1561	1538	1519	1533
H Transports et entreposage	...	...	...	...	...	1600	1622	1593	1572	1558	1601
I Hébergement et restauration	...	...	...	...	...	1536	1541	1527	1521	1506	1501
J Information et communication	...	...	...	...	...	1622	1615	1622	1628	1628	1617
K Activités financières et d'assurance	...	...	...	...	...	1722	1739	1702	1669	1665	1676
L/N Immobilier, activités administratives	...	...	...	...	...	1353	1362	1371	1345	1359	1356
M Act. spécialisées, scient. et techniques	...	...	...	...	...	1593	1586	1584	1569	1547	1557
O Administration publique	...	...	...	...	...	1471	1492	1462	1456	1445	1437
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	...	...	...	...	...	1329	1319	1300	1287	1296	1307
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	...	...	...	...	...	1130	1100	1080	1057	1036	1032
<b>A–T Total</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1532</b>	<b>1530</b>	<b>1512</b>	<b>1493</b>	<b>1484</b>	<b>1492</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>											
A Secteur primaire	2153	2153	2148	2077	1939	2056	1944	1934	1891	1850	1813
B–F Secteur secondaire	1751	1741	1717	1710	1706	1701	1705	1695	1674	1673	1700
G–T Secteur tertiaire	1507	1494	1476	1465	1467	1457	1456	1437	1421	1411	1419
<b>A–T Total</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1532</b>	<b>1530</b>	<b>1512</b>	<b>1493</b>	<b>1484</b>	<b>1492</b>
<b>Statut d'activité</b>											
Indépendants	1976	1920	1876	1859	1819	1799	1765	1721	1694	1618	1590
Salariés propriétaires de leur entreprise	2037	2001	1993	1973	1998	1876	1862	1862	1833	1766	1780
Collaborateurs familiaux	1038	1101	1099	1022	978	1049	1100	1070	1063	1050	989
Salariés	1538	1532	1516	1503	1503	1506	1507	1491	1474	1473	1487
Apprentis	1416	1422	1407	1403	1413	1376	1372	1361	1342	1340	1326
<b>Total</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1532</b>	<b>1530</b>	<b>1512</b>	<b>1493</b>	<b>1484</b>	<b>1492</b>
<b>Grandes régions</b>											
Région lémanique	1612	1614	1590	1574	1577	1572	1576	1558	1540	1536	1533
Espace Mittelland	1564	1557	1544	1529	1506	1505	1509	1488	1464	1450	1472
Suisse du Nord-ouest	1560	1546	1533	1528	1534	1509	1503	1488	1472	1458	1481
Zurich	1577	1561	1539	1530	1531	1528	1523	1511	1487	1474	1477
Suisse orientale	1611	1599	1583	1560	1547	1544	1530	1512	1508	1497	1485
Suisse centrale	1583	1554	1526	1516	1512	1530	1531	1500	1467	1469	1494
Tessin	1601	1590	1566	1564	1574	1555	1549	1536	1530	1530	1524
<b>Total</b>	<b>1584</b>	<b>1573</b>	<b>1554</b>	<b>1542</b>	<b>1537</b>	<b>1532</b>	<b>1530</b>	<b>1512</b>	<b>1493</b>	<b>1484</b>	<b>1492</b>

<sup>1</sup> Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

**T 12.2 Durée annuelle effective de travail des hommes et des femmes, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2010–2015**

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Hommes						Femmes					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux d'occupation</b>												
Plein temps (90–100%)	1967	1958	1942	1922	1911	1923	1853	1840	1820	1802	1809	1820
Temps partiel (moins de 90%)	864	875	861	854	864	882	830	828	830	826	837	846
dont												
Temps partiel I (50–89%)	1320	1290	1285	1287	1281	1308	1219	1215	1208	1191	1208	1212
Temps partiel II (moins de 50%)	441	449	443	435	434	437	457	457	460	460	454	460
<b>Total</b>	<b>1783</b>	<b>1780</b>	<b>1760</b>	<b>1736</b>	<b>1716</b>	<b>1724</b>	<b>1236</b>	<b>1233</b>	<b>1220</b>	<b>1210</b>	<b>1216</b>	<b>1226</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>												
A Agriculture, sylviculture	2303	2199	2213	2132	2113	2098	1544	1488	1465	1436	1360	1347
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	1812	1817	1801	1782	1773	1802	1413	1420	1414	1393	1426	1452
F Construction	1809	1810	1796	1781	1769	1786	1008	1018	1106	1054	1081	1118
G Commerce, réparation	1833	1842	1811	1794	1761	1775	1315	1307	1302	1275	1274	1284
H Transports et entreposage	1739	1762	1744	1700	1681	1720	1246	1253	1195	1236	1236	1288
I Hébergement et restauration	1781	1816	1792	1831	1769	1776	1359	1338	1328	1288	1314	1301
J Information et communication	1752	1757	1764	1743	1738	1736	1290	1254	1270	1327	1341	1304
K Activités financières et d'assurance	1878	1884	1850	1814	1810	1825	1497	1529	1485	1460	1458	1464
L/N Immobilier, activités administratives	1678	1686	1659	1622	1608	1628	1021	1052	1067	1039	1071	1060
M Act. spécialisées, scient. et techniques	1836	1826	1817	1779	1739	1746	1273	1263	1268	1295	1293	1305
O Administration publique	1672	1690	1653	1656	1615	1602	1220	1242	1231	1227	1251	1253
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	1692	1653	1650	1625	1628	1589	1217	1214	1191	1185	1198	1223
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	1496	1442	1413	1353	1338	1324	956	939	924	916	887	888
<b>A–T Total</b>	<b>1783</b>	<b>1780</b>	<b>1760</b>	<b>1736</b>	<b>1716</b>	<b>1724</b>	<b>1236</b>	<b>1233</b>	<b>1220</b>	<b>1210</b>	<b>1216</b>	<b>1226</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>												
A Secteur primaire	2303	2199	2213	2132	2113	2098	1544	1488	1465	1436	1360	1347
B–F Secteur secondaire	1811	1814	1799	1782	1772	1796	1347	1353	1363	1335	1369	1395
G–T Secteur tertiaire	1735	1735	1711	1687	1663	1669	1212	1208	1193	1187	1191	1201
<b>A–T Total</b>	<b>1783</b>	<b>1780</b>	<b>1760</b>	<b>1736</b>	<b>1716</b>	<b>1724</b>	<b>1236</b>	<b>1233</b>	<b>1220</b>	<b>1210</b>	<b>1216</b>	<b>1226</b>
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	2128	2093	2065	2030	1925	1920	1322	1304	1257	1245	1214	1194
Salariés propriétaires de leur entreprise	2074	2054	2047	2010	1933	1958	1332	1288	1324	1332	1291	1297
Collaborateurs familiaux	1338	1438	1372	1378	1394	1265	839	895	884	850	830	811
Salariés	1753	1752	1733	1711	1703	1716	1231	1231	1220	1211	1222	1237
Apprentis	1398	1397	1388	1370	1360	1355	1346	1340	1323	1304	1311	1285
<b>Total</b>	<b>1783</b>	<b>1780</b>	<b>1760</b>	<b>1736</b>	<b>1716</b>	<b>1724</b>	<b>1236</b>	<b>1233</b>	<b>1220</b>	<b>1210</b>	<b>1216</b>	<b>1226</b>
<b>Grandes régions</b>												
Région lémanique	1789	1793	1780	1756	1729	1733	1307	1310	1294	1285	1307	1303
Espace Mittelland	1776	1775	1750	1726	1701	1713	1190	1206	1194	1170	1173	1207
Suisse du Nord-ouest	1767	1758	1742	1713	1686	1709	1214	1197	1186	1194	1196	1219
Zurich	1768	1770	1746	1712	1700	1713	1248	1233	1234	1224	1222	1209
Suisse orientale	1817	1789	1772	1775	1766	1750	1219	1220	1203	1192	1178	1181
Suisse centrale	1808	1824	1792	1744	1719	1746	1193	1181	1157	1149	1181	1203
Tessin	1753	1739	1732	1734	1730	1711	1311	1312	1279	1261	1266	1284
<b>Total</b>	<b>1783</b>	<b>1780</b>	<b>1760</b>	<b>1736</b>	<b>1716</b>	<b>1724</b>	<b>1236</b>	<b>1233</b>	<b>1220</b>	<b>1210</b>	<b>1216</b>	<b>1226</b>

<sup>1</sup> Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

**T 12.3 Durée annuelle effective de travail des Suisses et des étrangers, selon le taux d'occupation, les sections et secteurs économiques, le statut d'activité et les grandes régions, 2010–2015**

SVOLTA

Durée annuelle en heures par emploi	Suisses						Etrangers					
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Taux d'occupation</b>												
Plein temps (90–100%)	1944	1932	1917	1895	1889	1900	1912	1907	1887	1871	1867	1879
Temps partiel (moins de 90%)	830	832	831	826	838	847	876	871	865	861	868	888
dont												
Temps partiel I (50–89%)	1249	1236	1231	1220	1229	1237	1222	1223	1214	1198	1220	1236
Temps partiel II (moins de 50%)	452	453	456	454	451	455	460	462	452	450	438	449
<b>Total</b>	<b>1488</b>	<b>1486</b>	<b>1471</b>	<b>1449</b>	<b>1433</b>	<b>1443</b>	<b>1653</b>	<b>1644</b>	<b>1616</b>	<b>1602</b>	<b>1603</b>	<b>1607</b>
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>												
A Agriculture, sylviculture	2052	1941	1924	1887	1840	1792	2088	1973	2010	1921	1924	1972
B–E Activité industrielle, prod. d'énergie	1660	1662	1645	1618	1620	1657	1764	1775	1766	1750	1750	1765
F Construction	1659	1663	1672	1650	1632	1652	1799	1787	1767	1751	1760	1786
G Commerce, réparation	1525	1534	1515	1485	1464	1488	1703	1693	1668	1655	1640	1632
H Transports et entreposage	1560	1589	1557	1531	1518	1546	1721	1716	1707	1698	1661	1730
I Hébergement et restauration	1405	1423	1412	1413	1380	1400	1696	1677	1652	1640	1639	1604
J Information et communication	1580	1569	1589	1596	1578	1544	1755	1739	1718	1715	1737	1784
K Activités financières et d'assurance	1697	1718	1678	1644	1637	1651	1813	1804	1782	1752	1757	1758
L/N Immobilier, activités administratives	1353	1369	1392	1362	1357	1354	1353	1349	1334	1315	1364	1360
M Act. spécialisées, scient. et techniques	1543	1544	1542	1511	1484	1498	1749	1711	1703	1707	1698	1706
O Administration publique	1473	1497	1461	1456	1448	1434	1439	1424	1465	1463	1419	1464
P Enseignement <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q Santé humaine et action sociale	1286	1269	1257	1243	1244	1257	1492	1496	1446	1440	1464	1464
R/S/T Arts, loisirs, ménages privés, autres	1083	1054	1035	1003	985	973	1270	1230	1193	1197	1165	1168
<b>A–T Total</b>	<b>1488</b>	<b>1486</b>	<b>1471</b>	<b>1449</b>	<b>1433</b>	<b>1443</b>	<b>1653</b>	<b>1644</b>	<b>1616</b>	<b>1602</b>	<b>1603</b>	<b>1607</b>
<b>Secteurs économiques (NOGA08)</b>												
A Secteur primaire	2052	1941	1924	1887	1840	1792	2088	1973	2010	1921	1924	1972
B–F Secteur secondaire	1660	1662	1653	1628	1624	1655	1775	1778	1767	1750	1753	1772
G–T Secteur tertiaire	1412	1413	1398	1379	1362	1371	1591	1579	1545	1534	1538	1538
<b>A–T Total</b>	<b>1488</b>	<b>1486</b>	<b>1471</b>	<b>1449</b>	<b>1433</b>	<b>1443</b>	<b>1653</b>	<b>1644</b>	<b>1616</b>	<b>1602</b>	<b>1603</b>	<b>1607</b>
<b>Statut d'activité</b>												
Indépendants	1804	1774	1733	1704	1625	1596	1760	1703	1649	1637	1576	1557
Salariés propriétaires de leur entreprise	1858	1846	1857	1817	1747	1770	1984	1958	1889	1917	1851	1829
Collaborateurs familiaux	1047	1093	1062	1048	1038	983	1070	1172	1142	1205	1157	1042
Salariés	1442	1444	1432	1413	1407	1424	1652	1646	1618	1603	1609	1616
Apprentis	1371	1371	1356	1336	1337	1322	1401	1377	1386	1366	1352	1339
<b>Total</b>	<b>1488</b>	<b>1486</b>	<b>1471</b>	<b>1449</b>	<b>1433</b>	<b>1443</b>	<b>1653</b>	<b>1644</b>	<b>1616</b>	<b>1602</b>	<b>1603</b>	<b>1607</b>
<b>Grandes régions</b>												
Région lémanique	1509	1510	1501	1483	1478	1471	1675	1676	1642	1623	1619	1618
Espace Mittelland	1481	1481	1461	1436	1414	1438	1614	1627	1602	1579	1586	1601
Suisse du Nord-ouest	1449	1446	1435	1401	1379	1409	1641	1628	1601	1620	1613	1618
Zurich	1492	1493	1480	1459	1440	1442	1639	1610	1599	1566	1569	1571
Suisse orientale	1497	1482	1473	1475	1452	1437	1687	1672	1624	1600	1622	1617
Suisse centrale	1495	1498	1470	1431	1438	1455	1682	1667	1625	1609	1593	1636
Tessin	1502	1494	1483	1457	1438	1448	1624	1618	1598	1613	1627	1606
<b>Total</b>	<b>1488</b>	<b>1486</b>	<b>1471</b>	<b>1449</b>	<b>1433</b>	<b>1443</b>	<b>1653</b>	<b>1644</b>	<b>1616</b>	<b>1602</b>	<b>1603</b>	<b>1607</b>

<sup>1</sup> Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

**T 13 Composantes du volume annuel effectif du travail et de la durée annuelle effective du travail  
selon le sexe, la nationalité, le taux d'occupation et les sections économiques, 2015**

SVOLTA

Population résidente permanente	Volume annuel en millions d'heures				Durée annuelle en heures par emploi				
	Volume annuel normal du travail	Volume annuel d'absences <sup>1</sup>	Volume annuel d'heures supplém. <sup>2</sup>	Volume annuel effectif du travail	Durée annuelle normale du travail	Durée annuelle d'absences <sup>1</sup>	Durée annuelle d'heures supplém. <sup>2</sup>	Durée annuelle effective du travail	
<b>Sexe</b>									
Hommes	4905	168	125	4861	1740	60	44	1724	
Femmes	3099	141	70	3028	1255	57	29	1226	
<b>Nationalité</b>									
Suisses	5427	210	136	5354	1462	57	37	1443	
Etrangers	2577	99	58	2536	1633	63	37	1607	
<b>Taux d'occupation</b>									
Plein temps (90%–100%)	6231	227	137	6141	1921	70	42	1893	
Temps partiel (moins de 90%)	1772	82	58	1749	867	40	29	855	
dont									
Temps partiel I (50–89%)	1324	61	33	1296	1264	58	31	1237	
Temps partiel II (moins de 50%)	448	21	26	452	450	21	26	454	
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>									
A	Agriculture, sylviculture	323	11	8	320	1833	64	43	1813
B–E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1307	49	26	1284	1728	65	35	1697
F	Construction	654	32	11	634	1760	85	30	1704
G	Commerce, réparation	1032	39	27	1021	1550	58	41	1533
H	Transports et entreposage	411	16	7	402	1638	65	27	1601
I	Hébergement et restauration	396	12	9	393	1513	46	34	1501
J	Information et communication	272	7	8	272	1611	44	50	1617
K	Activités financières et d'assurance	410	16	14	409	1681	64	58	1676
L/N	Immobilier, activités administratives	454	20	11	445	1383	60	32	1356
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	662	24	21	659	1565	57	50	1557
O	Administration publique	311	12	4	303	1474	55	18	1437
P	Enseignement <sup>3</sup>	459	...	...	...	1232	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	930	44	16	902	1347	63	24	1307
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	383	16	13	380	1039	42	35	1032
<b>A–T</b>	<b>Total</b>	<b>8004</b>	<b>309</b>	<b>195</b>	<b>7889</b>	<b>1513</b>	<b>58</b>	<b>37</b>	<b>1492</b>

<sup>1</sup> Comprend les absences pour raisons de santé (maladie, accident), congé maternité payé, service militaire, service civil, protection civile, réduction de l'horaire du travail, conflits de travail, raisons personnelles/familiales et mauvais temps. Ne comprend pas les vacances et les jours fériés.

<sup>2</sup> Uniquement les heures supplémentaires non compensées par des congés durant l'année.

<sup>3</sup> Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T14 Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps<sup>1</sup>  
selon le sexe et les sections économiques, 2015**

SVOLTA

En heures par emploi	Total				Hommes				Femmes				
	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>													
A	Agriculture, sylviculture	2120	70	36	2086	2132	73	35	2094	2080	61	40	2059
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1896	69	39	1866	1899	70	42	1871	1884	65	27	1847
F	Construction	1923	90	31	1865	1924	93	31	1863	1907	20	20	1907
G	Commerce, réparation	1912	74	52	1890	1920	59	58	1919	1896	105	40	1831
H	Transports et entreposage	1909	78	25	1856	1911	74	27	1864	1896	96	14	1814
I	Hébergement et restauration	1952	56	37	1932	1956	57	40	1940	1945	55	31	1922
J	Information et communication	1878	51	62	1889	1879	44	65	1900	1871	86	50	1836
K	Activités financières et d'assurance	1894	68	76	1903	1896	61	92	1927	1891	84	39	1845
L/N	Immobilier, activités administratives	1924	85	41	1880	1936	76	47	1907	1896	109	25	1812
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	1904	76	65	1893	1912	66	69	1915	1888	97	56	1847
O	Administration publique	1898	63	18	1853	1904	65	20	1860	1883	60	12	1836
P	Enseignement <sup>2</sup>	1866	...	...	...	1884	...	...	...	1840	...	...	...
	Enseignants avec contrat de durée indéterminée ou > 12 mois	1850	...	...	...	1880	...	...	...	1807	...	...	...
	Autres salariés de la section «Enseignement» <sup>3</sup>	1880	...	...	...	1887	...	...	...	1868	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1929	86	30	1874	1942	69	39	1913	1921	96	25	1849
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	1914	74	65	1904	1918	52	83	1949	1908	103	41	1845
A-T	<b>Total</b>	<b>1911</b>	<b>72</b>	<b>45</b>	<b>1883</b>	<b>1915</b>	<b>68</b>	<b>49</b>	<b>1897</b>	<b>1899</b>	<b>84</b>	<b>34</b>	<b>1849</b>

<sup>1</sup> Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%. Les salariés propriétaires de leur entreprise sont exclus (définition sociologique).

<sup>2</sup> Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

<sup>3</sup> Enseignants avec contrat d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, salariés non-enseignants.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 15 Composantes de la durée annuelle effective du travail des salariés à plein temps<sup>1</sup>  
selon la nationalité et les sections économiques, 2015**

SVOLTA

En heures par emploi	Total				Suisses				Etrangers				
	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	Durée annu. normale du travail	Durée annu. d'absences	Durée annu. d'heures suppl.	Durée annu. effective du travail	
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>													
A	Agriculture, sylviculture	2120	70	36	2086	1991	59	39	1970	2295	86	33	2242
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	1896	69	39	1866	1897	68	39	1868	1894	70	38	1862
F	Construction	1923	90	31	1865	1924	94	44	1874	1922	85	18	1855
G	Commerce, réparation	1912	74	52	1890	1915	81	53	1887	1908	63	49	1894
H	Transports et entreposage	1909	78	25	1856	1898	88	26	1835	1928	59	23	1893
I	Hébergement et restauration	1952	56	37	1932	1932	53	44	1923	1962	57	33	1937
J	Information et communication	1878	51	62	1889	1874	54	65	1885	1883	48	59	1894
K	Activités financières et d'assurance	1894	68	76	1903	1895	73	77	1899	1893	53	73	1913
L/N	Immobilier, activités administratives	1924	85	41	1880	1917	78	41	1879	1935	94	40	1881
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	1904	76	65	1893	1902	78	71	1895	1906	73	56	1889
O	Administration publique	1898	63	18	1853	1899	64	17	1852	1885	54	26	1857
P	Enseignement <sup>2</sup>	1866	...	...	...	1878	...	...	...	1837	...	...	...
	Enseignants avec contrat de durée indéterminée ou > 12 mois	1850	...	...	...	1870	...	...	...	1733	...	...	...
	Autres salariés de la section «Enseignement» <sup>3</sup>	1880	...	...	...	1886	...	...	...	1870	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1929	86	30	1874	1926	94	31	1863	1937	69	27	1896
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	1914	74	65	1904	1915	77	71	1909	1912	71	58	1899
A-T	<b>Total</b>	<b>1911</b>	<b>72</b>	<b>45</b>	<b>1883</b>	<b>1906</b>	<b>75</b>	<b>47</b>	<b>1879</b>	<b>1917</b>	<b>68</b>	<b>41</b>	<b>1889</b>

<sup>1</sup> Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%. Les salariés propriétaires de leur entreprise sont exclus (définition sociologique).

<sup>2</sup> Pour la branche de l'enseignement, le relevé des heures supplémentaires et des heures d'absences, et par conséquent celui des heures effectives, n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

<sup>3</sup> Enseignants avec contrat d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, salariés non-enseignants.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 16 Taux d'absence<sup>1</sup> des salariés à plein temps<sup>2</sup> selon le sexe, la nationalité et les sections économiques, 2015**

SVOLTA

En pour cent	Suisse et étrangers			Suisse			Etrangers			
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>										
A	Agriculture, sylviculture	3,3	3,4	2,9	3,0	3,1	(2,4)	3,8	3,9	(3,4)
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	3,6	3,7	3,4	3,6	3,7	3,0	3,7	3,6	3,8
F	Construction	4,7	4,8	1,1	4,9	5,2	1,1	4,4	4,5	(1,0)
G	Commerce, réparation	3,9	3,1	5,5	4,2	3,5	5,8	3,3	2,5	5,2
H	Transports et entreposage	4,1	3,9	5,1	4,7	4,4	5,7	3,1	2,9	3,9
I	Hébergement et restauration	2,9	2,9	2,8	2,8	4,2	1,3	2,9	2,4	3,8
J	Information et communication	2,7	2,3	4,6	2,9	2,6	4,2	2,6	2,0	5,2
K	Activités financières et d'assurance	3,6	3,2	4,5	3,8	3,7	4,3	2,8	1,8	5,0
L/N	Immobilier, activités administratives	4,4	3,9	5,7	4,1	4,4	3,3	4,8	3,3	9,3
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	4,0	3,5	5,1	4,1	4,1	4,2	3,8	2,6	6,6
O	Administration publique	3,3	3,4	3,2	3,4	3,4	3,3	2,9	3,4	(2,1)
P	Enseignement <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	4,4	3,5	5,0	4,9	4,0	5,4	3,5	2,8	4,1
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	3,9	2,7	5,4	4,0	2,9	5,7	3,7	2,4	5,1
<b>A-T</b>	<b>Total</b>	<b>3,8</b>	<b>3,5</b>	<b>4,4</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>4,7</b>

<sup>1</sup> Durée annuelle d'absences en % de la durée annuelle normale du travail

<sup>2</sup> Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%. Les salariés propriétaires de leur entreprise sont exclus (définition sociologique).

<sup>3</sup> Le relevé des heures d'absences pour la section Enseignement n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 17 Taux d'heures supplémentaires<sup>1</sup> des salariés à plein temps<sup>2</sup> selon le sexe, la nationalité et les sections économiques, 2015**

SVOLTA

En pour cent	Suisse et étrangers			Suisse			Etrangers			
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	
<b>Sections économiques (NOGA08)</b>										
A	Agriculture, sylviculture	1,7	1,6	1,9	1,9	2,3	(0,7)	1,4	0,9	(3,1)
B-E	Activité industrielle, prod. d'énergie	2,0	2,2	1,4	2,1	2,3	1,1	2,0	2,1	1,7
F	Construction	1,6	1,6	1,1	2,3	2,4	1,1	0,9	0,9	(0,9)
G	Commerce, réparation	2,7	3,0	2,1	2,8	3,3	1,8	2,6	2,6	2,5
H	Transports et entreposage	1,3	1,4	0,7	1,4	1,5	0,6	1,2	1,2	1,1
I	Hébergement et restauration	1,9	2,1	1,6	2,3	3,5	1,1	1,7	1,5	1,9
J	Information et communication	3,3	3,5	2,7	3,5	3,8	1,8	3,1	3,0	3,9
K	Activités financières et d'assurance	4,0	4,9	2,0	4,1	5,0	1,9	3,9	4,6	2,3
L/N	Immobilier, activités administratives	2,1	2,4	1,3	2,1	2,5	1,2	2,1	2,3	1,5
M	Act. spécialisées, scient. et techniques	3,4	3,6	3,0	3,7	4,3	2,6	2,9	2,7	3,5
O	Administration publique	0,9	1,1	0,7	0,9	1,0	0,6	1,4	1,4	(1,2)
P	Enseignement <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Q	Santé humaine et action sociale	1,6	2,0	1,3	1,6	2,1	1,3	1,4	1,8	1,1
R/S/T	Arts, loisirs, ménages privés, autres	3,4	4,3	2,1	3,7	5,0	1,7	3,0	3,4	2,6
<b>A-T</b>	<b>Total</b>	<b>2,3</b>	<b>2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,8</b>	<b>1,6</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>

<sup>1</sup> Durée annuelle d'absences en % de la durée annuelle normale du travail

<sup>2</sup> Les salariés à plein temps se réfèrent aux salariés travaillant à 100%. Les salariés propriétaires de leur entreprise sont exclus (définition sociologique).

<sup>3</sup> Le relevé des heures supplémentaires pour la section Enseignement n'est pas publié en raison de certaines hypothèses susceptibles d'avoir un impact important sur les résultats.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 18 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2005–2015**

DNT

En heures par semaine Sections et divisions économiques NOGA08 <sup>1</sup>		Total										
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>01–96</b>	<b>Total</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,6</b>	<b>41,6</b>	<b>41,6</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>
<b>01–03</b>	<b>Secteur primaire</b>	<b>42,9</b>	<b>42,9</b>	<b>42,8</b>	<b>42,7</b>	<b>43,0</b>	<b>42,3</b>	<b>42,9</b>	<b>43,0</b>	<b>42,8</b>	<b>42,8</b>	<b>42,8</b>
<b>05–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,3</b>	<b>41,3</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>	<b>41,4</b>
5–9	Industries extractives	42,4	42,7	42,7	42,6	42,6	42,3	42,5	42,2	42,2	42,2	42,4
10–33	Industrie manufacturière	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	41,3	41,3	41,3	41,3
10–12	Industries alimentaires et du tabac	42,0	42,1	42,1	42,1	42,1	42,2	42,2	42,2	42,2	42,3	42,2
13–15	Industries du textile et de l'habillement	41,6	41,7	41,7	41,6	41,7	41,8	41,8	41,8	41,7	41,6	41,8
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4	41,5	41,4	41,5	41,6	41,7
19–20	Cokéfaction, raffinage et industrie chimique	40,9	40,8	40,8	40,9	40,8	40,9	41,0	41,0	41,0	41,0	41,0
21	Industrie pharmaceutique	40,7	40,7	40,7	40,6	40,6	40,7	40,7	40,7	40,7	40,6	40,6
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	41,8	41,7	41,7	41,8	41,7	41,7	41,8	41,7	41,7	41,7	41,7
24–25	Fabrication de produits métalliques	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4	41,4	41,4	41,4	41,3	41,4
26	Fabrication de produits électroniques; horlogerie	40,5	40,6	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5	40,5
27	Fabrication d'équipements électriques	41,0	41,1	41,1	40,9	40,9	41,0	41,1	41,0	41,1	40,9	41,2
28	Fabrication de machines et équipements n.c.a	41,0	40,9	40,9	41,0	40,9	41,0	41,0	41,1	41,0	41,0	41,2
29–30	Fabrication de matériels de transport	41,3	41,1	41,1	41,1	41,3	41,3	41,2	41,2	41,2	41,6	41,6
31–33	Autres industries manufacturières; rép. et inst.	41,4	41,4	41,3	41,3	41,4	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5	41,5
35	Production et distribution d'énergie	41,2	41,3	41,2	41,3	41,1	41,1	41,2	41,1	41,2	41,2	41,2
36–39	Production et distr. d'eau; gestion des déchets	42,8	43,0	42,9	42,7	43,0	43,1	43,1	43,2	43,1	43,1	43,0
41–43	Construction	41,8	41,7	41,7	41,6	41,7	41,6	41,7	41,5	41,5	41,5	41,4
41–42	Construction de bâtiments et génie civil	42,1	42,1	42,0	41,9	42,0	41,9	42,0	41,8	41,8	41,8	41,7
43	Travaux de construction spécialisés	41,6	41,5	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5	41,4	41,4	41,3	41,3
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>41,7</b>										
45–47	Commerce; rép. d'auto. et de motocycles	41,8	41,8	41,8	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9	41,9
45	Commerce et rép. d'auto. et de motocycles	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3	42,4	42,3	42,3	42,3	42,3
46	Commerce de gros	41,9	42,0	41,9	41,9	41,9	42,0	42,0	41,9	41,9	42,0	42,0
47	Commerce de détail	41,6	41,6	41,6	41,7	41,8	41,7	41,7	41,8	41,8	41,8	41,7
49–53	Transport et entreposage	42,2	42,3	42,4	42,4	42,4	42,5	42,4	42,3	42,4	42,4	42,4
49	Transp. terrestres et transport par conduites	42,2	42,3	42,7	42,7	42,8	42,8	42,8	42,7	42,8	42,9	42,8
50–51	Transports par eau, transports aériens	41,9	41,9	41,9	41,4	41,6	41,9	42,0	41,9	41,9	41,9	42,0
52	Entreposage et services auxiliaires des transp.	42,5	42,5	42,6	42,4	42,1	42,4	42,1	42,0	42,0	42,0	42,0
53	Activités de poste et de courrier	42,0	41,9	42,0	42,0	41,9	42,1	42,0	42,0	42,1	42,1	42,0
55–56	Hébergement et restauration	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,3	42,3	42,4	42,4	42,4	42,4
55	Hébergement	42,1	42,0	42,1	42,1	42,0	42,4	42,5	42,5	42,6	42,6	42,6
56	Restauration	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,2	42,3	42,3	42,3	42,3	42,3
58–63	Information et communication	40,9	40,9	40,9	41,0	40,9	41,0	41,0	41,0	41,0	41,0	41,1
58–60	Edition, audiovisuel et diffusion	40,6	40,6	40,7	40,7	40,9	40,9	41,0	40,8	40,8	41,1	41,0
61	Télécommunications	40,3	40,4	40,2	40,2	40,1	40,1	40,3	40,4	40,4	40,4	40,4
62–63	Act. informatiques et services d'information	41,2	41,3	41,3	41,3	41,2	41,3	41,2	41,2	41,2	41,2	41,3
64–66	Activités financières et d'assurance	41,5	41,5	41,4	41,4	41,4	41,3	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5
64	Activités des services financiers	41,6	41,5	41,6	41,5	41,4	41,4	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5
65	Assurance	41,4	41,3	41,2	41,3	41,4	41,2	41,5	41,5	41,5	41,3	41,5
66	Act. aux. de services financiers et d'assurance	41,4	41,4	41,3	41,2	41,3	41,3	41,3	41,4	41,5	41,4	41,5
68	Activités immobilières	41,5	41,6	41,5	41,6	41,5	41,6	41,7	41,5	41,5	41,5	41,6
69–75	Act. spécialisées, scientifiques et techniques	41,4	41,4	41,4	41,4	41,4	41,5	41,5	41,5	41,5	41,4	41,5
69	Activités juridiques et comptables	41,2	41,1	41,1	41,1	41,1	41,4	41,3	41,3	41,4	41,4	41,4
70	Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	41,2	41,4	41,3	41,4	41,5	41,7	41,5	41,5	41,4	41,2	41,3

<sup>1</sup> Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature NOGA2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 18 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps selon les secteurs, sections et divisions économiques, 2005–2015 (fin)**

DNT

En heures par semaine Sections et divisions économiques NOGA08 <sup>1</sup>		Total										
		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
71	Activités d'architecture et d'ingénierie	41,7	41,8	41,7	41,8	41,7	41,7	41,7	41,6	41,6	41,7	41,7
72	Recherche-développement scientifique	40,5	40,6	40,5	40,6	40,6	40,6	40,6	40,6	40,8	40,8	40,8
73–75	Autres activités spécialisées, scient. et techn.	41,4	41,6	41,5	41,5	41,4	41,5	41,6	41,6	41,5	41,5	41,6
77–82	Act. de services administratifs et de soutien	42,1	42,1	42,0	42,0	42,0	42,0	42,1	42,1	42,0	42,0	41,9
77+79–82	Activités de services administratifs (sans 78)	42,1	42,1	42,1	42,0	42,0	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1
78	Activités liées à l'emploi	41,9	41,9	41,8	41,7	41,7	41,7	41,8	41,7	41,7	41,6	41,6
84	Administration publique	41,4	41,3	41,3	41,3	41,4	41,4	41,3	41,4	41,4	41,5	41,5
85	Enseignement	41,4	41,4	41,4	41,2	41,2	41,5	41,4	41,4	41,5	41,4	41,4
86–88	Santé humaine et action sociale	41,6	41,5	41,5	41,6	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5
86	Activités pour la santé humaine	41,7	41,6	41,5	41,6	41,6	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5	41,5
87	Hébergement médico-social et social	41,5	41,6	41,6	41,7	41,6	41,7	41,7	41,8	41,7	41,6	41,7
88	Action sociale sans hébergement	41,2	41,1	41,1	41,1	41,1	41,0	41,0	41,2	41,2	41,3	41,3
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	41,5	41,4	41,6	41,5	41,5	41,5	41,6	41,6	41,7	41,9	41,9
94–96	Autres activités de services	41,9	41,9	41,9	41,9	41,8	41,8	42,0	41,9	41,9	41,8	41,9

<sup>1</sup> Les données antérieures à 2009 ont été converties à la nomenclature NOGA2008 au moyen de clés de conversion différentes. Il en résulte, pour certaines branches, une légère rupture de série entre 2003 et 2004. Dès 2009, la codification des branches selon la nomenclature NOGA2008 est effectuée directement dans la base de données du Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T 19 Durée hebdomadaire normale du travail des salariés à plein temps  
selon les sections économiques et les cantons, 2015**

DNT

En heures par semaine	Sections économiques NOGA08												
	CH	ZH	BE	LU	UR	SZ	OW/ NW	GL	ZG	FR	SO	BS	BL
<b>B-S Total</b>	<b>41,6</b>	<b>41,7</b>	<b>41,7</b>	<b>42,0</b>	<b>41,7</b>	<b>41,9</b>	<b>42,0</b>	<b>41,7</b>	<b>41,5</b>	<b>41,8</b>	<b>41,8</b>	<b>41,4</b>	<b>41,7</b>
B Industries extractives	42,4	42,3	42,5	(42,2)	( )	( )	(42,5)	( )	( )	( )	( )	( )	(42,0)
C Industrie manufacturière	41,3	41,3	41,4	41,7	41,3	41,9	41,9	41,7	41,2	41,5	41,1	40,5	41,2
D Produc. et distr. d'électricité	41,2	42,0	41,0	41,2	(41,2)	41,2	( )	(41,2)	( )	41,0	41,9	41,2	41,2
E Produc. et distr. d'eau; Assianiss.	43,0	42,7	42,9	42,8	(43,1)	(42,9)	( )	( )	(43,0)	43,0	43,1	(43,2)	43,0
F Construction	41,4	41,0	41,3	41,4	41,2	41,5	41,6	41,3	41,2	41,4	41,4	41,2	41,3
G Com.; Rép. d'auto. et moto.	41,9	41,8	42,0	42,1	41,9	42,5	42,3	41,9	41,2	42,1	42,1	41,3	42,0
H Transports et entreposage	42,4	42,6	41,6	43,8	42,7	42,5	43,7	(42,6)	42,7	43,2	43,4	42,0	42,7
I Hébergement et restauration	42,4	42,1	42,5	42,6	42,4	42,5	42,7	(42,4)	42,4	42,4	42,3	42,1	42,3
J Information et communication	41,1	41,0	41,0	41,2	( )	41,2	( )	( )	41,3	41,1	41,0	41,1	40,9
K Activités financières et d'ass.	41,5	41,6	41,2	41,7	(41,5)	41,5	(41,5)	( )	41,3	41,3	41,5	41,3	41,5
L Activités immobilières	41,6	41,7	41,8	42,0	( )	41,3	(41,6)	( )	41,9	41,6	41,6	41,3	41,8
M Activ. spéc., scient. et tech.	41,5	41,4	41,9	41,5	(41,6)	41,6	41,5	(41,6)	41,6	41,7	41,6	41,3	41,2
N Activ. de services administratifs	41,9	42,1	42,0	42,2	41,9	41,7	42,1	(42,0)	42,0	42,0	41,9	41,6	42,0
O Administration publique	41,5	41,9	41,6	42,0	42,1	42,3	42,1	42,0	42,0	41,8	42,0	42,0	42,0
P Enseignement	41,4	41,4	41,8	42,2	( )	41,4	(41,4)	( )	41,4	41,7	41,2	41,8	41,9
Q Santé humaine et action sociale	41,5	41,9	41,8	42,0	41,5	41,5	41,9	41,5	41,8	41,6	41,9	41,8	41,6
R Arts, spec., activ. récr.	41,9	42,0	41,9	41,8	( )	(41,9)	( )	( )	41,9	41,8	41,9	41,8	(41,9)
S Autres activités de services	41,9	42,0	41,6	41,5	( )	42,0	( )	( )	42,0	41,9	41,9	41,2	42,0

	CH	SH	AI/AR	SG	GR	AG	TH	TI	VD	VS	NE	GE	JU
<b>B-S Total</b>	<b>41,6</b>	<b>41,6</b>	<b>41,7</b>	<b>42,0</b>	<b>42,3</b>	<b>41,8</b>	<b>41,9</b>	<b>41,5</b>	<b>41,6</b>	<b>42,1</b>	<b>41,1</b>	<b>40,9</b>	<b>41,2</b>
B Industries extractives	42,4	( )	( )	(42,4)	42,5	(42,4)	( )	41,8	(42,5)	(42,5)	( )	( )	( )
C Industrie manufacturière	41,3	41,0	41,4	41,9	41,9	41,4	41,7	41,2	41,2	41,5	40,5	40,7	40,6
D Produc. et distr. d'électricité	41,2	(41,2)	(41,2)	41,5	41,8	41,0	41,2	40,8	41,3	41,1	41,2	40,0	( )
E Produc. et distr. d'eau; Assianiss.	43,0	( )	(43,0)	43,0	(43,1)	43,2	43,2	43,1	43,3	(43,1)	(43,2)	43,8	( )
F Construction	41,4	41,2	41,7	41,4	42,0	41,2	41,3	41,8	41,8	42,6	41,0	41,2	41,3
G Com.; Rép. d'auto. et moto.	41,9	41,9	41,9	42,1	42,8	42,1	42,1	41,9	41,8	42,4	41,8	40,9	41,9
H Transports et entreposage	42,4	43,2	42,6	43,6	43,4	43,7	42,6	41,8	43,0	42,5	42,6	41,5	(42,5)
I Hébergement et restauration	42,4	42,3	42,4	42,4	43,1	42,3	42,3	42,5	42,3	42,9	42,3	42,1	42,4
J Information et communication	41,1	41,0	(41,2)	41,5	41,0	41,2	41,2	41,1	41,1	41,0	41,1	40,7	( )
K Activités financières et d'ass.	41,5	41,5	( )	41,7	41,6	41,7	42,0	41,6	41,1	41,5	41,5	40,7	(41,5)
L Activités immobilières	41,6	( )	(41,6)	41,6	41,6	41,7	41,6	41,2	42,4	42,2	(41,6)	40,7	(41,6)
M Activ. spéc., scient. et tech.	41,5	41,5	41,6	41,8	41,7	41,6	41,6	41,3	40,9	41,6	41,4	41,1	41,6
N Activ. de services administratifs	41,9	41,9	42,1	42,2	42,2	41,8	42,0	41,8	41,8	42,4	41,5	41,7	41,2
O Administration publique	41,5	42,0	42,0	42,1	42,4	42,0	42,0	40,9	41,2	41,8	40,1	40,1	40,2
P Enseignement	41,4	( )	( )	42,1	42,5	41,3	42,0	41,1	41,1	41,6	40,3	40,1	(41,4)
Q Santé humaine et action sociale	41,5	41,5	41,8	41,9	41,9	41,9	42,0	40,6	41,5	41,8	41,1	40,2	41,4
R Arts, spec., activ. récr.	41,9	42,2	( )	41,8	41,8	41,6	(41,9)	41,6	41,6	41,8	(41,9)	42,1	(41,9)
S Autres activités de services	41,9	( )	( )	42,4	41,9	42,2	42,0	41,7	42,0	42,0	42,0	41,6	( )

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T20.1 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, la nationalité  
et les groupes d'âges, 2010–2012**

CHOM-BIT

Population résidente permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012
<b>Chômeurs au sens du BIT, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>227,9</b>	<b>190,0</b>	<b>209,5</b>	<b>186,8</b>	<b>197,3</b>	<b>162,1</b>	<b>190,1</b>	<b>185,3</b>	<b>197,5</b>	<b>170,5</b>	<b>200,5</b>	<b>203,2</b>
Suisses	119,5	110,6	126,0	105,0	109,6	90,0	115,6	106,8	108,0	92,2	121,0	113,9
Etrangers	108,4	79,4	83,6	81,7	87,7	72,2	74,5	78,4	89,5	78,3	79,4	89,2
15–24 ans	56,4	44,0	56,4	39,1	48,5	36,1	58,2	51,4	51,6	37,0	65,0	58,0
25–39 ans	82,9	68,0	72,4	73,1	62,1	53,0	62,7	57,2	64,6	60,0	68,7	66,8
40–54 ans	62,3	54,4	56,1	52,5	61,1	48,6	49,2	53,7	57,2	52,4	46,7	53,2
55+ ans	26,4	23,6	24,6	22,1	25,8	24,4	20,0	23,0	24,1	21,1	20,1	25,1
<b>Hommes</b>	<b>119,7</b>	<b>91,1</b>	<b>99,5</b>	<b>92,9</b>	<b>100,2</b>	<b>86,2</b>	<b>88,1</b>	<b>90,2</b>	<b>103,5</b>	<b>82,9</b>	<b>103,4</b>	<b>104,0</b>
Suisses	60,2	54,4	61,1	52,4	53,7	47,5	51,9	50,0	54,0	42,7	63,8	60,4
Etrangers	59,5	36,7	38,4	40,4	46,5	38,8	36,2	40,2	49,5	40,2	39,6	43,6
15–24 ans	25,5	21,9	26,7	20,1	25,5	20,1	29,2	24,4	27,8	19,0	35,7	32,8
25–39 ans	44,1	31,1	32,0	34,5	30,9	30,2	27,3	25,9	32,9	28,7	34,0	33,5
40–54 ans	33,2	24,8	26,6	26,4	30,4	21,3	20,8	28,0	28,9	23,9	22,2	23,8
55+ ans	17,0	13,3	14,2	11,9	13,4	14,5	10,8	11,9	13,9	11,4	11,5	13,9
<b>Femmes</b>	<b>108,2</b>	<b>98,9</b>	<b>110,0</b>	<b>93,9</b>	<b>97,1</b>	<b>75,9</b>	<b>102,0</b>	<b>95,1</b>	<b>94,0</b>	<b>87,5</b>	<b>97,1</b>	<b>99,2</b>
Suissesses	59,4	56,2	64,9	52,6	55,9	42,5	63,7	56,8	54,0	49,5	57,2	53,5
Etrangères	48,8	42,7	45,1	41,3	41,2	33,4	38,3	38,3	40,0	38,1	39,9	45,7
15–24 ans	30,9	22,1	29,7	18,9	23,0	16,0	29,0	27,0	23,8	18,0	29,3	25,3
25–39 ans	38,8	36,9	40,4	38,6	31,2	22,8	35,4	31,3	31,8	31,4	34,7	33,3
40–54 ans	29,1	29,6	29,5	26,2	30,7	27,2	28,4	25,7	28,4	28,5	24,5	29,4
55+ ans	9,4	10,2	10,4	10,2	12,1	9,9	9,3	11,1	10,2	9,7	8,6	11,2
<b>Taux de chômage au sens du BIT, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>5,1</b>	<b>4,2</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,4</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,0</b>	<b>4,3</b>	<b>3,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>
Suisses	3,5	3,2	3,7	3,1	3,2	2,6	3,3	3,1	3,1	2,7	3,5	3,3
Etrangers	10,4	7,5	7,8	7,6	8,2	6,6	6,8	7,0	8,1	7,0	7,0	7,8
15–24 ans	9,1	7,2	8,7	6,3	7,7	5,9	9,0	8,0	8,3	6,1	10,1	9,2
25–39 ans	5,8	4,8	5,1	5,1	4,3	3,7	4,4	4,0	4,5	4,1	4,7	4,6
40–54 ans	3,8	3,3	3,4	3,2	3,7	2,9	3,0	3,2	3,4	3,1	2,8	3,1
55+ ans	3,4	3,0	3,1	2,8	3,2	3,0	2,4	2,7	2,9	2,5	2,4	2,9
<b>Hommes</b>	<b>5,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,8</b>	<b>4,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>4,2</b>	<b>3,4</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>
Suisses	3,4	3,0	3,4	2,9	3,0	2,6	2,8	2,7	3,0	2,3	3,4	3,3
Etrangers	9,7	5,9	6,1	6,4	7,4	6,0	5,6	6,1	7,6	6,2	6,0	6,5
15–24 ans	8,0	6,8	8,0	6,2	7,9	6,4	8,7	7,3	8,7	6,0	10,5	9,8
25–39 ans	5,8	4,1	4,2	4,5	4,0	3,9	3,5	3,3	4,2	3,7	4,3	4,3
40–54 ans	3,8	2,8	3,0	3,0	3,4	2,4	2,3	3,1	3,2	2,7	2,5	2,6
55+ ans	3,8	2,9	3,1	2,6	2,9	3,1	2,3	2,5	3,0	2,4	2,3	2,8
<b>Femmes</b>	<b>5,3</b>	<b>4,8</b>	<b>5,3</b>	<b>4,6</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>	<b>4,5</b>	<b>4,2</b>	<b>4,6</b>	<b>4,7</b>
Suissesses	3,7	3,5	4,0	3,3	3,4	2,6	3,9	3,4	3,3	3,0	3,5	3,3
Etrangères	11,5	9,8	10,2	9,3	9,4	7,5	8,5	8,4	8,7	8,1	8,4	9,4
15–24 ans	10,2	7,6	9,5	6,4	7,6	5,4	9,3	8,8	7,9	6,2	9,5	8,6
25–39 ans	5,9	5,6	6,1	5,8	4,7	3,4	5,4	4,7	4,8	4,7	5,1	4,9
40–54 ans	3,8	3,9	3,9	3,4	4,0	3,6	3,7	3,3	3,6	3,7	3,2	3,7
55+ ans	2,8	3,0	3,1	3,1	3,6	2,9	2,7	3,1	2,9	2,7	2,4	3,1

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T20.2 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, la nationalité  
et les groupes d'âges, 2013–2015**

CHOM-BIT

Population résidante permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015
<b>Chômeurs au sens du BIT, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>215,3</b>	<b>192,9</b>	<b>218,1</b>	<b>192,7</b>	<b>226,4</b>	<b>208,5</b>	<b>229,8</b>	<b>197,2</b>	<b>211,7</b>	<b>199,7</b>	<b>236,6</b>	<b>229,0</b>
Suisses	114,1	101,0	118,2	98,9	116,6	113,0	137,3	101,5	107,7	100,8	128,8	115,5
Etrangers	101,2	91,9	99,9	93,8	109,9	95,5	92,6	95,7	104,0	99,0	107,7	113,5
15–24 ans	53,0	43,2	65,5	53,3	57,7	47,5	69,7	39,7	45,5	38,5	66,4	62,2
25–39 ans	77,7	67,6	76,1	65,0	86,7	71,3	75,3	74,3	75,4	71,1	66,2	67,4
40–54 ans	59,7	58,0	56,5	53,9	59,9	61,6	61,6	56,9	58,4	59,8	70,1	64,5
55+ ans	24,9	24,1	20,1	20,5	22,1	28,2	23,2	26,3	32,5	30,4	33,8	34,8
<b>Hommes</b>	<b>112,4</b>	<b>102,2</b>	<b>117,2</b>	<b>99,2</b>	<b>119,8</b>	<b>109,1</b>	<b>119,5</b>	<b>98,2</b>	<b>118,7</b>	<b>103,3</b>	<b>120,4</b>	<b>118,9</b>
Suisses	57,9	51,1	63,9	55,2	58,1	57,5	70,9	52,1	61,8	49,3	61,3	57,1
Etrangers	54,5	51,1	53,4	44,0	61,7	51,6	48,7	46,1	56,9	54,0	59,1	61,8
15–24 ans	30,7	21,5	32,4	29,5	32,6	25,7	33,3	19,6	26,0	22,5	34,9	30,8
25–39 ans	39,1	38,4	44,6	32,2	46,5	38,5	39,0	33,5	40,6	30,6	30,6	33,2
40–54 ans	29,3	28,9	28,0	24,9	28,4	30,3	33,8	28,0	31,7	31,7	35,8	33,1
55+ ans	13,3	13,4	12,2	12,7	12,2	14,6	13,4	17,1	20,4	18,5	19,1	21,8
<b>Femmes</b>	<b>102,8</b>	<b>90,7</b>	<b>100,9</b>	<b>93,5</b>	<b>106,6</b>	<b>99,4</b>	<b>110,3</b>	<b>99,0</b>	<b>93,0</b>	<b>96,4</b>	<b>116,2</b>	<b>110,1</b>
Suissesses	56,2	49,9	54,4	43,7	58,4	55,4	66,4	49,4	45,9	51,5	67,6	58,5
Etrangères	46,7	40,8	46,5	49,7	48,2	44,0	43,9	49,6	47,1	45,0	48,6	51,6
15–24 ans	22,2	21,7	33,1	23,8	25,1	21,8	36,4	20,1	19,4	16,0	31,6	31,5
25–39 ans	38,6	29,3	31,4	32,9	40,2	32,8	36,3	40,8	34,7	40,5	35,6	34,2
40–54 ans	30,4	29,0	28,5	29,0	31,5	31,3	27,8	28,9	26,7	28,1	34,2	31,4
55+ ans	11,7	10,7	7,9	7,8	9,9	13,5	9,8	9,2	12,1	11,9	14,8	13,1
<b>Taux de chômage au sens du BIT, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,7</b>	<b>4,1</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>
Suisses	3,3	2,9	3,4	2,8	3,3	3,2	3,9	2,8	3,0	2,8	3,6	3,2
Etrangers	8,8	7,9	8,5	7,9	9,2	7,9	7,6	7,7	8,4	8,0	8,6	8,8
15–24 ans	8,3	7,0	10,4	8,3	9,3	7,7	11,0	6,2	7,5	6,4	10,6	9,8
25–39 ans	5,3	4,6	5,2	4,4	5,9	4,7	5,0	4,9	4,9	4,6	4,3	4,3
40–54 ans	3,5	3,4	3,3	3,1	3,5	3,6	3,6	3,3	3,4	3,5	4,1	3,7
55+ ans	2,9	2,8	2,3	2,3	2,5	3,1	2,6	2,8	3,5	3,2	3,6	3,6
<b>Hommes</b>	<b>4,5</b>	<b>4,1</b>	<b>4,7</b>	<b>3,9</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,7</b>	<b>3,8</b>	<b>4,6</b>	<b>4,0</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>
Suisses	3,2	2,8	3,5	3,0	3,2	3,1	3,9	2,8	3,3	2,7	3,3	3,1
Etrangers	8,2	7,6	7,8	6,4	8,9	7,4	6,8	6,4	7,9	7,5	8,1	8,3
15–24 ans	9,3	6,7	9,9	9,0	10,2	8,1	10,0	6,2	8,5	7,4	10,9	9,8
25–39 ans	5,0	4,9	5,7	4,1	5,9	4,8	4,9	4,2	5,0	3,8	3,8	4,0
40–54 ans	3,2	3,2	3,1	2,7	3,1	3,3	3,7	3,1	3,4	3,4	3,9	3,6
55+ ans	2,7	2,7	2,5	2,5	2,4	2,9	2,7	3,3	3,9	3,5	3,7	4,1
<b>Femmes</b>	<b>4,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>	<b>5,0</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>	<b>5,2</b>	<b>4,8</b>
Suissesses	3,4	3,0	3,3	2,6	3,5	3,3	3,9	2,9	2,7	3,0	3,9	3,4
Etrangères	9,7	8,5	9,4	9,9	9,8	8,6	8,7	9,4	9,0	8,7	9,3	9,5
15–24 ans	7,3	7,4	10,8	7,6	8,4	7,4	12,1	6,3	6,4	5,4	10,2	9,9
25–39 ans	5,6	4,3	4,6	4,8	5,8	4,7	5,1	5,7	4,8	5,6	5,0	4,7
40–54 ans	3,9	3,7	3,6	3,6	3,9	3,9	3,5	3,5	3,3	3,5	4,3	3,9
55+ ans	3,1	2,8	2,1	2,1	2,6	3,4	2,4	2,3	2,9	2,9	3,5	3,1

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T21 Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT  
par grande région et sexe, 2013–2015**

CHOM-BIT

Population résidante permanente Moyenne trimestrielle	Chômeurs et taux de chômage au sens du BIT											
	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015
<b>Chômeurs au sens du BIT, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>215,3</b>	<b>192,9</b>	<b>218,1</b>	<b>192,7</b>	<b>226,4</b>	<b>208,5</b>	<b>229,8</b>	<b>197,2</b>	<b>211,7</b>	<b>199,7</b>	<b>236,6</b>	<b>229,0</b>
Région lémanique	54,5	54,0	58,1	53,0	56,1	51,8	65,3	53,2	58,4	57,1	66,1	61,9
Espace Mittelland	43,5	35,0	43,6	36,4	52,6	43,7	48,7	36,6	46,2	36,1	49,5	45,6
Suisse du Nord-ouest	24,9	24,2	30,3	26,0	27,5	26,5	27,0	28,0	22,7	19,9	29,4	32,4
Zurich	36,6	33,6	43,1	29,1	39,6	38,6	31,5	32,3	35,8	35,6	34,1	32,3
Suisse orientale	26,9	25,1	20,5	23,0	21,5	18,8	26,6	21,1	24,8	24,9	26,4	28,7
Suisse centrale	14,8	9,7	10,6	13,8	15,3	17,4	18,8	15,7	12,9	15,0	18,8	16,0
Tessin	14,2	11,3	11,8	11,3	13,9	11,7	12,0	10,3	10,9	11,1	12,3	12,0
<b>Hommes</b>	<b>112,4</b>	<b>102,2</b>	<b>117,2</b>	<b>99,2</b>	<b>119,8</b>	<b>109,1</b>	<b>119,5</b>	<b>98,2</b>	<b>118,7</b>	<b>103,3</b>	<b>120,4</b>	<b>118,9</b>
Région lémanique	30,7	27,4	30,1	28,1	31,5	25,1	32,6	26,7	31,8	31,0	35,4	31,2
Espace Mittelland	21,9	20,3	22,9	15,5	27,6	20,7	25,0	18,2	28,3	18,7	26,1	24,1
Suisse du Nord-ouest	12,1	14,1	16,6	14,8	16,2	14,8	15,6	15,9	(13,0)	11,5	13,2	17,5
Zurich	18,5	19,1	26,2	16,5	21,9	24,2	19,0	16,6	21,5	17,7	17,4	15,4
Suisse orientale	13,3	(11,7)	(10,0)	(12,7)	10,7	(8,3)	(12,3)	(9,5)	(13,9)	9,5	(12,3)	(16,0)
Suisse centrale	8,2	(3,8)	(4,4)	(6,6)	6,5	(10,9)	(6,6)	(5,8)	(5,3)	9,3	(10,2)	(8,0)
Tessin	(7,8)	(5,9)	(6,9)	(5,0)	(5,4)	(5,1)	(8,4)	(5,4)	(5,1)	5,7	(5,7)	(6,8)
<b>Femmes</b>	<b>102,8</b>	<b>90,7</b>	<b>100,9</b>	<b>93,5</b>	<b>106,6</b>	<b>99,4</b>	<b>110,3</b>	<b>99,0</b>	<b>93,0</b>	<b>96,4</b>	<b>116,2</b>	<b>110,1</b>
Région lémanique	23,8	26,6	28,0	24,9	24,6	26,7	32,7	26,5	26,6	26,1	30,7	30,7
Espace Mittelland	21,6	14,6	20,7	20,9	25,0	23,0	23,6	18,4	18,0	17,4	23,3	21,6
Suisse du Nord-ouest	12,8	(10,2)	13,7	(11,2)	11,2	(11,7)	11,4	(12,1)	(9,7)	8,5	16,2	(14,9)
Zurich	18,1	14,6	16,9	12,5	17,7	14,4	12,5	15,7	14,4	18,0	16,8	16,9
Suisse orientale	13,6	(13,4)	(10,6)	(10,3)	10,8	(10,6)	(14,2)	(11,5)	(10,9)	15,3	14,1	(12,7)
Suisse centrale	(6,6)	(5,9)	(6,2)	(7,2)	(8,8)	(6,5)	(12,2)	(9,9)	(7,6)	5,7	8,6	(8,1)
Tessin	(6,4)	(5,4)	(4,9)	(6,3)	(8,5)	(6,6)	(3,7)	(4,8)	(5,8)	5,4	(6,6)	(5,2)
<b>Taux de chômage au sens du BIT, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,7</b>	<b>4,1</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>	<b>4,8</b>	<b>4,1</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>4,7</b>
Région lémanique	6,6	6,5	7,0	6,3	6,7	6,2	7,7	6,2	6,8	6,6	7,7	7,1
Espace Mittelland	4,2	3,4	4,2	3,5	5,0	4,1	4,6	3,4	4,3	3,4	4,6	4,2
Suisse du Nord-ouest	3,9	3,8	4,7	4,1	4,3	4,1	4,3	4,3	3,5	3,1	4,5	5,0
Zurich	4,3	4,0	5,1	3,4	4,6	4,5	3,6	3,7	4,1	4,1	3,9	3,6
Suisse orientale	4,1	3,8	3,1	3,4	3,2	2,8	3,9	3,1	3,6	3,7	3,8	4,1
Suisse centrale	3,2	2,1	2,3	3,0	3,3	3,7	3,9	3,2	2,7	3,1	3,9	3,3
Tessin	8,0	6,4	6,6	6,2	7,9	6,6	6,7	5,6	6,0	6,2	6,8	6,4
<b>Hommes</b>	<b>4,5</b>	<b>4,1</b>	<b>4,7</b>	<b>3,9</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,7</b>	<b>3,8</b>	<b>4,6</b>	<b>4,0</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>
Région lémanique	6,9	6,1	6,8	6,3	7,0	5,6	7,1	5,9	6,9	6,7	7,7	6,8
Espace Mittelland	4,0	3,7	4,1	2,8	5,0	3,7	4,4	3,2	5,0	3,3	4,7	4,2
Suisse du Nord-ouest	3,5	4,1	4,8	4,3	4,7	4,3	4,6	4,6	(3,7)	3,3	3,8	5,0
Zurich	4,1	4,2	5,7	3,6	4,8	5,3	4,1	3,6	4,6	3,8	3,7	3,2
Suisse orientale	3,7	(3,2)	(2,8)	(3,4)	2,9	(2,3)	(3,4)	(2,6)	(3,7)	2,6	(3,3)	(4,2)
Suisse centrale	3,3	(1,5)	(1,8)	(2,6)	2,6	(4,2)	(2,5)	(2,2)	(2,0)	3,5	(3,9)	(3,1)
Tessin	(8,0)	(6,0)	(6,7)	(4,9)	(5,4)	(5,3)	(8,1)	(5,4)	(5,0)	5,7	(5,8)	(6,6)
<b>Femmes</b>	<b>4,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>4,9</b>	<b>4,5</b>	<b>5,0</b>	<b>4,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,3</b>	<b>5,2</b>	<b>4,8</b>
Région lémanique	6,2	6,9	7,3	6,3	6,3	6,8	8,3	6,6	6,6	6,5	7,6	7,5
Espace Mittelland	4,5	3,1	4,2	4,2	5,1	4,7	4,7	3,6	3,6	3,5	4,6	4,2
Suisse du Nord-ouest	4,3	(3,5)	4,6	(3,8)	3,9	(3,9)	3,9	(4,0)	(3,2)	2,8	5,3	(4,9)
Zurich	4,6	3,8	4,3	3,2	4,5	3,5	3,1	3,8	3,5	4,3	4,1	4,1
Suisse orientale	4,5	(4,4)	(3,4)	(3,3)	3,5	(3,4)	(4,5)	(3,7)	(3,4)	4,9	4,4	(4,0)
Suisse centrale	(3,1)	(2,8)	(2,9)	(3,4)	(4,1)	(3,0)	(5,5)	(4,4)	(3,5)	2,7	3,9	(3,6)
Tessin	(8,0)	(6,9)	(6,3)	(8,0)	(11,3)	(8,3)	(4,8)	(5,9)	(7,2)	6,9	(8,0)	(6,2)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T22.1 Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité  
et les groupes d'âges, 2010–2012**

SECO

Population résidente Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2010	II 2010	III 2010	IV 2010	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012
<b>Chômeurs inscrits, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>166,0</b>	<b>144,5</b>	<b>140,0</b>	<b>148,6</b>	<b>134,9</b>	<b>110,4</b>	<b>111,3</b>	<b>130,7</b>	<b>126,4</b>	<b>114,9</b>	<b>120,3</b>	<b>142,3</b>
Suisses	91,6	82,3	80,8	81,1	74,4	62,5	63,6	69,5	67,8	63,8	67,2	74,2
Etrangers	74,4	62,1	59,2	67,5	60,5	47,8	47,7	61,2	58,6	51,1	53,2	68,1
15–24 ans	26,8	21,1	24,0	22,3	19,3	13,9	17,9	18,9	17,5	14,8	19,6	20,4
25–39 ans	64,7	56,1	52,7	57,5	51,7	42,7	41,6	50,8	49,6	45,1	45,7	56,5
40–54 ans	53,2	47,2	44,1	48,6	44,6	36,9	35,6	43,2	41,8	38,6	38,9	47,0
55+ ans	21,4	20,1	19,2	20,1	19,3	16,8	16,2	17,8	17,6	16,4	16,2	18,5
<b>Hommes</b>	<b>95,1</b>	<b>78,8</b>	<b>73,8</b>	<b>83,5</b>	<b>74,0</b>	<b>57,7</b>	<b>57,4</b>	<b>73,9</b>	<b>70,9</b>	<b>61,8</b>	<b>63,7</b>	<b>82,4</b>
Suisses	49,9	43,1	40,8	42,6	38,5	31,2	31,2	36,3	35,4	32,5	33,8	39,8
Etrangers	45,3	35,6	33,0	41,0	35,5	26,5	26,2	37,7	35,5	29,3	29,9	42,7
15–24 ans	14,9	11,0	11,8	12,1	10,2	6,9	8,6	10,3	9,5	7,6	9,8	11,5
25–39 ans	35,9	29,3	26,5	31,1	27,1	21,2	20,3	27,8	26,9	23,3	23,1	31,8
40–54 ans	30,7	26,0	23,7	27,8	24,8	19,5	18,8	24,9	23,7	21,0	21,0	27,7
55+ ans	13,5	12,5	11,8	12,5	11,9	10,1	9,7	11,0	10,8	10,0	9,7	11,5
<b>Femmes</b>	<b>70,9</b>	<b>65,7</b>	<b>66,3</b>	<b>65,1</b>	<b>60,9</b>	<b>52,7</b>	<b>54,0</b>	<b>56,7</b>	<b>55,5</b>	<b>53,1</b>	<b>56,7</b>	<b>59,9</b>
Suisseuses	41,7	39,2	40,0	38,6	35,9	31,4	32,4	33,2	32,5	31,3	33,4	34,5
Etrangères	29,2	26,5	26,2	26,5	25,0	21,3	21,5	23,5	23,0	21,8	23,3	25,4
15–24 ans	11,8	10,1	12,2	10,2	9,1	7,0	9,3	8,6	8,0	7,2	9,8	8,9
25–39 ans	28,7	26,8	26,2	26,4	24,6	21,6	21,3	23,0	22,7	21,8	22,5	24,7
40–54 ans	22,5	21,2	20,4	20,9	19,8	17,4	16,9	18,3	18,1	17,6	17,8	19,3
55+ ans	7,9	7,6	7,4	7,6	7,5	6,7	6,5	6,8	6,7	6,5	6,5	7,0
<b>Taux de chômage, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>3,8</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>	<b>3,3</b>
Suisses	2,8	2,5	2,5	2,5	2,3	1,9	1,9	2,1	2,1	1,9	2,1	2,3
Etrangers	7,1	5,9	5,7	6,4	5,8	4,6	4,6	5,8	5,6	4,9	5,1	6,5
15–24 ans	4,7	3,7	4,3	4,0	3,4	2,5	3,2	3,3	3,1	2,6	3,5	3,6
25–39 ans	4,5	3,9	3,7	4,0	3,6	3,0	2,9	3,6	3,5	3,2	3,2	4,0
40–54 ans	3,3	2,9	2,7	3,0	2,8	2,3	2,2	2,7	2,6	2,4	2,4	2,9
55+ ans	3,0	2,8	2,6	2,8	2,7	2,3	2,2	2,5	2,4	2,3	2,2	2,6
<b>Hommes</b>	<b>4,1</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>3,5</b>
Suisses	2,9	2,5	2,3	2,5	2,2	1,8	1,8	2,1	2,0	1,9	1,9	2,3
Etrangers	7,4	5,8	5,4	6,7	5,8	4,3	4,3	6,2	5,8	4,8	4,9	7,0
15–24 ans	5,1	3,7	4,0	4,1	3,5	2,3	2,9	3,5	3,2	2,6	3,3	3,9
25–39 ans	4,7	3,8	3,5	4,1	3,6	2,8	2,7	3,6	3,5	3,1	3,0	4,2
40–54 ans	3,5	3,0	2,7	3,2	2,8	2,2	2,2	2,9	2,7	2,4	2,4	3,2
55+ ans	3,2	3,0	2,8	3,0	2,8	2,4	2,3	2,6	2,6	2,4	2,3	2,7
<b>Femmes</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>3,3</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,7</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>
Suisseuses	2,7	2,5	2,6	2,5	2,3	2,0	2,1	2,2	2,1	2,0	2,2	2,2
Etrangères	6,7	6,1	6,0	6,1	5,7	4,9	4,9	5,4	5,3	5,0	5,3	5,8
15–24 ans	4,4	3,8	4,5	3,8	3,4	2,6	3,4	3,2	2,9	2,7	3,6	3,3
25–39 ans	4,3	4,1	4,0	4,0	3,7	3,3	3,2	3,5	3,4	3,3	3,4	3,7
40–54 ans	3,0	2,9	2,8	2,8	2,7	2,4	2,3	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6
55+ ans	2,6	2,5	2,4	2,5	2,5	2,2	2,1	2,2	2,2	2,1	2,1	2,3

Source: Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T22.2 Chômeurs inscrits et taux de chômage selon le sexe, la nationalité et les groupes d'âges, 2013–2015

SECO

Population résidente Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015
<b>Chômeurs inscrits, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>139,0</b>	<b>126,5</b>	<b>131,1</b>	<b>149,4</b>	<b>142,8</b>	<b>126,6</b>	<b>130,0</b>	<b>147,4</b>	<b>145,1</b>	<b>133,3</b>	<b>138,2</b>	<b>158,6</b>
Suisses	73,0	68,9	72,7	77,3	74,5	69,3	72,0	76,0	75,3	72,0	75,8	81,8
Etrangers	66,0	57,6	58,4	72,2	68,3	57,3	58,0	71,3	69,8	61,2	62,4	76,8
15–24 ans	18,8	15,6	20,1	20,0	17,9	15,0	19,5	19,2	18,2	15,9	20,6	20,6
25–39 ans	55,5	50,4	50,7	59,2	56,9	49,7	50,0	58,5	57,9	52,8	53,6	63,4
40–54 ans	46,3	42,8	42,4	50,2	48,2	43,3	42,1	49,5	48,7	45,0	44,3	52,7
55+ ans	18,5	17,7	17,9	20,0	19,9	18,7	18,3	20,2	20,3	19,7	19,7	22,0
<b>Hommes</b>	<b>79,7</b>	<b>69,4</b>	<b>70,4</b>	<b>87,3</b>	<b>81,9</b>	<b>69,4</b>	<b>70,0</b>	<b>86,7</b>	<b>84,3</b>	<b>74,0</b>	<b>75,5</b>	<b>93,6</b>
Suisses	39,0	35,9	37,1	41,4	39,6	36,1	36,8	40,9	40,4	37,8	39,3	44,7
Etrangers	40,7	33,6	33,3	45,9	42,2	33,3	33,2	45,8	43,9	36,2	36,1	48,9
15–24 ans	10,6	8,4	10,4	11,6	10,2	8,2	10,2	11,2	10,5	8,8	11,0	12,0
25–39 ans	30,7	26,5	25,9	33,5	31,2	25,8	25,6	33,3	32,5	28,0	27,9	36,1
40–54 ans	26,9	23,8	23,3	29,7	28,0	24,1	23,1	29,6	28,7	25,4	24,7	31,7
55+ ans	11,4	10,8	10,8	12,5	12,4	11,3	11,0	12,6	12,6	11,8	11,9	13,8
<b>Femmes</b>	<b>59,3</b>	<b>57,1</b>	<b>60,7</b>	<b>62,1</b>	<b>61,0</b>	<b>57,3</b>	<b>60,0</b>	<b>60,7</b>	<b>60,8</b>	<b>59,2</b>	<b>62,8</b>	<b>65,1</b>
Suissesses	34,0	33,0	35,6	35,9	34,9	33,2	35,2	35,1	34,9	34,2	36,5	37,2
Etrangères	25,3	24,1	25,1	26,2	26,1	24,0	24,8	25,6	25,9	25,0	26,3	27,9
15–24 ans	8,2	7,2	9,8	8,4	7,7	6,8	9,3	8,0	7,7	7,0	9,6	8,6
25–39 ans	24,7	24,0	24,8	25,7	25,7	23,9	24,4	25,2	25,4	24,8	25,8	27,3
40–54 ans	19,4	19,0	19,1	20,5	20,1	19,2	19,0	19,9	20,0	19,6	19,6	21,0
55+ ans	7,0	6,9	7,1	7,5	7,5	7,3	7,3	7,6	7,7	7,8	7,8	8,2
<b>Taux de chômage, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>3,2</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>
Suisses	2,2	2,1	2,2	2,4	2,2	2,1	2,2	2,3	2,3	2,2	2,3	2,5
Etrangers	6,3	5,5	5,6	6,9	5,9	5,0	5,0	6,2	6,0	5,3	5,4	6,6
15–24 ans	3,3	2,8	3,6	3,5	3,2	2,7	3,5	3,5	3,3	2,9	3,7	3,7
25–39 ans	3,9	3,5	3,6	4,2	3,9	3,4	3,4	4,0	3,9	3,6	3,6	4,3
40–54 ans	2,9	2,7	2,6	3,1	2,9	2,6	2,5	3,0	2,9	2,7	2,7	3,2
55+ ans	2,5	2,4	2,5	2,8	2,5	2,3	2,3	2,5	2,5	2,5	2,5	2,7
<b>Hommes</b>	<b>3,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,8</b>
Suisses	2,2	2,1	2,1	2,4	2,3	2,1	2,1	2,3	2,3	2,2	2,2	2,5
Etrangers	6,7	5,5	5,4	7,5	6,3	4,9	4,9	6,8	6,5	5,4	5,4	7,3
15–24 ans	3,6	2,9	3,5	3,9	3,6	2,9	3,6	3,9	3,7	3,1	3,8	4,2
25–39 ans	4,0	3,5	3,4	4,4	4,0	3,3	3,2	4,2	4,1	3,5	3,5	4,6
40–54 ans	3,1	2,7	2,7	3,4	3,1	2,7	2,6	3,3	3,2	2,8	2,8	3,5
55+ ans	2,7	2,6	2,6	3,0	2,7	2,5	2,4	2,7	2,7	2,6	2,6	3,0
<b>Femmes</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>3,2</b>
Suissesses	2,2	2,1	2,3	2,3	2,2	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4
Etrangères	5,8	5,5	5,7	6,0	5,4	5,0	5,1	5,3	5,4	5,2	5,5	5,8
15–24 ans	3,0	2,7	3,6	3,1	2,9	2,5	3,5	3,0	2,9	2,6	3,6	3,2
25–39 ans	3,7	3,6	3,7	3,9	3,7	3,5	3,5	3,7	3,7	3,6	3,7	4,0
40–54 ans	2,6	2,6	2,6	2,8	2,6	2,5	2,5	2,6	2,6	2,6	2,5	2,7
55+ ans	2,3	2,3	2,3	2,5	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3	2,4

Source: Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T23 Chômeurs inscrits et taux de chômage par grande région et sexe, 2013–2015

SECO

Population résidante Fin du trimestre	Chômeurs inscrits et taux de chômage											
	I 2013	II 2013	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015
<b>Chômeurs inscrits, en milliers</b>												
<b>Total</b>	<b>139,0</b>	<b>126,5</b>	<b>131,1</b>	<b>149,4</b>	<b>142,8</b>	<b>126,6</b>	<b>130,0</b>	<b>147,4</b>	<b>145,1</b>	<b>133,3</b>	<b>138,2</b>	<b>158,6</b>
Région lémanique	38,1	35,7	36,8	42,0	39,3	35,2	36,0	41,2	39,6	36,3	37,0	42,3
Espace Mittelland	27,4	24,6	25,9	29,9	28,4	24,8	26,0	29,5	29,1	26,5	28,4	33,2
Suisse du Nord-ouest	18,0	16,4	16,6	18,5	18,3	16,4	16,6	18,7	18,7	17,7	18,2	20,3
Zurich	25,6	23,8	24,7	27,4	26,8	24,8	25,1	27,7	28,3	26,7	27,5	30,7
Suisse orientale	14,7	12,7	13,1	15,5	14,8	12,5	12,9	14,7	14,7	13,6	13,9	16,4
Suisse centrale	7,7	6,7	7,2	8,3	7,9	6,9	7,1	8,2	8,0	7,1	7,8	9,0
Tessin	7,4	6,6	6,8	7,9	7,3	6,0	6,2	7,4	6,6	5,3	5,5	6,8
<b>Hommes</b>	<b>79,7</b>	<b>69,4</b>	<b>70,4</b>	<b>87,3</b>	<b>81,9</b>	<b>69,4</b>	<b>70,0</b>	<b>86,7</b>	<b>84,3</b>	<b>74,0</b>	<b>75,5</b>	<b>93,6</b>
Région lémanique	22,0	19,4	19,6	24,7	22,6	19,2	19,2	24,5	22,8	19,7	19,7	25,0
Espace Mittelland	15,9	13,6	13,8	17,6	16,2	13,5	13,8	17,2	16,8	14,6	15,2	19,3
Suisse du Nord-ouest	10,2	9,0	8,9	10,6	10,3	8,8	8,9	10,9	10,7	9,9	10,0	11,9
Zurich	14,4	12,9	13,3	15,8	15,4	13,7	13,8	16,1	16,4	15,0	15,3	18,0
Suisse orientale	8,4	6,9	6,9	9,1	8,5	6,8	6,8	8,8	8,8	7,7	7,6	10,0
Suisse centrale	4,5	3,8	3,9	4,8	4,6	3,9	3,9	4,9	4,8	4,1	4,5	5,4
Tessin	4,3	3,9	3,9	4,6	4,3	3,5	3,6	4,3	3,9	3,1	3,1	3,9
<b>Femmes</b>	<b>59,3</b>	<b>57,1</b>	<b>60,7</b>	<b>62,1</b>	<b>61,0</b>	<b>57,3</b>	<b>60,0</b>	<b>60,7</b>	<b>60,8</b>	<b>59,2</b>	<b>62,8</b>	<b>65,1</b>
Région lémanique	16,1	16,3	17,2	17,3	16,7	16,1	16,9	16,7	16,7	16,5	17,3	17,3
Espace Mittelland	11,6	11,0	12,0	12,3	12,2	11,3	12,2	12,3	12,3	11,9	13,2	13,9
Suisse du Nord-ouest	7,8	7,4	7,8	7,9	8,1	7,6	7,7	7,8	8,0	7,9	8,2	8,4
Zurich	11,2	10,8	11,3	11,5	11,4	11,1	11,3	11,6	11,9	11,7	12,1	12,7
Suisse orientale	6,3	5,9	6,2	6,4	6,3	5,7	6,0	5,9	5,9	5,9	6,3	6,4
Suisse centrale	3,2	2,9	3,3	3,5	3,3	3,0	3,2	3,3	3,2	3,0	3,3	3,6
Tessin	3,1	2,7	2,8	3,3	3,0	2,5	2,6	3,1	2,8	2,2	2,4	2,9
<b>Taux de chômage, en %</b>												
<b>Total</b>	<b>3,2</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>3,5</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,5</b>
Région lémanique	4,9	4,6	4,8	5,5	4,9	4,4	4,5	5,1	4,9	4,5	4,6	5,3
Espace Mittelland	2,8	2,5	2,7	3,1	2,8	2,5	2,6	2,9	2,9	2,6	2,8	3,3
Suisse du Nord-ouest	3,1	2,8	2,8	3,1	3,0	2,7	2,7	3,1	3,1	2,9	3,0	3,3
Zurich	3,2	3,0	3,1	3,5	3,3	3,0	3,1	3,4	3,4	3,3	3,3	3,7
Suisse orientale	2,4	2,0	2,1	2,5	2,3	1,9	2,0	2,3	2,3	2,1	2,2	2,6
Suisse centrale	1,8	1,6	1,7	2,0	1,8	1,6	1,6	1,8	1,8	1,6	1,8	2,0
Tessin	4,6	4,1	4,2	4,9	4,4	3,6	3,7	4,4	4,0	3,2	3,3	4,1
<b>Hommes</b>	<b>3,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,7</b>	<b>3,4</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,8</b>
Région lémanique	5,3	4,7	4,7	6,0	5,2	4,4	4,4	5,7	5,3	4,6	4,6	5,8
Espace Mittelland	3,0	2,6	2,6	3,4	3,0	2,5	2,6	3,2	3,1	2,7	2,8	3,6
Suisse du Nord-ouest	3,2	2,8	2,8	3,3	3,1	2,7	2,7	3,3	3,3	3,0	3,0	3,6
Zurich	3,4	3,0	3,1	3,7	3,5	3,1	3,1	3,6	3,7	3,4	3,5	4,1
Suisse orientale	2,5	2,0	2,0	2,7	2,4	1,9	1,9	2,5	2,5	2,2	2,2	2,8
Suisse centrale	1,9	1,6	1,7	2,1	1,9	1,6	1,6	2,0	2,0	1,7	1,8	2,2
Tessin	4,8	4,3	4,4	5,1	4,6	3,7	3,8	4,6	4,1	3,3	3,3	4,2
<b>Femmes</b>	<b>3,0</b>	<b>2,9</b>	<b>3,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>3,2</b>
Région lémanique	4,5	4,6	4,8	4,8	4,5	4,3	4,5	4,5	4,5	4,4	4,6	4,6
Espace Mittelland	2,6	2,5	2,7	2,8	2,6	2,4	2,6	2,7	2,6	2,6	2,8	3,0
Suisse du Nord-ouest	2,9	2,7	2,9	2,9	2,9	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,9	3,0
Zurich	3,1	3,0	3,1	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,1	3,1	3,2	3,3
Suisse orientale	2,2	2,1	2,2	2,3	2,2	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,2	2,2
Suisse centrale	1,7	1,6	1,7	1,8	1,7	1,5	1,6	1,6	1,6	1,5	1,7	1,8
Tessin	4,4	3,8	4,0	4,7	4,1	3,3	3,5	4,1	3,7	3,0	3,2	3,9

Source: Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T24 Places vacantes selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques, 2011–2015

STATEM

Fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08	en milliers									
	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire<sup>1</sup></b>	<b>63,1</b>	<b>63,3</b>	<b>54,7</b>	<b>50,3</b>	<b>56,5</b>	<b>53,9</b>	<b>51,9</b>	<b>50,0</b>	<b>55,9</b>	<b>56,1</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>19,3</b>	<b>19,3</b>	<b>15,6</b>	<b>14,4</b>	<b>17,0</b>	<b>15,5</b>	<b>14,8</b>	<b>13,1</b>	<b>15,0</b>	<b>14,4</b>
10–33 Industrie manufacturière	13,4	13,5	10,7	9,9	10,9	10,5	9,9	8,9	9,6	10,0
24–25 Fabrication de produits métalliques	2,7	2,6	2,0	1,5	2,1	2,0	1,7	1,7	2,0	2,1
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	3,2	3,2	2,7	2,8	2,7	2,5	2,2	2,0	2,1	2,2
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	1,9	1,8	1,4	1,2	1,4	1,3	1,4	1,0	1,2	1,2
41–43 Construction	5,1	5,1	4,4	4,1	5,5	4,5	4,4	3,8	4,9	3,9
<b>45–96 Secteur tertiaire<sup>1</sup></b>	<b>43,8</b>	<b>43,9</b>	<b>39,1</b>	<b>35,9</b>	<b>39,5</b>	<b>38,4</b>	<b>37,1</b>	<b>36,8</b>	<b>40,9</b>	<b>41,7</b>
45–47 Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	10,3	10,7	9,8	8,4	8,4	8,4	9,0	9,1	8,4	8,6
49–53 Transport et entreposage	1,9	2,0	2,0	1,9	1,9	1,9	1,9	1,6	1,9	1,8
55–56 Hébergement et restauration	4,2	3,1	2,6	1,8	3,0	2,1	1,9	2,4	3,0	3,1
58–63 Information et communication	3,6	3,6	2,9	2,8	2,6	2,4	2,7	2,7	3,1	3,5
62–63 Activités informatiques et services d'information	2,6	2,8	2,2	2,2	2,0	1,9	2,1	2,0	2,2	2,8
64–66 Activités financières et d'assurance	5,5	5,3	4,1	3,9	4,5	4,3	4,0	3,5	4,4	3,9
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées	8,8	8,9	8,2	7,8	8,5	8,4	7,6	7,4	8,6	9,2
77–82 Activités de services administratifs et de soutien <sup>1</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
84 Administration publique	1,4	1,4	1,6	1,4	1,6	1,5	1,6	1,4	1,4	1,8
85 Enseignement	1,3	1,5	1,0	1,1	1,5	1,8	1,2	1,3	1,9	1,8
86–88 Santé humaine et action sociale	5,5	5,8	5,1	5,1	6,0	6,3	6,4	6,0	6,7	6,1
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	1,5	1,8	1,7	1,5	1,6	1,4	1,0	1,3	1,4	1,8

Fin du trimestre Sections et divisions économiques NOGA08	en milliers									
	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire<sup>1</sup></b>	<b>55,3</b>	<b>53,3</b>	<b>59,5</b>	<b>57,8</b>	<b>55,4</b>	<b>54,0</b>	<b>55,8</b>	<b>52,0</b>	<b>48,9</b>	<b>48,1</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>14,8</b>	<b>14,0</b>	<b>16,3</b>	<b>15,7</b>	<b>14,1</b>	<b>13,7</b>	<b>13,5</b>	<b>11,9</b>	<b>10,4</b>	<b>10,5</b>
10–33 Industrie manufacturière	10,3	9,9	11,3	11,6	10,4	9,9	8,5	8,1	7,7	7,6
24–25 Fabrication de produits métalliques	1,9	1,7	2,4	2,2	2,0	2,3	1,4	1,5	0,8	1,3
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	2,3	2,1	2,2	2,4	2,0	2,0	1,8	1,6	1,5	1,4
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	1,1	1,1	1,4	1,3	1,2	1,2	1,0	1,0	1,0	1,1
41–43 Construction	4,0	3,7	4,6	3,7	3,1	3,3	4,3	3,3	2,2	2,4
<b>45–96 Secteur tertiaire<sup>1</sup></b>	<b>40,5</b>	<b>39,3</b>	<b>43,2</b>	<b>42,1</b>	<b>41,4</b>	<b>40,3</b>	<b>42,4</b>	<b>40,1</b>	<b>38,5</b>	<b>37,6</b>
45–47 Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	7,3	8,5	8,5	9,8	9,4	8,8	8,7	8,1	7,7	6,7
49–53 Transport et entreposage	2,1	1,8	2,0	1,9	2,0	2,1	2,2	2,1	1,8	2,2
55–56 Hébergement et restauration	3,2	2,2	3,8	3,0	3,1	2,5	3,6	2,9	2,3	1,9
58–63 Information et communication	4,0	3,7	4,1	3,4	3,4	3,5	3,6	3,6	3,7	3,8
62–63 Activités informatiques et services d'information	3,2	2,7	3,2	2,5	2,6	2,6	2,7	2,8	3,0	3,0
64–66 Activités financières et d'assurance	4,0	3,9	4,6	4,6	4,6	4,4	4,7	4,8	5,3	4,8
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées	8,4	9,1	8,8	7,9	8,3	7,4	7,2	7,3	6,5	6,6
77–82 Activités de services administratifs et de soutien <sup>1</sup>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
84 Administration publique	2,0	1,8	1,9	2,0	2,0	1,9	2,1	1,8	1,7	1,7
85 Enseignement	1,2	0,8	1,4	1,2	0,8	1,5	1,1	1,6	1,7	1,7
86–88 Santé humaine et action sociale	6,3	6,1	6,4	6,6	5,9	6,5	7,0	6,4	6,7	6,0
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	1,9	1,5	1,8	1,7	1,7	1,7	2,2	1,5	1,2	2,2

<sup>1</sup> Pour des raisons méthodologiques, les résultats de la section N (77-82) ne sont momentanément pas disponibles.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

T25 Places vacantes selon les grandes régions<sup>1</sup>, 2011–2015<sup>2</sup>

STATEM

Fin du trimestre Grandes régions <sup>1</sup>	en milliers									
	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013
<b>Suisse</b>	<b>63,1</b>	<b>63,3</b>	<b>54,7</b>	<b>50,3</b>	<b>56,5</b>	<b>53,9</b>	<b>51,9</b>	<b>50,0</b>	<b>55,9</b>	<b>56,1</b>
Région lémanique	9,5	9,4	8,2	7,3	7,2	7,6	7,7	7,1	7,9	8,1
Espace Mittelland	10,9	11,2	9,6	8,6	10,1	9,4	8,5	8,5	9,6	9,7
Suisse du Nord-ouest	10,1	9,9	8,7	8,2	9,4	9,0	9,2	8,5	9,3	10,2
Zurich	17,0	17,4	14,3	13,6	14,6	14,0	12,8	13,6	14,2	14,2
Suisse orientale	8,5	7,5	6,9	6,2	8,2	6,9	6,6	6,0	7,4	7,0
Suisse centrale	5,5	6,5	5,6	5,0	5,5	5,6	5,9	5,4	6,4	5,8
Tessin	1,6	1,3	1,4	1,3	1,5	1,3	1,2	0,9	1,1	1,0

Fin du trimestre Grandes régions <sup>1</sup>	en milliers									
	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015
<b>Suisse</b>	<b>55,3</b>	<b>53,3</b>	<b>59,5</b>	<b>57,8</b>	<b>55,4</b>	<b>54,0</b>	<b>55,8</b>	<b>52,0</b>	<b>48,9</b>	<b>48,1</b>
Région lémanique	9,1	7,9	8,8	9,7	9,0	7,8	7,7	7,7	6,6	6,3
Espace Mittelland	8,4	8,2	10,3	9,7	9,5	9,0	9,1	8,9	8,0	8,3
Suisse du Nord-ouest	9,3	8,5	9,9	10,1	8,9	8,2	9,5	8,5	6,6	7,0
Zurich	13,8	14,4	15,8	15,3	14,9	14,9	15,3	14,3	14,4	14,3
Suisse orientale	7,1	7,3	7,5	6,7	6,5	6,7	6,9	6,2	7,4	7,2
Suisse centrale	6,2	5,8	6,0	5,2	5,6	6,1	6,1	5,1	5,0	4,2
Tessin	1,3	1,1	1,3	1,1	1,0	1,3	1,1	1,3	1,0	0,8

<sup>1</sup> Région lémanique: GE, VD, VS  
 Zurich: ZH  
 Espace Mittelland: BE, FR, NE, JU, SO  
 Suisse orientale: AR, AI, GL, GR, SG, SH, TG  
 Suisse centrale: LU, OW, NW, SZ, UR, ZG  
 Suisse du Nord-ouest: AG, BL, BS  
 Tessin: TI

<sup>2</sup> Pour des raisons méthodologiques, les résultats de la section N (77–82) ne sont momentanément pas disponibles.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T26 Difficultés de recrutement en personnel qualifié selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2011–2015**

STATEM

Pondéré par le nombre d'emplois Sections et divisions économiques NOGA08 et grandes régions		Main d'œuvre qualifiée <sup>1</sup> , pas ou difficilement trouvée									
		I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013
<b>5–96</b>	<b>Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>31,2</b>	<b>32,5</b>	<b>32,3</b>	<b>30,5</b>	<b>31,1</b>	<b>31,6</b>	<b>31,6</b>	<b>30,0</b>	<b>29,2</b>	<b>29,8</b>
<b>5–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>39,5</b>	<b>41,4</b>	<b>39,9</b>	<b>37,1</b>	<b>39,9</b>	<b>40,4</b>	<b>40,6</b>	<b>36,9</b>	<b>36,4</b>	<b>38,1</b>
10–33	Industrie manufacturière	43,9	46,2	44,9	40,8	44,3	44,6	45,2	41,0	40,3	42,9
24–25	Fabrication de produits métalliques	44,7	47,3	41,5	37,6	39,1	41,2	42,0	35,4	40,6	38,7
26	F. de prod. inform. et électro.	60,1	55,6	58,8	53,0	58,0	61,8	59,6	52,1	49,1	46,4
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	66,9	72,2	68,3	52,4	61,3	62,0	54,3	54,6	46,8	49,7
41–43	Construction	31,8	32,8	31,0	31,1	31,2	34,0	32,9	29,1	28,9	30,0
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>28,6</b>	<b>29,8</b>	<b>29,9</b>	<b>28,5</b>	<b>28,4</b>	<b>28,9</b>	<b>28,8</b>	<b>27,9</b>	<b>27,0</b>	<b>27,4</b>
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	31,8	32,4	31,5	29,3	29,5	29,3	29,4	32,6	24,8	26,4
49–53	Transport et entreposage	18,9	20,0	22,1	18,7	20,8	21,5	20,8	20,3	16,8	19,1
55–56	Hébergement et restauration	25,9	28,5	26,2	24,5	25,7	26,9	25,1	25,5	23,3	26,5
58–63	Information et communication	37,2	41,6	40,7	39,6	39,7	39,6	39,2	38,3	38,3	40,1
62–63	Activités informat. et services d'information	34,4	38,0	36,5	35,3	36,7	36,0	39,5	35,3	35,2	32,3
64–66	Activités financières et d'assurance	46,6	47,2	43,2	48,2	45,1	45,2	45,1	42,3	45,0	42,9
68–75	Act. Immobilières et act. spécialisées	27,6	28,6	27,7	26,1	25,5	25,7	25,5	25,0	25,5	25,7
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	32,4	30,0	31,9	28,4	29,7	29,6	30,9	20,2	27,4	31,5
84	Administration publique	27,7	29,1	29,5	30,0	25,8	26,9	26,7	25,7	26,5	14,6
85	Enseignement	17,4	19,8	19,9	15,5	16,1	15,9	17,9	12,6	12,7	17,5
86–88	Santé humaine et action sociale	30,6	32,6	35,8	34,3	35,6	37,6	36,8	36,7	37,8	36,8
90–96	Arts, spectacles; autres act. de services	12,5	10,2	11,5	11,5	10,3	10,5	9,9	8,9	9,9	12,1
<b>5–96</b>	<b>Grandes régions</b>	<b>31,2</b>	<b>32,5</b>	<b>32,3</b>	<b>30,5</b>	<b>31,1</b>	<b>31,6</b>	<b>31,6</b>	<b>30,0</b>	<b>29,2</b>	<b>29,8</b>
	Région lémanique	26,4	26,7	30,0	27,9	27,6	27,8	26,9	26,7	26,1	27,1
	Espace Mittelland	31,7	33,1	32,3	30,4	30,1	31,3	31,6	30,2	29,1	27,9
	Suisse du Nord-ouest	33,1	34,6	34,3	33,5	33,8	34,0	35,7	36,0	34,7	36,8
	Zurich	34,8	37,8	35,1	34,6	34,9	34,1	34,8	32,1	31,8	32,5
	Suisse orientale	32,0	32,7	31,9	28,9	31,6	33,6	31,5	29,3	28,9	29,9
	Suisse centrale	33,9	34,8	35,0	31,3	33,9	33,8	33,8	30,1	27,7	30,2
	Tessin	18,0	18,2	17,2	16,6	16,8	18,8	18,5	15,6	17,4	16,6

Pondéré par le nombre d'emplois Sections et divisions économiques NOGA08 et grandes régions		Main d'œuvre qualifiée <sup>1</sup> , pas ou difficilement trouvée									
		III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015
<b>5–96</b>	<b>Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>29,6</b>	<b>29,9</b>	<b>29,8</b>	<b>31,7</b>	<b>31,2</b>	<b>31,1</b>	<b>30,0</b>	<b>31,3</b>	<b>31,2</b>	<b>29,4</b>
<b>5–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>37,5</b>	<b>38,7</b>	<b>36,7</b>	<b>41,0</b>	<b>40,1</b>	<b>39,2</b>	<b>38,8</b>	<b>38,1</b>	<b>38,3</b>	<b>36,5</b>
10–33	Industrie manufacturière	42,2	43,9	41,0	46,0	45,1	44,1	42,7	42,6	42,7	41,5
24–25	Fabrication de produits métalliques	39,7	39,9	41,1	41,6	40,4	43,5	35,2	36,7	38,2	34,2
26	F. de prod. inform. et électro.	48,6	50,6	49,0	51,6	55,5	53,5	51,5	50,1	46,2	51,8
28	F. de mach. et équipements n.c.a.	53,9	51,9	49,2	57,6	56,3	62,9	51,8	48,1	47,5	49,3
41–43	Construction	29,7	29,6	27,4	31,9	30,8	29,4	31,5	29,7	29,9	26,0
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>27,2</b>	<b>27,2</b>	<b>27,7</b>	<b>28,9</b>	<b>28,6</b>	<b>28,7</b>	<b>27,5</b>	<b>29,4</b>	<b>29,1</b>	<b>27,4</b>
45–47	Commerce; rép. d'automobiles et de motoc.	30,2	32,4	32,9	33,9	32,7	34,0	33,5	31,1	32,8	33,8
49–53	Transport et entreposage	21,6	19,4	19,8	21,4	19,7	19,4	20,5	21,9	22,4	20,0
55–56	Hébergement et restauration	25,9	28,4	27,6	27,6	28,4	28,4	27,0	30,2	31,2	30,0
58–63	Information et communication	40,6	36,6	40,2	40,0	36,2	37,3	37,3	39,3	40,7	37,3
62–63	Activités informat. et services d'information	38,0	35,5	39,2	38,2	33,7	34,7	33,5	36,9	38,6	33,9
64–66	Activités financières et d'assurance	43,6	43,1	40,3	42,5	44,5	44,4	30,9	44,0	44,6	45,3
68–75	Act. Immobilières et act. spécialisées	26,5	26,9	27,3	27,0	28,7	27,3	26,5	26,6	24,9	24,7
77–82	Acti. de services administratifs et de soutien	25,9	25,6	25,6	34,4	32,4	29,9	27,3	33,7	31,1	26,4
84	Administration publique	15,5	15,7	16,3	15,3	17,3	16,6	17,8	18,5	17,9	17,9
85	Enseignement	11,9	11,9	15,3	15,1	16,8	15,0	15,3	19,3	18,0	14,6
86–88	Santé humaine et action sociale	35,6	34,4	34,3	36,9	34,4	36,0	35,5	36,9	36,3	31,4
90–96	Arts, spectacles; autres act. de services	10,6	9,6	9,2	10,3	10,3	10,4	11,3	11,8	11,5	12,1
<b>5–96</b>	<b>Grandes régions</b>	<b>29,6</b>	<b>29,9</b>	<b>29,8</b>	<b>31,7</b>	<b>31,2</b>	<b>31,1</b>	<b>30,0</b>	<b>31,3</b>	<b>31,2</b>	<b>29,4</b>
	Région lémanique	27,6	26,5	27,7	29,0	29,0	28,8	27,7	28,5	29,1	27,4
	Espace Mittelland	27,9	27,7	28,4	30,0	29,4	28,9	28,2	30,8	30,4	27,3
	Suisse du Nord-ouest	33,6	36,9	36,0	40,4	37,5	35,4	37,3	38,2	37,0	34,0
	Zurich	32,7	33,1	31,5	33,9	33,9	33,8	31,9	33,9	34,3	31,9
	Suisse orientale	29,3	29,6	29,8	31,7	30,4	32,0	29,5	29,2	28,4	29,2
	Suisse centrale	31,3	31,4	30,3	30,6	32,8	33,6	31,4	32,1	32,1	32,2
	Tessin	16,6	16,0	16,6	17,1	16,7	16,6	16,3	17,9	18,1	17,4

<sup>1</sup> Personnel avec une formation de niveau apprentissage, professionnel supérieur ou haute-école

**Exemple de lecture** (1<sup>er</sup> ligne du tableau): au 4<sup>e</sup> trimestre 2011, les établissements ayant annoncé à la STATEM avoir trouvé avec difficulté ou n'avoir pas trouvé de personnel qualifié représentaient 30,5% du total des emplois.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T27 Indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi selon les secteurs, certaines sections et divisions économiques et les grandes régions, 2011–2015**

STATEM

En point, pondéré par le nombre d'emplois Sections et divisions économiques NOGA08 et grandes régions	Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi									
	I 2011	II 2011	III 2011	IV 2011	I 2012	II 2012	III 2012	IV 2012	I 2013	II 2013
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>1,05</b>	<b>1,06</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,04</b>	<b>1,03</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,03</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>1,10</b>	<b>1,09</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,06</b>	<b>1,05</b>	<b>1,01</b>	<b>1,02</b>	<b>1,05</b>	<b>1,03</b>
10–33 Industrie manufacturière	1,11	1,11	1,03	1,04	1,06	1,05	1,02	1,03	1,04	1,04
24–25 Fabrication de produits métalliques	1,14	1,13	1,02	1,03	1,05	1,06	1,02	1,01	1,06	1,07
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	1,14	1,16	1,09	1,11	1,09	1,10	1,06	1,07	1,07	1,04
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	1,20	1,19	1,07	1,06	1,08	1,03	1,02	1,03	1,06	1,05
41–43 Construction	1,09	1,06	0,98	1,01	1,06	1,05	0,99	1,01	1,07	1,03
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>	<b>1,04</b>	<b>1,05</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,03</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>
45–47 Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	1,02	1,03	1,02	1,01	1,02	1,01	1,01	1,01	1,00	1,00
49–53 Transport et entreposage	1,03	1,05	1,05	1,02	1,02	1,04	1,04	1,01	1,00	1,03
55–56 Hébergement et restauration	0,99	1,00	0,95	0,96	0,99	0,98	0,94	0,98	0,99	1,00
58–63 Information et communication	1,08	1,09	1,08	1,08	1,07	1,05	1,07	1,04	1,07	1,08
62–63 Activités informatiques et services d'information	1,13	1,13	1,12	1,12	1,10	1,08	1,11	1,07	1,11	1,09
64–66 Activités financières et d'assurance	1,05	1,05	1,02	1,02	1,02	1,03	1,02	1,01	1,03	1,01
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées	1,05	1,06	1,05	1,03	1,04	1,04	1,03	1,03	1,03	1,03
77–82 Activités de services administratifs et de soutien	1,07	1,10	0,98	1,04	1,07	1,02	0,98	1,02	1,05	1,03
84 Administration publique	1,04	1,04	1,02	1,03	1,03	1,02	1,01	0,98	1,02	1,05
85 Enseignement	1,05	1,07	1,02	1,03	1,02	1,06	1,04	1,01	1,01	1,01
86–88 Santé humaine et action sociale	1,03	1,03	1,03	1,03	1,03	1,04	1,03	1,05	1,04	1,04
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	1,03	1,03	1,01	1,02	1,03	1,03	1,01	1,03	1,03	1,02
<b>5–96 Grandes régions</b>	<b>1,05</b>	<b>1,06</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,04</b>	<b>1,03</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,03</b>
Région lémanique	1,06	1,07	1,04	1,03	1,04	1,04	1,02	1,03	1,03	1,03
Espace Mittelland	1,05	1,06	1,02	1,02	1,04	1,04	1,01	1,02	1,03	1,02
Suisse du Nord-ouest	1,06	1,06	1,03	1,03	1,06	1,05	1,03	1,03	1,05	1,04
Zurich	1,07	1,07	1,04	1,04	1,04	1,04	1,03	1,03	1,04	1,03
Suisse orientale	1,04	1,05	1,00	1,01	1,02	1,02	0,99	1,01	1,01	1,01
Suisse centrale	1,03	1,04	1,01	1,00	1,02	1,02	1,01	1,02	1,02	1,03
Tessin	1,06	1,02	0,99	1,00	1,03	1,01	0,99	1,02	1,02	1,01

En point, pondéré par le nombre d'emplois Sections et divisions économiques NOGA08 et grandes régions	Indicateur des perspectives d'évolution de l'emploi									
	III 2013	IV 2013	I 2014	II 2014	III 2014	IV 2014	I 2015	II 2015	III 2015	IV 2015
<b>5–96 Sect. secondaire et tertiaire</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,04</b>	<b>1,04</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,01</b>	<b>1,02</b>
<b>5–43 Secteur secondaire</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,06</b>	<b>1,05</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,02</b>	<b>1,01</b>	<b>0,99</b>	<b>1,00</b>
10–33 Industrie manufacturière	1,04	1,04	1,06	1,06	1,04	1,04	1,01	1,00	0,99	1,00
24–25 Fabrication de produits métalliques	1,04	1,05	1,08	1,07	1,05	1,04	0,98	0,98	0,99	0,98
26 Fabrication de produits électroniques; horlogerie	1,06	1,08	1,08	1,06	1,04	1,05	1,04	1,03	1,01	1,02
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a	1,05	1,04	1,09	1,08	1,08	1,05	0,98	0,99	0,97	1,02
41–43 Construction	0,98	1,01	1,06	1,04	0,98	1,01	1,04	1,02	0,97	0,99
<b>45–96 Secteur tertiaire</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,03</b>	<b>1,03</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,01</b>	<b>1,03</b>
45–47 Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	1,01	1,01	1,01	1,01	1,02	1,00	1,01	1,01	1,01	1,01
49–53 Transport et entreposage	1,00	1,02	1,01	1,03	1,03	1,02	1,01	1,02	1,04	1,03
55–56 Hébergement et restauration	0,96	1,00	1,00	1,00	0,96	0,99	0,98	1,00	0,98	0,98
58–63 Information et communication	1,07	1,09	1,07	1,06	1,07	1,07	1,05	1,06	1,06	1,06
62–63 Activités informatiques et services d'information	1,12	1,14	1,11	1,09	1,10	1,10	1,08	1,10	1,08	1,11
64–66 Activités financières et d'assurance	1,02	1,01	1,02	1,04	1,04	1,03	1,03	1,04	1,02	1,04
68–75 Act. Immobilières et act. spécialisées	1,04	1,03	1,04	1,04	1,03	1,03	1,03	1,03	1,03	1,04
77–82 Activités de services administratifs et de soutien	0,98	1,02	1,06	1,03	1,01	1,04	1,04	1,05	0,97	1,06
84 Administration publique	1,02	1,02	1,03	1,02	1,01	1,03	1,04	1,02	1,03	1,02
85 Enseignement	1,01	1,00	1,00	1,00	1,01	1,01	1,01	1,02	1,02	1,03
86–88 Santé humaine et action sociale	1,03	1,05	1,03	1,04	1,04	1,04	1,03	1,03	1,02	1,04
90–96 Arts, spectacles; autres act. de services	1,01	1,03	1,04	1,03	1,03	1,03	1,03	1,02	0,99	1,01
<b>5–96 Grandes régions</b>	<b>1,02</b>	<b>1,03</b>	<b>1,04</b>	<b>1,04</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,02</b>	<b>1,01</b>	<b>1,02</b>
Région lémanique	1,02	1,02	1,04	1,04	1,03	1,02	1,03	1,03	1,00	1,02
Espace Mittelland	1,02	1,03	1,04	1,03	1,02	1,02	1,02	1,02	1,01	1,02
Suisse du Nord-ouest	1,04	1,04	1,06	1,05	1,05	1,04	1,04	1,03	1,01	1,02
Zurich	1,02	1,03	1,04	1,04	1,03	1,04	1,02	1,03	1,02	1,03
Suisse orientale	1,00	1,02	1,02	1,03	1,00	1,02	1,00	1,01	1,00	1,01
Suisse centrale	1,02	1,03	1,02	1,03	1,01	1,01	1,01	1,02	1,01	1,01
Tessin	0,99	1,00	1,02	1,01	1,01	1,01	1,00	1,01	0,99	1,04

**Exemple de lecture** (1<sup>re</sup> ligne du tableau): au 4<sup>e</sup> trimestre 2011, l'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi s'élevait à 1,04, ce qui veut dire qu'une majorité des établissements (pondérés selon le nombre d'emplois) ont annoncé à la STATEM vouloir soit maintenir, soit augmenter au trimestre prochain l'effectif de personnel annoncé au trimestre actuel. On peut donc s'attendre à une augmentation du nombre total d'emplois au trimestre prochain.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T28 Dynamique du marché du travail: transitions brutes entre activité professionnelle, chômage et non-activité, migrations de main-d'œuvre et mouvements naturels<sup>1</sup>, 2009–2014**

CMT

En milliers	Effectifs au 31.12.2009 et sorties de 2009					
Effectifs 01.01.09 <sup>2</sup> et entrées de 2009	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Emigrations	Décès	
	4544	232	3331	147	62	
Actifs occupés	4565	4079	114	254	105	14
Chômeurs au sens du BIT	170	73	59	34	4	0
Non-actifs	3288	271	45	2886	38	48
Immigrations	213	120	14	79	...	...
Naissances	79	*	*	79	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2010 et sorties de 2010					
Effectifs 01.01.10 <sup>2</sup> et entrées de 2010	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Emigrations	Décès	
	4635	200	3362	153	62	
Actifs occupés	4544	4126	81	223	100	13
Chômeurs au sens du BIT	232	125	64	36	7	0
Non-actifs	3331	243	46	2946	47	49
Immigrations	225	140	8	76	...	...
Naissances	81	*	*	81	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2011 et sorties de 2011					
Effectifs 01.01.11 et entrées de 2011	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Emigrations	Décès	
	4743	199	3353	124	62	
Actifs occupés	4635	4238	84	223	77	12
Chômeurs au sens du BIT	200	97	63	36	4	0
Non-actifs	3339	260	42	2945	43	49
Immigrations	227	148	10	68	...	...
Naissances	82	*	*	82	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2012 et sorties de 2012					
Effectifs 01.01.12 et entrées de 2012	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Emigrations	Décès	
	4801	219	3381	148	64	
Actifs occupés	4743	4320	90	227	93	14
Chômeurs au sens du BIT	199	99	62	34	5	0
Non-actifs	3353	242	57	2955	50	50
Immigrations	234	140	12	82	...	...
Naissances	84	*	*	84	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2013 et sorties de 2013					
Effectifs 01.01.13 et entrées de 2013	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Emigrations	Décès	
	4862	218	3433	158	65	
Actifs occupés	4801	4347	103	237	100	13
Chômeurs au sens du BIT	219	113	55	45	5	0
Non-actifs	3381	248	48	2982	52	51
Immigrations	251	153	12	85	...	...
Naissances	85	*	*	85	...	...

En milliers	Effectifs au 31.12.2014 et sorties de 2014					
Effectifs 01.01.14 et entrées de 2014	Actifs occupés	Chômeurs au sens du BIT	Non-actifs	Emigrations	Décès	
	4987	212	3423	162	64	
Actifs occupés	4862	4439	85	221	104	13
Chômeurs au sens du BIT	218	113	64	36	6	0
Non-actifs	3433	283	49	2999	52	50
Immigrations	245	152	13	80	...	...
Naissances	87	*	*	87	...	...

<sup>1</sup> La population présentée ici est composée de la population résidente permanente et non permanente. Les frontaliers nouvellement actifs en Suisse sont comptabilisés dans les immigrations et ceux ayant cessé leur activité en Suisse dans les émigrations. De 1991 à 2010 les données démographiques sont tirées de la Statistique de l'état annuel de la population (ESPOP) et de la Statistique de la population résidente de nationalité étrangère (PETRA). Dès 2011, elles sont basées sur la Statistique de la population et des ménages (STATPOP) ce qui permet un nouveau traitement des migrations. Ainsi, dès 2011, on élimine dans les immigrations les personnes qui résidaient déjà en Suisse en début d'année et celles qui ne font plus partie des effectifs de population de fin d'année. Dans les émigrations, on élimine les personnes qui ne résidaient pas encore en Suisse en début d'année et celles qui font à nouveau partie des effectifs de population de fin d'année.

<sup>2</sup> Les données au 1<sup>er</sup> janvier 2009 diffèrent de celles au 31 décembre 2008: les CMT 2009 intègrent les données révisées de la statistique de la population active (SPA0), de la statistique du chômage au sens du BIT (CHOM-BIT) et de la statistique des frontaliers (STAF) ainsi que la révision de la pondération des données 2009 de l'enquête suisse sur la population active (ESPA).

**T29 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014**

ESS

Branches économiques (NOGA08)		Position professionnelle								
		Total			1+2			3		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
<b>02-96</b>	<b>Total</b>	<b>6 427</b>	<b>5 907</b>	<b>6 751</b>	<b>10 238</b>	<b>8 695</b>	<b>10 830</b>	<b>8 202</b>	<b>7 434</b>	<b>8 647</b>
02	Sylviculture	*	*	*	*	*	*	*	-	*
<b>5-43</b>	<b>Secteur 2 production</b>	<b>6 255</b>	<b>5 450</b>	<b>6 407</b>	<b>9 552</b>	<b>8 404</b>	<b>9 673</b>	<b>7 793</b>	<b>7 261</b>	<b>7 895</b>
5-9	Industries extractives	6 230	[5 772]	6 240	10 043	*	[10 043]	7 704	*	7 790
10-33	Industries manufacturières	6 293	5 313	6 601	10 260	[9 271]	10 371	8 023	7 292	8 176
10-11	Industries alimentaires; fabr. de boissons	5 303	4 597	5 703	8 391	[6 707]	8 666	5 733	5 143	[5 954]
12	Fabrication de produits à base de tabac	[7 180]	*	*	*	*	*	*	*	*
13-15	Industries du textile et de l'habillement	5 053	4 325	5 778	7 806	6 617	8 361	6 522	5 793	7 092
16-18	Industries du bois et du papier; imprimerie	5 969	5 418	6 067	7 713	6 986	7 785	6 628	6 161	6 710
19-20	Cokéfaction; industrie chimique	7 524	6 526	7 826	12 590	10 134	12 929	9 873	[8 725]	10 040
21	Industrie pharmaceutique	9 694	8 989	10 228	17 901	17 321	18 136	[11 634]	[11 384]	[11 807]
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	5 828	5 062	6 013	9 804	7 651	10 103	7 647	6 984	7 738
24-25	Métallurgie; fabr. produits métalliques	5 885	5 012	6 050	9 208	7 829	9 342	7 492	6 484	7 666
26	Fabr. prod. informatiques, électroniques et optiques; horlogerie	6 629	5 300	7 484	12 015	10 980	12 124	9 305	8 472	9 432
27	Fabrication d'équipements électriques	6 727	5 020	7 193	11 851	10 976	11 994	9 302	8 644	9 385
28	Fabr. de machines et équipements n.c.a	6 887	5 878	7 052	10 588	8 881	10 762	8 558	7 829	8 664
29-30	Fabrication de matériels de transport	6 225	5 159	6 362	10 212	*	10 317	8 333	*	8 520
31-33	Fabr. meubles; autres ind. manufact.; rép. et inst. machines	6 213	5 416	6 447	8 857	[7 150]	9 230	7 100	[7 293]	[7 089]
35	Production et distribution d'énergie	7 993	7 150	8 128	[12 283]	12 421	[12 192]	8 950	8 208	9 069
36-39	Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	6 104	6 130	6 095	9 896	9 081	10 162	7 340	6 568	7 465
41-43	Construction	6 088	5 850	6 105	8 125	7 016	8 272	7 138	6 460	7 196
<b>45-96</b>	<b>Secteur 3 services</b>	<b>6 523</b>	<b>5 990</b>	<b>7 081</b>	<b>10 469</b>	<b>8 735</b>	<b>11 310</b>	<b>8 375</b>	<b>7 475</b>	<b>9 096</b>
45-47	Commerce; réparation d'automobiles	5 451	4 792	6 121	8 212	6 860	8 711	7 412	6 458	7 890
45-46	Commerce de gros; com. et rép. d'automobiles	6 348	5 997	6 508	9 046	8 235	9 228	8 213	7 906	8 318
47	Commerce de détail	4 761	4 558	5 379	7 006	5 728	7 944	6 340	5 471	7 153
49-53	Transports et entreposage	6 185	5 901	6 296	9 910	[8 013]	[10 205]	8 138	[7 180]	8 340
49-52	Transp. terrestres, par eau, aériens; entreposage	6 341	5 803	6 456	[9 882]	[8 013]	[10 179]	8 340	7 514	8 441
53	Activités de poste et de courrier	6 032	5 950	6 070	[11 245]	*	[11 286]	[6 526]	6 140	[6 987]
55-56	Hébergement et restauration	4 332	4 211	4 481	5 985	5 344	6 222	5 010	4 746	5 298
58-63	Information et communication	8 485	7 041	9 031	11 896	9 688	12 102	9 960	8 467	10 217
58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	7 710	6 942	8 214	9 670	8 334	10 245	9 158	7 499	10 477
61	Télécommunications	8 737	6 998	9 559	13 729	12 783	13 836	10 496	9 507	10 666
62-63	Activ. informatiques et services d'information	8 730	7 127	9 116	11 504	9 321	11 667	9 999	8 800	10 134
64-66	Activités financières et d'assurances	9 208	7 337	10 743	15 590	13 485	16 184	10 615	9 667	10 966
64, 66	Services financiers; activ. auxiliaires de serv. fin. et d'ass.	9 400	7 436	10 881	15 674	13 577	16 219	10 490	9 586	10 842
65	Assurance	8 664	7 083	10 295	15 010	[12 381]	15 756	11 052	10 014	11 470

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Position professionnelle: 1+2 = Cadre supérieur et moyen 4 = Responsable de l'exécution de travaux  
3 = Cadre inférieur Sans fonction de cadre

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/2 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/2 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes: «-» pas de données disponibles  
«\*» pas assez de données  
«[ ]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T29 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014 (suite)**

ESS

Branches économiques (NOGA08)		Position professionnelle					
		4			Sans fonction de cadre		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
<b>02-96</b>	<b>Total</b>	<b>6 873</b>	<b>6 411</b>	<b>7 128</b>	<b>5 856</b>	<b>5 500</b>	<b>6 057</b>
02	Sylviculture	*	–	*	*	*	*
<b>5-43</b>	<b>Secteur 2 production</b>	<b>6 700</b>	<b>6 071</b>	<b>6 754</b>	<b>5 857</b>	<b>5 157</b>	<b>5 995</b>
5-9	Industries extractives	6 807	*	6 828	6 006	[5 631]	6 037
10-33	Industries manufacturières	6 712	5 984	6 858	5 830	5 059	6 097
10-11	Industries alimentaires; fabr. de boissons	5 640	4 868	5 984	5 048	4 406	5 449
12	Fabrication de produits à base de tabac	*	*	*	*	*	*
13-15	Industries du textile et de l'habillement	5 631	4 641	6 111	4 629	4 142	5 269
16-18	Industries du bois et du papier; imprimerie	6 307	6 119	6 313	5 626	5 055	5 710
19-20	Cokéfaction; industrie chimique	8 444	7 631	8 654	6 919	6 092	7 186
21	Industrie pharmaceutique	9 035	[8 406]	9 487	8 356	7 994	8 662
22-23	Industries du caoutchouc et du plastique	6 412	5 914	6 545	5 530	4 805	5 694
24-25	Métallurgie; fabr. produits métalliques	6 385	[5 455]	6 497	5 487	4 818	5 639
26	Fabr. prod. informatiques, électroniques et optiques; horlogerie	7 078	6 013	7 469	6 034	5 177	6 792
27	Fabrication d'équipements électriques	6 770	6 299	6 806	6 034	4 755	6 404
28	Fabr. de machines et équipements n.c.a	7 582	[7 130]	7 617	6 397	5 631	6 537
29-30	Fabrication de matériels de transport	6 370	*	6 510	5 812	4 982	5 977
31-33	Fabr. meubles; autres ind. manufact.; rép. et inst. machines	6 281	5 416	6 578	5 849	5 159	6 108
35	Production et distribution d'énergie	7 579	6 893	7 847	7 272	6 670	7 366
36-39	Prod. et distr. d'eau; gestion déchets	7 014	[6 708]	7 036	5 700	5 798	5 687
41-43	Construction	6 531	5 851	6 564	5 816	5 599	5 828
<b>45-96</b>	<b>Secteur 3 services</b>	<b>6 989</b>	<b>6 457</b>	<b>7 455</b>	<b>5 856</b>	<b>5 582</b>	<b>6 118</b>
45-47	Commerce; réparation d'automobiles	6 143	5 577	6 613	4 970	4 630	5 477
45-46	Commerce de gros; com. et rép. d'automobiles	6 859	6 717	6 886	5 771	5 600	5 848
47	Commerce de détail	5 692	5 297	6 273	4 574	4 460	4 901
49-53	Transports et entreposage	7 594	7 353	7 714	5 975	5 777	6 043
49-52	Transp. terrestres, par eau, aériens; entreposage	[8 089]	[6 982]	[8 267]	6 044	5 593	6 142
53	Activités de poste et de courrier	7 236	7 436	7 110	5 926	5 878	5 946
55-56	Hébergement et restauration	4 722	4 525	4 850	4 110	4 025	4 210
58-63	Information et communication	8 963	7 715	9 163	7 625	6 685	8 090
58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	8 500	7 908	9 050	7 383	6 750	7 849
61	Télécommunications	8 002	7 214	8 237	7 894	6 747	8 690
62-63	Activ. informatiques et services d'information	9 152	7 792	9 466	7 647	6 596	7 986
64-66	Activités financières et d'assurances	8 667	7 857	9 175	6 857	6 500	7 526
64, 66	Services financiers; activ. auxiliaires de serv. fin. et d'ass.	8 520	7 762	9 064	6 775	6 490	7 280
65	Assurance	9 593	8 899	9 970	7 068	6 519	8 203

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Position professionnelle: 1+2 = Cadre supérieur et moyen 4 = Responsable de l'exécution de travaux  
3 = Cadre inférieur Sans fonction de cadre

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/2 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/2 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes: «-» pas de données disponibles  
«\*» pas assez de données  
«[ ]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T29 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014 (suite)**

ESS

Branches économiques (NOGA08)		Position professionnelle								
		Total			1+2			3		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
68	Activités immobilières	6 344	6 003	6 865	9 865	[8 450]	10 721	7 222	[6 694]	7 778
69-75	Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	7 620	6 730	8 292	11 832	9 861	12 235	8 777	7 685	9 374
69-71	Activ. jur., comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie	7 608	6 752	8 243	12 048	10 333	12 381	8 682	7 801	9 099
72	Recherche-développement scientifique	8 982	7 912	9 644	13 958	12 005	14 492	11 799	9 609	12 102
73-75	Autres activités spéc., scient. et techn.	6 825	6 032	7 707	9 914	8 118	10 415	[7 605]	6 730	[8 858]
77-82	Activités de services admin. et de soutien	5 374	4 883	5 547	8 722	7 865	9 126	6 928	6 660	7 042
77, 79-82	Activités de services admin. (sans 78)	5 345	4 878	5 570	8 471	7 733	8 857	6 778	6 516	6 844
78	Activités liées à l'emploi	5 422	4 911	5 516	10 588	9 162	[11 294]	8 288	7 825	[8 721]
84	Admin. publique, défense; sécurité sociale	7 864	7 194	8 382	11 160	10 338	11 569	8 902	7 918	9 313
85	Enseignement	8 160	7 866	8 728	10 459	9 476	11 391	7 940	7 647	8 362
86-88	Santé humaine et action sociale	6 372	6 125	7 193	9 524	8 592	10 877	7 529	7 200	8 189
90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	6 208	5 861	6 489	8 185	7 896	8 419	7 447	7 023	7 820
94-96	Autres activités de services	6 120	5 308	7 302	9 020	7 613	9 645	7 348	6 841	8 055
94-95	Activ. org. associatives et religieuses; réparation biens pers.	7 172	6 680	7 841	9 576	8 780	9 921	7 738	7 370	8 158
96	Autres services personnels	3 965	3 758	5 019	[5 032]	4 681	[6 720]	4 335	4 100	[6 416]

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Position professionnelle: 1+2 = Cadre supérieur et moyen 4 = Responsable de l'exécution de travaux  
3 = Cadre inférieur Sans fonction de cadre

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/2 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/2 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes: «-» pas de données disponibles  
«\*» pas assez de données  
«[ ]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T29 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les branches économiques, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014 (fin)**

ESS

Branches économiques (NOGA08)		Position professionnelle					
		4			Sans fonction de cadre		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
68	Activités immobilières	6 389	6 152	6 751	5 707	5 469	5 981
69–75	Activ. spécialisées, scientifiques et techniques	7 664	7 127	8 115	6 477	6 190	6 683
69–71	Activ. jur., comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie	7 705	7 222	8 055	6 432	6 208	6 595
72	Recherche-développement scientifique	10 400	9 632	10 813	7 936	7 391	8 342
73–75	Autres activités spéc., scient. et techn.	6 761	6 326	[7 203]	5 905	5 571	6 183
77–82	Activités de services admin. et de soutien	5 968	5 921	5 984	5 098	4 643	5 276
77, 79–82	Activités de services admin. (sans 78)	5 814	5 645	5 879	4 986	4 639	5 169
78	Activités liées à l'emploi	6 770	6 665	6 850	5 299	4 684	5 429
84	Admin. publique, défense; sécurité sociale	8 398	7 316	8 763	7 293	6 929	7 598
85	Enseignement	7 491	7 172	8 069	7 705	7 670	7 788
86–88	Santé humaine et action sociale	6 525	6 357	7 110	6 002	5 889	6 481
90–93	Arts, spectacles et activités récréatives	6 017	5 926	6 080	5 728	5 450	5 940
94–96	Autres activités de services	6 281	5 778	6 960	5 156	4 633	5 989
94–95	Activ. org. associatives et religieuses; réparation biens pers.	6 933	6 706	7 056	6 270	6 105	6 531
96	Autres services personnels	4 186	3 961	[6 000]	3 765	3 640	4 693

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Position professionnelle: 1+2 = Cadre supérieur et moyen 4 = Responsable de l'exécution de travaux  
3 = Cadre inférieur Sans fonction de cadre

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/2 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/2 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes: «-» pas de données disponibles  
«\*» pas assez de données  
«[ ]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T30 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les divisions économiques et les grandes régions, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014**

ESS

Branches économiques (NOGA08)	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>02-96 Total</b>	<b>6 427</b>	<b>6 497</b>	<b>6 358</b>	<b>6 578</b>	<b>6 810</b>	<b>6 027</b>	<b>6 352</b>	<b>5 485</b>
02 Sylviculture	*	-	*	-	-	*	-	-
<b>05-43 Secteur 2 production</b>	<b>6 255</b>	<b>6 402</b>	<b>6 076</b>	<b>6 827</b>	<b>6 533</b>	<b>5 963</b>	<b>6 296</b>	<b>5 258</b>
<b>5-9 Industries extractives</b>	<b>6 230</b>	<b>5 946</b>	<b>6 525</b>	<b>[6 115]</b>	<b>*</b>	<b>6 163</b>	<b>6 295</b>	<b>5 856</b>
08 Autres industries extractives	6 230	5 946	6 525	[6 115]	*	6 163	6 295	5 856
09 Serv. de soutien aux industries extractives	*	*	-	-	-	-	*	-
<b>10-33 Industrie manufacturière</b>	<b>6 293</b>	<b>6 542</b>	<b>6 012</b>	<b>7 291</b>	<b>6 548</b>	<b>5 957</b>	<b>6 392</b>	<b>4 504</b>
10 Industries alimentaires	5 206	5 240	5 146	5 475	5 452	4 969	5 171	4 540
11 Fabrication de boissons	6 111	5 754	*	6 353	*	5 640	[6 572]	*
12 Fabrication de produits à base de tabac	[7 180]	*	-	*	*	-	*	-
13 Fabrication de textiles	5 358	5 124	5 426	5 333	5 498	5 339	5 469	*
14 Industrie de l'habillement	4 323	*	5 572	*	[4 666]	4 649	4 892	4 025
15 Industrie du cuir et de la chaussure	4 837	*	5 343	5 028	*	*	*	*
16 Fabr. d'articles en bois (sans meubles)	5 919	5 870	5 932	5 796	6 096	5 979	5 919	5 571
17 Industrie du papier et du carton	5 992	*	6 434	5 992	5 674	5 732	6 106	*
18 Imprimerie, reproduction d'enregistrements	6 142	6 180	6 139	6 000	6 457	[5 901]	6 310	5 200
19 Cokéfaction et raffinage	7 647	*	*	*	*	*	-	-
20 Industrie chimique	7 518	7 963	6 155	8 444	6 952	6 200	6 594	6 499
21 Industrie pharmaceutique	9 694	8 676	[8 043]	10 866	[10 190]	6 432	7 903	5 199
22 Fabr. produits en caoutchouc et plastique	5 761	5 667	5 731	5 712	6 098	5 912	5 730	3 913
23 Fabr. autres prod. minéraux non métalliques	5 914	6 021	5 813	5 974	6 359	5 898	5 949	5 647
24 Métallurgie	5 938	*	5 646	6 121	6 121	6 114	6 635	*
25 Fabrication de produits métalliques	5 875	6 020	5 840	5 996	6 463	5 818	5 850	4 663
26 Fabr. prod. informatiques, électroniques et optiques; horlogerie	6 629	6 865	5 983	7 662	7 510	6 565	8 341	3 602
27 Fabrication d'équipements électriques	6 727	6 351	6 276	7 955	6 725	6 270	6 364	[3 441]
28 Fabr. de machines et équipements n.c.a.	6 887	7 067	6 705	6 712	7 433	6 713	7 127	5 633
29 Industrie automobile	5 644	5 365	5 406	6 114	6 905	5 175	6 024	4 723
30 Fabr. d'autres matériels de transport	6 667	[7 301]	5 345	[5 961]	6 498	[6 606]	7 177	5 361
31 Fabrication de meubles	5 995	6 127	5 865	5 949	6 422	5 745	6 109	4 908
32 Autres industries manufacturières	6 279	5 808	6 471	[7 585]	6 787	[5 441]	[6 903]	4 425
33 Réparation, installation machines et équip.	6 385	5 200	[6 036]	[5 737]	7 056	6 007	[5 941]	5 559
35 Production et distribution d'énergie	7 993	[9 040]	8 079	8 726	7 680	7 091	7 492	6 957
<b>36-39 Prod. et distr. d'eau; gestion déchets</b>	<b>6 104</b>	<b>5 778</b>	<b>6 109</b>	<b>[6 364]</b>	<b>6 495</b>	<b>5 934</b>	<b>[6 687]</b>	<b>5 328</b>
36 Captage, traitement et distribution d'eau	7 188	7 358	[6 897]	*	7 220	[7 161]	7 703	*
37 Collecte et traitement des eaux usées	6 367	6 533	7 149	[6 120]	6 495	5 767	7 746	5 011
38 Collecte, traitement et élimination déchets	5 906	5 331	5 844	[6 359]	6 245	5 926	[5 537]	4 564
39 Dépollution, autres serv. gestion déchets	*	*	-	*	*	*	-	*
<b>41-43 Construction</b>	<b>6 088</b>	<b>6 104</b>	<b>6 007</b>	<b>6 068</b>	<b>6 473</b>	<b>5 913</b>	<b>6 118</b>	<b>5 521</b>
41 Construction de bâtiments	6 321	6 328	6 230	6 345	6 630	6 015	6 308	6 093
42 Génie civil	6 636	[6 770]	6 468	6 854	6 655	6 517	6 149	[5 700]
43 Travaux de construction spécialisés	5 896	5 914	5 819	5 889	6 316	5 710	6 013	5 257
<b>45-96 Secteur 3 services</b>	<b>6 523</b>	<b>6 530</b>	<b>6 530</b>	<b>6 435</b>	<b>6 906</b>	<b>6 099</b>	<b>6 392</b>	<b>5 643</b>
<b>45-47 Commerce; réparation d'automobiles</b>	<b>5 451</b>	<b>5 374</b>	<b>5 238</b>	<b>5 722</b>	<b>5 478</b>	<b>5 356</b>	<b>5 990</b>	<b>4 860</b>
45 Commerce et réparation d'automobiles	5 754	5 674	5 407	6 024	6 195	5 438	5 267	[5 112]
46 Commerce de gros	6 625	6 906	5 972	6 700	7 216	6 190	7 296	5 173
47 Commerce de détail	4 761	4 708	4 616	4 710	4 831	4 753	4 890	4 383
<b>49-53 Transports et entreposage</b>	<b>6 185</b>	<b>5 894</b>	<b>6 448</b>	<b>6 210</b>	<b>6 118</b>	<b>5 342</b>	<b>5 440</b>	<b>4 775</b>
49 Transports terrestres et par conduites	6 465	5 938	7 216	[6 589]	6 315	5 136	5 470	5 040
50 Transports par eau	6 320	*	*	*	*	*	*	*
51 Transports aériens	6 460	5 381	*	*	6 769	*	*	-
52 Entreposage, serv. auxiliaires transp.	5 971	[6 008]	[6 784]	5 813	6 220	5 785	5 347	[4 333]
53 Activités de poste et de courrier	6 032	3 931	6 098	5 625	3 464	4 333	4 286	*
<b>55-56 Hébergement et restauration</b>	<b>4 332</b>	<b>4 198</b>	<b>4 331</b>	<b>4 333</b>	<b>4 463</b>	<b>4 373</b>	<b>4 372</b>	<b>3 895</b>
55 Hébergement	4 350	4 334	4 366	4 410	4 429	4 371	4 362	[4 174]
56 Restauration	4 309	4 124	4 281	4 328	4 485	4 397	4 383	3 800

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T30 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les divisions économiques et les grandes régions, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014 (fin)**

ESS

Branches économiques (NOGA08)	Suisse	Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
<b>58–63 Information et communication</b>	<b>8 485</b>	<b>8 586</b>	<b>8 501</b>	<b>8 165</b>	<b>8 952</b>	<b>7 366</b>	<b>7 867</b>	<b>5 510</b>
58 Edition	7 432	7 693	6 686	7 273	7 816	6 663	6 640	[5 875]
59 Production audiovisuelle	[6 583]	[7 917]	[5 048]	[5 633]	6 381	[5 836]	[8 996]	[5 159]
60 Programmation et diffusion	8 650	*	[6 047]	*	8 794	[5 504]	*	–
61 Télécommunications	8 737	[8 433]	8 990	5 674	8 312	*	6 832	*
62 Activités informatiques	8 691	8 862	8 363	8 470	9 264	7 622	8 698	[5 418]
63 Services d'information	[9 187]	[8 667]	8 410	*	[13 023]	*	6 589	*
<b>64–66 Activités financières et d'assurances</b>	<b>9 208</b>	<b>10 000</b>	<b>7 522</b>	<b>8 461</b>	<b>9 929</b>	<b>7 757</b>	<b>7 755</b>	<b>7 819</b>
64 Services financiers	9 677	10 845	7 188	8 640	10 159	8 125	8 019	7 936
65 Assurance	8 664	7 838	8 531	8 892	9 400	[6 717]	[7 299]	*
66 Activ. auxiliaires de serv. fin. et d'ass.	8 506	8 778	7 049	7 812	9 835	7 426	8 833	7 636
68 Activités immobilières	6 344	6 600	6 047	6 590	6 740	6 091	6 190	5 472
<b>69–75 Activ. spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>7 620</b>	<b>7 899</b>	<b>7 267</b>	<b>7 975</b>	<b>7 883</b>	<b>6 984</b>	<b>7 539</b>	<b>5 624</b>
69 Activités juridiques et comptables	7 861	7 515	7 283	7 522	8 642	[7 222]	8 093	[5 363]
70 Activ. sièges sociaux; conseil de gestion	8 463	10 292	7 935	9 683	[7 772]	[7 583]	[7 905]	5 437
71 Architecture, ingénierie; analyses techn.	7 059	6 692	6 949	7 234	7 558	6 934	7 048	[5 952]
72 Recherche-développement scientifique	8 982	9 494	8 941	9 195	8 756	[8 352]	8 969	6 329
73 Publicité et études de marché	6 817	6 252	[7 614]	7 025	7 000	[5 852]	7 042	5 633
74 Autres activ. spécialisées, scient. et techn.	6 976	6 734	[6 260]	[8 085]	[7 953]	5 613	7 168	5 156
75 Activités vétérinaires	[5 989]	*	[5 423]	*	*	*	7 789	*
<b>77–82 Activités de services admin. et de soutien</b>	<b>5 374</b>	<b>5 046</b>	<b>5 552</b>	<b>5 462</b>	<b>5 608</b>	<b>5 195</b>	<b>5 680</b>	<b>4 435</b>
77 Activités de location et location-bail	5 733	[6 050]	[5 417]	[5 548]	5 669	*	5 841	*
78 Activités liées à l'emploi	5 422	4 964	5 551	5 599	6 115	5 361	5 871	4 593
79 Activités des agences de voyage	5 647	5 662	5 469	5 593	5 913	[5 116]	5 706	4 079
80 Enquêtes et sécurité	5 189	4 703	[6 161]	*	5 396	*	[4 851]	4 744
81 Serv. bâtiments, aménagement paysager	5 139	5 246	5 267	5 033	5 167	4 906	5 149	4 230
82 Activ. administratives, soutien aux entrep.	6 000	6 118	6 259	[6 030]	5 964	[5 267]	6 194	[5 075]
84 Admin. publique, défense; sécurité sociale	7 864	8 197	8 009	7 369	7 815	7 841	7 717	7 199
85 Enseignement	8 160	8 003	8 218	[6 569]	8 627	8 442	8 708	8 214
<b>86–88 Santé humaine et action sociale</b>	<b>6 372</b>	<b>6 664</b>	<b>6 132</b>	<b>6 259</b>	<b>6 714</b>	<b>6 231</b>	<b>6 136</b>	<b>6 102</b>
86 Activités pour la santé humaine	6 654	6 971	6 316	6 560	7 017	6 667	6 192	6 280
87 Hébergement médico-social et social	5 803	5 790	5 786	5 790	6 106	5 483	5 731	5 800
88 Action sociale sans hébergement	6 576	6 818	6 324	5 489	6 713	6 457	6 714	5 664
<b>90–93 Arts, spectacles et activités récréatives</b>	<b>6 208</b>	<b>6 675</b>	<b>6 245</b>	<b>6 315</b>	<b>6 793</b>	<b>4 894</b>	<b>5 708</b>	<b>5 259</b>
90 Activ. créatives, artistiques, de spectacle	6 628	6 667	6 146	6 488	7 261	*	[6 474]	[6 717]
91 Bibliothèques, archives et musées	7 130	7 954	6 943	7 072	6 950	[5 665]	[6 558]	*
92 Organisation jeux de hasard et d'argent	5 584	[5 661]	*	*	–	*	*	*
93 Activités sportives et récréatives	5 704	[6 000]	5 991	5 402	6 383	4 848	5 174	4 465
<b>94–96 Autres activités de services</b>	<b>6 120</b>	<b>6 326</b>	<b>6 231</b>	<b>6 083</b>	<b>6 179</b>	<b>5 836</b>	<b>6 171</b>	<b>4 500</b>
94 Activ. org. associatives et religieuses	7 199	7 565	6 990	7 200	7 331	7 373	6 905	5 691
95 Réparation de biens pers. et domestiques	[5 926]	*	[6 664]	[6 523]	*	*	*	*
96 Autres services personnels	3 965	3 810	3 764	4 013	4 438	3 906	3 814	3 564

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 1/3 semaines à 40 heures de travail.

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/2 du 13<sup>e</sup> salaire et 1/2 des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Explication des signes: «–» pas de données disponibles  
«\*» pas assez de données  
«[ ]» coefficient de variation supérieur à 5% (valeur incertaine sur le plan statistique)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T31 Répartition des salariés en pour-cent (salaire mensuel net), pour les temps pleins et temps partiels selon les classes de salaires et le sexe et délimitation des quantiles, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, 2014**

ESS

Classes de salaires en francs	Taux d'occupation											
	Total						Plein temps (>= 90%)			Temps partiel (< 90%)		
	Total		Femmes		Hommes		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
	en %	Cumul en %	en %	Cumul en %	en %	Cumul en %	en %	en %	en %	en %	en %	en %
0– 1 000 francs	8,0	8,0	13,1	13,1	3,6	3,6	1,3	2,9	0,6	19,7	19,7	19,7
1 001– 2 000 francs	7,9	16,0	13,4	26,5	3,1	6,8	0,9	2,0	0,5	19,9	20,7	17,3
2 001– 3 000 francs	9,6	25,6	16,4	43,0	3,6	10,5	2,1	4,3	1,2	22,6	24,3	16,8
3 001– 4 000 francs	16,0	41,6	20,4	63,4	12,2	22,7	15,3	25,1	11,4	17,1	17,3	16,5
4 001– 5 000 francs	20,5	62,2	15,7	79,2	24,6	47,4	26,3	24,6	27,0	10,4	10,0	12,0
5 001– 6 000 francs	14,4	76,7	9,4	88,6	18,8	66,3	19,7	16,9	20,9	5,3	4,6	7,8
6 001– 7 000 francs	8,6	85,4	5,2	93,9	11,6	78,0	12,2	10,4	12,9	2,5	1,8	4,6
7 001– 8 000 francs	5,2	90,6	2,6	96,5	7,4	85,4	7,5	5,5	8,3	1,1	0,7	2,5
8 001– 9 000 francs	3,3	93,9	1,4	97,9	5,0	90,4	4,9	3,1	5,7	0,4	0,2	1,1
9 001–10 000 francs	2,0	96,0	0,7	98,7	3,2	93,7	3,1	1,8	3,7	0,2	0,1	0,5
10 001–11 000 francs	1,3	97,3	0,4	99,1	2,0	95,7	2,0	1,0	2,4	0,0	0,0	0,2
11 001–12 000 francs	0,8	98,1	0,2	99,4	1,2	97,0	1,2	0,6	1,5	0,0	0,0	0,1
12 001–13 000 francs	0,5	98,7	0,1	99,6	0,8	97,9	0,8	0,4	0,9	0,0	0,0	0,1
13 001–14 000 francs	0,3	99,0	0,1	99,7	0,5	98,4	0,5	0,2	0,6	0,0	0,0	0,0
14 001–15 000 francs	0,2	99,3	0,0	99,8	0,3	98,8	0,3	0,1	0,4	0,0	*	0,0
15 001–16 000 francs	0,1	99,4	0,0	99,8	0,2	99,1	0,2	0,1	0,2	0,0	*	0,0
16 001–17 000 francs	0,1	99,5	0,0	99,8	0,1	99,3	0,1	0,0	0,2	*	*	*
17 001–18 000 francs	0,0	99,6	0,0	99,9	0,1	99,4	0,1	0,0	0,1	*	*	*
18 001–19 000 francs	0,0	99,7	0,0	99,9	0,1	99,5	0,1	0,0	0,1	*	*	*
19 001–20 000 francs	0,0	99,7	0,0	99,9	0,0	99,6	0,0	0,0	0,0	*	*	*
20 001+	0,2	100,0	0,0	100,0	0,3	100,0	0,3	0,1	0,4	0,0	*	0,0
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Quantiles en francs</b>												
Quantile 10%	1 252		778		2 896		3 550	3 061	3 810	536	539	524
Quantile 20%	2 440		1 521		3 862		4 008	3 554	4 254	1 014	1 014	1 014
Quantile 30%	3 349		2 220		4 315		4 395	3 860	4 613	1 523	1 507	1 581
Quantile 40%	3 919		2 829		4 706		4 767	4 196	4 967	2 015	1 981	2 179
Quantile, médiane, 50%	4 398		3 364		5 108		5 161	4 593	5 372	2 454	2 391	2 763
Quantile 60%	4 884		3 831		5 604		5 647	5 044	5 890	2 896	2 802	3 362
Quantile 70%	5 472		4 363		6 264		6 282	5 599	6 570	3 387	3 235	3 976
Quantile 80%	6 321		5 064		7 227		7 197	6 317	7 565	4 040	3 836	4 760
Quantile 90%	7 857		6 201		8 882		8 816	7 564	9 235	5 007	4 723	5 952

Salaire net = salaire brut (non-standardisé) moins les cotisations sociales obligatoires du salarié et la part de celles-ci allant au-delà du taux minimum.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, 1/2 du 13<sup>e</sup> salaire, 1/2 des paiements spéciaux annuels et la rétribution des heures supplémentaires. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Délimitation des quantiles: le salaire mensuel net de xx% des salarié(e)s est inférieur au montant-limite ressortant de la statistique. Pour les autres salarié(e)s, le salaire mensuel net est au moins équivalent à cette valeur-limite. Le quantile de 50% correspond à la valeur centrale (médiane).

Explication des signes: «-» pas de données disponibles  
«\*» pas assez de données

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T32 Salaire mensuel brut (valeur centrale et intervalle interquartile) selon la formation, la position professionnelle et le sexe, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014**

ESS

Formation	Position professionnelle								
	Total								
	Total		Femmes		Hommes				
	Médiane	Int. interquartile	Médiane	Int. interquartile	Médiane	Int. interquartile			
<b>Total</b>	<b>6 427</b>	<b>5 101</b>	<b>8 383</b>	<b>5 907</b>	<b>4 643</b>	<b>7 567</b>	<b>6 751</b>	<b>5 444</b>	<b>9 000</b>
1 Haute école universitaire (UNI, EPF)	9 909	7 455	12 915	8 611	6 800	11 040	10 811	8 104	14 028
2 Haute école spécialisée (HES), HEP	8 868	7 190	11 119	7 807	6 526	9 392	9 738	7 880	11 974
3 Formation prof. supérieure, écoles sup.	8 142	6 746	9 973	7 360	6 180	8 700	8 664	7 199	10 578
4 Brevet d'enseignement	8 074	6 271	9 906	8 163	6 352	9 749	7 862	6 111	10 080
5 Maturité	6 561	5 121	8 370	6 020	4 771	7 529	7 070	5 476	9 110
6 Apprentissage complet (CFC)	6 017	5 006	7 193	5 571	4 624	6 720	6 259	5 304	7 468
7 Formation acquise en entreprise	5 272	4 405	6 214	4 603	3 922	5 453	5 593	4 773	6 454
8 Sans formation prof. complète	4 771	4 056	5 631	4 392	3 805	5 053	5 142	4 347	5 948

Formation	Position professionnelle								
	1+2								
	Total		Femmes		Hommes				
	Médiane	Int. interquartile	Médiane	Int. interquartile	Médiane	Int. interquartile			
<b>Total</b>	<b>10 238</b>	<b>7 715</b>	<b>13 584</b>	<b>8 695</b>	<b>6 670</b>	<b>11 354</b>	<b>10 830</b>	<b>8 150</b>	<b>14 286</b>
1 Haute école universitaire (UNI, EPF)	13 184	10 533	17 064	11 448	9 117	14 286	13 884	11 150	18 022
2 Haute école spécialisée (HES), HEP	11 067	9 040	13 718	9 428	7 878	11 144	11 780	9 814	14 623
3 Formation prof. supérieure, écoles sup.	9 984	8 072	12 460	8 666	7 035	10 546	10 318	8 332	12 879
4 Brevet d'enseignement	8 504	6 670	11 092	8 150	6 667	10 038	9 053	6 715	11 496
5 Maturité	8 667	6 909	11 946	7 384	6 193	9 273	9 492	7 508	13 000
6 Apprentissage complet (CFC)	7 738	6 219	9 835	6 667	5 285	8 396	8 095	6 619	10 344
7 Formation acquise en entreprise	6 877	5 355	9 032	5 571	4 718	7 073	7 250	5 786	9 635
8 Sans formation prof. complète	[5 909]	[4 648]	[12 450]	5 196	4 429	8 254	[6 192]	[4 849]	[13 000]

Formation	Position professionnelle								
	3								
	Total		Femmes		Hommes				
	Médiane	Int. interquartile	Médiane	Int. interquartile	Médiane	Int. interquartile			
<b>Total</b>	<b>8 202</b>	<b>6 467</b>	<b>10 318</b>	<b>7 434</b>	<b>5 796</b>	<b>9 313</b>	<b>8 647</b>	<b>6 834</b>	<b>10 731</b>
1 Haute école universitaire (UNI, EPF)	10 422	8 456	12 649	9 419	7 584	11 504	10 992	9 066	13 199
2 Haute école spécialisée (HES), HEP	9 571	7 964	11 416	8 633	6 975	10 401	9 982	8 373	11 721
3 Formation prof. supérieure, écoles sup.	8 777	7 367	10 397	8 080	6 870	9 476	9 084	7 665	10 712
4 Brevet d'enseignement	7 535	6 199	9 685	7 175	5 979	9 108	8 378	6 667	10 873
5 Maturité	7 899	6 196	10 008	6 986	5 674	8 940	8 436	6 719	10 368
6 Apprentissage complet (CFC)	6 945	5 754	8 415	6 345	5 124	7 705	7 250	6 083	8 771
7 Formation acquise en entreprise	5 586	4 815	6 873	4 970	4 303	6 000	5 795	5 039	7 155
8 Sans formation prof. complète	[6 129]	[4 727]	[9 586]	5 108	4 233	8 339	[6 663]	[5 050]	[10 114]

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016



### T33 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les groupes de professions, l'âge et le sexe<sup>1</sup>, secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble, en francs, 2014

ESS

Groupes de professions CITP		Classes d'âge					
		Total			≤ 29 ans		
		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
<b>Total</b>	<b>6 427</b>	<b>5 907</b>	<b>6 751</b>	<b>5 036</b>	<b>4 887</b>	<b>5 143</b>	
<b>1 Directeurs/trices, cadres de direction et gérant(e)s</b>	<b>9 501</b>	<b>8 055</b>	<b>10 078</b>	<b>6 190</b>	<b>5 710</b>	<b>6 571</b>	
11 Directeurs/trices généraux/ales, cadres sup. et membres de l'Exécutif et du Législatif	10 317	8 571	10 856	6 825	6 655	6 967	
12 Directeurs/trices de services administratifs et commerciaux	10 013	8 485	10 822	6 470	5 952	7 000	
13 Directeurs/trices et cadres de direction, production et services spécialisés	9 037	8 294	9 403	6 404	6 206	6 584	
14 Directeurs/trices et gérant(e)s de l'hôtellerie, restauration, commerce et autres serv.	5 147	4 895	5 813	4 659	4 643	4 756	
<b>2 Professions intellectuelles et scientifiques</b>	<b>8 241</b>	<b>7 702</b>	<b>8 732</b>	<b>6 100</b>	<b>6 100</b>	<b>6 095</b>	
21 Spécialistes des sciences techniques	8 059	6 604	8 333	6 040	5 417	6 283	
22 Spécialistes de la santé	7 698	7 279	9 473	6 261	6 187	6 522	
23 Spécialistes de l'enseignement	8 524	8 265	9 162	6 047	6 309	[5 597]	
24 Spécialistes en administration d'entreprises	7 430	6 929	7 856	5 369	5 454	5 295	
25 Spécialistes des technologies de l'information et des communications	9 042	8 288	9 104	6 484	6 155	6 508	
26 Spécialistes de la justice, des sciences sociales et de la culture	8 200	7 892	8 671	6 273	6 271	6 279	
<b>3 Professions intermédiaires techniques et non techniques</b>	<b>6 924</b>	<b>6 457</b>	<b>7 341</b>	<b>5 383</b>	<b>5 262</b>	<b>5 525</b>	
31 Professions intermédiaires des sciences et techniques	7 029	6 130	7 138	5 528	5 092	5 639	
32 Professions intermédiaires de la santé	6 664	6 551	7 222	5 571	5 533	5 796	
33 Professions intermédiaires, finance et administration	7 040	6 552	7 897	5 302	5 194	5 484	
34 Professions intermédiaires des serv. juridiques, sociaux et assimilés	6 600	6 490	6 676	5 040	5 327	4 873	
35 Techniciens/iennes de l'information et des communications	6 091	5 520	6 583	5 070	4 859	5 185	
<b>4 Employé(e)s de type administratif</b>	<b>5 773</b>	<b>5 756</b>	<b>5 789</b>	<b>4 755</b>	<b>4 783</b>	<b>4 709</b>	
41 Employé(e)s de bureau	6 000	5 915	6 485	4 850	4 848	4 877	
42 Employé(e)s de réception, guichetiers et assimilés	5 404	5 285	5 823	4 533	4 487	4 545	
43 Employé(e)s des services comptables et d'approvisionnement	5 334	5 221	5 365	4 555	4 581	4 551	
44 Autres employé(e)s de type administratif	5 803	5 482	5 882	4 943	4 965	4 909	
<b>5 Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs</b>	<b>4 842</b>	<b>4 646</b>	<b>5 348</b>	<b>4 386</b>	<b>4 333</b>	<b>4 501</b>	
51 Personnel des services directs aux particuliers	4 464	4 324	4 685	4 087	3 933	4 238	
52 Commerçant(e)s et vendeurs/euses	4 673	4 482	5 565	4 334	4 275	4 500	
53 Personnel soignant	5 291	5 240	5 736	4 779	4 763	4 935	
54 Personnel des services de protection et de sécurité	6 730	6 048	6 932	5 680	5 653	5 683	
<b>6 Agriculteurs/trices et ouvr. qualifié(e)s de l'agriculture, la sylviculture et la pêche</b>	<b>5 159</b>	<b>4 600</b>	<b>5 200</b>	<b>4 591</b>	<b>4 292</b>	<b>4 625</b>	
61 Agriculteurs/trices et ouvr. qualifié(e)s de l'agriculture commerciale	5 149	4 600	5 192	4 600	4 292	4 625	
62 Professions commerciales qualifiées de la sylviculture, la pêche et la chasse	5 934	*	5 934	4 520	*	*	
<b>7 Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat</b>	<b>5 758</b>	<b>4 658</b>	<b>5 840</b>	<b>5 001</b>	<b>4 407</b>	<b>5 061</b>	
71 Métiers qualifiés du bâtiment et assimilés, sauf électriciens	5 828	4 960	5 848	5 214	4 968	5 234	
72 Métiers qualifiés de la métallurgie, de la construction mécanique et assimilés	5 808	4 851	5 850	4 841	4 561	4 849	
73 Métiers qualifiés de l'artisanat et de l'imprimerie	5 628	4 843	6 129	4 724	4 420	5 005	
74 Métiers de l'électricité et de l'électrotechnique	5 904	5 052	5 919	5 145	4 926	5 147	
75 Métiers de l'alimentation, de l'habil. et autres métiers qualif. de l'ind. et l'artisanat	5 262	4 416	5 520	4 432	4 075	4 606	
<b>8 Conducteurs/trices d'installations et de machines, ouvr. de l'assemblage</b>	<b>5 610</b>	<b>4 583</b>	<b>5 739</b>	<b>4 886</b>	<b>4 258</b>	<b>4 961</b>	
81 Conducteurs/trices de machines et d'installations fixes	5 608	4 439	5 925	4 843	4 273	4 990	
82 Ouvriers/ouvrières de l'assemblage	5 541	4 558	5 745	5 061	[4 006]	5 125	
83 Conducteurs/trices de véhicules et d'engins lourds de levage et de manœuvre	5 638	5 267	5 651	4 712	4 486	4 737	
<b>9 Professions élémentaires</b>	<b>4 952</b>	<b>4 347</b>	<b>5 365</b>	<b>4 531</b>	<b>4 060</b>	<b>4 735</b>	
91 Aides de ménage	4 333	4 254	4 668	3 935	3 726	4 178	
92 Manœuvres de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture	4 554	4 045	4 582	4 141	*	4 163	
93 Manœuvres des mines, du bâtiment, des trav. publics, ind. manufact. et transp.	5 361	4 374	5 553	4 839	4 062	4 981	
94 Assistant(e)s de fabrication de l'alimentation	4 035	*	4 035	*	*	*	
96 Éboueurs/eues et autres trav. non qualifié(e)s	5 245	4 527	5 343	4 621	4 097	4 718	

<sup>1</sup> Résultats basés sur en moyenne 71% des données. Ce taux peut varier selon les branches économiques.

Valeur centrale (médiane): pour une moitié des postes de travail, le salaire standardisé se situe au-dessus de la valeur centrale (médiane) présentée ici, alors que pour l'autre moitié, il s'inscrit au-dessous de cette valeur.

Composantes du salaire: le salaire brut du mois d'octobre (y compris les cotisations sociales à la charge du salarié pour les assurances sociales, les prestations en nature, les versements réguliers de primes, de participations au chiffre d'affaires et de commissions), ainsi que les allocations pour le travail en équipe et le travail le dimanche ou de nuit, ½ du 13<sup>e</sup> salaire et ½ des paiements spéciaux annuels. N'en font pas partie les allocations familiales et les allocations pour enfants.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T33 Salaire mensuel brut (valeur centrale) selon les groupes de professions, l'âge et le sexe<sup>1</sup>,  
secteur privé et secteur public (Confédération, cantons, districts, communes, corporations, églises) ensemble,  
en francs, 2014 (fin) ESS**

Groupes de professions CITP	Classes d'âge					
	30-49 ans			50 ans et +		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
<b>Total</b>	<b>6 705</b>	<b>6 265</b>	<b>6 973</b>	<b>7 264</b>	<b>6 501</b>	<b>7 738</b>
<b>1 Directeurs/trices, cadres de direction et gérant(e)s</b>	<b>9 341</b>	<b>8 276</b>	<b>9 778</b>	<b>10 787</b>	<b>9 060</b>	<b>11 225</b>
11 Directeurs/trices généraux/ales, cadres sup. et membres de l'Exécutif et du Législatif	9 923	8 714	10 317	11 410	9 468	11 750
12 Directeurs/trices de services administratifs et commerciaux	9 956	8 781	10 571	11 412	9 524	12 162
13 Directeurs/trices et cadres de direction, production et services spécialisés	8 861	8 164	9 221	9 948	9 123	10 364
14 Directeurs/trices et gérant(e)s de l'hôtellerie, restauration, commerce et autres serv.	5 344	5 018	5 953	[5 610]	5 011	7 412
<b>2 Professions intellectuelles et scientifiques</b>	<b>8 414</b>	<b>7 952</b>	<b>8 782</b>	<b>10 132</b>	<b>9 334</b>	<b>10 720</b>
21 Spécialistes des sciences techniques	8 157	7 033	8 360	10 149	9 000	10 231
22 Spécialistes de la santé	8 033	7 681	9 227	9 758	8 487	13 317
23 Spécialistes de l'enseignement	8 434	8 230	8 869	10 445	9 875	11 512
24 Spécialistes en administration d'entreprises	8 007	7 569	8 450	8 551	7 664	9 114
25 Spécialistes des technologies de l'information et des communications	9 176	8 700	9 232	10 522	9 810	10 595
26 Spécialistes de la justice, des sciences sociales et de la culture	8 173	8 001	8 445	9 296	8 824	9 822
<b>3 Professions intermédiaires techniques et non techniques</b>	<b>7 112</b>	<b>6 731</b>	<b>7 404</b>	<b>7 738</b>	<b>7 178</b>	<b>8 200</b>
31 Professions intermédiaires des sciences et techniques	7 095	6 525	7 160	7 808	7 008	7 880
32 Professions intermédiaires de la santé	6 970	6 895	7 277	7 432	7 304	7 959
33 Professions intermédiaires, finance et administration	7 302	6 815	8 096	7 846	7 211	8 930
34 Professions intermédiaires des serv. juridiques, sociaux et assimilés	6 675	6 696	6 667	7 390	7 158	7 513
35 Techniciens/iennes de l'information et des communications	6 314	5 669	6 825	7 326	6 063	7 906
<b>4 Employé(e)s de type administratif</b>	<b>5 833</b>	<b>5 848</b>	<b>5 816</b>	<b>6 192</b>	<b>6 248</b>	<b>6 140</b>
41 Employé(e)s de bureau	6 099	5 985	6 782	6 627	6 464	7 647
42 Employé(e)s de réception, guichetiers et assimilés	5 743	5 583	6 253	6 331	6 049	7 088
43 Employé(e)s des services comptables et d'approvisionnement	5 316	5 276	5 327	5 860	5 720	5 925
44 Autres employé(e)s de type administratif	5 775	5 448	5 870	5 916	5 753	5 961
<b>5 Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs</b>	<b>4 952</b>	<b>4 707</b>	<b>5 501</b>	<b>5 414</b>	<b>4 996</b>	<b>6 516</b>
51 Personnel des services directs aux particuliers	4 485	4 333	4 685	5 044	4 724	5 805
52 Commerçant(e)s et vendeurs/euses	4 834	4 549	5 952	5 110	4 687	6 829
53 Personnel soignant	5 463	5 392	5 823	5 636	5 580	6 453
54 Personnel des services de protection et de sécurité	7 049	6 402	7 157	7 590	5 797	7 972
<b>6 Agriculteurs/trices et ouvr. qualifié(e)s de l'agriculture, la sylviculture et la pêche</b>	<b>5 468</b>	<b>4 749</b>	<b>5 520</b>	<b>6 037</b>	<b>4 639</b>	<b>6 087</b>
61 Agriculteurs/trices et ouvr. qualifié(e)s de l'agriculture commerciale	5 462	4 749	5 506	5 902	4 639	6 044
62 Professions commerciales qualifiées de la sylviculture, la pêche et la chasse	6 458	*	6 486	6 838	-	6 838
<b>7 Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat</b>	<b>5 880</b>	<b>4 767</b>	<b>5 953</b>	<b>6 404</b>	<b>4 942</b>	<b>6 475</b>
71 Métiers qualifiés du bâtiment et assimilés, sauf électriciens	5 929	4 953	5 943	6 335	[4 783]	6 344
72 Métiers qualifiés de la métallurgie, de la construction mécanique et assimilés	5 957	4 921	6 010	6 608	4 991	6 633
73 Métiers qualifiés de l'artisanat et de l'imprimerie	5 742	5 000	6 146	6 578	5 328	6 934
74 Métiers de l'électricité et de l'électrotechnique	6 163	5 318	6 176	6 829	5 033	6 879
75 Métiers de l'alimentation, de l'habil. et autres métiers qualif. de l'ind. et l'artisanat	5 385	4 538	5 571	5 920	4 705	6 119
<b>8 Conducteurs/trices d'installations et de machines, ouvr. de l'assemblage</b>	<b>5 593</b>	<b>4 536</b>	<b>5 730</b>	<b>6 051</b>	<b>4 890</b>	<b>6 157</b>
81 Conducteurs/trices de machines et d'installations fixes	5 617	4 338	5 960	6 006	4 719	6 281
82 Ouvriers/ouvrières de l'assemblage	5 693	4 525	5 925	6 161	4 797	6 369
83 Conducteurs/trices de véhicules et d'engins lourds de levage et de manœuvre	5 556	5 297	5 565	6 051	5 723	6 057
<b>9 Professions élémentaires</b>	<b>4 963</b>	<b>4 309</b>	<b>5 388</b>	<b>5 303</b>	<b>4 600</b>	<b>5 785</b>
91 Aides de ménage	4 273	4 158	4 693	4 557	4 475	5 165
92 Manœuvres de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture	4 648	*	4 643	5 282	*	5 282
93 Manœuvres des mines, du bâtiment, des trav. publics, ind. manufact. et transp.	5 363	4 342	5 550	5 740	4 698	5 945
94 Assistant(e)s de fabrication de l'alimentation	4 035	*	4 035	*	*	*
96 Eboueurs/eues et autres trav. non qualifié(e)s	5 329	4 613	5 371	5 603	4 789	5 657

<sup>1</sup> Résultats basés sur en moyenne 71% des données. Ce taux peut varier selon les branches économiques.

Salaire mensuel standardisé: équivalent plein temps basé sur 4 ½ semaines à 40 heures de travail.

Groupes de professions CITP: classification internationale type des professions – grands groupes (1 position) et sous-grands groupes (2 positions)

Niveau de compétences: **Professions regroupées en 4 niveaux de compétences:**

**Grands groupes de professions 1 et 2 = niveau de compétence 4**

Tâches qui exigent une capacité à résoudre des problèmes complexes et à prendre des décisions fondées sur un vaste ensemble de connaissances théoriques et factuelles dans un domaine spécialisé

**Grand groupe de professions 3 = niveau de compétence 3**

Tâches pratiques complexes nécessitant un vaste ensemble de connaissances dans un domaine spécialisé

**Grands groupes de professions 4 à 8 = niveau de compétence 2**

Tâches pratiques telles que la vente/les soins/le traitement de données et les tâches administratives/l'utilisation de machines et d'appareils électroniques/les services de sécurité/la conduite de véhicules

**Grand groupe de professions 9 = niveau de compétence 1**

Tâches physiques ou manuelles simples

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T34 Indice des salaires nominaux et réels selon les secteurs, sections et divisions économiques et le sexe, 2014–2015 (base 2010 = 100)**

ISS

Branches économiques (NOGA08)		Salaires nominaux				Salaires réels			
		Indice (base 2010 = 100)		Variation en % par rapport à l'année précédente		Indice (base 2010 = 100)		Variation en % par rapport à l'année précédente	
		2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015
<b>05–96</b>	<b>Total</b>	<b>103,3</b>	<b>103,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>104,1</b>	<b>105,7</b>	<b>0,8</b>	<b>1,5</b>
<b>05–43</b>	<b>Secteur secondaire</b>	<b>103,2</b>	<b>103,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>103,9</b>	<b>105,6</b>	<b>0,9</b>	<b>1,6</b>
05–09/	Industries extractives, production et distribution								
35–39	d'énergie et d'eau; gestion des déchets	102,0	102,9	0,5	0,9	102,7	104,8	0,5	2,1
10–33	Industries manufacturières	103,5	104,2	1,1	0,7	104,2	106,1	1,1	1,9
10–12	Industries alimentaires et du tabac	102,0	102,9	1,3	0,9	102,7	104,8	1,3	2,1
16–18	Industries du bois et du papier; imprimerie	102,3	102,5	0,2	0,3	103,0	104,5	0,2	1,4
19–21	Cokéfaction et raffinage, industrie chimique et pharmaceutique	104,7	105,9	0,8	1,1	105,5	107,9	0,8	2,3
22–23	Industries du caoutchouc et du plastique	104,4	103,6	1,8	–0,7	105,1	105,6	1,9	0,4
24–25	Fabrication de produits métalliques	103,0	104,2	1,5	1,2	103,7	106,1	1,5	2,3
26–27	Fabrication de produits informatiques et électroniques et d'équipements électriques	103,6	104,4	1,6	0,8	104,3	106,4	1,6	2,0
28–30	Fabrication de machines, équipements et matériels de transport	104,2	104,3	0,6	0,1	105,0	106,3	0,6	1,2
31–33	Autres industries manufacturières; réparation et installation	102,9	104,2	0,7	1,2	103,6	106,1	0,7	2,4
41–43	Construction	102,8	102,5	0,5	–0,2	103,5	104,4	0,5	0,9
<b>45–96</b>	<b>Secteur tertiaire</b>	<b>103,4</b>	<b>103,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>104,1</b>	<b>105,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,5</b>
45–47	Commerce	103,7	104,1	0,8	0,4	104,4	106,1	0,8	1,6
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	103,2	103,9	1,3	0,6	104,0	105,8	1,3	1,8
46	Commerce de gros	102,8	102,9	1,0	0,1	103,5	104,8	1,0	1,2
47	Commerce de détail	104,4	105,2	0,5	0,7	105,2	107,1	0,5	1,9
49–53	Transports et courrier	101,7	102,3	–0,4	0,7	102,4	104,2	–0,4	1,8
49–52	Transports et entreposage	101,2	101,7	–0,7	0,5	101,9	103,6	–0,7	1,7
53	Activités de poste et de courrier	103,6	104,7	1,0	1,1	104,3	106,7	1,0	2,3
55/56	Hébergement et restauration	103,9	104,2	1,1	0,3	104,6	106,1	1,1	1,4
58–63	Edition, diffusion, télécommunications, activités informatiques	104,3	104,3	1,1	0,0	105,0	106,3	1,1	1,2
58–61	Edition, audiovisuel et diffusion, télécommunications	102,6	102,7	0,9	0,2	103,3	104,7	0,9	1,3
62–63	Activités informatiques et services d'information	105,6	105,6	1,2	–0,1	106,4	107,5	1,2	1,1
64–66	Activités financières et assurance	104,5	105,1	1,3	0,5	105,3	107,0	1,3	1,7
64/66	Activités des services financiers, activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	104,3	105,0	1,3	0,7	105,0	106,9	1,3	1,8
65	Assurance	105,3	105,4	1,3	0,1	106,0	107,4	1,4	1,3
69–75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	104,4	104,2	0,3	–0,2	105,2	106,1	0,3	0,9
77–82	Activités de services administratifs et de soutien	103,5	103,3	1,0	–0,2	104,2	105,2	1,0	1,0
84	Administration publique	102,4	102,5	0,4	0,1	103,1	104,4	0,4	1,3
85	Enseignement <sup>1</sup>	103,8	104,6	1,6	0,8	104,5	106,6	1,7	2,0
86–88	Santé, hébergement médico-social et action sociale	101,7	102,1	0,1	0,3	102,4	104,0	0,1	1,5
90–96	Arts, spectacles et activités récréatives, autres activités de services	104,6	105,1	2,5	0,5	105,3	107,0	2,5	1,7
Sexe	Hommes	103,2	103,5	0,7	0,3	103,9	105,4	0,7	1,5
	Femmes	103,6	104,1	1,0	0,5	104,4	106,1	1,0	1,7

Composantes du salaire: salaire brut de base, allocation de renchérissement et 13<sup>e</sup> salaire. Les primes et les commissions, les allocations familiales et les paiements en nature sont exclus du calcul.

<sup>1</sup> NOGA85 Enseignement: Cette branche inclut toute personne salariée d'une entreprise qui dispense un enseignement (enseignants, personnel administratif et technique, personnel spécialisé, etc.). Il s'agit principalement d'entreprises privées (enseignement du sport et de loisirs, culturel, de conduite, de langues, d'informatique, etc.)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

## T35 Evolution des salaires nominaux, des prix à la consommation et des salaires réels, 1976–2015

ISS

Année	Salaires nominaux <sup>1</sup>						Prix à la consommation <sup>2</sup>	Salaires réels						
	Indice (base 1939 = 100)			Variation par rapport à l'année précédente				Variation par rapport à l'année précédente	Indice (base 1939 = 100)			Variation par rapport à l'année précédente		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
1976	920,0	875,0	1005,0	2,2	1,9	2,9	1,0	245,0	233,0	267,0	1,2	0,8	1,9	
1977	942,0	897,0	1025,0	2,4	2,6	2,0	1,6	247,0	235,0	269,0	0,8	1,0	0,5	
1978	972,0	924,0	1064,0	3,1	3,0	3,8	0,4	254,0	241,0	277,0	2,7	2,5	3,3	
1979	1004,0	955,0	1101,0	3,4	3,3	3,5	5,0	250,0	237,0	274,0	-1,5	-1,6	-1,4	
1980	1058,0	1005,0	1162,0	5,3	5,2	5,6	3,6	254,0	241,0	279,0	1,6	1,6	1,9	
1981	1124,0	1067,0	1239,0	6,3	6,2	6,6	7,3	251,0	238,0	277,0	-1,0	-1,0	-0,7	
1982	1203,0	1143,0	1322,0	7,0	7,1	6,7	6,2	253,0	241,0	278,0	0,8	0,9	0,5	
1983	1248,0	1186,0	1371,0	3,8	3,8	3,8	1,4	259,0	246,0	285,0	2,3	2,3	2,3	
1984	1283,0	1218,0	1411,0	2,7	2,7	2,9	3,1	258,0	245,0	284,0	-0,4	-0,4	-0,2	
1985	1323,0	1256,0	1459,0	3,1	3,1	3,4	3,0	259,0	246,0	285,0	0,2	0,1	0,4	
1986	1370,0	1300,0	1516,0	3,6	3,5	3,9	0,4	267,0	253,0	295,0	3,2	3,2	3,5	
1987	1403,0	1330,0	1557,0	2,4	2,3	2,7	2,0	268,0	254,0	298,0	0,4	0,3	0,7	
1988	1452,0	1375,0	1615,0	3,4	3,4	3,7	1,8	273,0	258,0	303,0	1,7	1,6	1,9	
1989	1507,0	1427,0	1680,0	3,8	3,8	4,0	3,6	274,0	259,0	304,0	0,2	0,2	0,4	
1990	1595,0	1511,0	1775,0	5,9	5,9	5,7	6,4	272,0	257,0	302,0	-0,5	-0,5	-0,7	
1991	1706,0	1619,0	1887,0	7,0	7,2	6,3	5,1	277,0	262,0	306,0	1,8	1,9	1,1	
1992	1788,0	1699,0	1969,0	4,8	4,9	4,3	3,5	280,0	266,0	308,0	1,2	1,3	0,8	
1993	1836,0	1743,0	2024,0	2,7	2,6	2,8	3,4	278,0	264,0	306,0	-0,7	-0,7	-0,5	
1994	1862,0	1769,0	2051,0	1,5	1,5	1,4	0,9	280,0	265,0	308,0	0,5	0,6	0,4	
1995	1887,0	1789,0	2087,0	1,3	1,1	1,8	1,8	279,0	264,0	307,0	-0,5	-0,6	0,0	
1996	1910,0	1811,0	2117,0	1,3	1,2	1,4	0,8	280,0	265,0	309,0	0,5	0,4	0,6	
1997	1919,0	1818,0	2130,0	0,5	0,4	0,6	0,5	280,0	265,0	310,0	0,0	-0,1	0,1	
1998	1932,0	1832,0	2142,0	0,7	0,7	0,5	0,0	282,0	266,0	311,0	0,6	0,7	0,5	
1999	1938,0	1835,0	2156,0	0,3	0,1	0,7	0,8	280,0	265,0	311,0	-0,5	-0,7	-0,1	
2000	1963,0	1856,0	2190,0	1,3	1,2	1,6	1,6	279,0	264,0	311,0	-0,3	-0,4	0,0	
2001	2011,0	1902,0	2245,0	2,5	2,5	2,5	1,0	284,0	268,0	316,0	1,5	1,5	1,5	
2002	2047,0	1933,0	2296,0	1,8	1,6	2,3	0,6	287,0	270,0	321,0	1,1	1,0	1,6	
2003	2076,0	1958,0	2334,0	1,4	1,3	1,7	0,6	289,0	272,0	324,0	0,8	0,7	1,0	
2004	2095,0	1975,0	2360,0	0,9	0,9	1,1	0,8	289,0	272,0	325,0	0,1	0,1	0,3	
2005	2115,0	1992,0	2386,0	1,0	0,9	1,1	1,2	289,0	271,0	325,0	-0,2	-0,3	-0,1	
2006	2140,0	2014,0	2417,0	1,2	1,1	1,3	1,1	289,0	271,0	326,0	0,1	0,1	0,2	
2007	2175,0	2047,0	2454,0	1,6	1,6	1,5	0,7	292,0	274,0	328,0	0,9	0,9	0,8	
2008	2219,0	2092,0	2499,0	2,0	2,2	1,8	2,4	290,0	273,0	326,0	-0,4	-0,2	-0,6	
2009	2266,0	2136,0	2552,0	2,1	2,1	2,1	-0,5	298,0	280,0	335,0	2,6	2,6	2,6	
2010	2285,0	2151,0	2579,0	0,8	0,7	1,1	0,7	298,0	280,0	336,0	0,1	0,0	0,4	
2011	2306,0	2171,0	2604,0	1,0	1,0	1,0	0,2	301,0	282,0	338,0	0,7	0,7	0,7	
2012	2326,0	2188,0	2630,0	0,8	0,8	1,0	-0,7	305,0	286,0	344,0	1,5	1,5	1,7	
2013	2343,0	2204,0	2648,0	0,7	0,8	0,7	-0,2	308,0	289,0	347,0	1,0	1,0	0,9	
2014	2361,0	2220,0	2673,0	0,8	0,7	1,0	0,0	311,0	291,0	351,0	0,8	0,7	1,0	
2015	2370,0	2226,0	2686,0	0,4	0,3	0,5	-1,1	315,0	296,0	357,0	1,5	1,5	1,7	

<sup>1</sup> Jusqu'en 1993: à partir des résultats de l'enquête d'octobre sur les salaires et traitements. Dès 1994: à partir des données fournies par le Service de centralisation des statistiques de l'assurance-accidents (SSAA).

<sup>2</sup> Jusqu'en 1993: indice des prix à la consommation au mois d'octobre. Dès 1994: variation annuelle moyenne en %.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T36 Accords salariaux conclus dans les conventions collectives de travail (CCT),  
selon les branches économiques, en 2015**

EAS

Branches économiques NOGA08			Accords sur les adaptations nominales des salaires effectifs		Accords sur les adaptations nominales des salaires minimaux	
			Salarié(e)s assujetti(e)s <sup>1</sup>	Adaptation salariale <sup>2</sup> en %	Salarié(e)s assujetti(e)s <sup>1,3</sup>	Adaptation salariale <sup>2</sup> en %
<b>Total</b>			<b>465 600</b>	<b>0,8</b>	<b>1 172 800</b>	<b>0,7</b>
<b>Secteur 1</b>			<b>600</b>	<b>0,5</b>	<b>800</b>	<b>0,0</b>
A	1-3	Agriculture, sylviculture et pêche	600	0,5	800	0,0
<b>Secteur 2</b>			<b>118 700</b>	<b>0,5</b>	<b>263 600</b>	<b>0,3</b>
B	5-9	Industries extractives	-	*	X	X
C	10-12	Industries alimentaires et du tabac	5 300	0,9	11 000	2,3
	13-15	Industries du textile et de l'habillement	1 500	2,3	2 000	1,7
	16-18	Industries du bois et du papier ; imprimerie	-	*	34 100	0,0
	19-21	Industrie chimique et pharmaceutique	4 100	0,7	X	X
	22-23	Industries du caoutchouc, du plastique et autres produits minéraux non métalliques	3 400	0,5	3 900	0,6
	24-25	Fabrication de produits métalliques	15 800	0,6	20 300	0,1
	26	Fabrication de produits électroniques; horlogerie	51 700	0,1	1 600	0,0
	27	Fabrication d'équipements électriques <sup>4</sup>	-	*	-	*
	28-30	Fabrication de machines et de matériels de transport	1 000	0,0	10 700	0,3
	31-33	Autres industries manufacturières; réparation et installation	2 600	0,5	X	X
D	35	Production et distribution d'énergie	2 000	1,0	800	0,1
F	41-43	Construction	31 300	0,8	178 400	0,2
<b>Secteur 3</b>			<b>346 400</b>	<b>1,0</b>	<b>756 200</b>	<b>1,0</b>
G	45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	18 500	0,4	19 100	0,4
	46	Commerce de gros	300	0,8	4 600	0,0
	47	Commerce de détail	107 000	0,9	147 400	1,8
H	49-52	Transports terrestres, par eau, aériens et entreposage	54 300	1,5	53 200	0,4
	53	Activités de poste et de courrier	35 300	1,6	35 000	0,0
I	55-56	Hébergement et restauration	1 600	0,3	200 800	0,0
J	58-60	Édition, audiovisuel et diffusion	6 400	0,8	6 100	1,8
	61-63	Télécommunications, activités informatiques et services d'information	17 500	1,7	-	*
K	64-66	Activités financières et d'assurance	X	X	70 000	4,0
L	68	Activités immobilières	-	*	1 700	0,0
M	69-75	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	X	X	2 200	0,0
	78	Activités liées à l'emploi	-	*	-	*
N	79-81	Activités de services administratifs et de soutien	5 800	0,6	109 800	1,2
O-P	84-85	Administration publique et enseignement.	14 800	0,3	14 300	0,1
Q	86	Activités pour la santé humaine	62 900	0,5	60 800	0,0
	87	Hébergement médico-social et social	15 900	0,2	14 900	0,0
	88	Action sociale sans hébergement	4 600	0,6	4 400	0,0
R	90-93	Arts, spectacles et activités récréatives	500	0,8	1 200	1,0
S	94-96	Autres activités de services	X	X	10 500	3,4
<b>Activités inclassables</b>			<b>-</b>	<b>*</b>	<b>152 300</b>	<b>0,0</b>
		Activités inclassables <sup>5</sup>	-	*	152 300	0,0

<sup>1</sup> CCT comptant au moins 100 assujettis. Une personne salariée assujettie à plusieurs CCT est comptée plusieurs fois.

<sup>2</sup> Les adaptations salariales résultent de négociations ou de dispositions conventionnelles.

<sup>3</sup> Personnes assujetties aux CCT où les salaires minimaux ont été adaptés. Non inclus 3'400 personnes assujetties aux CCT avec une nouvelle grille de salaires minimaux (adaptation non calculable).

<sup>4</sup> CCT sans dispositions salariales.

<sup>5</sup> Employés de commerce et personnel de vente.

**T37 Conventions collectives de travail (CCT) selon le type, le champ d'application, les salaires minimaux, la taille et le secteur économique, état au 1<sup>er</sup> mars 2014**

ECS

	Conventions collectives de travail <sup>1</sup> au total		Conventions collectives de travail avec dispositions normatives <sup>1,2</sup>		Conventions collectives de travail sans dispositions normatives <sup>1,3</sup>	
	Nombre de CCT <sup>4</sup>	Salarié(e)s assujetti(e)s <sup>4,5</sup>	Nombre de CCT <sup>4</sup>	Salarié(e)s assujetti(e)s <sup>4,5</sup>	Nombre de CCT <sup>4</sup>	Salarié(e)s assujetti(e)s <sup>4,5</sup>
<b>Total</b>	<b>602</b>	<b>1 975 100</b>	<b>588</b>	<b>1 788 500</b>	<b>14</b>	<b>186 600</b>
<b>Type de CCT</b>						
CCT d'association	211	1 647 200	X	X	X	X
CCT d'entreprises <sup>6</sup>	391	327 800	X	X	X	X
<b>Champ application</b>						
Champ d'application étendu <sup>7</sup>	73	992 000	62	817 900	11	174 100
Champ d'application non étendu	529	983 100	526	970 600	3	12 500
<b>CCT et salaires minimaux</b>						
Avec salaires minimaux	507	1 697 400	507	1 697 400	–	–
dont recommandations	5	26 300	5	26 300	–	–
Sans salaires minimaux	95	277 600	81	91 100	14	186 600
<b>Taille (Nombre d'assujetti(e)s)</b>						
1–4 999	554	323 200	547	305 900	7	17 300
5 000–9 999	13	91 100	10	65 500	3	25 600
10 000–99 999	32	935 800	28	792 100	4	143 700
100 000 et plus	3	625 000	3	625 000	–	–
Sans indication	–	–	–	–	–	–
<b>Secteur économique</b>						
Secteur primaire	5	900	5	900	–	–
Secteur secondaire	224	643 700	211	458 700	13	184 900
Secteur tertiaire	368	1 143 600	367	1 141 900	1	1 600
Inclassables <sup>8</sup>	5	186 900	5	186 900	–	–

<sup>1</sup> Une CCT est un accord passé entre, d'une part, une (ou plusieurs) association(s) d'employeurs ou/et un (ou plusieurs) employeur(s) et, d'autre part, une (ou plusieurs) association(s) de travailleurs afin d'établir en commun des clauses sur la conclusion, l'objet et la fin des contrats individuels de travail (dispositions normatives). Une CCT peut également contenir d'autres clauses pourvu qu'elles concernent les rapports entre employeurs et travailleurs (dispositions semi-normatives); elle peut même être limitée à ces clauses.

<sup>2</sup> CCT contenant des dispositions normatives, soit des clauses liées à la conclusion, l'objet et la fin du contrat individuel de travail (durée du temps d'essai, salaires minimaux, durée du travail, vacances, allocations, délais de résiliation, etc.).

<sup>3</sup> CCT contenant exclusivement des dispositions semi-normatives, soit des clauses telles que contributions à une caisse de compensation ou à un fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels, représentation des travailleurs dans l'entreprise, prévention des accidents, etc... Ces CCT recourent de manière générale le champ d'application (employeurs et travailleurs) d'autres CCT avec dispositions normatives et en vigueur dans la même branche économique.

<sup>4</sup> CCT de base. Y compris les CCT sans indication du nombre de salarié(e)s assujetti(e)s. Sans les conventions complémentaires ou avenants à une CCT. D'un relevé à l'autre, une légère variation du nombre de CCT, liée à des changements structurels dans le domaine des conventions collectives de travail, peut engendrer des variations significatives en terme de nombre de personnes salariées assujetties.

<sup>5</sup> Une personne salariée assujettie à plusieurs CCT est comptée plusieurs fois. Y compris les personnes salariées assujetties dans le domaine du travail temporaire (location de service).

<sup>6</sup> Y compris les CCT d'administration publique. Sans les CCT internes d'entreprises (signées côté travailleurs uniquement par une commission d'entreprise)

<sup>7</sup> CCT déclarée obligatoire par décision officielle pour tous les employeurs et tous les travailleurs dans un domaine géographique et économique (activité, branche économique ou profession) donné.

<sup>8</sup> Ce code ne fait pas partie de la NOGA (Employés de commerce et personnel de vente).

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T38 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale, UE et pays de l'AELE,  
taux d'activité standardisé, taux d'activité par âge, part du temps partiel, 4<sup>e</sup> trimestre 2015 ESPA/EUROSTAT<sup>1</sup>**

	Taux d'activité standardisé (15 ans et +), en %			Taux d'activité par âge, en %				Part du temps partiel, en %		
	Total	Hommes	Femmes	15-64 ans	15-24 ans	25-49 ans	50-64 ans	Total	Hommes	Femmes
<b>Suisse</b>	<b>69,3</b>	<b>75,0</b>	<b>63,8</b>	<b>84,7</b>	<b>68,6</b>	<b>91,3</b>	<b>82,2</b>	<b>35,6</b>	<b>16,7</b>	<b>57,2</b>
<b>UE/AELE</b>										
UE-28	57,6	64,3	51,4	72,7	41,4	86,0	67,0	20,4	10,0	32,6
UE-27	57,7	64,4	51,4	72,7	41,4	86,0	67,1	20,5	10,0	32,8
UE-15	58,0	64,3	52,1	73,6	43,7	86,1	68,9	23,8	11,2	38,4
Belgique	53,4	58,7	48,4	67,7	30,3	85,9	59,5	24,4	9,8	41,1
Bulgarie	53,9	59,7	48,6	69,2	23,7	82,8	67,4	2,3	2,1	2,5
République tchèque	59,5	68,2	51,2	74,2	32,7	88,0	69,4	6,3	3,0	10,5
Danemark	62,3	67,0	57,7	78,5	61,8	87,2	75,0	25,0	16,9	34,2
Allemagne	60,6	66,3	55,1	78,0	49,6	87,5	77,0	27,8	10,9	47,2
Estonie	62,2	69,1	56,4	76,8	39,1	88,2	76,4	11,0	6	16,1
Irlande	60,0	67,5	52,8	70,1	35,3	82,0	67,5	22,8	12,9	34,4
Grèce	52,2	59,9	44,9	68,1	25,1	87,5	54,8	9,4	6,6	13,3
Espagne	58,7	64,5	53,2	74,2	33,3	88,6	67,4	15,7	8,0	25,0
France	56,1	60,9	51,7	71,3	36,7	88,1	64,3	18,8	8,2	30,2
Croatie	52,5	58,8	46,7	66,7	36,0	85,3	54,1	6,3	5,1	7,8
Italie	49,2	59,1	40,0	64,5	27,1	77,5	60,5	18,8	8,6	33,0
Chypre	61,9	66,9	57,5	72,2	36,0	87,5	65,1	14,0	11,2	16,9
Lettonie	60,5	68,1	54,4	76,4	44,6	88,0	72,5	9,3	5,6	13,0
Lituanie	59,4	65,0	54,9	74,7	35,2	89,4	75,0	8,1	5,5	10,7
Luxembourg	59,3	64,7	53,8	70,2	32,1	89,5	54,9	18,2	5,3	33,8
Hongrie	55,0	63,6	47,5	69,1	31,7	85,9	60,2	5,6	4,0	7,5
Malte	54,5	67,3	41,7	67,5	51,2	82,8	51,6	15,4	7,6	27,9
Pays-Bas	64,2	69,9	58,6	79,6	67,8	88,0	73,4	50,6	28,0	77,0
Autriche	60,9	66,4	55,6	75,7	56,7	88,8	63,8	28,2	11,3	47,2
Pologne	56,5	65,0	48,6	68,5	32,9	86,5	57,4	7,4	4,6	10,7
Portugal	58,6	64,6	53,4	73,6	33,9	90,5	66,2	12,4	10,8	14,1
Roumanie	54,2	64,3	44,7	65,9	30,0	83,2	52,6	9,3	8,9	9,8
Slovénie	56,8	62,1	51,7	71,3	34,9	91,3	54,9	10,0	7,3	13,3
Slovaquie	60,0	68,0	52,6	71,3	32,0	87,7	64,3	5,9	3,9	8,5
Finlande	57,8	61,3	54,5	74,4	44,5	86,0	73,4	16,3	12,3	20,4
Suède	64,2	67,7	60,7	81,1	51,0	91,0	83,1	26,0	15,6	37,4
Royaume-Uni	62,9	68,8	57,2	77,2	59,2	86,1	72,6	26,6	13,2	42,0
Islande	81,9	84,5	79,2	87,1	75,5	90,9	88,1	27,3	14,4	41,0
Norvège	64,5	67,0	61,8	77,7	53,5	86,8	77,3	27,6	16,8	39,6

<sup>1</sup> Base de données Eurostat (état: avril 2016)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T39 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale,  
UE et pays de l'AELE, actifs occupés selon le secteur économique, part d'indépendants  
et actifs occupés selon le niveau de formation, au 4<sup>e</sup> trimestre 2015**

ESPA/EUROSTAT<sup>1</sup>

	Part d'actifs occupés selon le secteur économique <sup>2</sup> , en %			Part d'indépendants, en %	Actifs occupés 25-74 ans selon le niveau de formation <sup>3</sup> , en %		
	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire		Sans formation postobligatoire	Degré secondaire II	Degré tertiaire
<b>Suisse</b>	<b>3,3</b>	<b>19,8</b>	<b>76,9</b>	<b>12,3</b>	<b>10,0</b>	<b>45,7</b>	<b>44,3</b>
<b>EU/AELE</b>							
UE-28	4,4	24,1	71,5	14,8	17,4	47,3	35,3
UE-27	4,4	24,1	71,6	14,9	17,4	47,2	35,3
UE-15	2,7	22,3	74,9	14,5	19,5	43,8	36,7
Belgique	1,3	21,8	76,9	14,5	16,7	38,6	44,7
Bulgarie	6,4	30,3	63,3	11,0	10,3	56,5	33,2
République tchèque	2,9	38,2	58,9	16,5	3,6	71,8	24,6
Danemark	2,5	19,1	78,3	8,3	15,5	43,9	40,7
Allemagne	1,3	27,7	71,0	10,2	9,8	58,9	31,2
Estonie	3,8	30,2	66,0	8,6	6,1	53,1	40,8
Irlande	5,4	19,0	75,6	16,2	14,8	35,4	49,7
Grèce	12,4	14,8	72,7	30,2	24,6	40,6	34,8
Espagne	4,3	19,5	76,2	16,6	34,0	23,3	42,8
France	2,6	20,2	77,2	11,3	16,1	43,4	40,5
Croatie	8,7	26,7	64,6	13,0	10,6	60,9	28,5
Italie	4,0	26,4	69,7	22,6	31,2	46,7	22,1
Chypre	3,6	16,4	80,0	12,9	17,9	36,2	45,9
Lettonie	8,6	24,0	67,4	12,6	6,6	56,8	36,6
Lituanie	8,2	25,4	66,4	11,5	3,8	50,1	46,1
Luxembourg	(0,0)	10,6	89,4	8,6	16,0	32,2	51,8
Hongrie	4,9	30,6	64,5	10,7	11,4	60,7	27,8
Malte	1,7	18,3	80,0	14,1	44,6	29,3	26,1
Pays-Bas	2,2	16,7	81,1	16,4	18,4	41,4	40,2
Autriche	4,4	25,9	69,6	11,2	11,1	53,9	35,0
Pologne	11,3	30,6	58,1	18,2	5,5	60,1	34,5
Portugal	7,1	24,4	68,5	17,7	50,0	24,0	26,1
Roumanie	24,2	29,1	46,6	18,7	20,5	57,9	21,6
Slovénie	6,2	32,0	61,8	12,6	9,0	56,1	34,9
Slovaquie	2,9	36,4	60,7	15,0	4,1	71,4	24,6
Finlande	4,0	21,9	74,0	13,7	9,5	43,2	47,3
Suède	2,0	18,3	79,7	9,9	12,2	45,1	42,7
Royaume-Uni	1,2	18,5	80,2	14,8	16,0	38,6	45,3
Islande	4,6	17,0	78,4	12,2	23,2	36,0	40,8
Norvège	2,1	19,9	78,0	7,0	12,7	39,5	47,8

<sup>1</sup> Base de données Eurostat (état: avril 2016)

<sup>2</sup> NACE Rév. 2  
Suisse: moyenne annuelle 2015

<sup>3</sup> Selon la nomenclature internationale CITE (Classification Internationale Type de l'Education).

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016

**T40 Indicateurs du marché du travail en comparaison internationale (UE, AELE),  
taux de chômage, chômeurs de longue durée et jeunes chômeurs au sens du BIT,  
salaires annuels, 4<sup>e</sup> trimestre 2015**

ESPA/EUROSTAT<sup>1</sup>/ESS

	Taux de chômage BIT en %			Jeunes chômeurs BIT (15-24 ans) en %	Chômeurs de longue durée BIT en %	Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps <sup>2</sup> , en euro, 2010	Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps <sup>2</sup> , en PAS 2010 <sup>3</sup>
	Total	Hommes	Femmes				
<b>Suisse</b>	<b>4,7</b>	<b>4,6</b>	<b>4,8</b>	<b>9,8</b>	<b>39,4</b>	<b>63 549</b>	<b>44 311</b>
<b>UE/AELE</b>							
UE28	9,1	8,9	9,3	19,6	48,3	30 903	30 248
UE27	9,0	8,9	9,2	19,4	48,1	31 042	30 345
UE15	9,5	9,3	9,7	19,5	48,6	35 939	33 699
Belgique	8,7	9,3	8,1	25,4	51,5	44 366	39 964
Bulgarie	7,9	8,1	7,6	22,4	59,7	4 618	10 406
République tchèque	4,5	3,6	5,5	11,4	48,5	12 672	17 509
Danemark	5,8	5,5	6,1	10,2	27,7	54 807	40 131
Allemagne	4,5	4,7	4,3	6,4	44,2	39 002	37 338
Estonie	6,4	6,3	6,6	16,2	31,7	10 739	15 628
Irlande	8,7	10,4	6,6	18,9	56,3	42 111	38 086
Grèce	24,4	21,2	28,4	49,0	74,3	25 696	27 919
Espagne	20,9	19,5	22,5	46,2	50,5	26 621	28 295
France	10,6	11,0	10,2	25,8	44,1	35 232	31 351
Croatie	16,1	14,8	17,6	43,8	62,4	12 071	17 138
Italie	12,0	11,3	12,8	40,0	58,7	31 088	30 380
Chypre	12,8	13,5	12,1	29,5	47,9	25 417	28 615
Lettonie	9,8	11,0	8,7	19,0	44,7	8 874	9 765
Lituanie	8,8	9,5	8,2	13,3	40,0	7 098	12 004
Luxembourg	6,3	6,4	6	20,7	30,7	51 008	42 167
Hongrie	6,2	5,9	6,5	15,3	46,3	10 192	17 063
Malte	5,2	5,2	5,3	(10,6)	37,2	18 816	25 733
Pays-Bas	6,6	6,2	7,1	11,1	42,4	41 118	36 908
Autriche	5,7	6,0	5,4	11,3	31,5	38 901	35 248
Pologne	6,9	6,8	7,1	20,2	38,0	10 529	17 619
Portugal	12,4	12,2	12,5	32,8	56,8	17 193	20 741
Roumanie	6,6	7,2	5,9	21,8	43,9	6 048	12 204
Slovénie	8,5	7,8	9,2	18,1	51,7	20 495	24 363
Slovaquie	11,0	9,6	12,7	26,2	62,6	10 554	15 773
Finlande	8,7	9,3	8,1	18,2	28,0	42 234	35 352
Suède	6,6	6,7	6,4	16,5	21,6	41 113	33 237
Royaume-Uni	4,9	5,0	4,8	13,1	29,8	37 184	35 188
Islande	3,1	3,8	2,3	7,5	...	34 004	31 835
Norvège	4,2	4,2	4,1	8,6	25,0	55 370	37 491

<sup>1</sup> Base de données Eurostat (état: février/avril 2016)

<sup>2</sup> Entreprises de 10 employés ou plus dans l'industrie et les services marchands (sections B à N de la NACE Rév.2). Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%).

<sup>3</sup> Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays.

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)

© OFS, Neuchâtel 2016







# Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

<i>Moyen de diffusion</i>	<i>Contact</i>
Service de renseignements individuels	058 463 60 11 info@bfs.admin.ch
L'OFS sur Internet	www.statistique.admin.ch
Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents	www.news-stat.admin.ch
Publications: information approfondie	058 463 60 60 order@bfs.admin.ch
Données interactives (banques de données, accessibles en ligne)	www.stattab.bfs.admin.ch

Informations sur les divers moyens de diffusion sur Internet à l'adresse [www.statistique.admin.ch](http://www.statistique.admin.ch) → Actualités → Publications

## Vie active et rémunération du travail

Vous trouvez sur notre site Internet [www.labor-stat.admin.ch](http://www.labor-stat.admin.ch) les données détaillées et diverses informations concernant le marché du travail

Des informations plus détaillées sur les aspects méthodologiques des statistiques présentées dans les «Indicateurs du marché du travail» sont disponibles dans les publications suivantes:

- Statistique de la population active occupée (SPAO), Bases méthodologiques 2016, (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-spao-2016-01)
- Fiche méthodologique STATEM: principales caractéristiques, 2015 (disponible en version électronique uniquement: do-f-06-besta-fichemeth-2015\_4)
- Statistique du volume de travail (SVOLTA), Bases méthodologiques dès 2010 (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-svolta-01.02)
- Durée normale du travail dans les entreprises en 1997, Résultats commentés et tableaux (N° de commande: 169-9700)
- Statistique du chômage au sens du BIT, Bases méthodologiques 2016 (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-chom-bit-2016-01)
- Comptes globaux du marché du travail (CMT), Bases méthodologiques et résultats, 1991–1996 (N° de commande: 282-9600)
- L'enquête suisse sur la population active dès 2010: Concepts – Bases méthodologiques – Considérations pratiques, 2012 (disponible en version électronique uniquement: (do-f-03-sake-2012-03)
- L'enquête suisse sur la structure des salaires 2012. Résultats commentés, 2015 (N° de commande: 185-1200)
- Evolution des salaires 2014, Résultats commentés et tableaux, 2015 (N° de commande: 166-1401)
- Accords salariaux conclus pour 2015 dans les domaines conventionnels, 2016 (N° de commande: 1253-1500)
- Enquête sur les conventions collective de travail en Suisse en 2012, 2014 (N° de commande: 1265-1200)
- Révision de la statistique des frontaliers (STAF) 2015-16, Synthèse de la méthode, 2016 (disponible en version électronique uniquement: do-f-03-staf-2015-01)

La publication «Indicateurs du marché du travail» fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires et la comparaison de certains indicateurs avec ceux d'autres pays.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2010–2016, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin, la dernière partie de cet ouvrage est constituée de divers tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

**Numéro OFS**

206-1602

**Commandes**

Tél. 058 463 60 60

Fax 058 463 60 61

[order@bfs.admin.ch](mailto:order@bfs.admin.ch)**Prix**

25 francs (TVA excl.)

ISBN 978-3-303-03282-4